
VALOMBRÉ

TROISIÈME PARTIE (1)

MADAME DESCLAUX

IL n'y a pas de générosité à retarder l'aumône », avait dit le Supérieur général. Dom Moreuil ne mit pas longtemps à descendre à Grenoble pour y remplir sa mission. Je ne tardai pas à recevoir sa visite, et ce fut à une heure si matinale que les quais de l'Isère devaient être déserts et que personne ne dut remarquer son entrée sous la glycine de mon portail, ni sa sortie un peu plus tard. J'étais levé et déjà installé dans mon cabinet de travail, mais en robe de chambre et en pantoufles. Je préfère, en prenant des années, le travail du matin à celui du soir ou de la nuit.

— Je suis venu, m'expliqua-t-il, immédiatement après ma messe. Excusez-moi si je vous dérange.

Il comprit à mon sourire que je n'étais pas fâché de lui montrer comment on sait vivre laborieusement dans le monde. Le coup d'œil qu'il jeta sur ma bibliothèque de droit, qui est assez riche et rassemblée en des cadres de bois aux ornements cuivrés de style Empire, me jeta dans cette réflexion : aurait-il appartenu à la magistrature ? A la Grande-Chartreuse, il m'avait paru méfiant de la justice des hommes ; ses craintes auraient-elles pour origine une connaissance qui aurait provoqué le pire scepticisme ? J'aurais souhaité de déchiffrer le passé de ce religieux que je devinais si parfaitement informé de la vie

Copyright by Henry Bordeaux.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1^{er} août.

TOME LII. — 15 AOÛT 1929.

contemporaine, mais sans doute demeurerait-il pour moi une énigme. Aussitôt je lui demandai :

— Vous êtes allé rue Haxo ?

— J'y suis allé hier.

Et ce fut lui qui m'interrogea :

— Vous connaissez l'appartement de M^{me} Desclaux ?

— Non, mon Père. Je m'étais simplement procuré pour vous son adresse.

— Elle habite le dernier étage d'une vieille maison haute. C'est un appartement modeste, très propre et très bien tenu et dont la vue est charmante, car il donne sur le jardin botanique où poussent des arbres de toutes essences, où chantent d'innombrables oiseaux. Au-dessus, l'on aperçoit de petites montagnes. Je craignais de rencontrer la pauvre femme dans un de ces noirs immeubles des villes où s'entassent l'ennui, la décrépitude et le découragement. Tandis qu'elle a du moins cette consolation de la nature et d'une paix profonde.

A cette description et à cet attachement se reconnaissait le Chartreux qui est allé demander à la montagne la solitude, mais aussi la sérénité du cœur.

— Et dans quel état l'avez-vous trouvée, mon Père ?

Il ne se pressa pas de me répondre, quand j'étais anxieux de sa réponse. Car le jour du procès approchait et je vivais dans une angoisse sans nom, avec mon secret impossible à livrer, dans l'absence de toutes nouvelles venues du château d'Arnay. Mais visiblement le temps ne comptait pas pour lui. Il avait célébré de bonne heure sa messe. L'heure de son départ était sans doute fixée. L'intervalle lui appartenait donc. Cependant je devinais qu'il avait à me communiquer des choses importantes et compris qu'il ne fallait point le brusquer.

— Je vous remercie, commença-t-il, de m'avoir procuré, par la vue et la conversation de cette femme, une élévation de l'âme. Elle est venue m'ouvrir elle-même, d'un pas fatigué et traînant. Elle avait un tablier de cuisine. « M^{me} Desclaux ? — C'est moi, mon Père. — Voulez-vous me permettre de vous rendre visite ? — C'est beaucoup d'honneur... » Elle m'a conduit lentement dans un étroit salon qui doit aussi lui servir de salle à manger. D'extraordinaires fleurs séchées, merveilles des pays tropicaux, y resplendissent dans des cadres.

— Son mari a été professeur d'histoire naturelle à Lyon.

— Elle me l'a appris. Déjà, elle avait quitté son tablier, — mais quelle difficulté à marcher, à reprendre son souffle ! — et me recevait avec cette grâce réservée qui suffisait à me révéler son éducation. Je lui dis que la connaissance de son malheur nous était parvenue au monastère et que notre Supérieur général en avait été ému et m'avait dépêché. Un secours inattendu lui permettait d'intervenir. Mais elle m'arrêta : « Vous savez que ~~ma~~ fille est innocente... — Nous ne cherchons pas les fautes, madame, mais les tristesses et les misères, matérielles ou morales, afin de les soulager. Ainsi désirons-nous vous venir en aide... » Alors, ce que je redoutais ne manqua pas d'arriver. Elle refusa. Elle n'avait besoin de rien. « Mais le travail de votre fille, de notoriété publique, vous était nécessaire. — C'est vrai. Moi-même, vous le voyez, je suis rhumatisante depuis des années et puis à peine remuer, parce que j'ai aussi de l'asthme. — Vous voyez bien, madame. Laissez-nous remplacer momentanément votre fille. — Mon mari la remplacera... » Un instant je me demandai si l'excès du malheur n'avait pas atteint sa raison. N'était-elle pas veuve depuis de longues années ? Elle me montra les fleurs des Tropiques dont les couleurs avaient tant d'éclat : « Je n'aurais jamais voulu m'en séparer, à cause du souvenir. Mon mari les aimait tant. Elles étaient son orgueil. Il leur avait consacré un volume, avec des planches, pour lequel je n'ai pu trouver d'éditeur après sa mort. Mais je connais leur valeur. Il les eût données lui-même pour sauver notre fille. Elle serviront à rétribuer son avocat et nous permettront de vivre, quelque temps. Je suis en négociations avec le Musée. Il spéculé un peu sur mes ennuis. Je m'adresserai peut-être ailleurs... » La dernière joie de ses yeux s'effacerait-elle avec ce marché ? Dieu voulut bien inspirer mes paroles. Je parvins à la convaincre qu'on ne refusait pas le secours divin. « Je ne l'accepterai, conclut-elle enfin, que si vous *la* croyez innocente... » Sur quoi aurais-je basé ma certitude sans commettre un abus ? Je biaisai ainsi : « Oui, madame, votre fille ne peut pas être coupable. »

— Que je vous suis reconnaissant, mon Père !

— Je n'ai pas terminé mon récit, monsieur l'avocat. La suite en est plus émouvante encore. La chère vieille femme voulut s'accuser en personne.

— Mais de quoi donc, je vous prie ?

— Voici notre conversation presque textuellement : « Mon Père, me dit-elle, je profiterai de votre présence pour m'éclairer. Depuis l'arrestation de Monique, j'ai beaucoup plus réfléchi sur le devoir maternel que pendant toutes mes années précédentes. Dieu se sert des événements pour exiger la place qui lui revient en nous. Ainsi en suis-je arrivée à des réflexions qui me tourmentent. Il est hors de doute que j'ai ma part dans la faute de ma fille, — je ne parle pas de celle dont on l'accuse, à quoi je ne crois point et ne croirai jamais quand on devrait me supplicier, mais de l'autre, bien suffisante, hélas ! celle de s'être donnée hors mariage. Il est naturel qu'une maman se dévoue, se sacrifie pour son enfant débile, ou malade, ou infirme, pendant sa vie, et jusqu'au dernier jour, et sans arrêt. Cela est naturel, et déjà cela est très dur ensemble. Mais il ne l'est pas qu'une mère accepte le sacrifice continu, l'assistance constante de son enfant. L'enfant doit aller au delà. Il a une vie personnelle. Nous ne devons pas la lui arracher toute, même quand il l'offre à notre vieillesse et à nos besoins. Monique, voyez-vous, mon Père, n'a pas eu chez elle assez de joie. Sur le chiffre de ses leçons, au lieu de garder, pour elle plus tard, quelques économies qui, déjà, ont fondu, j'aurais dû chaque année l'obliger à prélever le prix d'un voyage, ou quelque installation dans un lieu de repos. Elle ne s'est jamais reposée. Par fierté, elle ne demandait rien. Et il m'apparaît clairement aujourd'hui que sous les apparences de mon affection maternelle trop exigeante et de mes incessantes interventions, de mes tracasseries ingénues dans son existence, je l'ai, ô horreur ! je l'ai exploitée... »

« Elle éclata en larmes. Je dus la consoler, ne pas admettre qu'elle fit usage d'un tel mot. Calmée, elle reprit ses confidences : « Oh ! mon Père, je sais ce que je dis. Mon cas n'est pas exceptionnel. Il est bien évident que, tout cela, je ne l'ai point voulu. Mais qui donc a dit, sinon l'Évangéliste, que le monde se perd parce que nul ne réfléchit dans son cœur ? Monique sans plaisir chez elle, sans distraction de vacances, sans attrait dans la vie et sans autre occupation qu'un travail souvent ingrat et les soins donnés à une vieille femme énervée par la trop longue maladie, — sa maman, — s'est sentie peu à peu en détresse. Personne ne sait où conduit la détresse. Elle désarme, et l'on n'est plus en état de veille. Vous

voyez bien, mon Père, que je suis plus coupable qu'elle... »

Dom Moreuil s'arrêta sur ces mots, comme s'il écoutait encore parler M^{me} Desclaux, ou comme s'il méditait sur ces remords disproportionnés. Je le laissai quelques instants dans sa rêverie. De lui-même il en sortit pour reprendre :

— Oui, monsieur l'avocat, l'affection maternelle, l'affection filiale manquent parfois de mesure, et il est très vrai qu'il faut respecter la personne humaine. La mesure est si rare ! La mesure, la raison, le bon sens. Le cœur n'est pas le guide. Mais vous le savez comme moi. La pauvre femme s'exagérait son erreur. De mon mieux, je la réconfortai. Elle me confia alors ses intentions dans le procès : « Maître Arbonel m'a demandé d'y venir témoigner. J'irai. — Comment y songez-vous, madame, dans votre état ? — Je m'y ferai porter. Je dirai aux jurés qu'il y a plusieurs manières de mal garder sa fille, et que ma fille mal gardée a été séduite par amour. Car elle n'a pu être séduite que par amour. Je la connais. Je l'ai mise au monde et j'ai toujours vécu avec elle. Et c'est précisément cet amour qui lui clôt la bouche. Il y a un secret qu'elle ne trahira pas. Elle se tait parce qu'il faut qu'elle se taise. Pour sauver quelqu'un peut-être. Pour le sauver sans doute. Mais coupable d'un crime, non, elle ne l'est pas... »

Cette fois, quand il s'arrêta dans son récit, dom Moreuil me regarda pour juger de l'effet obtenu. L'effet obtenu ne pouvait que dépasser son attente. Ainsi M^{me} Desclaux, par la seule intuition maternelle, avait-elle peu à peu reconstitué l'état précaire de sa fille sans défense, la séduction qui s'adresserait à son cœur énérvé et d'avance palpitant, l'impossibilité matérielle et morale du crime pour la malheureuse et la cause de son héroïque silence. Les noms seuls lui manquaient. Ne les devinerait-elle pas ? La moindre fausse démarche la pouvait mettre sur la voie. J'étais partagé entre ma soif de justice et mon strict devoir professionnel, et je demandai au Chartreux :

— Ne soupçonne-t-elle personne ?

— Personne. Elle n'a jamais observé sa fille. Elle avait toute confiance en elle. Elle ne met sur ses certitudes aucun visage humain.

Néanmoins il convenait de prendre garde. M^{me} d'Arnay ne m'avait pas chargé de livrer son mari. Je tirai cette conclusion :

— Sa déposition, même faite hors du serment et à titre de

simple renseignement, apitoiera le jury. J'admire le courage de cette pauvre vieille femme. Vous l'avez un peu réconfortée, mon Père.

Mais Dom Moreuil suivait déjà un autre chemin, car il me répondit, à mon grand étonnement :

— Je ne savais pas que la méchanceté populaire était si grande.

— D'où vous vient, mon Père, cette réflexion ?

— C'est que j'ai voulu voir la fille après la mère.

— Ah ! vous avez pénétré dans la prison de Grenoble.

— Oui, maître Véry. J'ignorais son emplacement et l'ai tout d'abord cherchée sur la place du Palais de justice.

— Autrefois, mon Père, elle était là en effet. Mais il y a beau temps qu'elle fut transférée à l'autre bout de la ville, dans le quartier Saint-Joseph.

— Un quartier où il manque une église. Un quartier sans spiritualité. J'avais obtenu un laissez-passer, et j'ai pu voir Monique Desclaux, l'accusée, dans son parloir. Je lui ai parlé de sa mère, j'ai tenté de lui rendre confiance, de lui montrer qu'elle n'était pas abandonnée, qu'elle ne le serait jamais de Dieu. Elle ne m'a pas remercié de ma visite, et je n'ai rien obtenu d'elle. Je n'attendais pas de confiance, j'espérais seulement lui apporter un peu de paix et de détente. Elle n'a pas admis que je pénétrasse dans ses angoisses.

— Comment l'avez-vous trouvée physiquement ?

— Elle est très pâle et décidée. Elle observe ses moindres mots. Elle s'use dans une attitude désespérée. Mais vous avez raison : jamais elle ne parlera. Cependant ses yeux agrandis font presque peur. Ce sont des yeux de mystique ou d'hallucinée. La folie de son sacrifice la brise. Elle doit être au bout de ses forces, ou au bord des abîmes de la démence. A l'audience elle défilera les juges. Maintenant je comprends mieux votre inquiétude.

— N'est-ce pas, mon Père ?

— D'autant mieux qu'à mon entrée dans la prison et à ma sortie, j'ai été l'objet de manifestations hostiles. Je les ai interprétées tout d'abord comme un mauvais présage des lois laïques dont on parle et qu'on annonce. Mais notre robe de Chartreux est bien accueillie partout, dans la montagne, dans les villages et dans les villes. Je n'étais pas en cause, ou plutôt

j'étais en cause parce qu'on me soupçonnait d'être le confesseur, l'allié de l'accusée.

— Il y avait donc du monde aux abords de la prison ?

— L'accusée venait d'être ramenée du Palais de justice où, disait-on, le juge l'avait interrogée une dernière fois. Cette foule l'avait suivie, s'était grossie en route et l'avait ramenée avec des cris et des vociférations que la trop faible escorte de gendarmes n'avait pu empêcher. J'ai recueilli, dans ce grondement confus, quelques phrases distinctes : *Qu'elle se confesse donc en public... Laissez-la à ses juges... Qu'elle expie!... Au bain!... A la guillotine!...* Cette héroïque enfant au bain ou à la guillotine ! J'en avais le cœur serré. Et je tais les injures flétrissantes et ignobles dont j'eus bientôt ma part.

— D'où pouvait bien sortir cette lie de population ?

— Je ne sais. Des ateliers. Des faubourgs. Sait-on jamais d'où elle sort ? Mais si grossière qu'on l'imagine, elle exprime encore cette opinion publique prompte à soupçonner, accuser, condamner, exécuter et bientôt prête à se ruer contre le malheur, l'innocence, la supériorité, le génie. Cela explique les persécutions, les mouvements populaires, la Révolution. Et cette même foule, retournée, peut être capable des élans les plus généreux. L'humanité sans Dieu n'est qu'un abîme.

Il s'arrêta sur ces paroles. Mais son arrière-pensée, je la devinais aisément. Ne se formulait-elle pas ainsi : « Cette opinion publique accompagnera Monique Desclaux à l'audience de la Cour d'assises. L'attitude de l'inculpée, se déclarant coupable et s'offrant en holocauste, ne lui ralliera pas les sympathies. Ni sa classe sociale, ni ce délire d'aveu, ni ce défi de la justice... » Sans nul doute, dom Moreuil estimait comme moi que la cause de la malheureuse jeune fille se présentait dans les pires conditions. Nous nous tûmes longtemps et je me décidai enfin à rompre le silence parce que je pressentais sa gêne :

— Oui, mon Père, vous pensez comme moi qu'il faudrait tenter une dernière démarche auprès du véritable coupable ?

— Je le crois.

— Seulement, il est gardé à vue, s'il ne se garde lui-même prudemment. J'irai le chercher. Aujourd'hui même. Car je n'ai plus que trois jours devant moi.

En effet, nous étions presque à la veille de la session. Et j'ajoutai :

— Mais je ne serai pas reçu.

Dom Moreuil s'était levé pour prendre congé de moi :

— Il faut tout tenter dans la voie droite, me dit-il. Mais vous n'aviez pas besoin de moi. Je vous ai tout dit.

Et il esquissa une croix sur les lèvres, comme pour attester la fidélité de notre silence dans tout ce que ce silence nous imposait. Quand je fus seul, je me promenai longtemps de long en large dans mon cabinet, m'arrêtant de temps à autre aux fenêtres d'où je regardais couler l'Isère. Je ne pouvais ni travailler ni m'intéresser à quelque dossier. Le temps m'investissait. Bientôt il serait trop tard. Le projet de M^{me} de Varce était irréalisable et ne ferait que la compromettre sans sauver l'accusée. Il fallait mettre la main sur M. de Varce.

Je connaissais à peu près les us et coutumes du château d'Arnay. Pour ne pas attirer l'attention, je décidai de m'y rendre, comme la première fois, en tramway dans l'après-midi et de guetter les allées et venues du jeune homme afin de lui parler seul à seul. Là nous prendrions ensemble une décision. Cette visite me fut épargnée, car le marquis me devança. Il se fit introduire chez moi à la fin de la matinée. Il entra sans avoir rien perdu de son aisance, de sa désinvolture, de son autorité. Je le dévisageai avec stupéfaction et remarquai tout de même un travail nouveau des ans sur les traits taillés de rides.

— Vous ne m'attendiez pas, me déclara-t-il tout net, en vieux chasseur habitué à dépister le gibier. Je le vois à votre air. Ce n'est point moi que vous désiriez rencontrer.

Il avait des yeux scruté déjà la pièce et les murs. Je m'étais levé et j'hésitais à lui offrir un siège, tant je sentais en lui l'irréductible adversaire, l'homme qui, pour sauver l'honneur du nom, admettrait la plus monstrueuse iniquité. Cependant il s'assit de lui-même avant que je fusse revenu de mon étonnement :

— Je ne m'arrête pas à cause de ma prisonnière. L'autre.... Pourquoi n'achevait-il pas? Je répétais :

— L'autre?

— Eh bien, l'autre est à Paris pour ses affaires. Il m'en a demandé la permission que je lui ai accordée. Je savais bien que je ne le trouverais pas ici.

Telle était donc la cause de son étrange visite. Il avait

laissé partir du château M. de Varce, mais se demandait s'il ne le sous-estimait pas trop et si d'aventure celui-ci ne complotait pas le salut de son ancienne maîtresse en se livrant lui-même par grandeur d'âme, humanité ou remords. Sa perquisition le rassérénait. La lâcheté de M. de Varce ne compromettrait rien. Elle était assez complète pour qu'on ne pût redouter de lui aucun écart.

— Vous ne l'avez pas vu ? ajouta-t-il en ricanant.

— Non point.

— Celui-là aura son compte un jour. Un jour qui peut être éloigné. Mon jour.

Quelle sanction lui réservait-il ? A quel compte faisait-il cette obscure allusion ? Il entendait rendre chez lui la justice familiale sans contrôle et sans appel.

— Et ma fille ? Elle non plus, n'est point venue ici.

— Vous le savez bien.

— Avec les femmes est-on jamais sûr ? On les enferme et on les retrouve dehors. Celle-ci est ma fille. Elle sait ce qu'elle veut. Plus tard, elle me donnera raison. Le temps travaillera pour moi. Avant de la rejoindre, un mot encore. Votre maître Arbonel va faire acquitter la donzelle.

J'étais décidé à ne pas subir son ascendant :

— La malheureuse qui se sacrifie a droit au moins à votre respect.

— Bah ! une fille qui saute le pas !

Ce détrousseur de jupons se posait en soutien de la vertu. Mais il ne me donna pas le temps de mesurer le contraste :

— Il ne s'agit pas de cela. Avec toutes vos avocasseries vous ne pouvez pas échouer. Tant de fripons que vous tirez d'affaire, et vous laisseriez condamner une innocente !

Je me rendis compte brusquement que l'attitude si assurée et insolente du marquis d'Arnay n'était qu'une façade. Il avait peur, lui aussi, du verdict. Il venait quémander chez moi un peu d'espérance, quêter sa sécurité. Du coup il me devint moins antipathique, mais je me plus à le tourmenter, lui montrant le danger de l'opinion publique déchaînée, celui de l'aveu, entassant les preuves, reprenant les motifs d'inquiétude qui nous consternaient, dom Moreuil et moi. Il m'écouta, puis se leva pour s'agiter mieux et me jeta, en se promenant de long en large dans mon cabinet, des adjurations ou des imprécations.

— Vous devez la faire acquitter, votre confrère et vous. Sinon, à quoi êtes-vous bons?

— Je ne suis pas son avocat.

— Arrangez-vous pour l'être. Un homme d'intelligence et d'énergie comme vous doit aboutir. Si vous la laissez condamner, vous vous rendez coupable d'une lourde faute.

— Mais c'est absurde, monsieur. Je ne puis en aucun cas prendre la parole.

— Prenez-la comme témoin. Demandez à être entendu comme témoin, et faites de votre témoignage une plaidoirie.

— Témoin, témoin, c'est insensé! Ce que je sais, je le tiens de mes clients et suis lié par le secret professionnel.

— Qui vous prie de vous en dégager? Le secret professionnel vous couvre. Ne pouvez-vous dès lors faire entendre que vous savez des choses qui innocentent l'accusée et qui doivent demeurer secrètes?

— C'est impossible. Réfléchissez, monsieur le marquis. Supposez qu'avec son pouvoir discrétionnaire le président consente à m'entendre. Il m'arrêtera dès les premiers mots pour me dire: « Réclamez de vos clients votre liberté, ou taisez-vous. »

— Alors, trouvez autre chose. Mais trouvez donc. Je vous ai connu plein de ressources, ingénieux, inventif et éloquent, maître Véry, mon ami. Secouez votre Arbonel, aidez-le, gonflez-le, soufflez-le, et qu'il gagne sa cause. Il le faut.

Sur cet ordre qu'il me donnait, il me salua et gagna la porte.

— Dans trois jours? dit-il sur le seuil.

— Dans trois jours.

— J'aimerais que ce fût passé. Pour ma fille. Plus tard, elle me comprendra. Plus tard elle m'approuvera. Le temps travaille pour moi.

Pour la seconde fois le vieillard invoquait le temps. Il semblait l'appeler à lui du fond des siècles, reconnaissant en lui un collaborateur de sa race et de son nom. Mais il me laissait aux prises avec le présent. Ce présent m'obsédait. Et je ne pouvais rien pour Monique Desclaux qui s'en allait au martyre afin de sauver son amant, — son amant parti allégrement pour Paris à la veille du procès, et peut-être expédié au loin par le marquis d'Arnay désireux de s'en débarrasser.

COUP DE THÉÂTRE

« Vous devez la faire acquitter, votre confrère et vous : sinon, à quoi êtes-vous bons... ? » Je ne le pouvais nier : le marquis d'Arnay m'avait transmis son énergie avec ses injustes invectives. J'étais résolu à tenter de suprêmes démarches auprès du juge d'instruction pourtant dessaisi, auprès de maître Arbonel afin de lui restituer cette confiance en soi qui agit sur les jurés. Enfin j'assisterais aux audiences, guettant la possibilité d'intervenir, prêt à dire un mot dans la coulisse au conseiller à la Cour qui les présiderait.

Le cabinet de maître Arbonel était rempli de monde quand le valet de chambre m'y introduisit, et mon confrère qui ne redoute pas un peu de mise en scène n'était pas fâché de m'en offrir le spectacle.

— Je suis à vous ! Je suis à vous !

Il dirigeait, comme un chef d'orchestre, tout un chœur paysan qu'il mettait à l'unisson pour quelque prochaine enquête. Aussitôt il m'emmena dans son salon et m'expliqua la présence de cette compagnie :

— Encore une affaire pour la session des assises. Encore une affaire d'infanticide. Mais celle-ci est excellente. Songez donc : la jeune fille n'a que dix-huit ans, elle est insignifiante, elle est née de père inconnu et elle a été abandonnée par sa mère : les meilleurs antécédents, comme vous voyez ! De braves cultivateurs l'avaient recueillie et l'élevaient comme leur fille. Ils sont prêts à la reprendre. Quant au séducteur, il s'est envolé. Un misérable ! Elle a accouché clandestinement et a étouffé son enfant sans délai. Parfait ! Je répons de l'acquiescement. Tandis que cette malheureuse Monique Desclaux...

Je le fixai dans les yeux presque durement :

— Il ne faut pas qu'elle soit condamnée.

— Évidemment. Mais elle le sera.

— Non, si vous ne voulez pas qu'elle le soit.

Mon énergie l'épouvantait presque. Il tâcha pourtant de se dérober à cette emprise :

— Écoutez, cher ami. Je ferai tout le possible. Mais comme cette accusée vous tient à cœur !

— C'est qu'elle est innocente.

— Qu'en savons-nous ? Elle dit le contraire.

— Elle nous trompe.

Surpris de ma conviction, il me prit tout à coup par l'épaule :

— Ce n'est pas possible : vous savez quelque chose.

Le vieux maître des assises ne s'égarait pas aisément. Comment lui donner le change ? Mais la barre enseigne les prompts répliques :

— Oh ! non. Seulement je me suis passionné pour cette histoire d'amour. J'ai toujours été un peu romanesque. Je me suis mis à analyser le cas de votre cliente. Elle se suggestionne elle-même. Non seulement il y a un autre coupable, mais peut-être n'est-elle même pas coupable. Il faut que les jurés partagent cette conviction.

Du moment que je n'apportais pas d'élément nouveau, ma visite perdait tout intérêt et mon confrère ne manqua pas de me le faire comprendre :

— Je me suis toujours donné tout entier à mes causes. Encore faut-il que mes clients me secondent. Et cette Monique Desclaux est insupportable avec ses aveux.

— Plaidez contre ces aveux. Dites aux jurés avec toute votre éloquence, toute votre chaleur de cœur : « Vous ne devez pas la croire. Elle s'accuse pour sauver son amant. Son amant est un personnage considérable, et par surcroît un lâche. Ne la condamnez pas à sa place... »

— Oh ! comme vous avez bien dit ça ! C'est peut-être vrai après tout. Je tâcherai de retrouver l'intonation. Suivrez-vous les audiences ?

— J'ai l'intention de les suivre.

— Eh bien ! c'est entendu. Vous m'exciterez à l'occasion.

Et M^e Arbonel me reconduisit jusqu'à son seuil, ne se rendant pas un compte exact de mon insistance et s'expliquant mal mon intervention. A-t-on jamais vu un avocat se mêler sans en être prié des affaires de ses confrères ? Heureusement je jouissais au barreau d'une réputation assez originale : on savait que j'étais capable de m'enflammer pour des problèmes de psychologie et de physiologie et de m'y consacrer avec désintéressement, sans grand souci de mon temps et sans chercher le moindre but personnel. De jeunes stagiaires aux dents de loup, pressés de réussir, me qualifiaient même d'artiste, non sans dédain. Ma présence à la barre obtiendrait de l'avocat de Monique

le maximum d'efforts. Désireux de m'éblouir, il se surpasserait lui-même. Il réussirait bien, je l'espérais, à attendrir les juges populaires. Or, sur le pas même de sa porte, j'allais me heurter à un autre obstacle, le plus terrible, l'opinion publique.

Une dame et un monsieur de la ville venaient quémander auprès du maître des cartes pour la Cour d'assises.

— Ah ! oui, dit-il précipitamment pour se débarrasser de ces importuns, j'ai pensé à vous.

Et il leur distribua des entrées. Il en fut remercié chaleureusement, mais avec cette réserve :

— Merci, maître, comme nous sommes heureux ! Vous serez sublime. Mais tout de même, nous pensons bien qu'elle sera condamnée.

— Jamais de la vie !

Et il disparut. J'avais eu le temps de voir son visage se contracter. Émotif comme je le connaissais, il n'avait pas entendu le mauvais son de cloche sans en être impressionné. Ce mauvais son de cloche retentissait donc partout ! Dom Moreuil l'avait écouté s'élargir en tempête aux abords de la prison. Et voici que je le percevais à mon tour, transmis par les gens du monde. Du haut en bas de l'échelle sociale, l'opinion se dressait contre la malheureuse Monique sans qu'on pût deviner la cause de ce déchainement de haine. La petite institutrice ne gênait personne, n'offusquait personne, n'avait fait de mal à personne. Mais l'injustice a-t-elle besoin de raisons ? Elle est naturellement au cœur des hommes. Prise entre deux classes hostiles, l'accusée n'avait pour elle ni le peuple ni la bourgeoisie. Celle-ci la dédaignait et celui-là ne se souciait point d'elle qui servait d'autres intérêts.

De là je me rendis chez le juge Bernin que je savais sympathique à la jeune fille. Il habitait presque hors de la ville, non loin de chez M^{me} Desclaux, rue Dolomieu qui donne, elle aussi, sur le Jardin des Plantes. Je le trouvai occupé à rassembler les pièces d'un autre procès ; car, pendant ses loisirs, il se livre volontiers à quelque travail d'érudition littéraire. Comme pour entretenir soigneusement sa réputation de boulimie, les restes d'un repas froid traînaient dans un coin de la pièce. Il n'y avait d'ailleurs aucun ordre dans son intérieur de vieux garçon.

— Vous savez, me dit-il, substituant dans sa manie le passé au présent, — mais ne faut-il pas commencer par écouter ceux

dont nous désirons obtenir quelque chose? — vous savez que Stendhal a puisé le sujet de *le Rouge et le Noir* dans la *Gazette des Tribunaux*.

— Je l'avais entendu dire.

— Son Julien Sorel est un séminariste Berthet, précepteur chez les Michaud de la Tour, qui, séduit probablement, — il avait vingt-deux ou vingt-trois ans et elle trente-cinq, — par M^{me} Michaud, et abandonné par elle pour son successeur, lui tira dans la petite église de Brangues, près de Morestel, un coup de pistolet pendant la messe et se manqua ensuite. La dame guérit, mais le meurtrier fut condamné à mort et exécuté à Grenoble. C'était un garçon très séduisant. Précepteur dans un autre château, le château de Cordon, il avait plu à la jeune fille, de quoi le père s'était fâché et l'avait mis à la porte. Je trouve dans la *Gazette* presque tous les personnages du roman de Stendhal à l'état d'ébauches, M^{me} de Rénal, M^{me} de la Môle. Mais on mesure tout ce qu'un grand écrivain tire de la réalité et toute la part de création qu'il y ajoute sans la déformer, pour l'agrandir.

Plus préoccupé du secret de Monique Desclaux, je demandai :

— Votre Berthet, sans doute, ne se défendit pas à l'audience, n'accusa pas sa maîtresse.

— Il la chargea au contraire, voulut montrer ses lettres. Mais on ne l'écouta pas. D'avance, il était condamné. Toutes les hypocrisies sociales jouent en faveur de la dame Michaud dont la famille tenait une place respectée et importante. La veille de l'exécution, Berthet écrivit une belle rétractation pour lui restituer l'honneur et lui exprimer ses regrets d'avoir tenté de la compromettre. Le condamné à mort lui tendait un brevet de vertu.

— Ah! dans *le Curé de village* de Balzac, c'est le contraire. Tascheron prend le crime à son compte afin de sauver M^{me} Graslin. Celle-ci, vous vous rappelez, suit tout le procès, assiste à l'exécution sans ouvrir la bouche. Elle n'a pas la force de perdre sa réputation, son rang, l'estime du monde, pour porter secours au pauvre gars héroïque, son amant, qui mourra les lèvres closes. Mais après, épouvantée de sa lâcheté, elle expiera... Eh bien! nous vivons aujourd'hui un pareil drame, monsieur le juge, avec l'affaire Monique Desclaux. Celle-ci, comme le Tascheron de Balzac, gardera le silence. Un homme,

dans Grenoble, continue de vivre, de marcher, de manger, de dormir, quand son ancienne maîtresse est à l'agonie. Il n'assistera pas à l'audience, mais il en recevra les rumeurs. Il la laissera condamner sans intervenir.

Le juge, que cette affaire Desclaux avait beaucoup tracassé, me jeta un regard pareil à un harpon :

— Vous le connaissez ? me demanda-t-il simplement.

Je souris, mais d'un sourire pointu :

— Comment le connaîtrais-je ?

— Vous en parlez comme si vous le connaissiez... Oui, c'est vrai, Monique Desclaux passe aux assises après-demain. Dans mon rapport j'indique différents points demeurés obscurs : l'existence vraisemblable d'un complice, une exaltation mentale qui confinerait à la folie et qui expliquerait l'insistance et l'imprécision des aveux. Mais ces aveux la condamnent. M^e Arbonel obtiendra des circonstances atténuantes, et le ministère public, loin de s'y opposer, facilitera leur emploi.

— C'est toujours une condamnation.

— Elle est quasi inévitable quand l'accusé avoue.

— On ne doit pas toujours le croire.

— On croit toujours le mal : ne l'avez-vous pas remarqué ?

Je me recueillis une seconde, et j'expliquai enfin le but de ma démarche :

— Cette affaire me passionne, monsieur le juge, bien que je n'y sois pas mêlé. J'ai l'impression indéfinissable et très nette, — mais ne possède-t-on pas quelque intuition quand on observe depuis tant d'années le civil et le criminel ? — que nous sommes en présence d'un extraordinaire drame d'amour. Pour moi, il est hors de doute que Monique Desclaux se sacrifie et que son amant, impossible à découvrir, profite lâchement de son silence.

— C'est bien possible, marmonna M. Bernin, et même c'est moi qui vous ai indiqué cette piste, à tout hasard.

— Oui, oui, c'est vous.

— Seulement, l'instruction est close.

Il n'y voulait plus penser et ce rappel ne lui était que désagréable. J'appuyai cependant :

— Ne pourriez-vous en parler à M. le conseiller Lacour qui dirige les débats ? Je vous sais assez lié avec lui. Il y a tant de manières d'interroger l'accusé et les témoins. Un président

d'assises peut, inconsciemment ou non, créer une atmosphère de sympathie ou d'antipathie où le jury est comme baigné. Cela serait très important.

Mon intervention, certes, était incorrecte. Mais il s'agissait bien de correction! « Vous devez la faire acquitter : sinon à quoi êtes-vous bon?... » Vraiment j'allais jusqu'aux limites du possible, et le marquis d'Arnay, complice de l'affreux silence, ne trouverait rien à me reprocher.

Le juge parut ébranlé. Il voulait oublier l'affaire Monique Desclaux plus qu'il ne l'avait oubliée. Elle n'avait pas cessé de le tracasser. Il me donna enfin gain de cause :

— Je puis très bien causer avec M. le conseiller Lacour qui est un galant homme, un peu superficiel, un peu rapide et pressé et trop capable de s'en tenir aux aveux dans sa lecture de l'instruction. C'est presque un devoir pour moi de lui commenter mon texte. J'ai la conviction que cette fille nous cache la vérité. Elle n'a pas commis son crime toute seule.

— Si même elle l'a commis.

— Cette volonté absolue de taire le nom de son amant est d'ailleurs si exceptionnelle! Eh bien! c'est entendu, maître Véry, j'irai au Palais cet après-midi pour y rencontrer le président des assises. Venez-y de votre côté. Vous ne serez pas de trop dans notre conversation. Je sais comme votre parole est estimée à la Cour d'appel.

Je promis d'être fidèle au rendez-vous. N'avais-je pas, cette fois, bien travaillé pour sauver l'innocente? Il me semblait, pendant ces démarches, que le regard de Sylvie de Varce me suivait et m'encourageait. Un sentiment humain, plus tendre, se mêlait-il à ma révolte contre l'injustice? Que pouvait faire la prisonnière au château d'Arnay? Songeait-elle toujours à s'évader le jour des assises pour apporter à la barre des témoins sa généreuse et extravagante déposition? Que pouvait faire à Paris le comte de Varce? Avait-il assez d'estomac pour s'y divertir tandis qu'on allait juger et sans doute condamner sa malheureuse maîtresse pour le crime dont il était seul responsable? Reviendrait-il subrepticement, ramené par le remords, et son beau-père, en le laissant libre, exagérerait-il le mépris?...

Il n'y aurait pas d'affaire Monique Desclaux aux assises. C'est la nouvelle qui m'attendait au Palais quand, l'après-midi,

j'y rejoignis le conseiller Lacour et le juge Bernin. Je les trouvai au greffe où je passais à tout hasard. Ils paraissaient fort animés et me cueillirent aussitôt dans leur discussion :

— On aurait pu s'en apercevoir plus tôt, assurait le conseiller d'un ton acerbe, comme si l'on avait porté atteinte à l'une de ses prérogatives. Ces médecins légistes sont des incapables.

— Des ânes, tous des ânes ! accentua le juge. N'est-ce pas, maître Véry, je vous en avais informé un jour, dans mon cabinet ?

— Mais de quoi donc ?

— De l'état mental de Monique Desclaux. J'avais provoqué une expertise. Elle n'avait pas donné de résultats. Ces messieurs avaient déclaré la prévenue parfaitement équilibrée et pleinement responsable. Pleinement responsable, quand elle arrivait à l'instruction comme une illuminée et que je n'en pouvais rien tirer hors une frénésie d'aveux. « C'est moi ! C'est moi ! C'est moi ! » On l'aurait accusée des pires forfaits qu'elle aurait encore affirmé que c'était elle.

L'excellent homme exagérait un peu. Ne lui avais-je pas suggéré la thèse de l'irresponsabilité ? Mais voici qu'à mon tour je réclamaï une part du résultat. Le résultat seul importait.

— Tant de travail perdu ! reprenait le conseiller Lacour qui rattrapait une paresse innée par la promptitude de la dernière heure. J'avais consacré plusieurs jours à l'examen du dossier. Et je dois supprimer l'affaire du rôle. Une affaire sensationnelle.

Les circonstances s'acharnaient donc après lui afin d'arracher tout éclat à sa présidence des assises :

— Le reste, ajouta-t-il, des broutilles. Des histoires de paysans. Un infanticide puéril. Un homicide presque involontaire. Des acquittements certains et sans gloire. C'était bien la peine, vraiment, de me déranger !

Le juge Bernin, qui n'a pas de vanité, considéra avec stupeur son haut collègue qui tenait ces propos avec tant de naturel. Je profitai de l'accalmie pour solliciter des explications :

— Monique Desclaux est donc devenue folle à la prison ?

— Hier. Elle s'est mise à divaguer, se prenant pour Jeanne d'Arc sur son bûcher, appelant les flammes, criant comme une possédée : Brûlez-moi, brûlez-moi, je ne parlerai pas...

— Ah! Vous êtes sûr qu'elle s'exprimait ainsi?

— C'est le rapport médical qui nous parvient. Le médecin de la prison, appelé en hâte, a constaté le cas. La fièvre la dévorait. Elle voulait se précipiter. D'urgence, elle a été transportée à l'hôpital, dans une pièce réservée où il faut la garder à vue. Cela était inévitable. Elle vivait trop tendue. Elle gardait son secret au prix d'un effort trop grand et qui l'a brisée.

— Elle va peut-être parler dans son délire, lançai-je à tout hasard, dans la crainte qui m'assaillait tout à coup.

— Oh! cela n'aurait aucune valeur juridique. Et d'ailleurs a-t-on jamais vu un prêtre, un médecin, un avocat, devenus fous, trahir leurs secrets professionnels? L'esprit qui bat à vide n'explore pas les cachettes.

C'était une simple théorie, formulée d'une façon toute profane, et avec un sourire indifférent. Je ne pouvais m'en contenter et l'aliénation mentale de Monique Desclaux n'était pas rassurante pour M. de Varce. Dans tous les cas, c'était l'affaire renvoyée à une autre session, et peut-être indéfiniment.

— Ne pourrait-on, demandai-je non sans hardiesse au juge Bernin, transformer plus tard le renvoi en non-lieu?

— En non-lieu?

— Oui, pour irresponsabilité.

— Il faudrait rouvrir l'instruction, et je suis dessaisi. L'accès d'aliénation peut être de courte durée. L'accusée peut revenir à la raison. Évidemment, il y aurait lieu de reprendre l'affaire sur les conclusions médicales.

J'en savais assez pour me réjouir de ce dénouement inattendu bien que provisoire. Avant de quitter ces messieurs, je demandai encore si M^e Arbonel avait été averti.

— Sans doute, j'en ai pris soin, me répliqua le conseiller Lacour. Eh! eh! je crois bien qu'il peut se réjouir, car il courait à un bel échec. L'avocat général Durocher a la langue bien pendue. Et sa cliente n'était pas sympathique.

Je rentrai chez moi allégé, soulagé, débarrassé enfin du cauchemar qui pesait sur toutes mes pensées depuis la visite de M^{me} de Varce. Un instant je songeai à la prévenir sans retard. Je ne le pouvais que par télégramme, ce qui eût été compromettant. Écrire ne l'était pas moins : une lettre s'égare. Y aller? Déjà la journée était avancée. Mieux valait attendre le lendemain qui était le jour des assises. Les journaux annon-

ceraient le renvoi de l'affaire et le marquis d'Arnay devait se ruer sur les journaux. En y réfléchissant, ce renvoi de la dernière heure n'était pas si miraculeux et inattendu qu'il le paraissait. Dom Moreuil, au cours de sa visite à la prison, avait parfaitement remarqué que l'accusée était au bout de ses forces ou au bord des abîmes de la folie. Elle fût tombée à l'audience si elle avait pu tenir jusque là. Tout cet appareil judiciaire l'eût fait défaillir physiquement, — moralement jamais.

Le lendemain, à l'heure de l'audience, je me rendis à la salle des assises. La place Saint-André, devant le vieux Parlement qui est devenu notre Palais de justice, était noire de monde et se vidait dans les couloirs étroits. De toute évidence, la nouvelle du renvoi n'était pas connue, ne pouvait être connue. Ce renvoi serait prononcé au début de la session, à la requête du ministère public. On venait en foule pour entendre juger la petite institutrice, cette Monique Desclaux qui peut-être avait séduit un personnage considérable de Grenoble. Car un certain mystère favorable flottait autour de l'affaire. Favorable à la curiosité publique, non à l'accusée, car la société faisait bloc contre elle dans un accord magnanime. Songez donc : cette donneuse de leçons qui prenait l'honneur des familles ! Si elle se faisait, c'est que son secret n'eût pas manqué de lui porter préjudice. Elle ne savait même pas de qui était son enfant. Un enfant de douze mois jeté au torrent ! J'entendais autour de moi les plus cruelles réflexions tandis que je me frayais un passage. Comment la salle des assises dont je connaissais les dimensions contiendrait-elle tout ce public, muni ou démuné de cartes, accouru là comme à une course de taureaux ?

Je trouvai, déjà installé au banc de la défense, M^e Arbonel. Il devait plaider la seconde affaire devenue la première, ce *puéril* infanticide, comme le qualifiait le conseiller Lacour. Affaire médiocre qu'il s'agirait de grossir pour retenir jusqu'à l'instant de la plaidoirie ce public bigarré, en partie élégant, qu'une telle déconvenue judiciaire attendait.

— Eh bien ! lui dis-je, m'appuyant à la balustrade, voilà Monique Desclaux momentanément sauvée.

— Momentanément, mon cher confrère, mon cher ami, vous avez dit le mot. Si elle recouvre la raison, comme il est probable, elle peut être jugée. Mieux eût valu pour elle l'acquiescement immédiat.

— L'acquiescement immédiat ? répétais-je ahuri.

— Évidemment. Je me sentais en forme. Voyez-vous : je me préoccupe toujours trop de mes affaires. Je m'use ainsi, je m'épuise. Je vis le sort de mes clients. Sur cette Monique, j'avais eu des doutes dont je vous avais fait part. Mais je m'étais ressaisi. J'aurais dit aux jurés : « Elle avoue. Mais vous ne devez pas la croire. Elle s'accuse pour sauver son amant... » Et quel portrait de l'amant ! Ah ! quelle plaidoirie ! Comme vous aviez raison d'écarter mes doutes !

De la meilleure foi du monde il regrettait son incertain succès. Et peut-être avait-il raison ? Sait-on jamais ? Peut-être, secoué par la lutte contre l'auditoire et par l'énigme proposée, se fût-il en effet surpassé lui-même.

Je le quittai pour mieux observer la salle et y chercher des visages. Déjà l'huissier ordonnait le silence pour l'entrée solennelle de la Cour en robe noire avec l'hermine et celle du ministère public en robe rouge. A l'incessant brouhaha succéda le chuchotement pressé de la foule qui se tasse. Comme je gagnais le banc réservé au barreau, j'aperçus à deux pas de moi celle que je cherchais, pour qui, seule, j'étais venu, Sylvie d'Arnay. Une dame de la meilleure société de Grenoble, la jolie M^{me} Deforge, qui s'efforçait de la dépasser, la reconnut et lui susurra :

— Vous aussi, cela vous intéresse ?

Quel sens prennent les mots quand on sait le dessous des cartes ! M^{me} de Varce rougit et répondit :

— Comme tout le monde.

Elle m'avait aperçu et je manœuvrai pour la rejoindre immédiatement. Deux rangs à gagner, mais difficiles à rompre.

— Sortons, lui dis-je.

— Non, non, je ne veux pas.

— Vous tenez à assister à l'affaire Manichon.

— Quelle affaire Manichon ?

— Celle qui va se plaider.

— Et Monique Desclaux ? murmura-t-elle à voix basse.

— Renvoyée.

Je lus sur ses traits la plus profonde surprise, suivie d'une expression infiniment douce de détente et de paix. Elle me sourit et me suivit tandis qu'on procédait à l'appel des jurés. Dès l'appel des causes qui suivrait, l'avocat général se leverait pour demander le renvoi de l'affaire Monique Desclaux à une

session indéterminée. Personne ne prit garde à notre départ, tant les passions déchainées agitaient la foule.

En route j'expliquai à M^{me} de Varce ce qui s'était passé.

— Pauvre fille ! soupira-t-elle. La voilà folle maintenant. Et sa mère ?

J'admire que son premier mouvement fût de pitié, non de libération égoïste. Ainsi donc avait-elle réussi à s'échapper du château, comme elle m'en avait prévenu. Elle se serait précipitée sans écouter personne dans l'appareil judiciaire où elle eût été happée afin de sauver l'innocente. Quand nous fûmes arrivés chez moi, je ne pus me tenir de lui baiser la main :

— Je devrais vous gronder, Sylvie, et je suis tout ému devant vous.

— Pourquoi donc ? s'étonna-t-elle.

— A cause de la sottise que vous veniez commettre.

Elle protesta énergiquement :

— Ce n'était pas une sottise. Je ne pouvais laisser condamner cette femme.

— Qu'auriez-vous dit aux jurés ?

— J'aurais pris le crime à mon compte.

— On ne vous aurait pas crue.

— J'avais préparé ma déposition.

Mais elle ne me la récita pas. Avec une sorte d'orgueil farouche où s'abritait toute sa race, elle ajouta :

— Ne nous dépasse pas qui veut.

Elle n'eût pas permis à une simple Monique Desclaux de la dépasser en générosité et grandeur d'âme. Orgueil ou élan du cœur, elle ne se jetait pas moins à l'abîme. Peut-être les héroïnes nous émeuvent-elles davantage quand la femme se laisse deviner aux mobiles de leurs actes. Elle me demanda timidement :

— Mon mari n'était-il pas à l'audience ? J'avais si peur qu'il y vint ! Il m'eût empêché de parler.

— Connaisait-il votre désir de comparaître ?

— Non, non, il ne le connaissait pas.

Elle pensait, elle espérait qu'il serait revenu de Paris pour la défendre, la protéger, la couvrir, — dire la vérité. Donc, elle l'aimait encore si elle n'admettait pas sa lâcheté et n'y pouvait croire. Ou tout au moins elle tenait à lui par des liens étroits. Je découvrais sans plaisir cette persistance d'es-

pérance ou de tendresse conjugale. Cependant, il y avait tant de monde au Palais que nous avions pu ne pas l'apercevoir.

Notre dialogue fut à nouveau interrompu par la brusque arrivée du marquis d'Arnay. Il dissimulait assez mal son contentement :

— Cette vilaine affaire est terminée. Je l'avais bien prévu. Mais que fais-tu ici, et pourquoi as-tu quitté le château ? Tu gardes le silence. Oui, je l'avais pressenti. Tu as profité d'un défaut de surveillance. J'avais oublié ta bicyclette. Je me suis mis à ta poursuite et me voici. Tout est bien qui finit bien, et la folie était la meilleure solution.

Il se tourna courtoisement vers moi pour m'en faire hommage :

— C'est vous sans doute qui l'avez trouvée.

— Non, non, je n'y suis pour rien.

— Tant pis pour vous. Je vous croyais plus inventif. Et maintenant, Sylvie, sache que, si tu étais intervenue à l'audience comme tu en as peut-être eu l'envie, c'est moi-même qui t'aurais fait déclarer folle publiquement et enfermer dans une maison d'aliénés. On ne trahit pas sa race et je t'avais ordonné de te taire.

Il voulut l'emmener incontinent. Elle me supplia auparavant de la renseigner. Monique Desclaux ne pouvait-elle plus désormais passer aux assises ? J'expliquai que l'affaire n'était, provisoirement, que renvoyée. Mais, si l'état de l'accusée se prolongeait, comme il était probable, l'affaire serait alors classée et rayée définitivement.

— En somme, conclut-elle après m'avoir avidement écouté, rien n'est fini.

Elle répéta en s'exaltant comme son père, sur un ton de désolation indicible :

— Rien n'est fini. Rien ne finit.

Elle allait reprendre sa chaîne, vivre avec un homme qu'elle ne pouvait pas estimer, pour qui elle ne pouvait ressentir que du dégoût et du mépris, auquel elle était peut-être attachée sans amour par cette servitude née d'une existence commune. Le martyre de s'exposer à l'audience, qu'était-il auprès de ce martyre quotidien qui se répéterait indéfiniment, qui deviendrait une habitude, contre quoi elle ne réagirait même plus peut-être un jour ? Sur le seuil, elle se retourna

vers moi pour me laisser l'image de ce regard d'agonie. Le marquis d'Arnay, au contraire, triomphait : aucun esclandre ne ternirait son nom, ni celui de son petit-fils.

LE NON-LIEU

Nous fuyons dans la vie ceux que le hasard des circonstances ou le jeu des confidences nécessaires a mis en possession de nos lourds secrets. Il semble que leur vue rapproche de nous ou fasse surgir de l'ombre ces fantômes du passé dont nous avons intérêt à constater l'effacement ou même à guetter la disparition. Ainsi, dans les deux ou trois années qui suivirent, ne rencontrais-je que rarement, très rarement, le marquis d'Arnay, sa fille et son gendre. Ils avaient dû reprendre leur existence accoutumée sur leurs terres, chasses pendant la saison et relations avec les châteaux voisins. Mais le vieux gentilhomme avait renoncé aux procès. Il évitait la justice et ne réprimait plus comme autrefois les délits de braconnage ou les abus de passage. Cependant, il continuait de m'inviter quand il traquait le chamois dans le massif de la Grande-Chartreuse, et je déclinais ses invitations. Bien que reçu partout, en raison de l'ancienneté de ma famille, dans la société de Grenoble divisée et parquée en catégories comme toute société provinciale qui se respecte, je fréquentais peu le monde d'oisifs où j'aurais eu chance de voir le comte et la comtesse de Varce. De temps à autre, j'entendais parler d'eux. Les femmes le vantaient pour sa jolie figure et ses manières insinuantes et félines. Elles ne faisaient pas une bonne presse à Sylvie qui passait pour revêche et sauvage et qui se terrait habituellement sur le domaine paternel. Rien n'avait transpiré au dehors du terrible drame qui avait laissé deux victimes, celle du Guiers-mort et celle de l'asile d'aliénés.

Bientôt, il ne fut bruit dans Grenoble que du cas des Chartreux. Le ministère Combes avait fait voter au Parlement les lois sur les congrégations religieuses. Les Chartreux seraient-ils autorisés ou expulsés ? M. Combes, en personne, avait à la Chambre réclamé leur départ. Depuis un millier d'années, sauf la brève interruption des temps révolutionnaires, qu'ils occupaient ce nid d'une montagne défrichée par eux, dans un vallon cultivé, civilisé et fertilisé par eux, n'étaient-ils pas

unis au sol dauphinois au point de n'en pouvoir être détachés sans une atteinte au patrimoine spirituel et matériel du pays? Ainsi leur expulsion semblait-elle déraisonnable et, partant, impossible. Quand les menaces se précisèrent, je reçus à nouveau la visite de M^{me} de Varce que j'avais à peine entrevue, et seulement de loin, depuis le jour des assises. Je la trouvai maigrie, pâlie, plus émouvante que dans la force de sa jeunesse. La Diane des grands bois se muait en jeune madone déjà douloureuse. Il s'agissait de prier une fois encore, — la dernière sans doute, — dom Moreuil de retourner chez M^{me} Desclaux. La misère de celle-ci, ma cliente s'en était assurée, empirait d'année en année. Le chagrin ajouté à la maladie la minait et la paralysait.

— Et la pauvre Monique?

— Elle est toujours en surveillance à l'hospice de Bourgoin, dans un pavillon spécial. Sa mère, sur la somme que je lui ai fait verser, prélève le principal pour lui garantir des soins plus diligents.

J'allai aux informations. L'accusée était en effet maintenue à l'asile, bien que sa crise n'eût été que passagère et qu'elle se montrât docile, douce et résignée. Elle devait être guérie. Elle avait attiré l'attention et la sympathie des gardes, et spécialement du médecin qui, mis au courant de l'instruction, s'intéressait à son cas. Je soupçonnai même le juge Bernin de lui avoir recommandé la jeune fille. On laissait trainer les choses afin de ne pas la renvoyer aux assises. Toute une trame de complicités bienveillantes se nouait autour d'elle, à son insu. Mais la prescription était encore trop lointaine. Un long séjour permettrait une déclaration d'irresponsabilité et un non-lieu. Ainsi l'affaire serait-elle close. En attendant, Monique Desclaux, écrasée par la vie, s'abandonnait à son sort, comme il arrive à ces organisations trop nerveuses et délicates, qui peuvent se bander quelque temps dans une résistance invincible, et qui retombent ensuite dans une sorte de torpeur. Elle lisait, travaillait, s'instruisait, écrivait à sa mère et se laissait couler sans réagir. On l'oubliait. L'administration routinière et monotone l'oubliait. Cet état pouvait se prolonger longtemps. Quelle secousse en tirerait la malheureuse endormie?

Je remontai donc à la Grande-Chartreuse pour y revoir dom Moreuil. Je m'attendais, je l'avoue, à découvrir au monastère

quelque signe d'inquiétude. Fallait-il croire aux menaces d'expulsion ou répéter le mot de François de Guise avant l'assassinat de Blois : « On n'oserait » ?

J'avais, avant cette démarche, pris dans ma bibliothèque, — ma bibliothèque aux belles reliures dont je suis si fier, — les *Mémoires d'outre-tombe* pour y relire la visite de Chateaubriand au célèbre couvent après que la Révolution en eut dispersé les religieux. Les *larmes des choses, lacrymae rerum*, y coulent autrement que chez le poète latin; elles laissent sur les pierres abandonnées comme un scintillement lunaire. Les bâtiments, raconte-t-il, se lézardaient « sous la surveillance d'une espèce de fermier des ruines » qui les regardait s'effondrer avec indifférence et par cet oubli laissait à ces retraites un dernier attrait de mystère et de mélancolie. Dans les cellules profanées, des livres ouverts sur la table, des instruments de menuisier étalés sur l'établi conservaient le souvenir d'une vie de travail et de prière qui fut brusquement interrompue. Et il ramasse toutes ses impressions dans cette description générale : « Lorsque je visitai la Grande-Chartreuse en 1805, je traversai un désert, lequel allait toujours croissant; je crus qu'il se terminerait au monastère, mais on me montra, dans les murs mêmes du couvent, les jardins des Chartreux encore plus abandonnés que les bois. Enfin, au centre du monument je trouvai, enveloppé dans les replis de toutes les solitudes, l'ancien cimetière des cénobites; sanctuaire d'où le silence éternel, divinité des lieux, étendait sa puissance sur les montagnes et dans les forêts d'alentour. »

Soit effet de cette lecture, — je fus toujours sensible au charme musical de notre belle prose, de Bossuet à Michelet, — soit mauvais pressentiment, soit aussi reflet de l'arrière-saison qui s'aggrave, en montagne, de toute la mélancolie des feuilles mortes, des prés dévêtus et de l'humidité tombée des forêts, j'enveloppai cette masse de bâtiments blancs d'un regard d'adieu. Elle était déjà condamnée et, comme dans ces séparations qui précèdent les départs, je l'imaginai déjà vidée de son âme et de sa spiritualité. Devrais-je voir un jour, comme Chateaubriand, ses murs lézardés, ses cellules vidées et son cimetière même saccagé? Un nouveau *fermier des ruines* en ferait-il les honneurs aux curieux? J'éprouvai, quand j'entrai dans la cour où l'eau s'égouttait dans les bassins sur son éternel

rythme monotone, un serrement de cœur comparable à ce qu'on ressent dans la chambre d'un mourant qui vous est cher. Mais ce malaise, aussitôt, se dissipa. Dès que je pénétrai dans le monastère, son immense paix m'entoura, me pénétra, me calma. Les bruits du monde s'arrêtaient à la porte. A l'abri de la sentinelle qui veillait, — supérieur général responsable qui prendrait toutes les décisions, — rien, jusqu'au dernier moment, n'altérerait la quiétude des moines. Ils continueraient leur prière, leur méditation, leur travail. Ils ne changeraient rien à leur précieux horaire. Hors du temps, ils utilisaient pour ce qui demeure les heures qui passent. Leur voisinage suffisait à me rasséréner. Je perdis en un instant jusqu'à la pensée que M. Combes existât. Il était retombé dans le néant. Les hommes ne pouvaient rien sur les puissances venues du monde de l'Esprit. Mais ces puissances avaient marqué la Grande-Chartreuse d'une empreinte indélébile qu'aucune expulsion, qu'aucun usage, qu'aucun abandon ne parviendrait à effacer. Dès lors, qu'il était vain de s'aller heurter à ces invincibles forces!

Dom Moreuil remplit à nouveau sa mission. Quand on est engagé dans la charité, n'y faut-il pas revenir périodiquement? Il m'informa que M^{me} Desclaux n'offrait plus qu'une faible résistance à la maladie, au malheur. Elle avait accepté l'aide inconnue sans réagir, tant elle se sentait affaiblie et tant elle redoutait l'avenir de sa fille, et même elle y avait vu comme une intervention de la Providence qui ne l'abandonnait pas tout à fait.

— J'ai averti sa fille, ajouta dom Moreuil.

— Vous avez averti Monique Desclaux?

— Sans doute. Je la sais guérie, et même guérie depuis longtemps. Elle ne peut laisser mourir sa mère dans la solitude. Après avoir vécu, du moins s'en accuse-t-elle, dans un égoïsme maternel qui lui faisait tout accepter de sa fille, — et ne s'est-elle pas servi du mot : exploitation? — elle ne mérite pas, tout de même, d'achever sa vie toute seule, dans la souffrance physique, presque l'immobilité et la détresse morale. Le devoir de cette Monique est de revenir au foyer. Je la soupçonne, comme tant de malades, d'infirmités ou de convalescents, de se complaire dans son état et de s'y enliser.

— Oui, mon père, vous avez raison. Mais le cas de Monique est particulier. Elle est quasi oubliée à l'asile de Bourgoin, et le temps de la prescription court.

— Je croyais l'affaire classée.

— Elle dort, mais elle peut se réveiller. Le zèle intempestif d'un magistrat peut la réveiller. J'en parlerai au juge Bernin qui est mon ami et peut-être obtiendrons-nous un non-lieu à la suite d'un rapport médical concluant à l'irresponsabilité.

La lettre de dom Moreuil fut en effet l'occasion de toute une aventure administrative. Dès qu'elle l'eut ouverte, Monique Desclaux, tirée enfin de sa torpeur, s'échappa de l'hospice où elle n'était ni surveillée, ni enfermée, prit le train pour Grenoble et débarqua rue Haxo sans prévenir, à la nuit tombée, en sorte que personne ne la remarqua. J'imagine le bonheur discret, doux et pudique des deux pauvres femmes rendues l'une à l'autre à l'extrême de leurs maux. Le retour de Monique avait passé inaperçu. Sa présence à Grenoble ne fut pas trahie par la femme de ménage qui servait presque gratuitement M^{me} Desclaux, avec ce dévouement continu et quasi naturel qu'on ne trouve guère que chez le peuple. Pendant ce temps, on cherchait l'évadée partout ailleurs. La gendarmerie battait les environs de Bourgoin, fouillait les torrents et les rivières, les bois et les boqueteaux. Le médecin, qui sans doute avait deviné sa retraite, laissait errer l'enquête sans intervenir. N'était-ce pas la preuve, cette évasion secrète, d'un accès de démence?

Au printemps, M^{me} Desclaux mourut pieusement, dans les bras de sa fille. Aucun journal, à cette occasion, n'évoqua le souvenir de la malheureuse accusée. L'expulsion des Chartreux était alors à Grenoble l'objet de toutes les conversations.

J'étais au nombre des amis qui les assistaient et, de la chapelle, j'avais pu suivre l'odieux attentat. Le couvent était investi comme une place forte par les troupes commandées pour cette besogne indigne d'elles. C'était le matin. Les Pères étaient agenouillés dans leurs stalles et récitaient l'office de matines. Les magistrats pénétrèrent dans la tribune réservée aux visiteurs qui domine la chapelle. De là ils firent les sommations. Ils ne reçurent aucune réponse. Un caporal du génie put sauter à l'intérieur et ouvrir la porte barricadée. Les magistrats entrèrent : nouvelle sommation. Comme ils franchissaient le seuil

réserve aux Pères, le Supérieur général se leva et sortit. Un par un, lentement, calmement, les religieux le suivirent...

Dès que j'eus connaissance du décès de M^{me} Desclaux, le jour même, je fis conseiller, dans la coulisse, à M^{lle} Monique de réintégrer d'elle-même l'asile avant d'y être reconduite et avant que sa présence à Grenoble fût ébruitée. Devina-t-elle l'importance du conseil? Dans tous les cas elle regagna immédiatement Bourgoin et sut garder le silence sur sa fugue de plusieurs mois. Le médecin affecta de la soumettre à un nouvel examen médical. Il conclut à l'irresponsabilité. Plus tard, un peu plus tard, la liberté lui serait rendue. Qu'en ferait-elle? Évidemment, elle quitterait le pays où elle avait connu la pire détresse et toute la fureur de la haine.

Sur le rapport médical il ne restait plus à la justice qu'à prononcer le non-lieu. Il n'y aurait donc pas d'affaire Monique Desclaux aux assises. La justice n'est jamais pressée et l'ordonnance de non-lieu ne fut rendue qu'au mois d'octobre. Maître Arbonel me l'annonça lui-même, comme un triomphe personnel qu'il aurait obtenu par d'habiles manœuvres.

— Oui, me dit-il avec condescendance, il faut savoir parfois ne pas plaider. Tous les procès ne se gagnent pas à l'audience.

Je lui adressai tous mes compliments et me décidai à me rendre dès l'après-midi au château d'Arnay pour y porter la nouvelle. A la vérité, ni le marquis ni son gendre ne m'intéressaient particulièrement, et je ne songeais guère qu'à Sylvie. Elle tenait dans mes pensées une place analogue à celle que Pauline de Beaumont, brisée par la vie et par l'amour et menacée dans sa jeunesse même par la mort, occupait dans l'esprit et le cœur de ce Joubert dont les courts ouvrages me sont chers pour leur finesse et leur délicatesse un peu effacées. Je ne démêlais pas très bien ce qui se passait en elle au sujet du crime de son mari. Comment acceptait-elle la vie commune? Qu'y avait-il sous cette réserve et dans cette existence terrée et presque solitaire? Était-ce un martyre quotidien ou l'abandon au cours des choses après les réactions inutiles ou vaincues? Les changements du visage n'étaient-ils pas le signe d'une longue tragédie intérieure sans péripéties et sans dénouement? Le dénouement, je l'apportais. Mais ce n'était qu'un dénouement de façade, la libération extérieure, la tranquillité substituée à la crainte continue de tout l'appareil judiciaire. Il ne

changeait rien à l'horrible réalité. Il sauvait le nom et la race, il n'abolissait pas la faute.

Je demandai la comtesse de Varce. Elle me reçut dans le vaste salon du château dont la cheminée peut contenir des troncs d'arbres. D'énormes bûches y flambaient, et le reflet des flammes dans les glaces luttait avec les rayons du soleil qui frappaient obliquement les vitres, ce qui donnait à toute la pièce une sorte d'éclat lumineux et mouvant. Par les fenêtres je pouvais apercevoir les flancs violets du massif de Belledonne et, plus bas, les roseaux d'or qui bordent l'Isère. J'eus peine à la découvrir dans une bergère où elle se livrait à quelque ouvrage de tapisserie. Elle accueillit la grande nouvelle sans manifester la moindre joie, comme si elle n'y était plus accessible, mais reporta l'effet de cette paix revenue sur ce qu'elle avait de plus cher au monde :

— Oh ! moi, dit-elle en ayant l'air de chasser un fantôme à peine existant. Mais Bruno ne saura jamais rien, le pauvre innocent. Pour lui, je puis me réjouir. Je l'élèverai dans le culte de l'honneur, le vrai, pas celui de mon père. Voulez-vous le voir ?

Elle n'avait pas prononcé le nom de M. de Varce, comme s'il ne fût pas intéressé à l'affaire, comme si elle l'avait rayé de ses préoccupations. La gouvernante amena le petit Bruno. Il était bien le fils de sa mère : mêmes traits, mêmes façons de se tenir, un peu gauches mais distinguées, même regard, déjà chargé de mélancolie.

— Il faut le faire beaucoup jouer, dis-je en embrassant l'enfant.

— Oh ! il joue avec les petits paysans de la Terrasse. Il n'y aura pas de classes sociales pour lui. Il n'y aura pas de préjugés nobiliaires.

Le marquis d'Arnay entra sur cette phrase.

— Il n'y a pas de préjugés nobiliaires, Sylvie, reprit-il. Il y a la noblesse, c'est-à-dire une sélection de la race obtenue par des siècles de commandement.

— Quel commandement, père, aujourd'hui ?

— Oh ! bien modeste auprès de ceux d'autrefois. Commandement tout de même. Celui de ses fermiers, de ses tenanciers, de ses ouvriers agricoles, de ses piqueurs, de ses gardes. Celui de ses terres. Nous sommes les derniers terriens. Le commandement du Nom et de l'Honneur.

— Ah ! l'honneur, oui, au prix d'une iniquité.

— Ne sois pas injuste, Sylvie, à cause de telles circonstances particulières. Oui, l'honneur qui, s'il est transgressé, exige une rançon.

— Quelle rançon ?

— La vie au besoin.

Cette discussion pouvait me donner une idée de la mésentente qui s'était creusée entre eux deux. L'existence commune de ces trois êtres si profondément séparés devait être intolérable. Seules, les habitudes de politesse et les dimensions du château permettaient de lui laisser des apparences satisfaisantes au regard du service et du dehors. Le marquis d'Arnay fut à son tour informé de l'heureuse issue de l'affaire Desclaux. Mais lui s'en réjouit franchement et m'en félicita, ne doutant pas que j'en fusse l'instigateur.

— Voilà, déclara-t-il, une bonne solution, très supérieure au retentissement d'un procès et d'un acquittement. Cette fille va sans doute être libérée d'ici quelque temps. Et, dites-moi, vous êtes sûr qu'elle ne parlera pas ?

— Sûr et certain. Son secret est sa vie. Et d'ailleurs l'ordonnance de non-lieu pour irresponsabilité ôterait à sa parole tout crédit.

— Bien machiné, en effet, mon cher avocat.

Il me prêtait un machiavélisme dont j'étais fort éloigné. Cependant, il se pencha presque affectueusement sur M^{me} de Varce assise :

— Cette fille ne trouvera plus de leçons. Ne conviendrait-il pas, avec prudence, anonymement, de faire quelque chose pour elle ?

— C'est fait, père, répliqua Sylvie presque durement.

— Ah ! avec prudence ?

— Oui.

Il se tut quelques instants et, lui effleurant les cheveux de sa lourde main adroite, il l'approuva. Lui, non plus, ne souffrait mot de M. de Varce. Celui-ci était comme supprimé de la conversation. Dans ma curiosité de connaître leurs rapports, je prononçai enfin son nom :

— Vous avertirez M. de Varce ?

— M. de Varce ? répéta le marquis tout comme s'il était question d'un étranger. Il chasse.

Quant à Sylvie, elle garda le silence.

— Au fait, reprit son père, je vous invite. La semaine prochaine, nous chassons le chamois, à Valombré. Nos chasses précédentes, à la Charmette et à Curières, ont dû l'y ramener. C'est le meilleur canton de la Grande-Chartreuse et la chasse peut s'y déployer. Le spectacle de la curée est magnifique avant le déjeuner sur la pelouse, avec le Grand Som et le monastère pour fond de décor.

— Le monastère vide.

— Oh! c'est la faute des moines. Il fallait recevoir ces gens-là à coup de fusil, et le Supérieur général n'a pas voulu. A révolutionnaire, révolutionnaire et demi. Les armes, je ne connais que ça. Mais nous sommes dans un temps de légalité. La légalité, vous verrez un jour ou l'autre les massacres qu'elle engendrera.

Quel beau chouan il eût fait, ou quel chef de bande dans la montagne!

— C'est dit, reprit-il. Vous viendrez : je serai le maître d'équipage, ce jour-là. C'est moi qui distribuerai les postes. Je vous choisirai le vôtre.

— Vous y viendrez, madame? demandai-je à M^{me} de Varce. Elle hésita, puis elle promit sa présence.

— Et M. de Varce? ajoutai-je dans mon désir de constater une seconde fois l'effet de ce rappel.

— M. de Varce est de toutes les chasses, me répliqua le marquis sur un ton presque déclamatoire. M. de Varce est de toutes les fêtes. Il sera de celle-ci.

Il me sembla que cette courtoise emphase recouvrait le plus absolu mépris, sinon la plus violente haine. Les événements devaient se charger de m'éclairer.

Je quittai le château sur ce rendez-vous. Peut-être le hasard me rapprocherait-il de cette énigmatique Sylvie et me permettrait-il de mieux pénétrer le secret de son héroïsme ou de son indifférence conjugale. Mais je ne pouvais m'attendre au nouveau mystère de Valombré.

LA CHASSE DE VALOMBRÉ

Cette chasse de Valombré se déroule dans le plus romantique décor. Les Chartreux, autrefois, qui avaient défriché le sau-

vage massif, avaient aménagé leur immense domaine en coupes de bois et en pâturages. Chacun de ces cantons avait son habert, refuge des bûcherons et des bergers qui lui donnaient son nom. L'habert Valombré étend sur la rive gauche du Guiers-mort, en face de la Grande-Chartreuse, ses pelouses et ses forêts qui montent à l'assaut de la montagne et qui sont contenues par un hémicycle de rochers, l'arête Bérard, le Charmant Som et la combe de l'If. Ces pentes sont, d'habitude, si giboyeuses qu'on les appelle encore le vallon des chamois, parce que les couverts y abondent et que l'ombre plaît à notre antilope des Alpes. Les chasses précédentes à la Charmette et à Curières ont généralement pour résultat de ramasser les hardes dans ce canton de Valombré qui devient ainsi la chasse préférée entre toutes.

Les postes y sont désignés par la nature des lieux. Ils s'échelonnent le long de la combe de l'If. Il y a place pour une vingtaine de fusils. Car, en Chartreuse, on tire à chevrotine. Seuls, les chasseurs du haut se réservent de tirer à balle avec leur carabine, à cause des distances qu'ils commandent. En bas, le poste du Capitaine et celui du Cordelage, au-dessus du torrent du Guiers, et de chaque côté du ruisseau de Malamille qui partage la combe, reçoivent les premiers chamois haut-le-pied et, parfois aussi, à la fin de la traque, les animaux lancés qui se sont heurtés, en montant, à la barrière de feu et redescendent, éperdus, les pentes à toute allure. Le poste du Capitaine est ainsi nommé en souvenir du capitaine Collet-Maigret qui y trouva la mort il y a quelques années en se penchant trop sur le ravin où il cherchait la bête qu'il avait blessée.

J'avais occupé tour à tour la plupart de ces postes. Mon préféré, quand mes jambes étaient jeunes et mon souffle long, était le Promontoire qui est le plus élevé, au-dessus de la cabane et au-dessus du Collet, passage qui fait communiquer Valombré avec le col de Porte, sur un haut rocher à pic revêtu d'une pelouse si unie qu'on ne soupçonne pas l'abîme. Je m'y plaisais à cause du soleil et à cause de la vue. De l'autre côté du torrent, on a en face de soi la Grande-Chartreuse avec ses bâtiments blancs, ses toits bleus, ses clochetons dans une clairière entre les masses d'arbres, et plus bas la Courrière réservée aux domestiques et aux bestiaux. Le Grand Som, dont

les roches blanches ont un éclat de neige, les reçoit dans sa base forestière comme dans un abri. Plus en arrière, c'est la Lance de Malissart, tandis que la vaste plaine s'ouvre à gauche au delà de Saint-Laurent-du-Pont, et qu'à droite c'est la dentelle de Belledonne et des Sept-Laux poudrés à frimas dès l'automne commençant. Que de fois, de ce belvédère, j'ai cueilli ce paysage étendu et divers, l'un des plus beaux qui soient, parce qu'il unit la douceur de la solitude dans les profondes retraites avec les échappées sur le vaste monde ! Enfin, de là on peut suivre toutes les péripéties de la traque, si la forêt en dissimule les guets-apens.

Il faut tout un plan de bataille pour que la battue réussisse. Le rassemblement se fait de bonne heure, huit heures d'habitude, et exige les départs matinaux. Les chevaux, les voitures et ces nouvelles machines automobiles qui bientôt remplaceront les équipages, peuvent, au delà du pont de Valombré, monter assez haut et se dissimuler dans un repli de terrain au bas d'une pelouse que domine un tertre surmonté d'une croix. Ce tertre a servi de poste parfois et même il n'est pas rare qu'on y tire, car il est au centre de la traque. Le commandant en chef, si je puis dire, distribue alors les postes en tenant compte de la réputation du fusil et de la valeur de la marche. Aux plus ingambes les affûts des sommets. Lui-même a repéré auparavant les emplacements avec ses gardes. Deux bonnes heures sont accordées aux occupants les plus éloignés, plus un temps de repos, en sorte que la traque ne commence guère qu'à onze heures. Traque multiple, qui part du pont de Valombré, avec les chiens qui sont découplés successivement aux points d'attaque, les uns du côté de l'arête Bérard, les autres vers les Sangles et en remontant vers la combe de l'If. Là, pas de meute d'ensemble, pas d'harmonieux concert de voix donnant à pleines gorges, mais des timbres différents et de nombreuses menées. Les chiens éventent le chamois à de considérables distances. Au débucher, l'animal les dépasse, mais bientôt ils le lancent et ne le quittent guère qu'à l'hallali.

La difficulté est de les rallier. Quand la sonnerie du cor annonce la fin de la battue, on se réunit au-dessus de la croix, sur une pente gazonnée face à la Chartreuse, et ce sont alors ces joyeux déjeuners de chasse où l'excitation du combat communique aux convives une intense ardeur de vivre.

Si je m'étends sur ces détails, c'est peut-être que nul n'est inutile à mon récit. Comment une telle journée, si chargée d'événements, n'aurait-elle pas revêtu dans mon souvenir une importance particulière ?

C'était une de ces journées d'octobre que l'été, en montagne, ne réussit pas à égaler parce qu'il donne un dessin trop net et trop dur aux lignes tracées sur l'horizon, tandis que l'automne, les laissant fondues et inachevées, leur ajoute la distance et le rêve. Les brouillards du matin, venus du fond du Guiers-mort, se désagrégeaient et s'effiloçaient au flanc des monts comme des écharpes déchirées. Bientôt ils seraient résorbés par le soleil qui transformait la rosée déposée sur les herbes et les buissons en perles et pierreries innombrables. Sur le ciel d'un bleu italien les sommets rocheux, Grand-Som, Charmant-Som, Grande Lance de Malissart, se découpaient, d'un blanc si pur qu'on l'eût pris pour une couche de neige. Enfin les forêts s'allumèrent peu à peu comme un vaste incendie. Leurs feuilles avaient pris toutes les nuances de l'or, du cuivre et de la pourpre, — or vert, or mat, or rouge, cuivre éclatant du chaudron, pourpre aux chauds reflets sombres. Dans l'ombre elles ressemblaient à une immense tapisserie des Flandres aux tons nuancés de rouge et d'orangé posée sur le sol. Au soleil, elles composaient un bouquet prodigieux, plus coloré que les fleurs au printemps, avec le sang des fayards, la pluie dorée des ormes et des frênes, le vert clair des planes qui sont une variété des sycomores, et le sévère uniforme des sapins qui faisaient ressortir toute la gamme de ces teintes comme les habits noirs des hommes servent de repoussoir, dans une soirée, aux robes chatoyantes et aux épaules nacrées des femmes. Les rhododendrons qui tapissent en juin les rochers n'offrent pas des nuances plus riches. Et les pentes des montagnes les plus éloignées apparaissent mauves et violettes pour achever cette splendeur multicolore. Qui n'a pas vu les forêts de Char treuse en automne ne connaît pas l'hymne que peut chanter la terre avec ses feuillages menacés et ses bois prêts à se dévêtir au moindre souffle du vent : c'est le suprême appel de la vie avant la saison de mort.

Le marquis d'Arnay, venu à cheval au rendez-vous, était bien le héros de la fête. Rajeuni et triomphant, haut guêtré, la carabine en bandoulière, la jumelle en travers, la veste couleur

de chemise aux boutons de cuivre à tête de chamois, le chapeau mou relevé d'un bord, les épaules rejetées en arrière pour mieux dégager la poitrine, le visage sérieux et presque sévère comme s'il accomplissait une mission d'importance, — et quelle mission eût été plus importante? — il rassembla les fusils, expliqua le plan sur les cartes simplifiées remises à chacun et sur le terrain, avec des gestes rapides, assigna les postes, fixa l'heure de la traque.

Nous nous séparâmes donc sur ces instructions et les chasseurs se perdirent sous les couverts, les uns par le sentier du Collet vers la cabane et l'arête Bérard, les autres par les Sangles et la Cochette vers la Combe de l'If, à la recherche de leurs emplacements. Le mien qu'on appelait sur la carte le Plane, était précisément dans cette dernière direction et l'un des plus hauts. Je le connaissais pour l'avoir occupé précédemment. Je n'avais pas de temps à perdre si je voulais, à mon habitude, m'installer commodément, boire et manger avant la battue. Je fus rejoint par le comte de Varce qui me proposa de changer de poste avec lui. Le sien était ce tertre surmonté d'une croix, qui est à peine au-dessus de la pelouse réservée au rassemblement et au déjeuner. Je n'avais aucune raison pour opposer un refus à une demande aussi anodine. Mon poste était certainement l'un des meilleurs. Les chamois lancés préférèrent tenter les escalades et se rapprocher de la montagne. Mais je ne suis qu'un chasseur d'occasion et ne tire jamais sans remords ce magnifique et émouvant gibier. De plus, je ne m'étais pas entraîné à la marche cette année-là et répugnais quelque peu à la fatigue. M. de Varce plus jeune et rompu à tous les exercices physiques atteindrait plus vite que moi le gîte désigné.

— Je veux bien, lui répondis-je, vous céder mon belvédère. Mais le connaissez-vous?

— Parfaitement.

— Vous savez qu'on y arrive sans être vu et que l'on y est protégé par un sycamore. Avec quelques précautions, il est impossible d'y être repéré.

— Je sais, et vous remercie de me le céder. Mon beau-père voulait me placer en bas, parce qu'il m'a octroyé aux dernières chasses de véritables tours dans le ciel. Mais je grimpe volontiers.

Je n'étais pas embarrassé de deviner pourquoi il m'offrait

cel échange. Parmi les quelques chasseresses qui nous accompagnaient, j'avais remarqué la baronne de Pierres, aux yeux verts et aux cheveux fauves, qui passait pour sa maîtresse. Sans doute lui était-il plus facile, dans un poste à l'écart, de passer près d'elle le temps de l'affût.

Il voulut me tendre la main avant de me quitter. J'affectai de ne pas m'en apercevoir et il s'éloigna sans insister, comme si l'affront ne l'étonnait pas, ou plutôt comme s'il ne s'en était pas rendu compte, ou même comme s'il était résolu à ne jamais s'en rendre compte. Ce visage efféminé, trop joli et pointu, sur ce corps élégant et musclé ensemble, ces mains fines et blanches, qu'on devinait molles et moites, et peut-être expertes à dissimuler leur vigueur, cette amabilité qui cachait la pire fourberie et cette fourberie même qui n'était peut-être que l'insouciance et la légèreté de l'homme pris entre des désirs et des velléités différents et passant de l'un à l'autre sans pouvoir imprimer nulle part l'empreinte de sa personnalité, m'inspirait une répulsion analogue à celle qui nous vient du contact visqueux de certains animaux. Le secret dont j'étais le dépositaire était sans doute à l'origine de cette répulsion. Mais sa présence l'aggravait. Je n'arrivais pas à croire sa version du crime qui avoisinait l'accident : l'enfant presque arraché des mains de la mère et heurtant un rocher dans la chute. Et cependant pourquoi ne pas l'admettre ? Ne le chargeait-elle pas suffisamment ? A quoi bon imaginer une participation plus directe, un geste plus cruel des mains fines et blanches, molles et moites dont j'avais évité soigneusement le contact, comme si je savais qu'elles eussent serré sans effort un petit cou d'enfant ? Je me révoltai contre ma propre injustice et, dans mes habitudes professionnelles d'enquête et d'examen intérieurs, j'en perçus distinctement la cause. La pensée de M^{me} de Varce n'y était pas étrangère. Le culte que je lui avais voué, si discret et lointain qu'il fût, n'était pas si désintéressé. Quand donc sommes-nous entièrement désintéressés dans nos passions les plus nobles d'où nous croyons toute convoitise exclue ? Nous voulons bien que la femme à qui nous avons voué un sentiment platonique ne soit pas à nous, pourvu qu'elle ne soit à personne. M^{me} de Varce subissait-elle le contact de ces mains que si aisément je supposais meurtrières ? Laisait-elle ce visage efféminé et fourbe pointer vers le sien, vers le sien redevenu

pour moi quasi virginal ? A ces questions que je me posais, je reconnus que mon aversion pour M. de Varce provenait, tout autant que de son crime, d'un amour caché au plus profond de mon cœur et que je n'avais jamais encore tiré au grand jour. En vérité, je le laissais somnoler, le sachant d'avance inutile et vain, — les différences d'âge et de classe me le garantissaient, — et je n'éprouvais pas le besoin de me l'avouer à moi-même. Le geste indélicat du mari l'avait sorti de l'ombre. Inutile et vain, non, non : jamais nos amours ne sont inutiles et vaines. Elles nous servent à nous mieux connaître, elles réveillent nos puissances endormies et jusqu'à nos passions anciennes que nous étions tentés d'oublier, elles nous aident à supporter l'immense ennui de vivre.

Pendant que ces réflexions me tourmentaient, et me tourmentaient délicieusement, je m'étais installé au poste de la Croix, presque en bordure de la pelouse de Valombré. Un buisson me dissimulait assez mal. Je quittai ma veste qui était de la couleur indécise du rocher et la posai sur ma canne plantée en terre et mon fusil que j'appuyai à une touffe épaisse et haute de genévrier, afin de la remplacer par un chandail plus chaud que j'avais emporté dans mon sac, car le soleil n'avait pas gagné encore le bas des pentes, et j'avais froid. Après quoi, je dévorai un sandwich et bus à ma gourde un vin blanc des côtes du Rhône dont je préfère le goût sec et parfumé aux crus de Bourgogne les plus réputés. J'emporte toujours à la chasse un petit livre de vers pour occuper les loisirs, parfois trop prolongés, de l'affût. C'était un recueil consacré à la forêt. Il débute par les fameux vers de Ronsard aux bûcherons de la forêt de Gastine :

... Ne vois-tu pas le sang lequel dégoutte à force

Des Nymphes qui vivaient dessous la dure écorce ?

Mais au lieu du sang des hamadryades, je voyais celui d'un enfant.

Puis, c'est Laprade qui chante la mort des grands arbres :

Tours que le vent balance et dont le front palpite...

Et André Theuriot, amoureux de la forêt, poésie et parfum de la terre :

Au plus profond des bois la Patrie a son cœur ;

Un peuple sans forêts est un peuple qui meurt...

Mon petit livre ne m'occupait pas tout entier. Une autre pensée se glissait, comme une Diane, à travers les bois que les poètes évoquaient et que j'avais sous les yeux. Et brusquement ma pensée m'apparut. M^{me} de Varce était là. Elle manifesta, en me voyant, une telle surprise, que je crus un instant, — un très court instant de bonheur et de vanité que je me suis depuis lors reproché amèrement, — que la rencontre lui causait, comme à moi, une sorte de ravissement éperdu et la laissait sans paroles.

— Vous ici ? me dit-elle enfin. Ce n'est pas possible. Je cherchais M. de Varce.

Elle cherchait son mari. Aucune phrase ne pouvait m'être plus pénible à entendre. Mais comment ne l'eût-elle pas cherché en effet, puisque j'occupais sa place ? Je lui expliquai notre échange. Elle me gronda, presque violemment : on n'avait pas le droit de changer de poste au dernier moment. Le maître d'équipage équilibrait les chasseurs : il aurait dû être averti. Quelle importance elle me parut attacher à un fait aussi menu, aussi simple !

— Vous ne pouvez rester ici, ajouta-t-elle. Venez avec moi.

Pourquoi ne pouvais-je demeurer à ma place ? Sur le moment, je ne mesurai pas le sens de ces mots. Plus tard, ne leur ai-je pas attribué, au contraire, un sens trop précis et trop redoutable ? Ils avaient pu être prononcés négligemment, ou plutôt ne s'éclairaient-ils pas du contraste ?

— Oui, venez avec moi. Vous ne tenez pas à la chasse, et je voudrais que vous m'en montriez l'endroit.

Cet endroit, elle n'avait pas besoin de le désigner davantage. C'était, de toute évidence, le lieu du crime, à quoi elle n'avait pas cessé de penser. Mais alors pourquoi rejoignait-elle sans raisons M. de Varce ? Je repliai, pour la suivre ou la guider, mes petits bagages, mais elle m'arrêta :

— Non, non, laissez tout cela. Il vaut mieux qu'on vous croie à votre poste. Vous avez un bon chandail et pouvez laisser votre veste. Elle vous remplacera.

Sylvie, — je l'appelais ainsi intérieurement, — eut même, à cette idée, un sourire vite réprimé. Nous partîmes ensemble en nous dissimulant savamment afin de ne pas être vus et de ne pas être accusés de désertion. Aurions-nous le temps d'al-

ler et de revenir pendant l'affût et la traque avant le rassemblement sur la pelouse de Valombré? Les aboiements des chiens et les coups de fusil nous avertiraient et nous abandonnerions au besoin notre petite expédition. Il nous fallait passer sur la rive droite du Guiers-mort avant le lancé. Je me réjouissais de ces instants d'intimité que je n'eusse pas imaginés. Mais pourquoi cherchait-elle M. de Varce et quelle macabre fantaisie de se faire ainsi conduire au bord du torrent?

Je retrouvai l'emplacement que m'avait indiqué mon cocher, renseigné lui-même par l'enquête judiciaire et la descente sur les lieux. Nous descendîmes en nous tenant par la main sur le terrain glissant et mou où nous enfoncions dans les feuilles décomposées, entre les troncs des frênes et des ormes réunis parfois par les mousses verdâtres pendues aux branches, jusqu'au Guiers dont les eaux glauques menaient sous nous un grand vacarme.

— C'est là, lui dis-je. On a retrouvé un morceau d'étoffe accroché à un buisson...

Et par pitié pour ma compagne plutôt que par esprit de justice j'ajoutai :

— Mais l'enfant était déjà mort. Vous savez qu'il était tombé et que c'est un accident plutôt qu'un crime.

Elle répéta :

— Un accident... un crime...

Mais elle ne me livra pas sa version à elle. Elle était si bouleversée que je dus la soutenir, de crainte qu'elle ne glissât.

— Bruno, soupira-t-elle à mi-voix, comme un souffle que je recueillis, tant j'étais attentif à tous ses mouvements et tant j'épiais ses lèvres.

L'autre, le petit mort, lui rappelait son enfant. Quelle iniquité du sort séparait les naissances et distribuait les heureuses et les malheureuses ! Des coups de feu, à peine distincts dans le tumulte du torrent, nous parvinrent. La chasse commençait. Il fallait nous hâter de revenir si nous ne voulions pas que notre absence simultanée fût remarquée. Nous remontrâmes la pente en nous pressant et sur la route nous nous mîmes à courir, elle aisément, en femme des forêts, et moi un peu étonné de la vigueur de mes jambes, mais les sentiments nous portent et le désir de ne pas accuser notre âge.

Quand nous arrivâmes sur la pelouse de Valombré que nous évilâmes d'aborder de front, nous pûmes respirer, car nous avions devancé le rassemblement.

— Au revoir, me dit rapidement Sylvie, au revoir et merci. Mieux vaut qu'on ne nous voie pas ensemble.

Pourquoi cette réflexion ? Admettait-elle que je fusse le moins du monde compromettant pour sa réputation, ou plutôt craignait-elle que l'on soupçonnât le but de notre équipée ? Mais qui donc, sauf son père et son mari, se rappelait le crime du Guiers-mort et pouvait avoir le moindre soupçon ?

La montagne s'animait au-dessus de moi. Déserte quand j'avais quitté mon poste, elle se peuplait de tous côtés : chasseurs se précipitant à découvert à la recherche du déjeuner qui serait servi sur le gazon, traqueurs appelant les chiens et les couplant pour la curée, gardes portant sur les épaules les victimes, tête pendante et pieds noués. C'était un spectacle de fin de bataille, — de la bataille à laquelle je m'étais dérobé. Je voulus, pour rejoindre tous ces groupes, prendre ma veste et mon fusil. J'étais en sueur pour avoir couru et désirais ce surcroît de vêtement. Ma veste gisait sur le sol. Je la ramassai et, quand je voulus la mettre, je m'aperçus qu'elle était trouée par devant et, comme je la retournai, elle portait en arrière le trou correspondant. Je l'examinai de plus près avec minutie. Aucun doute n'était possible : en mon absence, elle avait reçu une balle dont elle portait la trace évidente, indiscutable. On avait tiré sur elle, ou plutôt sur moi. Ou bien quelque maladroït, mal informé des postes, l'avait-il prise, à cause de sa teinte grise, vaguement jaunie, pour quelque chamois isolé ? La première hypothèse m'était venue immédiatement à l'esprit. La seconde avait suivi. Et cependant, comment ne pas admettre la seconde ? Mon imagination hantée par l'affaire d'infanticide voyait-elle partout des crimes et des assassinats ? Je n'avais pas assisté à la chasse. Le gibier poursuivi avait pu très bien passer devant mon poste. Quelque fusil excité serait parti dans ma direction. M^{me} de Pierres, notamment, passait pour assez dangereuse. Malgré les explications très claires, lumineuses, du maître d'équipage, tel ou tel chasseur, plus ou moins borné, — et Dieu sait s'il y en a ! — avait pu ne pas comprendre où j'étais placé. Il y avait toutes les raisons du monde pour s'en tenir à l'erreur et à la maladresse, et pas un

instant je ne m'y arrêtais. Toutes les raisons du monde, non, d'ailleurs : la répartition des postes se fait avec une prudence extrême, et les champs de tir sont limités.

Dans tous les cas, je ne pouvais me plaindre sans risque. La solution la plus simple eût été de porter sur-le-champ la pièce à conviction au marquis d'Arnay en le priant de mettre le coupable au ban de la compagnie et de le faire rayer de notre société. Mais alors, j'aurais dû motiver mon absence et ma désertion, c'est-à-dire raconter ma fugue avec M^{me} de Varce. A aucun prix, je ne trahirais celle-ci. J'enfouis ma veste dans mon sac et je me recouvris d'une pèlerine. Ainsi accoutré, je me rendis en hâte, le dernier, au rassemblement tout proche, à quelques pas de moi. On y discutait avec animation, chacun expliquant la battue à sa manière et s'attribuant un rôle avantageux. Le marquis d'Arnay, dès qu'il m'aperçut, vint à ma rencontre, la moustache en broussaille, les yeux injectés, et la face rougie d'avoir marché trop vite à la descente.

— Pourquoi, me réclama-t-il brutalement, êtes-vous descendu du poste du Plane à celui de la Croix, comme je viens de l'apprendre ?

— M. de Varce me l'a demandé.

— Vous ne deviez pas écouter M. de Varce. Les postes sont distribués par le maître d'équipage. Si l'on veut en modifier l'ordre, c'est à lui que l'on doit s'adresser.

J'esquissai un geste d'indifférence.

— Oui, reprit-il agacé par ce mouvement, vous avez fait manquer la battue. M. de Varce a mal tiré et la moitié d'une harde a franchi la combe de l'If et s'est dérobée. L'autre moitié, prise de peur, a fait demi-tour, a suivi le ruisseau de Malamille et a dû passer devant vous. Je n'ai pas entendu le son de votre fusil. Je les reconnais tous.

— Je n'ai pas tiré en effet.

— Alors, que faisiez-vous ?

Il m'irritait à la fin avec son interrogatoire. Je cherchai la réponse qui le pouvait blesser davantage et trouvai celle-ci :

— Je lisais mes poètes.

Qu'on pût oublier la chasse avec un livre, c'était de quoi le scandaliser. Mais il ne se fâcha point :

— Ah ! dit-il, vous m'avez fait peur.

Peur est un mot dont il ne se servait guère et jamais pour

lui-même, en sorte que son usage me frappa. En quoi mon absence avait-elle pu l'inquiéter au point de lui faire peur? Je ne m'arrêtai pas à cette explication si simple : tout le monde emploie dans la conversation des termes disproportionnés. Dans l'état d'esprit tendu où j'étais, je ramenaï toutes les péripéties de la chasse à l'aventure de ma veste percée. Une maladresse ou un attentat n'avait pas dû échapper au marquis. Ses yeux dévorants n'avaient rien dû perdre des différentes phases de la battue. La balle tirée à mon poste, d'où était-elle partie? Elle ne m'était pas destinée, mais à M. de Varce. Un instant j'avais accusé le baron de Pierres, jaloux de sa femme. Et voici qu'une autre hypothèse surgissait dans mon cerveau, se dressait, s'imposait à moi avec toute la rigueur d'une démonstration. Tout à l'heure je lui découvrirais des preuves. Pour le moment, je ne pouvais que la suivre, tant elle prenait corps avec rapidité. C'était le marquis d'Arnay qui avait tiré, et qui avait tiré sur son gendre. Il avait voulu tuer M. de Varce. Et M^{me} de Varce *le savait*, quand elle était accourue rejoindre son mari et m'avait trouvé à son poste. C'est pourquoi elle m'avait emmené en hâte. C'est pourquoi elle avait marqué, en me voyant, une telle surprise. Venait-elle pour sauver M. de Varce, ou pour l'assister, ou pour le voir mourir, — ou pour prendre sa place? Je m'étais souvent demandé ce qui se passait au château d'Arnay entre ces trois personnes liées par le même secret. L'attente les réunissait, l'attente de l'impunité judiciaire. Et voici que le non-lieu prononcé et l'affaire d'infanticide étouffée à jamais, le drame familial interrompu, — car il avait fallu faire bloc contre la justice, pour l'honneur du nom, — suivait son cours, et le marquis rendait à sa façon l'arrêt seigneurial comme s'il avait encore droit de vie et de mort. Mais sa fille était-elle sa complice?

Toute cette reconstitution d'une scène quasi shakspearienne qui demande pour être transcrite un effort et du temps, s'était accomplie dans ma tête en une foudroyante seconde. Elle se traduisit le plus tranquillement du monde par cette demande :

— Mais où donc était votre poste?

Car je ne pouvais être vu que d'un seul poste, celui du Promontoire, tous les autres étant à couvert.

Le marquis d'Arnay, avec ce flair du chasseur qui devine toutes les pistes et toutes les embûches, soupçonna-t-il une

intention d'enquête dans cette question qui aurait dû lui paraître insignifiante? Il me répondit sur un ton bourru :

— Qu'est-ce que cela peut vous faire, puisque la chasse ne vous intéresse pas?

Car, pour que mon hypothèse fût plausible, un seul renseignement me manquait : le marquis, maître d'équipage et distributeur des emplacements, s'était-il posté lui-même au Promontoire de façon à voir le poste de M. de Varce qui était devenu le mien? Mais je le saurais aisément : il me suffisait de me mêler aux chasseurs et d'écouter leurs abondants récits.

Les cinq chamois vidés avaient été suspendus à des branches par leurs cornes courbes, comme des trophées de guerre. Magnifiques antilopes de la montagne, ils avaient lutté de toute la vitesse de leurs jambes agiles dont les pinces mordent le rocher, de toute la puissante musculature de leur poitrail déployé, de tout leur courage qui n'accepte la défaite que dans la mort, et qui, même épuisés et blessés, les soutient et les porte encore sur les abîmes. M'approchant d'eux, je ne pus me tenir de les plaindre en touchant leurs jolies têtes fines et fauves aux yeux révoltés. M^{me} de Varce qui m'avait suivi m'approuva :

— Ils sont trop beaux pour qu'on les tue.

Mais, si pitoyable pour les bêtes, connaissait-elle la menace de mort qui avait pesé sur M. de Varce? Oui, sans doute, elle la connaissait puisqu'elle m'avait retiré de mon poste. Alors, l'avait-elle approuvée? Je regardai avec plus d'attention le visage autrefois coloré et maintenant pâli, les yeux autrefois visages autrefois colorés et maintenant pâlis, les yeux autrefois mélancoliques et maintenant énigmatiques. Cette attention n'atteignait pas ma sympathie, ne diminuait pas son empire. Et de lui supposer une pensée criminelle, je dus reconnaître intérieurement que mon amour secret n'était pas altéré. Sommes-nous donc prêts à toutes les indulgences quand nous aimons? Ou l'amour nous fait-il descendre si profondément en nous-mêmes que nous y découvrons le germe et la possibilité de toutes les faiblesses, de toutes les fautes et de toutes les erreurs?

Cependant les chiens ramenés à grand peine avaient été couplés par les traqueurs. Avant le déjeuner, nous aurions le spectacle de la curée chaude. Quand les gardes leur présentèrent les entrailles des victimes, ils tirèrent sur leur laisse à la rompre, avec des aboiements de désir et d'indignation. Les poils rugueux

des griffons se mêlaient aux poils ras des chiens courants et le tout formait un amas de robes fauves, noires et feu. Lâchés, ce fut une horrible mêlée sur la chair offerte. Au lieu de la regarder, j'en suivis l'image sur les visages des chasseresses qui nous accompagnaient. Les yeux verts de la fauve M^{me} de Pierres souriaient de joie cruelle, de volupté à peine dissimulée. Sylvie avait détourné la tête. Quant au marquis d'Arnay, il se promenait, impassible, ordonnant les derniers apprêts du repas qui nous réunit gaiement sur le gazon.

— Quelle distance peut-il y avoir, lui demandai-je à brûle-pourpoint, entre le poste du Promontoire et celui de la Croix, à vol d'oiseau naturellement?

Il me toisa de la tête aux pieds comme s'il voulait sortir de ma peau une pensée. Puis, sans être décontenancé le moins du monde, il me répliqua :

— Je n'ai jamais calculé. Dans tous les cas, ce n'est pas une distance de tir pour le commun des chasseurs.

Avisant le garde-chef Beautemps, je lui posai la même question :

— Oh! monsieur, il faut bien compter quatre ou cinq cents mètres.

Quatre ou cinq cents mètres : n'avais-je pas vu un jour, de mes yeux vu, le marquis d'Arnay abattre un chamois à cette distance à son second coup de carabine? J'étais fixé.

M. de Varce avait pris place à côté de la baronne de Pierres. Insouciant et futile, il prenait son plaisir sans penser à mal. Mais se retournait-il jamais pour regarder en arrière? S'attachait-il parfois au souvenir du passé? Revoyait-il en imagination la malheureuse fille qui s'était sacrifiée pour le sauver, qui avait été enfermée dans un asile d'aliénés, et qui allait être rejetée sur le pavé, sans situation, sans soutien, abandonnée, avec le poids lourd d'une arrestation et de la folie? Je me persuadai qu'il était sans mémoire et, partant, sans remords. Le présent seul l'occupait, la minute immédiate, l'instant précis où il vivait. Il y a ainsi des hommes qui ne sont qu'une suite de sensations sans lien entre elles. La jointure n'est pas faite et leur personnalité les fuit. M. de Varce ne se doutait point qu'il venait d'échapper à la mort. Et le soir même la vie à trois reprendrait au château d'Arnay, comme la veille. A la victime sauvée par le seul hasard, ne préférerais-je pas

l'assassin manqué, ou plutôt le sévère justicier, l'exécuteur des hautes œuvres familiales?

Excités par le déjeuner qui fut copieusement arrosé, les chasseurs décidèrent de s'en aller visiter en corps la Grande Chartreuse afin d'en faire les honneurs à ces dames qui, avant l'expulsion, n'auraient pu franchir la clôture et pénétrer dans les cellules des moines. Le marquis d'Arnay refusa de suivre cette troupe forcenée. J'accompagnai M^{me} de Varce qui s'intéressait au logis de dom Moreuil. Nous sonnâmes à la porte d'entrée. Un monsieur vêtu de noir, coiffé d'un haut-de-forme, abritant ses yeux ronds derrière des lunettes, nous reçut avec un air jésuitique, nous objecta l'heure tardive, redouta une querelle, nous fit payer, — pas cher, — des billets d'entrée et, rassuré par notre bonne humeur, commença de nous haranguer en nous parlant de l'affluence des visiteurs durant toute la belle saison. Je regrettai le *fermier des ruines* qui avait accueilli Chateaubriand et qui assistait, impassible, aux destructions du temps.

La grande Révolution n'avait pas trouvé ce raffinement de notre civilisation : exploiter le souvenir des moines qu'elle chassait. Cette nouveauté nous était réservée. A la Chartreuse, on paie à l'État un droit de régie pour faire le tour du propriétaire. C'est un musée qui n'est pas gratuit. Et voici que le régisseur, une sacoché au flanc, nous précède, se retourne, nous harcèle de sa voix grasse, fertile en explications. Il nous prodigue les renseignements sur la vie religieuse depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Il se hâte, devant nous, de mettre en fuite toutes les impressions, toutes les méditations qui nous pourraient venir de la contemplation de ces lieux imprégnés de vie spirituelle. Partout où nous entrons après lui, il n'a rien laissé. Le cloître gothique, long de près de cent cinquante mètres, est comparé à ces grands cafés dont un jeu de glaces prolonge la perspective. Dans la magnifique bibliothèque aux rayons vides, nous apprenons que l'imprimerie peut fabriquer par milliers, et en quelques jours, ces missels que les moines d'autrefois mettaient dix ans à écrire, orner et enluminer.

Dans les chapelles, dans les cloîtres, dans les cellules, et aussi dans les jardins, dedans et dehors, cette persécution

continue. En vain nous précipitons nos pas, en vain nous nous arrêtons; la voix carillonnante nous contient, nous secoue, nous explique. Nous croyions rencontrer le silence et nous entendons un discours. Notre guide a la parole facile et rien au monde ne peut le faire taire, et pas même, ici, le poids de mille années passées sans bavardage.

La cellule que nous visitons n'a jamais entendu un tel fracas. Elle est faite pour la paix. Sur sa porte est cette inscription tirée de saint Mathieu : *Bonum est nos hic esse*. Je pense aux moines qui s'y succédèrent, mais notre guide fourrage dans une pailleasse qu'il extrait du lit-armoire et, impitoyable, il évalue la couchette. Le tub du supérieur général, seul luxe particulier de son mobilier, est l'objet de commentaires. Cependant, par les petites fenêtres, la montagne hérissée de sapins montre son visage sévère comme un blâme.

Le cimetière même n'est pas épargné. Sur les croix de pierre ou de bois, aucun nom n'a été inscrit. Les tombes n'ont pas gardé le souvenir des morts. Rien n'est plus émouvant que cette dernière solitude, l'éternelle, après la solitude de la montagne et celle du cloître. Rien ne serait plus émouvant, si cet homme, hélas! ne s'obstinait à parler. Au bord du champ funèbre, un rosier blanc s'est obstiné à refleurir. C'est le sourire de la vie, gracieux et inattendu, en cette arrière-saison. Je cueille une rose en cachette et l'offre à M^{me} de Varce qui m'accompagne.

Enfin la visite est terminée. Je m'éloigne en hâte, avec celle que tout bas j'appelle Sylvie, afin de ne plus entendre l'importante voix. Devant une autre porte, une section du 140^e régiment, garnison du monastère, mange la soupe du soir. Deux gamins, venus pour ramasser leurs miettes, chantent : *Viens poupoule!* et ce refrain, en ce lieu, m'étonne à peine, tant mon esprit est fatigué, moulu, meurtri pour avoir supporté dans le couvent du silence tant de paroles oiseuses.

Il faut remonter en hâte en voiture ou à cheval, car la nuit vient vite en octobre. Dehors, je retrouve la poésie de la solitude. Me retournant, j'aperçois encore la masse des bâtiments clairs avec leurs toits et leurs clochetons dans la forêt qui s'obscurcit. Maintenant sans vie, le monastère est comme un grand cadavre blanc dans la montagne. La montagne de Char treuse elle-même est vidée de sa spiritualité...

Un cadavre blanc, l'image me revient sans cesse pendant la descente sur Grenoble. N'ai-je pas, moi-même, failli devenir un cadavre sur le tertre de Valombré? Si M^{me} de Varce n'était pas venue délivrer son mari, — ou assister à sa mort, — la balle du marquis d'Arnay m'atteignait à la poitrine. J'avais vérifié son poste qu'un chasseur m'avait indiqué. Du Promontoire, il pouvait m'apercevoir, me fixer à la jumelle. La distance ne créait pas l'impossibilité : ne passait-il pas pour le meilleur tireur de tout le Dauphiné, et ne l'avais-je pas vu à l'œuvre? Il avait prémédité sa vengeance. Il avait organisé toute la traque pour cette fin. M^{me} de Varce le savait, ou peut-être l'avait-elle seulement pressenti. Elle ne pouvait pas l'ignorer quand elle était venue rejoindre M. de Varce. Son étonnement et son effroi de me trouver à la place de son mari en étaient la preuve manifeste. Elle-même avait déjoué le plan paternel. Mais voulait-elle effectivement le déjouer? Pourquoi lui prêter un rôle de complice? Ce rôle, je pouvais le lui prêter sans la diminuer dans mon cœur. Étais-je, moi aussi, victime d'une aberration?

Un autre problème se posait pour moi. Ne devrais-je pas montrer au marquis d'Arnay, par quelque allusion plus claire encore que la question que je lui avais posée, que je n'étais pas sa dupe, afin d'éviter que jamais il recommençât? Bah! ces coups manqués ne se recommencent pas. Le soir même réunirait au château les trois protagonistes du drame de Valombré. Ils mangeraient, boiraient, causeraient naturellement, comme d'habitude. Ils reprendraient leur partie de whist sans mort. Un quatrième les empêcherait toujours de se trahir en public : le petit Bruno.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

MÉMOIRES

V ⁽¹⁾

ACCORD PASSAGER AVEC M. THIERS

UNE TENTATIVE D'UNION CONSERVATRICE

Me voici donc installé à Paris et rentré à la Chambre. Les deux premiers mois se passèrent assez paisiblement. J'eus même le bonheur de servir à deux reprises d'intermédiaire et de conciliateur entre le gouvernement et la majorité. La première fois, il s'agissait d'organiser le Conseil d'État, et par une précaution assez injurieuse pour le gouvernement (parce qu'elle était contraire au principe même de l'institution) l'Assemblée tenait à se réserver à elle-même la nomination des membres de ce grand corps. Elle n'avait pas tort et bien lui en prit, car après le 24 mai, un Conseil d'État nommé par M. Thiers et composé de ses créatures nous eût fort embarrassés. Mais le gouvernement prenait la chose en mauvaise part, et il n'avait pas non plus absolument tort, car ce n'était pas une marque de bienveillance qu'on avait l'intention de lui donner. J'imaginai un expédient qui, moyennant la nomination d'un plus grand nombre de conseillers à titre extraordinaire, lui rendait dans les affaires importantes une part de l'influence à laquelle il avait droit, et le garde des Sceaux s'en contenta.

Copyright by duc de Broglie, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1^{er} février, 1^{er} et 15 mars

Quelques jours après, eut lieu la discussion fameuse dans laquelle mon ami, le duc Pasquier, dénonça les marchés conclus par le gouvernement impérial pour la guerre de 1870, et où il se fit, en répliquant à M. Rouher, la juste réputation d'orateur dont il jouit. M. Thiers tenait beaucoup à terminer cette discussion par un ordre du jour sévère contre les bonapartistes. La majorité n'y répugnait pas, mais elle ne voulait pas que la condamnation portée contre l'Empire, prit le caractère d'une absolution anticipée pour le gouvernement de la Défense nationale, qui, en pleine guerre, s'était permis des conventions commerciales peut-être plus scandaleuses encore. Je rédigeai un ordre du jour que je portai moi-même à la tribune et qui faisait la part égale entre les deux coupables, prononçant la condamnation immédiate de l'un, annonçant l'examen sévère et menaçant des actes de l'autre. J'eus beaucoup de succès, peut-être trop, car mon ordre du jour obtint une unanimité qui lui ôtait, j'en conviens, un peu de son effet moral. M. Thiers témoigna de l'humeur de ce résultat, et plus encore, je crois, du rôle qu'il me voyait jouer et de l'influence qu'il me voyait prendre. Je sus qu'il avait dit le soir : « Mais que veut donc M. de Broglie ? Se faire une majorité dans l'Assemblée ? Je réponds qu'il n'y parviendra pas. »

Il n'eut que trop l'occasion de mettre sinon mes intentions, au moins mon influence à l'épreuve. Au commencement de juin, il y eut lieu de pourvoir, par un certain nombre d'élections, à quelques vacances survenues dans l'Assemblée. Le résultat de cette épreuve partielle du suffrage universel fut effrayant. Les noms les plus avancés sortirent de l'urne, et ce qui fit le plus fâcheux effet, ce fut que dans les divers départements où l'élection eut lieu, l'administration, après avoir essayé de faire prévaloir des candidatures de nuance modérée, voyant qu'elle ne pouvait y réussir, s'était abandonnée et avait fini par se rallier aux candidatures radicales. L'émotion fut grande dans l'Assemblée, qui voyait par là à quels héritiers tôt ou tard sa succession devait échoir. Nous crûmes remarquer que l'alarme n'était pas moins grande sur les bancs du centre gauche que sur les nôtres.

Les conservateurs que M. Thiers avait, si j'ose ainsi parler, débauchés pour les mener à la République, s'apercevaient pour la première fois de la nature des alliés nouveaux qui les atten-

daient et qui les avaient devancés sur ce terrain, et n'ayant pas encore eu le temps de se familiariser avec leurs visages (comme ils ne l'ont que trop fait depuis lors) reculaient avec une sorte d'effroi. Je me rappelle en particulier le langage que me tint l'ami familier, le commensal de M. Thiers que j'ai déjà nommé, M. Roger du Nord, que je rencontrai dans une rue de Versailles. Il était hors de lui, il me jura que M. Thiers n'était pas moins effrayé que nous des nouvelles recrues électorales. Et puis, me dit-il, s'il ne veut pas se séparer d'elles, c'est nous qui nous séparerons de lui.

Cette disposition fit naître chez nous la pensée qu'on pourrait peut-être, en éloignant les questions politiques qui nous avaient divisés, faire renaître l'union de cette grande majorité conservatrice dont la force avait été si imposante dans les premiers jours de l'Assemblée. Nous conçûmes l'idée de faire, en commun avec le centre gauche, une démarche auprès de M. Thiers, pour l'engager à aviser avec nous aux moyens de combattre l'invasion légale du radicalisme dont l'apparition était menaçante à l'horizon. On laisserait de côté, pour un temps, le problème constitutionnel, sur lequel nous ne pouvions nous mettre d'accord, pour combattre ensemble l'ennemi commun.

Cette idée ne m'appartint pas en propre, elle fut même émise dans une réunion du centre droit un jour où j'étais absent. Mais comme l'issue a été malheureuse et jusqu'à un certain point ridicule, je dois à la vérité de convenir que j'y entrai plus ardemment qu'aucun autre. Le désir de rattacher coûte que coûte M. Thiers aux conservateurs me fit illusion sur les inconvénients de la tentative, dont le moindre était son inefficacité à peu près certaine. Je ne tardai pourtant pas à les reconnaître. Tout le mérite en effet, et la seule chance de succès de la démarche, consistait dans le concours du centre gauche, qu'on se flattait d'enlever ainsi aux visées égoïstes de M. Thiers.

Plusieurs jours furent donc employés à entrer en pourparlers avec les hommes principaux de ce groupe. Mais nous ne fûmes pas seuls à agir auprès d'eux, ou, pour mieux dire, M. Thiers sut employer le temps que nous perdions. Il rassura d'abord par des protestations, puis il ramena par des caresses, et enfin il retourna complètement ces faibles esprits sur les

quels il avait pris tant d'empire, et quand arriva le jour de la réunion définitive où l'on devait fixer les termes exacts de l'ouverture à lui faire, les membres du centre gauche nous déclarèrent, à notre grande confusion, qu'ils ne feraient aucun acte en notre compagnie, si, auparavant, nous ne faisons nous-mêmes une adhésion au moins implicite à la forme républicaine. Dans la disposition qu'ils connaissaient aux trois quarts des conservateurs, c'était déclarer qu'ils ne voulaient rien faire.

L'affaire était donc manquée d'avance, et le plus sage eût été d'y renoncer de bonne grâce. Mais avec notre légèreté et notre indiscretion accoutumées, nous avions fait grand bruit de notre dessein : la presse s'en était emparée, le jour du rendez-vous à demander à M. Thiers était fixé. Nous craignîmes le ridicule de la retraite, et, comme il arrive souvent, pour l'éviter nous nous exposâmes au ridicule plus grand encore d'une déroute, qu'au fond de l'âme chacun de nous prévoyait.

Du moment, en effet, où nous restions seuls entre nous, monarchistes de diverses nuances, nous n'étions plus de simples conservateurs allant prier M. Thiers de prendre en main la défense des principes sociaux, nous étions des royalistes et nous lui reprochions de ne pas faire assez vite la monarchie.

Ce thème lui était beaucoup plus favorable que l'autre : ce fut celui que tous les journaux républicains ne manquèrent pas de développer, et les noms des visiteurs n'y prêtaient que trop de vraisemblance. C'étaient, d'un côté, M. Batbie, M. Pasquier, M. Saint-Marc Girardin et moi, témoins accrédités des princes dans une circonstance récente ; de l'autre, M. de la Rochefoucauld-Bisaccia et M. Depeyre, dont le dévouement à la légitimité était notoire ; et à notre tête le général Changarnier qu'on ne soupçonnait d'aucune tendresse pour la République. Vainement, dès les premiers mots de l'entretien, le général Changarnier posa-t-il très nettement la question : « Voulez-vous, oui ou non, nous aider à lutter contre les progrès du radicalisme légal ? » M. Thiers, avec l'adresse qu'on lui connaît et les faux fuyants, les tours de main et de langage dont il a le secret, en revenait toujours à répondre à cette question par une autre : « Avez-vous une monarchie à me proposer ? » Nous bataillâmes ainsi pendant plus d'une heure sans véritablement croiser le fer.

Vers la fin de l'entretien, ayant pris l'affaire en main, je réussis pourtant à forcer M. Thiers à s'occuper de ce que nous lui demandions, et à nous dire ce qu'il pensait de ces idées radicales dont il se portait si légèrement le défenseur sur le terrain électoral?

— Ah! me dit-il, avec un ton de légèreté qui dissimulait un peu d'embarras, le radicalisme, c'est bien mauvais, c'est bien vulgaire, ce sont de bien sots principes; mais ceux qui les professent ne les appliquent pas toujours quand ils sont les maîtres: ils retrouvent au pouvoir plus de bon sens qu'ils n'en ont quand ils y prétendent... « Tenez, ajouta-t-il, en me prenant à partie directement, M. de Broglie, vous avez vécu en Suisse. Eh bien! en Suisse, les radicaux sont les maîtres: il y a des Chambres et des gouvernements radicaux. Est-ce qu'ils n'ont pas un certain bon sens? Est-ce qu'ils mettent le feu à la maison? Est-ce qu'on ne peut pas vivre à Genève ou à Lausanne? Ah! je sais bien que ce sont des gens grossiers et mal élevés qui gouvernent, et que c'est là ce qui déplaît à vos parents et à vos amis qui sont des aristocrates comme vous. Mais il faut en prendre son parti: c'est la démocratie, et on peut vivre avec un gouvernement mal élevé!

Je répliquai que la condition d'un petit pays, fédératif, agricole, contenu dans d'étroites limites par de puissants voisins, n'ayant ni armée, ni diplomatie à entretenir, ni crédit public à soutenir, point de grands centres de population ouvrière, où tous les riches avaient leur fortune à l'étranger, ne ressemblait en rien à l'état d'une grande nation, qui portait dans son sein des cités populeuses et turbulentes comme Lyon et Marseille, qui avait un budget de deux milliards à pourvoir, des rapports à suivre avec des rivaux jaloux, et que le régime qui était à peine tolérable à Genève serait désastreux à Paris. Nous débattîmes quelque temps cette question de philosophie politique qui passait un peu par-dessus la tête de nos auditeurs, puis l'heure s'avancant, le signal de la retraite fut donné, et nous quittâmes M. Thiers sans avoir obtenu aucune parole positive et ne pouvant nous dissimuler que nous venions de donner un grand coup d'épée dans l'eau.

M. Thiers ne s'y trompait pas, car il dit en sortant à un de ses confidents:

— Tout s'est bien passé, sauf quelques impertinences de M. de Broglie, que j'ai mis à la raison.

Notre honneur pourtant était engagé, et nous ne pouvions en rester là. D'ailleurs, tous les *reporters* des journaux de Paris nous attendaient à la porte de la présidence, et il fallait bien donner en pâture à leur curiosité quelque nouvelle qui ne fût pas trop à notre désavantage. Nous nous retirâmes donc dans le logis d'un d'entre nous qui habitait Versailles (je crois que c'était M. Depeyre), et, M. Saint-Marc Girardin tenant la plume, nous rédigeâmes une courte note qui portait en substance que l'entretien entre M. Thiers et les chefs de la majorité avait été approfondi, et s'était maintenu dans les termes les plus courtois, mais qu'on s'était séparé avec le regret de n'avoir pu s'entendre sur les conditions de gouvernement exigées par la défense des intérêts conservateurs, et d'avoir à constater, malgré les bons sentiments réciproques, un profond dissentiment. C'était une déclaration de guerre qu'il fallait être prêt à porter et à soutenir à la tribune.

Force fut donc bien de toucher le point délicat qu'on avait jusque-là prudemment tenu dans l'ombre : que ferait-on si le défi relevé par M. Thiers l'amenait à quitter ou nous amenait à lui retirer le pouvoir? Nous ne fîmes qu'effleurer ce sujet, qui nous brûlait les doigts en quelque sorte, parce que de huit que nous étions, d'accord pour ce jour-là, peut être n'étions-nous pas quatre qui pensions de même pour le lendemain. Je ne sais donc pas bien ni par qui, ni comment le point fut abordé. Je sais seulement que ce fut moi qui prononçai pour la première fois le nom du maréchal de Mac-Mahon comme du successeur possible, au moins provisoire, de M. Thiers.

Je vis un nuage de déplaisir passer sur le visage de mes amis orléanistes qui n'avaient pas renoncé à faire du duc d'Aumale l'intérimaire du comte de Chambord. Pour moi, ma conviction était faite, et j'étais assuré que jamais la droite ne confierait à un prince d'Orléans un pouvoir qu'elle le soupçonnerait toujours de vouloir garder pour lui-même. Le nom du maréchal de Mac Mahon avait au contraire l'avantage que, respecté de tous, mais étranger à tous les partis, il n'était un triomphe pour aucun. Il fut convenu à demi-voix qu'on ferait sonder le maréchal sur le parti qu'il prendrait, si l'Assemblée était amenée à lui confier le pouvoir exécutif, puis on se sépara,

troublé de ce dernier incident, inquiet de ce qu'on venait de faire, chacun assez peu content de soi-même et des autres, et dans l'état d'irritation et d'agitation qui convient à une veillée des armes, quand on n'a confiance ni dans les troupes qu'on mène au combat, ni dans le terrain qu'on a choisi.

Il n'y eut pas de combat cependant, et nous en fûmes pour nos frais de courage, ou, si l'on veut, quittes pour la peur. M. Thiers, servi par une coïncidence très heureuse (la connaissait-il, quand il causait avec nous?), nous joua un tour des plus habiles. Pendant que nous nous préparions à provoquer une crise intérieure, il signait une nouvelle convention avec l'Allemagne qui modifiait les conditions imposées par le traité de Francfort pour l'évacuation du territoire et le paiement de l'indemnité de guerre. Cette modification n'était pas très considérable, et l'avantage en était plus apparent que réel, car, moyennant une anticipation dans un paiement de deux milliards, le gouvernement allemand consentait, non à retirer un seul soldat, mais à évacuer certains départements en se concentrant dans certains autres. Si c'était un soulagement pour le département de la Meurthe, c'était un surcroît de charges pour son voisin de la Meuse. Mais il fallut quelque temps au public surpris pour se rendre compte de ce qu'il y avait d'illusoire dans la concession apparente de M. de Bismarck, et, en attendant, M. Thiers, en exécution de la convention nouvelle, saisit l'Assemblée d'un projet d'emprunt de deux milliards. Aucune diversion ne pouvait lui être plus favorable. Comment provoquer, comment soutenir une discussion qui pouvait amener une secousse violente dans la politique, au moment où l'intérêt souverain de la libération du territoire faisait au crédit public un appel presque inouï? Comment prendre sur nous d'éveiller des inquiétudes (même les dangers fussent-ils véritables et pressants), quand l'abaissement le plus léger dans le thermomètre de la confiance publique pouvait accroître les charges de la France de plusieurs centaines de millions? Nous eussions été chassés à coups de pierre dans tous les lieux publics. Nous fûmes donc obligés de déclarer que nous attendrions le résultat de l'émission de l'emprunt pour porter à la tribune l'explication de nos différends avec le président et de réclamer jusqu'à une trêve patriotique. M. Thiers n'eut garde de la refuser, sentant bien que la demande d'un délai, après l'attitude agres-

sive que nous avions prise, était un aveu de faiblesse et un commencement de reculade.

Nous attendîmes assez longtemps, car émettre et souscrire un emprunt est l'affaire de plusieurs semaines.

L'emprunt, comme on se le rappelle, fut couvert et bien au delà : c'était un résultat qu'on devait prévoir, car la France était restée très riche malgré ses malheurs, et la stagnation générale des grandes entreprises ne laissait aux capitaux disponibles d'autre placement que les fonds d'État. Mais les amis de M. Thiers (c'était leur droit) triomphèrent de ce témoignage de confiance donné au gouvernement par le public français et même européen, et qui rendait difficile, j'en conviens, au Parlement de lui refuser la sienne.

Dans l'intervalle, d'ailleurs, les esprits s'étaient refroidis et la température s'était réchauffée.

VACANCES PARLEMENTAIRES

Nous atteignions les premiers jours d'août : la fatigue de l'Assemblée était extrême, le désir d'aller en vacances très général. Le cardinal de Retz se plaignait qu'aucune discussion ne pût empêcher les parlementaires parisiens d'aller dîner à leur heure. S'il revenait au monde, il se plaindrait aujourd'hui qu'il n'y ait aucun intérêt politique qui puisse retenir les députés français à Paris, quand la chaleur passe un certain degré, et quand leurs récoltes ou leurs vendanges mûrissent. Aussitôt l'emprunt conclu, ce fut un sauve-qui-peut. Si nous eussions encore tenté le combat, nous fussions peut-être restés sur nos bancs les huit braves qui avaient été visiter M. Thiers. Pour comble de déception, nous sûmes que le maréchal de Mac Mahon, dont des indiscrets avaient prononcé le nom, avait été solennellement jurer à M. Thiers que jamais il n'avait connu le premier mot de nos desseins. En ce qui touche lui-même, c'était absolument vrai. J'ai quelque lieu de croire que sa femme et ses aides de camp n'auraient pas pu faire le même serment en pleine sûreté de conscience.

Il fallut donc chercher un moyen de masquer notre déroute : celui que nous imaginâmes ne servit guère qu'à la constater. Une commission devait être nommée suivant l'usage pour fixer la durée de nos vacances et la date de la rentrée de l'Assem-

blée; nous la composâmes des acteurs principaux qui avaient figuré à la présidence le 20 juin précédent, et nous leur donnâmes mission d'interroger M. Thiers sur la situation politique avant d'engager l'Assemblée à se séparer. Je fis partie de la commission, et j'assistai, cette fois silencieusement, à ce nouvel entretien avec M. Thiers. Il fut bon prince et ne nous fit pas sentir trop amèrement son triomphe. Il nous prodigua, sans se faire prier, tout ce que nous voulûmes bien lui demander en fait de protestations conservatrices, et, si nous n'en eûmes pas encore davantage, c'est qu'il ne nous convint pas d'être plus exigeants. M. Saint-Marc Girardin fut chargé de prendre acte de ces déclarations dans un rapport qu'il tourna assez mal et qui ressemblait au procès-verbal que des témoins rédigent après un duel qui n'a pas même été jusqu'au premier sang.

Puis tout finit par une embrassade dont la sincérité ne trompait personne. Mais les rieurs n'étaient pas de notre côté. Un journaliste de beaucoup d'esprit, M. John Lemoine, avait comparé, dans le *Journal des Débats*, notre démarche pacifique à celle qu'avaient faite, après la Révolution de février 1848, les compagnies d'élite de la garde nationale, auprès du gouvernement provisoire d'alors, pour être autorisées à garder leurs *bonnets à poils*, insigne de leur privilège. La plaisanterie eut beaucoup de succès, et nous retournâmes chacun dans nos foyers, coiffés de ce sobriquet. Quant à M. Thiers, il alla passer son temps de repos à Trouville, recevant, dans une belle maison de campagne qu'il avait louée, les grands fonctionnaires, les ambassadeurs et même les princes, à l'apogée, en un mot, du pouvoir et de la renommée.

J'étais plus compromis qu'aucun autre dans le mauvais succès d'une aventure à laquelle j'avais pris une part active, et que je m'étais chargé de défendre par une lettre insérée dans les journaux. Je m'en allai donc à la campagne assez penaud, et faisant des réflexions mélancoliques sur les causes qui nous avaient fait échouer.

Je n'eus pas de peine à me convaincre que tout le succès de M. Thiers était dû à l'adresse avec laquelle il confondait constamment deux questions qui, bien que liées, n'étaient pas solidaires : la ligne politique à suivre, et la forme de gouvernement à déterminer. Quand nous lui reprochions de faire alliance avec les radicaux, dont les principes administratifs et

économiques (qui n'étaient pas les siens) menaçaient le repos de toute société républicaine ou monarchique, il feignait de croire que notre vrai grief était de ne pas lui voir rétablir la monarchie, et nous démontrait sans peine notre impuissance. Par cette réponse adroite, il éludait nos attaques, détournait nos coups et rangeait en sa faveur le gros bon sens des spectateurs indifférents. Je me demandai donc si on ne pouvait pas lui rendre la pareille et le mettre à son tour au pied du mur en lui offrant de reconnaître au moins momentanément la forme républicaine, à la condition qu'il consentit à rompre avec éclat avec les principes du radicalisme. Ne pourrait-on pas transiger sur la forme de gouvernement en échange de garanties obtenues pour les intérêts conservateurs? Sans doute on perdrait toujours quelque chose à l'échange, car jamais république, dans un grand pays, ne défendra les intérêts conservateurs comme une monarchie bien établie. Mais, après tout, nous n'avions guère le choix, et il ne restait plus que cela à tenter.

Je résolus donc d'employer mes vacances à préparer cette nouvelle épreuve. Il m'était difficile d'aborder directement M. Thiers, avec qui j'avais moins d'intimité que jamais, et à qui je n'avais en aucun temps parlé à l'aise. Mais il y avait dans son ministère un homme, sorti de nos rangs et l'un de nos vieux amis. C'était M. de Goulard, qu'il venait de faire ministre des Finances après l'avoir employé avec succès dans la négociation des traités conclus avec l'Allemagne. M. de Goulard était un caractère élevé, délicat, mais faible, que M. Thiers dominait par la supériorité de son esprit, mais sans réussir à le rassurer complètement sur les périls de la voie où il l'entraînait. Je savais qu'il donnait timidement de bons conseils à M. Thiers et qu'il constatait ensuite avec douleur que ces avis n'étaient jamais suivis. J'allai le trouver et lui fis connaître le nouvel état de mon esprit. M. de Goulard entra dans ma pensée avec un véritable enthousiasme. Réconcilier M. Thiers avec ses anciens amis, et la République qu'il avait adoptée malgré lui avec les convictions de toute sa vie, c'était une œuvre qui répondait à tous ses désirs, j'ai presque dit à ses angoisses. Mais il me demanda tout de suite à quelles conditions je pensais que l'alliance pourrait se conclure.

Là était la difficulté. Car j'avais tout pris dans mon imagi-

nation et je n'avais de personne aucun pouvoir de traiter. Je savais que, forcés d'ajourner toute pensée de restauration par suite de l'incartade de M. le comte de Chambord, le plus grand nombre de mes amis ne renonçaient pas à l'espoir de ramener le prince à des vues plus raisonnables, et répugnaient, par un instinct presque invincible, à se fermer eux-mêmes la porte d'un meilleur avenir. Je n'ignorais pas que chez les plus modérés le nom de république était un épouvantail, et que l'idée d'en faire la forme définitive du gouvernement de la France pénétrait les uns de terreur, et faisait naître chez les autres des scrupules très honorables.

Je me hasardai pourtant, sauf à être désavoué, à poser quelques bases de négociation. Je me fis fort d'amener au moins une partie de mes amis aux vues politiques de M. Thiers aux deux conditions suivantes : en premier lieu la constitution d'une administration franchement conservatrice, et, comme gage de cette concession, une intervention moins fréquente et plus réservée de M. Thiers dans nos discussions. Sa présence habituelle, le ton impératif qu'il affectait dans nos débats, la menace de sa démission par laquelle, à toute heure, il imposait sa volonté pour le moindre incident, auraient annulé en effet tous les ministères du monde ; et aucun ministre sérieux ne voulait se charger de gouverner, à la condition d'être condamné tous les jours publiquement à l'impuissance.

Le second point plus important consistait à trouver un moyen de ne donner à la république qu'une existence temporaire, c'est-à-dire d'ouvrir une porte légale et facile pour le rétablissement de la monarchie, si les circonstances devenaient plus favorables. On ne pouvait exiger en effet de royalistes convaincus, — qui ne renonçaient à donner à leur pays la seule forme de gouvernement qu'ils crussent bonne que parce qu'ils se heurtaient contre un obstacle qui pouvait être levé d'un jour à l'autre, — on ne pouvait, dis-je, exiger d'eux qu'ils fissent de cette concession momentanée un sacrifice indéfini, et qu'ils se condamnasent, eux et leur patrie, à la République à perpétuité. On pouvait encore moins leur demander de s'exposer à être traités de factieux et traînés comme tels devant les tribunaux, ou simplement exclus de toutes les fonctions publiques et réduits à l'état de parias, s'ils ne faisaient pas l'abjuration, en principe et pour jamais, des convictions de toute leur vie.

On ne pouvait demander à des serviteurs de la royauté légitime ou des princes de proclamer eux-mêmes la déchéance de la maison de France.

M. de Goulard comprit et admit mes observations. Il me promit de faire, dans ces termes, l'ouverture à M. Thiers, tandis que je chercherais à faire agréer à mes amis un plan que je ne leur avais même pas communiqué.

Je ne sais s'il me tint parole : j'en doute un peu, car j'ai eu des preuves de l'incroyable timidité qui régnait dans les rapports des ministres de M. Thiers avec leur maître. Ils n'osaient même pas rapporter les faits matériels, encore moins prononcer devant lui les noms qui avaient le malheur de lui déplaire. Or, mon nom et celui de quelques autres jouissant certainement de cette faveur spéciale, il n'est pas bien sûr que M. de Goulard ait osé convenir qu'il avait causé avec moi.

Quant à moi, je m'exécutai. J'entrai en correspondance avec mes amis les plus intimes, ceux qui partageaient la nuance même de mes convictions monarchiques, MM. Pasquier, Batbie, Saint-Marc Girardin, Lambert Sainte-Croix. Je fus content de leurs réponses : quelques-uns avaient fait d'eux-mêmes les mêmes réflexions que moi et étaient arrivés à une conséquence analogue.

Il n'y en eut qu'un que je ne pus fléchir : c'était le duc Decazes, aujourd'hui élu député de Paris après maintes protestations républicaines. Il fut intraitable et ne voulut rien rabattre de sa foi monarchique. C'est lui pourtant qui a porté à la tribune, en mars 1876, le premier manifeste du gouvernement républicain. Je rapporte ce contraste sans récriminer, car les circonstances et les services qu'il rend à son pays comme ministre des Affaires étrangères expliquent et justifient même son changement. Si je souris involontairement à ce souvenir, ce n'est pas moi qui raille : c'est la destinée qui se joue, avec une froide ironie, de la fragilité de nos convictions. Et s'il y a une morale à tirer, c'est qu'en politique il faut être sobre de protestations, parce que nul ne sait, comme dit le proverbe, de quelle source la soif ou la disette peuvent nous amener à boire les eaux.

Assuré ainsi de ne pas m'aventurer absolument seul, je crus pouvoir faire un pas de plus et donner à M. Thiers une preuve publique de mon bon vouloir. Je faisais partie de la

commission de permanence, détestable institution qui était la conséquence du régime plus détestable encore des assemblées uniques et souveraines. Cette commission de trente membres, formée de tous les partis, afin d'être une réduction en miniature de l'Assemblée, se réunissait tous les quinze jours à Versailles, sous prétexte de s'enquérir s'il n'y avait pas lieu de convoquer l'Assemblée extraordinairement, et prenait de la occasion pour interroger le gouvernement sur faits et articles à propos de tous les incidents de la quinzaine.

Or, vers la fin de septembre, l'incident qui fit du bruit, ce fut la tournée de M. Gambetta dans les provinces du midi. Le dictateur déchu, qui cherchait sa voie pour remonter au pouvoir, et qui depuis a cru la trouver dans une feinte modération, essayait alors au contraire d'intimider par la violence l'Assemblée dont il était détesté. Il parcourait les départements, tenait dans chaque localité des réunions et des banquets où il haranguait la foule dans des termes incendiaires. Il traitait l'Assemblée de cadavre sur laquelle les fossoyeurs tardaient trop à jeter la terre de la sépulture. C'était une véritable provocation à l'insurrection contre notre autorité et nos lois. L'administration, qui avait les pouvoirs nécessaires pour arrêter ces manifestations, soit en vertu de l'état de siège qui subsistait encore dans beaucoup de départements, soit par les lois sur les réunions publiques, s'était montrée, en plus d'un endroit, d'une patience suspecte. M. Thiers devait donc s'attendre à ce qu'il aurait quelque interpellation à subir à ce sujet.

Il s'y attendait, en effet, et si bien qu'il vint à Paris, tout exprès, ce qu'il ne faisait pas pour toutes les séances de la commission. Mais il y vint de fort mauvaise humeur d'avoir une journée de route à faire par la chaleur et d'être inquiet dans son séjour triomphal, surtout d'être interrompu dans des expériences de balistique et d'artillerie, qu'il faisait sur la plage de Trouville, avec le sérieux d'un homme du métier, et au grand divertissement des spectateurs. Cette humeur, qui aurait pu se tourner contre les interpellateurs, tomba, je ne sais par quelle aventure, sur l'orateur malencontreux qui avait troublé le repos général et élevé sa voix dans le silence du pays. Il traita M. Gambetta, son éloquence et ses principes avec un ton de dédain irrité qui me rappela (j'étais présent) les meilleurs jours de sa lutte de 1849 contre les passions démagogiques. Je crus

habile de souligner ces paroles et de leur donner une certaine solennité en en prenant acte. C'est ce que je fis en déclarant que, quand le gouvernement tenait un tel langage, les conservateurs n'avaient qu'à lui promettre leur complet appui et à le seconder de tous leurs efforts. Cette adhésion rapportée dans les journaux fit quelque bruit, et je sus que le soir, dans son salon, M. Thiers en témoignait son contentement.

Après une pareille avance, faite en public et précédée, comme elle devait l'être, de commentaires privés qui en déterminaient la signification, M. Thiers n'avait réellement qu'une chose à faire. C'était de nous faire venir, mes amis et moi, — il aurait choisi ceux dont les visages l'affectaient le moins désagréablement, — et de voir, dans un entretien à cœur ouvert, s'il était possible de s'entendre avec nous sur le plan de conduite de la campagne suivante, dans les conditions nouvelles dont j'avais fait l'ouverture. Avant de rompre définitivement avec d'anciens amis, témoins et alliés de tous ses combats passés, il valait la peine de tenter un dernier effort de paix, et si l'on voulait réellement fonder une république conservatrice, nous offrions à l'institution républicaine un contingent conservateur qui n'était pas à dédaigner. Mais, nous n'offrions qu'un concours conditionnel, et la gauche, dont M. Thiers servait gratuitement les intérêts, n'exigeait rien en retour du sien. De plus la condition que nous mettions, M. Thiers la devinait d'avance, c'était une guerre franchement déclarée au radicalisme. Il voulait bien nous en faire la promesse à la tribune, mais dans son cabinet, et dans le tête-à-tête, nous eussions exigé des gages et stipulé des garanties. C'était justement ce qu'il avait résolu d'éviter.

Aussi, je ne dirai pas, à ma grande surprise, car je commençais à n'être surpris de rien, mais contrairement à toute convenance, je ne reçus jusqu'à la fin des vacances pas un traitre mot, pas un signe de vie, ni de M. Thiers lui-même, ni de M. de Goulard. Je lus comme tout le monde dans les journaux, que nous serions à notre retour salués par un message où M. Thiers nous ferait part de sa politique. Mais je restai, et tous mes amis comme moi, dans l'ignorance absolue de ce que contiendrait ce document.

LA DISCUSSION SUR LE MESSAGE DE M. THIERS

L'Assemblée se réunit de nouveau au commencement de novembre. Je rencontrai le premier jour M. de Goulard dans un couloir; il fit un mouvement pour m'éviter. J'allai à lui et lui demandai directement, quoique sans faire aucune allusion à nos conversations précédentes, ce que le message nous réservait. « Vous le trouverez, me dit-il, très suffisamment conservateur, mais, ajouta-t-il en soupirant, peut-être par trop républicain. »

Ce soupir ne m'annonçait rien de bon. Aussi quand à la séance du 13 novembre, M. Thiers monta à la tribune pour lire lui-même son œuvre, la curiosité que j'éprouvais était fortement mêlée de crainte. On aurait quelque peine à le croire, mais Dieu m'est témoin que je l'écoutai de toutes mes oreilles avec le désir sincère de trouver une phrase, un mot qui fût de nature à seconder le plan que j'avais formé, et à m'autoriser à aller trouver M. Thiers pour lui proposer une action commune.

J'écoutai en vain : je ne dirai pas que mes espérances furent trompées, — je n'en avais guère, — mais toutes mes craintes furent dépassées. Je ne puis encore aujourd'hui me rendre compte du dessein secret ou de l'incroyable illusion qui avait conduit la plume de M. Thiers. Le message était habile et lu avec une animation éloquente : et si son auteur se fût proposé, comme le prince Louis-Napoléon en 1851, d'ameuter l'opinion publique contre l'Assemblée, en nous représentant tous comme des rêveurs impuissants, sauf à nous chasser ensuite, par la force ouverte, ou par un soulèvement de mépris, ses expressions eussent été bien calculées. Mais rien n'était plus loin de sa pensée, et il avait tout aussi peur et tout aussi peu d'envie que nous du hasard d'élections nouvelles. Il voulait se servir de l'Assemblée, non se débarrasser d'elle. A quoi bon alors faire choix de toutes les expressions propres à blesser au vif les sentiments les plus connus de la majorité de cette Assemblée et à la faire bondir sur ses bancs? Admettant que ces sentiments ne fussent que des préjugés, l'art d'un orateur ne consiste-t-il pas à pressentir, à ménager les préventions de ceux qui l'écoutent, et à leur présenter la vérité qu'on veut leur faire

admettre sous le jour qui peut la rendre acceptable pour eux ? M. Thiers possédait cet art au suprême degré, mais il ne lui convint pas d'en faire usage ce jour-là. Non seulement aucune des précautions que j'avais recommandées à M. de Goulard pour rendre plus facile le passage à la forme républicaine n'avait été prise, mais rien n'avait été négligé pour rendre, si j'ose ainsi parler, la médecine plus amère. On y parlait de la monarchie avec un respect dédaigneux comme d'un institution surannée appartenant désormais au passé. Les divisions du parti monarchique étaient énumérées avec une insistance railleuse et la conclusion était qu'il fallait se hâter d'organiser la république, forme de gouvernement devenue tellement nécessaire à la France qu'essayer d'y porter atteinte *serait provoquer la plus dangereuse des révolutions*. Ainsi nous étions déjà des factieux si nous touchions à la République provisoire. Quel nom et quelle peine mériterions-nous quand nous l'aurions nous-mêmes rendue définitive ?...

Je sentais chacune de ces paroles tomber goutte à goutte à côté de moi comme de l'huile bouillante sur une plaie vive. Un sourd frémissement se faisait entendre sur tous les bancs de la droite, tandis que les applaudissements de la gauche donnaient à l'ensemble de la scène un caractère véritablement révolutionnaire. A peine M. Thiers était-il rassis, au milieu de l'ovation républicaine, qu'un des plus modérés de la droite, M. de Kerdrel, s'élança à la tribune pour demander la nomination immédiate d'une commission qui serait chargée d'exprimer l'opinion de la Chambre sur le langage qu'elle venait d'entendre. M. Thiers releva le défi avec amertume, et la proposition mise aux voix passa d'enthousiasme. Je la votai moi-même, un peu par faiblesse, et pour bien convaincre mes amis que, si je leur avais parlé les jours précédents d'une entente possible, je n'en étais que plus indigné du tour vraiment perfide qu'il nous jouait. Je dois dire que ce sentiment m'était commun, dans les premiers moments, avec quelques membres des plus modérés du centre gauche. C'est ainsi que M. Casimir Périer, avec qui je m'étais entretenu la veille, passa à côté de moi au moment où la séance était levée en me disant à l'oreille :

— Je vous prie de croire que je ne savais rien de tout ceci.

Quant à mes amis, ceux-là même, je dirais presque ceux-là surtout, qui étaient entrés dans mes pensées d'accommodement,

avaient la tête absolument perdue. Pasquier, en particulier, ne rêvait plus que bataille. Nous restâmes à Versailles en permanence toute la soirée, dans nos diverses réunions de droite, tenant les discours les plus passionnés, échangeant les députations et les ambassades entre les diverses nuances du parti monarchique, faisant le serment de ne nous séparer jamais, et nous allâmes nous coucher, le cerveau enflammé, ne songeant qu'à pourfendre M. Thiers et la République.

Je tâchai de garder ou de reprendre mon sang-froid, et avant d'abandonner la tentative à peine commencée, de bien me convaincre qu'il n'y avait pas moyen de la reprendre en sous-œuvre. La nomination de la commission qui devait examiner le message avait été renvoyée à la semaine suivante, par une de ces lenteurs incroyables habituelles aux Assemblées françaises, qui ne profitent nullement à la réflexion, mais servent au contraire, dans les moments de crise, à propager l'agitation et à favoriser les intrigues. Je crus cependant cette fois qu'il était possible d'en profiter. Si dans l'intervalle on pouvait obtenir de M. Thiers quelque déclaration franchement conservatrice, l'effet déplorable du message pouvait être détruit, et la commission nommée sous l'influence de ces bonnes paroles pourrait peut-être elle-même se placer sur ce terrain de conciliation.

Nous disions, nous faisons effort pour croire que le langage de M. Thiers dans le message avait trahi son intention. Je me rappelai alors la scène qui avait eu lieu dans la commission de permanence, l'indignation généreuse que M. Thiers avait témoignée contre les procédés factieux de M. Gambetta, et je pensai que le même langage, tenu du haut de la tribune par le chef de l'État, en face du coupable lui-même qui devrait courber la tête en se taisant, ou relever le défi, serait d'un puissant effet dans l'Assemblée et même en France. Il était facile de faire naître l'incident, car rien n'était plus naturel que d'interpeller le gouvernement sur la manifestation séditieuse qui avait troublé le pays pendant les vacances.

Je décidai le général Changarnier, dont j'ai toujours trouvé le sens et le jugement excellents dans les grandes crises, à déposer une interpellation sur ces faits, et j'obtins de lui qu'il la développerait dans les termes les plus conciliants sans attaquer la faiblesse (malheureusement trop notoire) de l'admi-

nistration, et qu'il donnerait ainsi toute facilité à M. Thiers de condamner autrui, en évitant de se mettre lui-même en accusation. Je me tins prêt à répéter la séance de la commission de permanence et à prendre acte des bonnes paroles. Je savais mon rôle et je n'attendais que l'occasion de donner la réplique. Mais il fallait que les premiers acteurs en scène me fournissent cette occasion.

Ce fut le contraire qui arriva. Le général me tint parole et fut très bref et très modéré. Mais ce ne fut pas M. Thiers qui se leva pour y répondre. Il envoya à la tribune son ministre, M. Victor Lefranc, le successeur très honnête mais très incapable de Casimir Perier, et celui-ci l'occupa près d'une heure par un discours verbeux, filandreux, pâteux, où il était impossible de saisir un mot net ou un accent énergique qui appelât M. Gambetta à répondre ou le forçât à demander pardon. Tout au contraire, l'orateur avait visiblement pour instruction, en noyant les faits incriminés dans des détails inutiles qui en diminuaient l'odieux, de ménager ce redoutable allié et surtout de lui épargner, à lui et à ses protecteurs, l'embarras d'avoir à se justifier publiquement devant l'Assemblée qu'il avait offensée. Mon désappointement était déjà très grand, mais quelle ne fut pas ma surprise, quand j'entendis subitement prononcer mon nom? Le ministre tirait de sa poche un petit papier qui n'était autre chose que le procès-verbal assez inexact des paroles que j'avais prononcées moi-même à la commission de permanence, pour adhérer au langage tout autrement énergique de M. Thiers. Je fis ainsi les frais de sa péroraison, car il conclut, après cette lecture, que du moment où les chefs accrédités du parti conservateur avaient ainsi consacré par leur approbation l'attitude du gouvernement, la question était jugée : nous n'avions plus qu'à passer à l'ordre du jour. Ce n'était donc plus M. Thiers qui avait condamné M. Gambetta, c'était moi qui avais d'avance fermé la bouche au général Changarnier et qui fournissais à M. Gambetta le prétexte pour se taire.

La bonne âme de Victor Lefranc était incapable d'avoir inventé à elle toute seule une telle perfidie et je compris sur-le-champ d'où le coup partait. Mais je ne pouvais accepter le rôle de dupe qu'on voulait me faire jouer. Malgré mon peu d'habitude de l'improvisation, je demandai immédiatement la parole

qui ne pouvait m'être refusée, puisque mon nom avait été prononcé, et je montai à la tribune dans un état d'émotion qui me rendait difficile non seulement de trouver un mot mais d'émettre un son. Je suppliai, avec une insistance qui faisait de la prière une sommation, M. Thiers de venir porter devant la France entière, attentive et indignée, la flétrissure qu'il avait déjà infligée lui-même à un grand scandale public mais à huis clos et pour quelques auditeurs seulement. Je dis à M. Gambetta, sur la violence de son langage au dehors et sa réserve devant ses juges, — sur ces paroles dont il était si prodigue en l'absence de l'Assemblée et si avare dans son enceinte, — toutes les vérités injurieuses que la convenance parlementaire permettait, et qui l'eussent fait bondir de son banc, s'il n'y eût été retenu par la parole qu'il avait donnée évidemment à M. Thiers de ne pas le compromettre.

Mais ce silence ainsi mis en relief attestait une complicité qui pénétrait l'Assemblée d'indignation. Aussi quand je regagnai mon banc, de vives acclamations me suivirent, et je goûtai pour la première fois le plaisir d'un véritable succès oratoire.

Mais de tout cela le résultat le plus heureux fut d'appeler M. Thiers à la tribune où il s'était juré de ne pas paraître. Il s'y comporta avec autant d'art que d'insolence. Il déclara qu'en matière de radicalisme, ses opinions étant connues, ses preuves étant faites, et toute sa vie en portant témoignage, nul n'avait le droit de l'interroger et qu'il n'avait pas de réponse à faire. Il n'y en avait qu'une à opposer à la méfiance injurieuse qu'on lui témoignait, c'était un vote de confiance de l'Assemblée. Il le réclama sur-le-champ, menaçant de sa retraite immédiate, s'il ne l'obtenait pas, et mettant ainsi l'Assemblée à l'improviste devant l'abîme béant d'une crise de gouvernement.

Je vis alors un effet de séance que je n'oublierai de ma vie. Les mêmes gens qui, quatre jours auparavant, voulaient tout briser et à qui j'osais à peine conseiller quelques jours de patience, — les mêmes qui, il n'y avait pas un quart d'heure, voulaient me porter en triomphe, les mêmes, je pourrais dire leurs noms, — s'arrêtèrent brusquement comme saisis d'un soudain effroi. On eût dit un cheval lancé au triple galop qui recule des quatre jambes à la fois devant un fossé. Mes meilleurs amis, Cornélis de Witt, Louis Passy, vinrent à moi,

pâles, défaits, dans le comble de la terreur et de l'embarras, me demander pardon de m'abandonner. Bref on brassa un ordre du jour bâtarde, dans lequel on voulut réunir la confiance en M. Thiers et le blâme contre M. Gambetta. Le résultat de cette combinaison savante fut que, l'extrême gauche ne voulant pas s'associer au blâme, ni la droite pure à la confiance, et l'une et l'autre s'abstenant, la motion ne réunit pas le nombre de votants nécessaire pour faire une résolution valide, et l'on se sépara sans avoir rien fait que du tapage. Le gouvernement sortit de cette séance très affaibli, et moi assez grandi. Mais c'était une singulière aventure que d'être entré à la séance, méditant le rôle de médiateur, et d'en sortir l'auteur d'une déclaration de guerre. Je n'avais pas de bonheur dans mes jours d'intentions pacifiques.

Le lendemain, il fallait nommer la commission qui devait examiner le message. Les esprits s'étant rassurés, la grande majorité des choix fut hostile à M. Thiers. C'est d'ailleurs un fait qui se reproduisit à peu près régulièrement dans le cours de cette année. Le vote des bureaux qui nommait les commissions était dirigé contre le gouvernement : le vote en séance publique tournait en sa faveur, ce qui s'explique parce que l'un des votes n'avait pas de conséquence immédiate, tandis que l'autre, commenté par le ton comminatoire de M. Thiers, pouvait entraîner sa démission et la vacance du pouvoir. Tel qui bravait le péril de loin, et dans l'ombre, fuyait en plein jour à son approche. Le hasard m'ayant placé dans un bureau où les conservateurs n'avaient pas la majorité, je ne fis pas partie de la commission et je ne pris pas part à la discussion à laquelle son rapport donna lieu. Je n'ai donc rien de personnel à raconter sur cet incident et je ne me donnerai pas le facile plaisir de critiquer, après coup, la conduite de mes amis, n'étant nullement sûr que, mis à la même épreuve qu'eux, je n'aurais pas fait les mêmes fautes. Mais ces fautes, à distance, sont faciles à reconnaître.

Je ne parle pas seulement des termes du rapport, qui furent violents, peu mesurés, et entre autres de cette malheureuse idée de réclamer, non un gouvernement de résistance et de résistance énergique, ce que personne n'aurait pu incriminer, mais un *gouvernement de combat* : expression d'autant plus fâcheuse que le rapporteur qui s'en servit paraissait

moins propre que tout autre à en soutenir les conséquences. C'était M. Batbie, esprit fin, mais nature indolente, enfermée d'ailleurs dans un corps massif et épais qu'il avait peine à remuer et qui en faisait le moins combattant des hommes. Mais la vraie faute fut de ne pas aller droit au fait en appelant les choses et les hommes par leur nom, en reprochant à M. Thiers ses deux véritables torts; à savoir la prétention de violenter l'Assemblée, en résolvant d'avance la question de gouvernement qu'elle s'était réservée, et ses alliances avec les révolutionnaires. Une résolution nettement exprimée, et résumant ces deux griefs, aurait sinon entraîné la majorité, au moins éclairé le pays sur nos intentions et sur ses périls.

ESSAI DE TRANSACTION

Cette manière de faire parut à mes amis trop directement hostile contre M. Thiers qu'on voulait encore ménager, et ils préférèrent employer une voie indirecte.

Ils se bornèrent à provoquer une résolution qui établit la responsabilité ministérielle dans la plénitude de la théorie parlementaire. Au fond, c'était exactement la même chose : car un ministère responsable et parlementaire avec les tendances connues de la majorité de l'Assemblée, c'était un ministère qui eût adopté une politique tout opposée à celle de M. Thiers.

Mais on trouvait habile de ne pas le dire tout haut, et piquant d'appliquer à M. Thiers, devenu chef d'État et presque roi, la théorie qu'il avait toujours voulu imposer au roi Louis-Philippe et qu'il avait réclamée de l'Empire. M. Thiers, devenu, d'après sa propre maxime, *le roi qui règne et ne gouverne pas*, paraissait pris dans son propre piège, et notre malice s'en amusait. Mais cette malice rétrospective était trop fine pour le public, surtout pour le public du suffrage universel, qui n'a pas de mémoire, ne comprend rien à demi-mot, et s'attache surtout aux noms propres. Dans notre formule doctrinaire, et presque métaphysique, il ne vit rien qu'une résurrection de nos subtilités parlementaires qui n'avaient pas porté bonheur aux monarchies, et que deux fois une insurrection triomphante avait emportées comme un coup de vent déchire des toiles d'araignée. Il ne prit plus aucun intérêt au débat.

Le détour employé avait encore un autre inconvénient. Quoi que nous puissions dire sur le maintien du régime provisoire, réclamer la responsabilité ministérielle, c'était commencer par un bout, par un très petit bout il est vrai, l'établissement d'un organisme politique régulier. Or, du moment où nous entrions dans cette voie, M. Thiers n'avait pas de peine à démontrer qu'il valait mieux y entrer tout à fait, par la grande porte plutôt que par la porte latérale et aller jusqu'au bout plutôt que de rester à mi-chemin. « Constituez un gouvernement complet, nous disait-il, et vous y mettrez la responsabilité ministérielle tout à votre aise, mais à sa place et à son rang dans les rapports des pouvoirs publics que vous aurez établis. » En d'autres termes, faites la République; vous la ferez parlementaire si bon vous semble.

L'argument avait une valeur de discussion à peu près irrésistible. Manié par la logique pressante de M. Dufaure, il fit un effet auquel on aurait dû s'attendre. Au lieu de la proposition limitée et incolore de la commission, l'Assemblée, sur la motion de M. Dufaure, adopta une proposition tendant à nommer une grande commission constitutionnelle, pour organiser les pouvoirs publics. La résolution passa à une majorité de trente-neuf voix, composée de toutes les fractions de la gauche, plus une importante défection de conservateurs timides. Un long cri de *Vive la République* s'éleva sur les bancs de la gauche, quand à une heure avancée de la nuit le président proclama le résultat. Tout le monde crut en France que tout était consommé, que la République était faite par l'alliance de M. Thiers et des radicaux. Nous n'étions plus, dès lors, qu'une minorité impuissante qui, au moins cette fois, avait la consolation de ne s'être pas laissé battre sans combat. Un très beau discours de M. Ernoul avait sauvé l'honneur du drapeau.

Je croyais, comme tout le monde, notre défaite consommée, et je m'apprêtais au nouveau rôle que nous avions à jouer. A ma grande surprise, ce fut au contraire M. Thiers qui changea tout à coup d'attitude. Autant la veille encore il était ardent contre nous, autant, presque dès le lendemain, il parut embarrassé de sa victoire et pressé de chercher un raccommodement. Une place devint vacante peu de jours après dans son ministère, à la suite de je ne sais quel incident, par la retraite de M. Victor Lefranc. Au lieu de la donner à la gauche, ce qui

eût été naturel après le concours qu'elle lui avait prêté, il choisit le successeur presque dans nos rangs ; car ce fut M. de Goulard, à qui il fit quitter les Finances pour l'Intérieur. M. de Fourtou qui entra aussi au Conseil, par suite de ce remaniement, avait exactement la même couleur politique. Mais ce revirement inattendu, auquel nous avions tous peine à croire, devint tout à fait évident quand arriva à discussion une proposition faite par les amis de M. Gambetta pour la dissolution immédiate de l'Assemblée. C'était la conséquence naturelle des déclarations passionnées que le tribun avait fait entendre à tous les échos de la France. L'Assemblée traitée par lui de *cadavre* devait être enterrée au plus tôt. Nous pensions tous que si M. Thiers n'acceptait pas d'emblée la proposition, il voudrait au moins la tenir en quelque sorte en réserve sur notre tête, comme un épouvantail ; nous nous attendions à quelque discours, habilement et modérément comminatoire, qui nous dirait en termes polis : Ou constituez ou allez-vous-en, ou faites quelque chose ou laissez faire d'autres !

Rien de pareil : d'abord ce ne fut pas M. Thiers qui parla ; il ne vint même pas à la séance. Ce fut M. Dufaure qui porta la parole pour lui, et cet homme de bien, qui a toujours détesté les radicaux et les révolutionnaires (bien qu'il ait trop souvent fait leurs affaires), se livra ce soir-là à ses sentiments intimes avec une verve irritée et railleuse qui fut d'un effet incomparable. Il terrassa réellement M. Gambetta qui resta cloué à sa place, au milieu des cris de l'Assemblée soulevée d'admiration. C'était justement l'effet que j'avais voulu provoquer quinze jours auparavant, et je pus me convaincre que si M. Thiers avait tenu la dixième partie seulement de ce langage, la réconciliation eût été complète. L'Assemblée, malgré ses injures, avait pour lui un fond de faiblesse maternelle qui reparaissait, dès qu'il n'en arrêta pas lui-même l'expression. Le lendemain nous étions tous à la paix ; et la gauche était consternée.

Je ne comprenais pas bien d'où venait chez notre maître ce changement d'humeur imprévu, ni cette embellie après l'orage : je regardais avec les yeux et les sentiments du rat de La Fontaine pour le *bloc enfariné*. Comprendre pourtant n'est pas toujours nécessaire pour agir, et je ne vis rien à la réflexion qui dût nous empêcher de profiter de ce retour inespéré. Une place était libre dans la grande commission qui devait élaborer

l'organisation des pouvoirs publics. Cette fois, le hasard de mon bureau me fut favorable, et j'entrai dans la commission avec l'intention formelle, tout en restant sur mes gardes, de travailler sincèrement à la conciliation.

La commission engagea tout de suite les pourparlers avec M. Thiers; je fus désigné comme l'un des porteurs de parole. Nous eûmes, pendant les vacances du jour de l'an 1873, plusieurs conférences à l'Élysée. Jamais négociation ne fut plus longue et plus fastidieuse.

J'épargnerai à mon lecteur, — si j'en ai jamais un, — la fatigue d'en suivre tous les détails, et je ne sais si j'aurai moi-même le courage de repasser, même en souvenir, par tous les ennuis et les dégoûts que j'essayai.

Vingt fois tout parut rompu et désespéré. La mauvaise grâce de M. Thiers était extrême : il ne cachait, ni son dépit d'avoir à compter avec quelqu'un, ni la déplaisance que notre seule présence lui causait. En fin de compte cependant il ne rompait jamais absolument, et c'était plutôt lui que nous qui arrivait à composition. Quel était donc le motif qui dominait sa nature irascible et impérieuse? Je fus longtemps sans pouvoir le deviner.

Je fus pourtant mis sur la voie par une communication qui me fut faite d'une lettre adressée à un de mes amis de la droite (je crois que ce fut M. Armand de Maillé) par notre ambassadeur à Berlin, également de mes amis. M. de Gontaut lui expliquait qu'une négociation était sérieusement engagée pour obtenir cette fois la libération complète de notre territoire. Elle avait été sur le point d'aboutir, quand M. Thiers, se croyant sûr du succès, avait lancé son insolent et son imprudent manifeste républicain, qui avait fait éclater avec une vivacité bruyante le dissentiment jusque-là assez contenu qui existait entre l'Assemblée et lui. A l'instant la négociation avait été arrêtée, le vieil Empereur ne voulant pas conclure sans savoir, ce qui était assez naturel, avec qui il échangeait sa signature. On en avait d'abord beaucoup voulu à M. Thiers de cette incartade, mais maintenant qu'une commission de pacification était nommée, la négociation était reprise; et sa conclusion dépendait du rétablissement du bon accord entre le Président et l'Assemblée. M. de Gontaut nous faisait donc supplier de ne pas prendre sur nous, par des difficultés aux-

quelles on ne comprenait rien, de retarder la délivrance du pays. Cette lettre me confirma dans ma résolution d'arriver à une entente, même aux prix de quelques concessions; mais, comme probablement M. Thiers savait aussi la condition mise à ce succès final auquel il tenait fort (et il avait bien raison), il se résignait pour l'obtenir à une attitude pacificatrice, qui n'était pas dans son caractère (1).

Seulement les relations avec ce chef incommode et suspect n'étaient que l'une et même la moindre partie de nos difficultés. Quand nous étions tombés d'accord d'un point avec M. Thiers, il fallait faire accepter par la commission l'accommodement convenu.

La commission se composait de vingt-deux membres de droite, si j'ai bonne mémoire, et de huit de gauche. Nos embarras ne venaient pas de la gauche qui acceptait toujours, bien qu'en rechignant, ce que M. Thiers trouvait bon. Mais parmi la majorité de droite, une bonne partie, et peut-être au début la plus grande, ne voulait au fond d'aucun arrangement avec M. Thiers. C'était ressentiment chez les uns, chez les autres la volonté d'ajourner indéfiniment toute organisation constitutionnelle dans l'espoir que la restauration de la monarchie deviendrait possible par quelque concession de M. le comte de Chambord ou s'imposerait même sans condition, par le désespoir de toute autre combinaison. Je citerai parmi les plus acharnés à n'entendre à rien (outre les membres de l'extrême droite qui étaient dans leur rôle et exécutaient le mot d'ordre de leur prince), mon ami Decazes et M. Bazé, depuis républicain déterminé, et votant toujours, comme tel, avec la gauche du Sénat. Ne voulant pas étaler devant nos adversaires de gauche nos divisions intérieures, nous avions en général, avant la séance de la commission, des séances particulières de la majorité pour tâcher de nous mettre d'accord.

Et celles-là n'étaient, ni les moins vives, ni celles où on dépensait le moins d'éloquence, — hélas! aussi, le moins d'amertume. Joignez à cette double discussion, qui occupait en général une matinée, la tâche de rapporteur de la loi sur le conseil d'instruction publique que j'avais à remplir au même moment en séance générale de l'Assemblée, et où je soutins un

(1) J'ai expliqué très clairement ce dessous de cartes dans le volume que j'ai consacré à la mission de M. de Gontaut à Berlin.

débat des plus animés, et on comprendra que cette époque ait été l'une des plus laborieuses de ma vie. La fatigue que j'éprouvais était d'autant plus grande que ma voix, toujours faible, était, cet hiver-là, particulièrement malade par suite d'un refroidissement, et que l'usage de la parole m'était très pénible.

Je ne sais si nous serions venus à terme sans un secours aussi triste qu'inattendu qui nous vint du dehors.

Quelques membres de la droite, voyant le progrès que faisaient, grâce à M. Thiers et à la force des choses, les idées républicaines dans l'Assemblée, avaient eu la pensée pour l'arrêter de tenter un dernier effort auprès de M. le Comte de Chambord pour obtenir de lui quelques déclarations plus accommodantes qui permettraient de remettre à flot les tentatives de restauration monarchique. Ce fut l'évêque d'Orléans qui se chargea de cette commission, et il le fit avec cette dignité touchante qui est le caractère propre de son éloquence. On ne pouvait choisir un plus noble intermédiaire, ni qui eût droit à plus d'égards de la part des descendants des Rois très chrétiens.

La démarche avait été confidentielle, la réponse fut publique et écrasante. M. le Comte de Chambord se refusa à toute concession sur le choix de son drapeau, et peu s'en fallut qu'il ne reprochât en termes exprès à M. l'évêque d'Orléans de manquer tout ensemble de foi et d'honneur. Tombant au milieu de nos délibérations, cette épître eut pour effet de donner au parti de la conciliation avec M. Thiers deux ou trois voix de royalistes découragés, et nous vinmes à bout de conclure notre traité de paix aux conditions suivantes, qui ressemblaient beaucoup, comme on le verra, à celles que j'avais pendant les vacances proposées à M. de Goulard.

Nous accordâmes à M. Thiers, qu'avant la séparation de l'Assemblée, deux lois proposées par lui régleraient l'organisation d'une seconde Chambre, et le mode de transmission du pouvoir exécutif. Le mot de *République* n'était pas prononcé, mais en réalité, et nul ne s'y trompait, cela signifiait que l'Assemblée avant de se séparer, si rien de nouveau ne survenait, léguerait à la France une constitution républicaine. Seulement cette Constitution devait être faite par de simples lois toujours révoquables, suivant les procédés légaux ordinaires, ce qui permettait de sortir de la république, quand la monarchie serait possible, sans courir les chances d'une révolution nouvelle.

En retour de cette concession, M. Thiers en faisait deux de son côté. La première était la promesse de présenter une loi électorale modifiant, dans un sens conservateur, l'organisation du suffrage universel. Celle-là était toute naturelle : c'était le gage que les intérêts conservateurs demandaient à la République, pour lui témoigner une confiance dont jusque là cette forme de gouvernement et ses partisans s'étaient montrés si peu dignes. Mais la seconde condition était plus singulière, et j'ai peine encore à ne pas sourire en la rapportant. M. Thiers s'engageait à ne plus paraître habituellement à l'Assemblée, et à n'y prendre la parole qu'à des séances spéciales et solennelles, où il serait seul entendu, et où aucune discussion contradictoire ne pourrait s'engager entre lui et ses collègues.

Rien de plus étrange, et même si l'on veut, de plus ridicule que cette disposition, examinée en elle-même, à distance, en dehors de la personne et des circonstances qui l'avaient suggérée. Aucune cependant, je l'atteste, n'était plus impérieusement réclamée, de tous les côtés de l'Assemblée, même parmi les amis de M. Thiers. L'expérience, je l'ai déjà dit, nous avait démontré à tous que quand M. Thiers était présent, prenant la parole à toute heure, pour le moindre sujet et le plus léger incident, il était en réalité le premier et le seul ministre. Tous les autres n'étaient que ses serviteurs et ses commis. Il n'y avait dans de telles conditions aucune espérance de constituer un ministère responsable auquel l'Assemblée pût imposer sa politique et demander sérieusement compte de ses actes. Mais, de plus, il avait dans les derniers temps, tellement abusé du procédé de menace de sa démission, séance tenante, pour le moindre déplaisir, pour le moindre mouvement d'humeur ou de colère qu'on lui causait, que ce despotisme indirect était devenu intolérable.

Ses partisans en souffraient et plus que nous. Car c'étaient eux, plus encore que nous, qui craignaient de le voir quitter le pouvoir, à l'improviste, et qui étaient gênés par cette crainte dans l'exercice de leur droit parlementaire. La chute d'un ministère, dans un régime constitutionnel, n'est qu'une faible secousse qui n'ébranle aucun des ressorts du gouvernement. Mais la chute du chef même de l'État est toute une révolution, et c'était cette commotion violente, dont tous les soirs entre cinq et six, pour une mauvaise digestion de M. Thiers, ou une

sorte interruption partie de quelque banc des partis extrêmes, la France pouvait se trouver atteinte sans le savoir. Le moyen le plus simple de secouer ce joug eût été que M. Thiers consentit à ne plus venir à l'Assemblée, et à ne communiquer avec elle que par des ministres ou un message, comme a toujours fait le président des États-Unis, et comme fait aujourd'hui le maréchal de Mac-Mahon qui n'éprouve aucune peine à s'y résigner, en un mot qu'étant à moitié roi, il voulût bien l'être tout à fait. Mais le moyen de persuader à un homme dont l'éloquence était l'originalité et la gloire, de renoncer à son principal moyen de gouvernement et de mettre en quelque sorte son cheval de bataille à l'écurie!

Faute d'oser aller jusque là, nous tombâmes d'accord de l'arrangement que j'ai expliqué, sorte de cote mal taillée qui prêtait, j'en conviens, à la raillerie. Mais le ridicule était plus apparent que réel, et moi en particulier, qui avais appris à mes dépens de quel poids pesait sur l'Assemblée la présence de M. Thiers, je savais ce que je faisais en lui fermant la porte. Il riait beaucoup de ce qu'il appelait nos chinoiseries, mais il riait d'assez mauvaise grâce, et le jour, le seul, où la disposition ait été appliquée, il n'en a pas ri du tout.

Quoi qu'il en soit, tel fut le contrat que nous conclûmes, et ce fut moi qui, en qualité de rapporteur, dus en rendre compte à l'Assemblée et en soutenir la discussion. Le débat s'engagea le 1^{er} mars (1873). J'ai rarement rempli une tâche plus ingrate. Les transactions, en général, ont toujours quelque chose de louche et de gauche qui les rend assez difficiles à défendre à une tribune. Ce qui fait leur mérite, l'échange des concessions, est précisément ce qui fait aussi leur faiblesse dans un débat public. On ne s'accorde qu'en ne laissant intact aucun principe absolu et en ne satisfaisant complètement aucune passion. Les principes et les passions prennent leur revanche dans la discussion, et ont toujours l'avantage au point de vue soit de la rigueur logique, soit de l'effet oratoire, et l'on est pris entre deux feux, attaqué de droite et de gauche par les esprits extrêmes. Notre transaction en particulier, assez mal bâtie, prêtait singulièrement le flanc à des reproches contradictoires. J'avais dissimulé de mon mieux les côtés faibles dans un rapport qui était une pièce diplomatique assez bien tissée. Dans la discussion, les défaillances et les contradictions reparurent,

et nous fûmes en butte aux récriminations de l'extrême droite pour avoir constitué la république et aux railleries de l'extrême gauche pour ne pas oser l'appeler par son nom.

De ces deux oppositions, la première nous était de beaucoup la plus pénible : d'autant plus qu'elle s'exprimait avec une extrême violence dans les journaux du parti. Nous étions traités, en particulier M. Pasquier et moi, avec le dernier degré de l'injure. A la tribune, M. Lucien Brun, M. Amédée Lefèvre-Pontalis, d'autres encore, m'adressèrent à moi directement les plus sanglants reproches. On railla sans pitié ce qu'on appelait, par dérision, *la constitution de Broglie*. Nos amis royalistes, d'une nuance plus modérée, qui nous avaient promis leur appui, furent consternés, puis intimidés, puis enfin complètement découragés par cette virulence d'opposition. Leur faiblesse a toujours été de n'oser regarder en face les violents de leur parti, surtout quand on pouvait leur faire craindre d'encourir le déplaisir de leur prince. L'un après l'autre, ils nous abandonnèrent, et finalement, sauf MM. de Meaux et de Cumont, le centre droit resta seul fidèle à l'arrangement. Cette séparation nous était d'autant plus pénible que, diminuant le contingent que nous apportions à M. Thiers, elle affaiblissait d'autant l'autorité que nous pouvions espérer d'exercer sur lui.

Nous n'étions ni consolés, ni récompensés par l'attitude de la gauche, ni même par celle de M. Thiers. La plus grande partie de la gauche votait avec nous, laissant sur les bancs extrêmes M. Gambetta et ses amis, qui n'avaient pas encore inventé la politique de l'opportunité et de la modération qu'ils ont depuis lors pratiquée. Mais ceux mêmes qui nous appuyaient, le faisaient à contre-cœur, impatients moins des concessions que nous avions arrachées à M. Thiers, que de l'alliance même qu'il semblait avoir contractée avec nous, et visiblement inquiets qu'il ne retournât à ses anciennes affections. Il était évident qu'en échange de l'amitié que nous perdions à droite, nous n'acquérions de ce côté que des amis très douteux, assez mal famés d'ailleurs, et avec qui une incompatibilité d'humeur évidente ne nous permettrait pas longtemps de vivre en ménage.

Mais ce qu'il y avait de plus étrange et au fond de plus inquiétant, c'était l'attitude de M. Thiers. Je le vis très souvent pendant ce débat qui dura quinze jours. Il me reçut plusieurs fois en tête-à-tête, mon rôle de rapporteur rendant

ces relations nécessaires toutes les fois que survenait dans la discussion un incident imprévu. Je le trouvai toujours armé de la résolution la plus ferme de maintenir l'arrangement conclu, et plusieurs fois même, il fit, pour éviter une rupture de la majorité nouvelle, des concessions auxquelles il n'était pas obligé par son engagement, qui me surprirent et qui mécontentèrent ses amis. Mais en même temps que je constatais cette volonté conciliante, je voyais aussi dans son langage amer, dans ses regards malveillants, le signe évident qu'au fond de l'âme, ses sentiments à notre égard n'avaient pas changé, et qu'il ne nous pardonnait pas le triomphe momentané que nous remportions. Son regret de mécontenter une partie de la gauche n'était pas moins clair. Une fois entre autres, je me rappelle que M. Dufaure, ayant dépassé dans une réplique à un orateur de la gauche la mesure qui lui était prescrite, je trouvai M. Thiers après ce discours, réfugié au fond du couloir, dans un véritable état de désespoir, des gouttes de sueur froide perlées coulant sur son visage.

— Ah ! s'écria-t-il en me voyant, avec un accent navré que j'entends encore, vous m'avez perdu. Vous m'avez brouillé avec la gauche et que m'apportez-vous en échange ?

Une autre fois, il s'échappa en reproches assez désobligeants sur mon caractère intraitable. J'eus le bon goût de lui sourire et de lui répondre :

— Il paraît, monsieur Thiers, que c'est un vice dans le sang, car c'est précisément ce que le Roi Louis XV reprochait à mon aïeul le maréchal de Broglie, et le roi Louis-Philippe à mon père.

Cette comparaison avec deux rois de France ne lui déplut pas, et me remit en grâce pour un instant, mais ce ne fut qu'un éclair. Le lendemain, son visage renfrogné avait reparu. Évidemment, il rongea son frein : mais qui donc l'avait bridé ?

En revanche, avec ses ministres, du moins avec trois d'entre eux, MM. de Fourtou, de Goulard et Dufaure, mes relations étaient excellentes, et mon intimité complète. Ces honnêtes gens avaient l'air vraiment de respirer en traitant avec quelqu'un de leur espèce : ils me remerciaient avec effusion du retour inattendu de M. Thiers vers les idées conservatrices, et me donnaient (avec une franchise dont peut-être M. Dufaure s'est repenti depuis lors) les détails les plus curieux sur les détestables influences dont leur chef était entouré. Heureux de

ses dispositions nouvelles, ils en paraissaient, comme moi, un peu surpris, et je lus sur leur visage une défiance qui accroissait la mienne.

Enfin, la discussion fut terminée le 15 mars, et deux jours après le mystère fut expliqué. Tout le monde apprit en effet, ce que je soupçonnais, que le nouveau traité avait été signé avec la Prusse, qui avançait de plus d'un an l'évacuation du territoire. Ce que M. de Gontaut avait annoncé à mes amis se vérifiait donc. Du moment où l'accord était rétabli entre le Président et l'Assemblée, l'Empereur d'Allemagne n'avait plus fait de difficulté de conclure la négociation que le conflit avait seul arrêtée. C'était là l'explication de l'humeur accommodante de M. Thiers. Nous avions dans nos démêlés avec lui un auxiliaire que la plupart d'entre nous ne soupçonnaient pas et peut-être valait-il mieux que le secret ne fût pas connu, car si les intolérants auxquels j'avais eu affaire s'en fussent doutés, ils en auraient profité pour devenir tout à fait intraitables.

Je n'aurais pas su d'avance ce dessous de cartes que j'en aurais été averti par le brusque changement d'attitude de M. Thiers. Le jour où le traité fut connu, j'allai faire mon compliment à la présidence : quelle différence entre l'accueil que j'y reçus et celui qui m'y était fait peu de jours auparavant ! A peine M. Thiers daigna me parler, et les quelques mots qu'il m'adressa furent des reproches indirects des humiliations que nous lui avions fait subir. Mon ami, M. de Cumont, qui m'accompagnait, fut si frappé comme moi de ce changement que, sans que nous nous fussions communiqué notre impression, dès que nous nous retrouvâmes sur l'escalier, nous partîmes d'un grand éclat de rire. Dissimuler quelques jours de plus, sans être d'un homme d'État moins habile, eût été d'un homme du monde mieux élevé.

Mais il semble que M. Thiers tenait à ne nous laisser aucune illusion sur l'empressement qu'il allait mettre à se dégager de notre alliance. Le dimanche suivant, je devais dîner à la Présidence avec les membres influents du centre droit qui avaient pris part à la transaction. Je ne pus me rendre à l'invitation, je ne sais plus pour quel motif. Mais mon neveu d'Haussonville, qui avait fait partie avec moi de la commission, était des convives et vint dès le lendemain me raconter ce qui s'y passa. La conversation tomba sur une mesure assez arbitraire

que M. Thiers avait prise peu de temps auparavant : le prince Napoléon étant venu à Paris pour s'y établir, comme l'y autorisait la suppression de toute loi d'exil, on l'avait expulsé sur un simple ordre de police assez brutalement exécuté ; outre l'illégalité de la mesure, ce qui choquait particulièrement, c'est qu'elle avait été étendue sans ménagement à la princesse Clotilde, femme du Prince, et, par ses vertus, digne de tous les égards. L'excuse assez plaisante que donnait M. Thiers pour se justifier de cette confusion, c'est qu'il informé par ses agents que le Prince était arrivé en compagnie d'une femme, il ne pouvait en bonne conscience, vu les habitudes qu'on lui connaissait, supposer que c'était la sienne. Notre désir de ne pas mécontenter M. Thiers était tel que, pour peu qu'on nous eût donné une explication qui ne permit pas d'étendre à d'autres princes le précédent d'une expulsion arbitraire, je crois que nous nous serions prêtés aux faux-fuyants. Bien au contraire, M. Thiers, appuyé contre le montant de la cheminée, se mit à reprendre, sous une forme à la fois oratoire et familière, tous les arguments qu'on lui avait entendu déduire dans la commission des lois d'exil, sur la nécessité pour un gouvernement, de pouvoir éloigner sans jugement du territoire, tous les membres des anciennes dynasties dont les partis pouvaient faire des prétendants. C'était là, dit-il, une condition de salut public qui n'avait besoin d'être écrite dans aucune loi, et quant à lui il était bien décidé à l'appliquer toutes les fois qu'il le jugerait utile et contre tous les prétendants sans distinction.

— Oui, contre tous, entendez-vous bien, monsieur d'Haussonville ! dit-il en se tournant vers mon neveu.

La conséquence de cette belle incartade, ce fut que le Prince s'étant adressé à l'Assemblée pour obtenir justice, un ordre du jour fut proposé qui, sans blâmer directement le gouvernement, maintenait intacts les droits de la liberté individuelle. Le gouvernement n'accepta pas l'ordre du jour, mais la plupart d'entre nous le votèrent, ce qui ne l'empêcha pas d'être rejeté à une grande majorité. L'offense et surtout le dommage n'étaient donc pas bien sensibles. M. Thiers ne s'en montra pas moins très blessé ; tous ses journaux crièrent à l'envi contre la nouvelle défection du centre droit. Cette colère, évidemment jouée, n'avait d'autre but que de mettre le prétexte à profit pour se tirer des liens d'une amitié compromettante.

L'AFFAIRE LYONNAISE

Ce fut dans ces dispositions d'une confiance réciproque déjà fort ébranlée, que nous abordâmes la discussion d'une loi en elle-même fort importante, mais qui le devint bien davantage par les incidents auxquels elle donna lieu. C'était une disposition législative qui modifiait l'organisation municipale de la ville de Lyon. L'urgence en avait été reconnue par le gouvernement. Effectivement la municipalité de Lyon, composée des radicaux les plus furieux, de ceux qui s'étaient livrés à tous les excès, sauf les excès de courage, pendant la guerre et la révolution de 1870, n'était qu'une commune au petit pied. On y foulait ouvertement aux pieds tous les droits du pouvoir central. On chassait, on dépouillait de leur modeste avoir les congrégations enseignantes, et dans les écoles laïques qu'on y substituait, on se livrait à de véritables orgies d'impiété. Le maire que le gouvernement avait été obligé de nommer, faute d'en trouver un meilleur dans le Conseil municipal, M. Barodet, était l'un des membres du Comité de salut public formé après le 4 septembre et il avait adhéré à la Commune de Paris. Presque personne ne contestait qu'il fallait faire cesser un tel scandale. Seulement le gouvernement ne proposait d'autre remède que de diviser la ville en plusieurs sections, ayant des maires différents et de supprimer la mairie centrale.

La commission, faisant un pas de plus, demanda que les attributions de police de la mairie fussent, suivant le régime en vigueur à Paris, attribuées au préfet, en ne laissant aux maires que les fonctions d'officier de l'état civil. Le ministre de l'Intérieur, M. de Goulard, adhéra à ce supplément de prudence et le projet dont le rapport était confié à M. de Meaux arriva ainsi à discussion. Tout d'abord, une singularité apparut. Toute la gauche, presque sans distinction, sauf M. Béranger qui avait été avocat général à Lyon au moment des troubles et qui savait à quoi s'en tenir, attaquait le projet de loi, mais tandis que M. de Goulard le défendait avec chaleur, quelques-uns de ses collègues, comme MM. Léon Say et Jules Simon, ne se gênaient pas pour en médire très haut et l'on savait que M. Thiers, dans son salon (il profitait des dispositions nouvelles pour ne pas venir à la Chambre), en parlait sur le même ton. Cette conni-

vence encouragea l'opposition qui devint très vive. Enfin, à la seconde ou troisième séance, un député de Lyon, M. Le Royer, d'ordinaire plus maître de sa parole, dépassa toute mesure, par le ton dédaigneux dont il traita le rapport de M. de Meaux de *bagage* de lieux communs. De violents murmures s'élevèrent, et de sa place le marquis de Grammont s'écria de manière à être entendu de tous les bouts de la salle : « C'est une impertinence ». La gauche à son tour réclama, et notre président, M. Grévy, sortant d'une distraction à laquelle il était sujet, se hâta de rappeler l'interrupteur à l'ordre sans adresser la moindre réprimande à l'orateur qui l'avait provoqué. Cette justice distributive parut singulière, et, à droite, les murmures redoublèrent. M. Grévy se fâcha et demanda, sur un ton hautain, si on mettait son impartialité en doute. Personne ne s'empressant de le rassurer, du moins de notre côté, il leva brusquement la séance en disant d'une voix émue : « Je sais ce qui me reste à faire ». Le lendemain, il envoyait sa démission et aucune instance ne put le décider à la reprendre.

C'était un événement dont chacun sentit la portée. M. Grévy appartenait à la gauche républicaine et cependant la droite l'avait porté à la présidence à Bordeaux, parce que le 4 septembre il avait protesté contre l'insurrection et n'avait pas cessé de réclamer pendant la guerre contre les folies dictatoriales de M. Gambetta. Depuis lors, il s'était toujours maintenu au fauteuil, grâce à une dignité de manières que l'Assemblée s'honorait de trouver chez celui qui parlait en son nom, et à une apparence d'impartialité très habilement ménagée, qui le faisait bien voir de tous les partis, en le rendant particulièrement utile au sien propre. Il s'était attaché à la fortune de M. Thiers, et dans une assemblée au fond hostile et de jour en jour davantage comme la nôtre, un président ami était pour le chef du pouvoir un auxiliaire inespéré. Le remplacer dans les mêmes conditions était difficile. M. Thiers l'essaya cependant, et crut y être parvenu. Il désigna, du ton impératif qu'on lui connaissait et sans nous laisser même le temps de délibérer pour le sujet de son choix, le premier mais le plus médiocre des vice-présidents, M. Martel, dont l'unique titre était de lui être absolument dévoué. Il ne doutait pas du succès, car M. Martel avait des amis dans nos rangs ; à vrai dire, nous n'en doutions guère davantage quand nous désignâmes, pour lui être

opposé, mon ami M. Buffet, qui jouissait de l'estime générale par l'élévation de son caractère et de son talent, mais d'un naturel un peu renfermé et d'habitudes peu sociables, que personne sauf moi, son ami de trente années, ne connaissait intimement. Je décidai, non sans peine, M. Buffet à accepter de se laisser porter, sans lui promettre un instant la victoire. Par bonheur, la veille de l'élection, M. Martel voulut s'essayer et se faire voir. La discussion qui continuait sur l'organisation municipale de Lyon fut fort orageuse, et notre président à l'essai s'en tira si mal, fit voir pour la gauche dont il attendait les suffrages une partialité dont la cause était si visible que l'Assemblée souffrait d'avance du ridicule qu'elle allait se donner. Bref, sans que j'aie jamais su d'où nous étaiens venus au scrutin secret des auxiliaires sur lesquels nous ne comptions pas, M. Buffet fut nommé à une majorité de quelques voix.

Quand le résultat du scrutin fut connu, une rumeur s'éleva sur tous les bancs. M. Thiers, qui attendait le résultat, en pleine sécurité dans un couloir, demoura consterné. Cette exclamation lui échappa :

— Je ne croyais pas que ces messieurs pussent s'entendre sur un nom propre.

Évidemment en voyant remplacer, sans plus d'embarras, un homme dont huit jours auparavant la situation paraissait inébranlable, un retour désagréable sur lui-même traversait son esprit. Le pressentiment ne le trompait pas, et s'il eût prévu le rôle décisif que M. Buffet devait jouer dans la journée qui fut la dernière de sa vie politique, il eût été plus soucieux encore.

La discussion lyonnaise s'acheva sans incident, mais la loi adoptée à une grande majorité laissa dans les rangs de la gauche extrême à l'Assemblée et du parti radical au dehors une vive irritation. C'était la forteresse du radicalisme qui était atteinte et dont M. Thiers s'était laissé prendre les clefs. On jura qu'on le ferait repentir de cette faiblesse (dont il se repentait pourtant déjà assez à lui tout seul) et qu'on le ferait rentrer de gré ou de force dans le droit chemin. L'occasion ne se fit pas attendre.

BROGLIE.

(A suivre.)

AU PALAIS ALEXANDRE

APRÈS

LE DÉPART DE L'EMPEREUR

TSARSKOÏÉ-SÉLO, 1^{er} AOÛT 1917

Le 1^{er} août 1917, à l'aube, la famille impériale russe quittait le palais Alexandre, situé à Tsarskoïé-Sélo.

C'est dans cette belle construction, due au génie de l'architecte italien Quarenghi, dans ce palais érigé par la grande Catherine pour son petit-fils Alexandre, que la famille du dernier souverain russe vécut les cinq premiers mois de sa captivité.

Ce palais de style classique, remarquable par une des plus majestueuses colonnades qui existent au monde, avait été de tout temps la résidence de prédilection du Tsar et de la Tsarine. Et c'est dans sa grande salle en hémicycle, aux immenses fenêtres donnant sur les jardins, — dans deux salles contiguës ornées de lustres du XVIII^e siècle d'une extraordinaire beauté et de grands vases sortant de la Manufacture impériale de porcelaine, et dans d'autres pièces meublées de chefs-d'œuvre signés Jacob, aux murs couverts d'immenses portraits de famille, — que l'Empereur, les membres de sa famille et leur entourage passèrent une nuit sans sommeil, assis sur leurs malles, en attendant le train qui devait les emmener. Le sort avait décidé que ces augustes victimes passeraient leurs dernières heures, avant le douloureux voyage qui devait se terminer par l'horrible tragédie de l'Oural, dans ces salles fastueuses où ils ne se tenaient que

fort rarement, où chaque objet évoquait la grandeur passée de la Russie, où de chaque portrait les contemplaient les nobles figures de leurs ancêtres, et où le regard déçu de la grande Catherine semblait rappeler à son arrière-petit-fils sa profonde désillusion des philosophes français du XVIII^e siècle et de leurs idées.

Le jour commençait à poindre. Les oiseaux chantaient dans la verdure touffue du parc et la lueur rose de l'aube éclairait les cimes des beaux tilleuls et des érables; pâles et las, les voyageurs étaient encore assis dans les salles de cérémonie, en proie à l'attente fiévreuse du départ. Le voyage devait être long, beaucoup plus long que ne l'affirmait le président du Conseil des ministres, Kerenski, qui les avait persuadés de s'éloigner momentanément du centre de la Révolution.

On a lu ici même le récit de feu le comte de Benkendorff sur *les Derniers jours du Tsar à Tsarskoïé-Sélo* (1) : nous croyons qu'il y a grand intérêt à le compléter par une brève description du palais Alexandre et de l'ameublement des appartements privés. Ces appartements n'occupaient que le tiers de tout le palais et furent de tout temps inaccessibles aux regards étrangers tant que la famille impériale l'habitait. Or le portrait du dernier empereur manquerait de précision sans la connaissance des objets « inanimés » qui l'entouraient, au milieu desquels il vivait; ces témoins impartiaux du goût et de l'humeur dépeignent souvent une personne avec une telle justesse, que ce n'est pas sans raison qu'on dit, en paraphrasant le dicton célèbre : « Montre-moi tes meubles et je te dirai qui tu es ». Le choix des objets usuels ou préférés, le style des meubles et des tableaux témoignent des habitudes, du tour d'esprit, des goûts d'un individu. La critique de ces signes qui caractérisent une personnalité fait l'objet de la présente étude.

Il n'est pas non plus sans intérêt de déterminer le moment où ces appartements, cessant d'être la propriété privée du souverain et devenant celle de l'État, — ou du peuple, selon la terminologie des révolutionnaires russes, qu'il serait plus logique de remplacer par le terme de « propriété nationale » comme on l'a fait en France, — furent accessibles à l'examen et à l'étude des historiens.

(1) Voir la *Revue* des 1^{er} et 15 février 1928.

Nous reprenons donc le récit au point où s'arrête celui du comte de Benkendorff.

Dans quel état se trouvaient les appartements au moment où l'Empereur les quitta? Qu'en advint-il par la suite, d'abord lorsqu'ils furent transformés en palais-musées? et plus tard, au cours des années révolutionnaires? Question d'autant plus intéressante que, d'après les derniers renseignements, les appartements privés des autres palais, tels que le palais Anitchkov à Saint-Petersbourg, celui de Gatchina et celui de Livadia en Crimée, n'ont pas été conservés: ils ont été désaffectés comme n'ayant aucune valeur artistique, et la *Glavnaouka* (section du Commissariat de l'instruction publique) a décrété que seuls les appartements privés du palais Alexandre de Tsarskoié-Sélo dont il est question dans le présent article seraient conservés à titre de document historique (1).

LA TRANSFORMATION DES PALAIS EN MUSÉES

Je crois utile de donner d'abord quelques renseignements sur la protection des œuvres d'art et la transformation des palais en musées, à partir des premiers jours de la révolution. En voici les grandes lignes.

Lorsque éclatèrent les premiers actes révolutionnaires, le 26 février 1917, quarante des personnalités les plus compétentes du monde artistique de la capitale se réunirent sur l'initiative de Maxime Gorki, dans l'appartement de ce dernier, afin de délibérer d'urgence sur les mesures à prendre pour sauvegarder le trésor artistique des musées, palais, couvents, églises et collections privées contre toute éventualité d'attaques et de pillages. Il fallait s'attirer la collaboration des membres énergiques des organisations susceptibles de se faire obéir des troupes révoltées, sans toutefois fonder trop d'espoir sur ces troupes,

(1) Une lutte est engagée en ce moment pour la conservation de ce musée « entre l'administration des Beaux-Arts et l'Institut botanique ». Si ce dernier réussit à s'installer dans le Palais, cet unique document sur la vie du dernier empereur russe de 1900-1917 disparaîtra pour toujours. Je me souviens à ce propos de la lutte que j'eus à soutenir en 1918 pour chaque parcelle de ces appartements contre les revendications d'innombrables institutions, telles que l'administration des « colonies pour enfants dégénérés des ouvriers », etc. Il a fallu lutter pour chaque chaise, chaque table, chaque livre... Ce mois-ci encore, on signale de véhémentes revendications de l'Institut botanique concernant le Palais Alexandre.

quitte à défendre l'accès des édifices au risque de sa vie. Une commission de quinze membres fut élue à cet effet. Elle comprenait les principaux conservateurs de musées et des critiques d'art dont la tournure d'esprit libérale ne choquerait pas les principes du nouveau gouvernement en partie démocratique-constitutionnel et en partie socialiste-révolutionnaire.

Les membres de la commission se mirent sans retard au travail qui était immense. Il fallut d'abord décréter les mesures nécessaires pour parer au pillage et aux actes de vandalisme qui se traduisaient par des statues brisées, des grilles défoncées, les aigles impériales et les écussons enlevés; il fallut ensuite lutter contre les revendications de nouvelles institutions qui s'emparaient des palais et des musées pour des usages qui n'avaient aucun rapport avec la destination de ces édifices et leur valeur artistique. Il fallut enfin répertorier tous les objets d'art, en faire la classification et publier les catalogues et inventaires, non seulement pour les musées et les palais, mais aussi pour les collections privées.

Ce n'est qu'en avril 1917, que la Commission artistique créée pour la sauvegarde, la description et la transformation en musées des palais de Tsarskoïé-Sélo, commença à fonctionner régulièrement (1). Le début de ses travaux fut retardé par mon voyage à Tver où j'étais chargé, — tâche plus difficile en province, — de sauver le palais de cette ville, merveilleux monument de l'époque d'Alexandre I^{er}, du moins à l'intérieur.

Une autre raison retardait le commencement de nos travaux. La vie suivait son cours normal à Tsarskoïé-Sélo, elle y était plus calme que dans d'autres résidences; la force de l'habitude entretenait cette atmosphère due à la présence de la famille impériale. Les actes révolutionnaires se bornaient à de simples déprédations dans les jardins, démolition de bancs et mutilation de statues. Ces déprédations furent plus importantes à Gatchina et Oranienbaum (2).

Jusqu'au départ de l'empereur, la Commission s'occupa du *Grand palais de Tsarskoïé-Sélo* (le palais Catherine), des pavil-

(1) Mes attributions étaient d'un caractère historique et artistique, tandis que le baron B.-L. Steinheil fut élu administrateur politique de cette commission.

(2) A Tsarskoïé-Sélo, seul le vol de la toiture en cuivre doré de la coupole du « Bain turc », construction datant de 1850, fut assez important, mais le lendemain, les voleurs, leurrés par l'éclat du métal, eurent la déception de constater que l'or n'était que de vulgaire cuivre, et abandonnèrent leur butin.

lons et kiosques, du « théâtre chinois », des ponts et viaducs et de l'immense parc, en un mot de tout, à l'exception du palais Alexandre, qui continuait à être réservé à l'habitation de la famille impériale, et dont l'accès n'était autorisé que pour les personnalités les plus haut placées du gouvernement provisoire.

Au cours des travaux de la commission qui durèrent tout l'été, une multitude d'objets d'art du plus haut intérêt furent découverts non seulement dans les salles, mais dans les innombrables dépendances et les kiosques disséminés dans les parcs. De délicieux pavillons servaient de dépôts et de débarras. Beaucoup de meubles d'une grande valeur artistique garnissaient les logements des officiers ou des employés de la cour auxquels ils avaient été prêtés. Des services du XVIII^e siècle de Wedgwood, de la Manufacture impériale de porcelaine, de Gardner et d'autres, d'un prix inestimable, furent retrouvés dans les greniers et à la « ferme », où ils étaient restés entassés quelques dizaines d'années. Chaque jour apportait de nouvelles découvertes. Dans une dépendance, on trouva une toile de Watteau, *le Malade imaginaire* ; dans le local occupé par les chœurs et musiciens, un Véronèse ; les plus beaux meubles de l'époque de Catherine II se trouvaient dans des sous-sols ! Presque tous les tableaux étaient accrochés sans aucun souci de leur valeur artistique ; les meubles étaient dispersés çà et là, sans égard au style des chambres et à la décoration murale. Il fallait restaurer les appartements du XVIII^e siècle défigurés par de récentes réparations, reconstituer ceux qui avaient une valeur historique indiscutable, réparer les parquets et les murs revêtus d'agate, de jaspé, d'ambre et de lapis-lazuli, toutes merveilles qui avaient été conservées avec probité, mais sans méthode et sans conscience de leur valeur (1).

Ce furent quatre mois d'un labeur acharné, qui nous plongea dans l'étude des dépôts privés de la famille impériale, d'un intérêt d'ailleurs exceptionnel et rarement accessible à un historien de l'art. Il donna des résultats importants, surtout si

(1) Cela est d'ailleurs fort naturel, car tous ces objets étaient d'un usage quotidien et comme tels ils devaient à la longue forcément être remplacés par de nouveaux ; ils étaient même parfois vendus aux enchères ; cet usage prit fin une dizaine d'années avant la guerre.

On compare notre œuvre avec ce qui avait été fait pour Potsdam, Schœnbrunn, etc.

NUIT D'ATTENTE

Vers la fin de juillet, les visites que le président du Conseil faisait aux prisonniers du palais Alexandre devinrent plus fréquentes. Kerenski descendait et prenait ses repas chez le baron B.-L. Steinheil, commissaire de Tsarskoié-Sélo (dont l'appartement était situé au-dessous du mien).

Trois ou quatre jours avant la date fixée pour le départ de la famille impériale, date dont le secret était gardé avec la plus grande rigueur, j'appris cependant que ce grave événement était proche. L'ancien hôte de Tsarskoié-Sélo quittait définitivement sa résidence. Le palais Alexandre, avec ses appartements privés, passait sous ma surveillance. Jusqu'au dernier moment le commissaire du ministère de la cour qui avait remplacé le comte Fredericks, l'ancien président de la deuxième Douma, F.-A. Golovine, s'était interdit de franchir le seuil de ces appartements qu'il considérait comme la propriété privée de l'Empereur. Kerenski ne partageait pas ce point de vue; il me fit transmettre par ses amis, le baron Steinheil et Makarov, l'ordre formel de me charger de la surveillance de ces appartements qui avaient une valeur artistique et surtout historique incontestable. C'était une mesure raisonnable. Si nous avions suivi les errements de Golovine, il est plus que probable que du 1^{er} août au 1^{er} novembre, date de la deuxième révolution, rien dans ces appartements n'aurait été conservé dans l'état qui a été fixé par les photographies prises le lendemain du départ de la famille impériale. Encore est-il à regretter que cela n'ait eu lieu que *trois heures* après le départ!

Kerenski arriva à Tsarskoié-Sélo dans la soirée du 31 juillet et se rendit, selon son habitude, directement au palais Alexandre, d'où il passa dans le grand palais, dans l'appartement du baron Steinheil. Il était près de neuf heures. Nous étions en train de dîner à la table ronde du cabinet de travail de l'ancien appartement des aides de camp de l'Empereur, le prince Orlov et Drenteln, que le baron Steinheil occupait présentement. Le couvert était mis pour huit personnes. Le service, la cuisine sous la direction du fameux chef Olivier, la

vaisselle impériale, tout était sans changement : l'étiquette de la cour régnait encore.

Le dîner approchait de sa fin. Kerenski s'allongea sur un divan. A plusieurs reprises, son aide de camp, le lieutenant W... en uniforme à aiguilletes, téléphona à Saint-Petersbourg. Le baron Steinheil, cet aide de camp, deux ou trois employés de ma commission et moi ne quitions pas l'appartement dans l'attente du départ imminent. Nous étions les seules personnes au courant, en dehors de l'entourage immédiat de l'Empereur.

L'horloge marqua neuf heures et demie, dix, puis onze heures : le seul indice du départ prochain était l'excitation que Kerenski ne parvenait pas à maîtriser. Doutait-il de mener à bonne fin son entreprise ? Et que faire en cas de complot ? Rien n'avait été envisagé pour parer à cette éventualité ; la garde du palais était réduite au strict nécessaire, les deux ou trois sentinelles placées aux portes étaient peu sûres ; augmenter leur nombre eût éveillé des soupçons et fait courir des bruits qu'il fallait éviter.

Où était le train ? Pourquoi n'était-il pas encore parti de Saint-Petersbourg pour la station d'Alexandrovskaja où les voyageurs devaient monter ? Minuit déjà, et le train n'était pas encore annoncé !

L'aube du 1^{er} août commençait à poindre. Je me rendis chez le baron Steinheil. Kerenski était en proie à une vive irritation, il téléphonait avec le chef de gare de Saint-Petersbourg, il criait, il s'agitait. Enfin on annonça que le train avait quitté Saint-Petersbourg. Une demi-heure s'écoula dans l'attente. La station d'Alexandrovskaja, la plus proche du palais, n'annonçait pas encore l'arrivée du train. Que se passait-il ? Complot ? Grève ? Les minutes semblaient des heures.

L'agitation de Kerenski avait atteint son paroxysme. Tantôt il tempêtait contre ses aides de camp, tantôt il était saisi d'une espèce de torpeur. Deux heures s'étaient écoulées depuis que le départ du train de Saint-Petersbourg avait été annoncé. Bientôt il ferait jour, et le départ devait avoir lieu pendant la nuit, en secret ! Que faire si le plan échouait ? L'extrême gauche s'en mêlerait, les députés du soviet des ouvriers exigeraient l'emprisonnement ou l'exécution immédiate de l'Empereur. Une heure encore s'écoula. Enfin la station d'Alexan-

drovskaja annonça que le train était immobilisé sur la voie, que les voyageurs pouvaient s'y rendre et s'y installer, mais que le départ ne pouvait avoir lieu avant la matinée, la locomotive ayant besoin de réparation. Kerenski déclara qu'ainsi serait fait. Il quitta sa place en sursaut (je notai l'heure : quatre heures et demie), et s'élança dans la direction du palais Alexandre : l'aide de camp prévenait le garage.

Je m'acheminai par le parc vers le palais, accompagné de mes collaborateurs, l'ancien écuyer I..., mon suppléant et rédacteur de la commission, le premier fourrier de la cour R..., l'archiviste K..., et enfin le président du comité des employés nouvellement constitué N..., qui devait assister en qualité de témoin au transfert du palais sous ma surveillance.

Sur ce parcours du Grand palais Catherine au palais Alexandre, parcours rapide, il est vrai, nous ne rencontrâmes que deux êtres humains ; le premier, à l'entrée des jardins, assis sur une bûche, portait l'uniforme ; mais il était difficile de reconnaître si c'était une sentinelle, car en ces temps troublés nombreux étaient ceux qui s'habillaient en soldats. L'aspect de cet homme n'avait rien de belliqueux ; son fusil reposait sur l'herbe à côté de lui et ses pensées devaient être bien loin, quelque part dans son village. L'autre, une sentinelle à la porte du palais, ressemblait davantage à un militaire, mais lui aussi était assis sur une bûche et son visage exprimait pour le moins une indifférence absolue.

Je me livrais à ces réflexions en suivant une allée étroite au bout de laquelle, sur un fond de verdure, se dessinait le palais. Le ciel rose se reflétait dans ses fenêtres immenses. Un grand calme régnait. Il faisait tout à fait jour.

Nous nous arrêtâmes dans l'herbe épaisse et odorante, humide de rosée, en face de l'hémicycle formé par le perron. Bientôt nous perçûmes le bruit étouffé des pneus sur le sable jaune des allées ; lentement, comme si elle eût craint de rompre le charme du matin silencieux, une petite automobile surgit du fond d'une avenue ; elle fut suivie de plusieurs camions, puis de plusieurs autres limousines. La première voiture dépassa le perron devant lequel s'arrêtèrent les camions, les portes du palais s'ouvrirent pour laisser passer les bagages, fort nombreux, et qui ne purent se caser tous sur les camions ; enfin chargés, ceux-ci avancèrent un peu. Une première Rolls-

Royce s'arrêta devant le perron. Nicolas II allait sortir : nos cœurs se mirent à battre plus fort.

Je jetai un coup d'œil sur mes compagnons : leurs visages étaient empreints de gravité : ils comprenaient trop bien le tragique de cette minute. L'ancien écuyer surtout était en proie à une intense émotion : il avait souvent présenté les chevaux pour l'impératrice et l'héritier, accompagné sa souveraine à l'église et le petit grand-duc dans ses promenades. Il concevait difficilement que celui qui était tout pour lui, fût devenu un simple colonel, un prisonnier... Adossé à un arbre, se tenait le beau R..., ancien fourrier de la Cour, et son collègue Ch... qui avait encore servi sous Alexandre II.

La porte vitrée de la terrasse s'ouvrit encore une fois et Nicolas II, donnant le bras à l'Impératrice, sortit lentement, d'une démarche un peu hésitante.

Il descendit la pente douce, guidant son épouse avec sollicitude. Il portait l'uniforme de colonel. Son visage, à la barbe de quelques jours, exprimait une grande lassitude. Les épaulettes dorées et la bande rouge de sa casquette accentuaient encore sa pâleur. L'Impératrice portait un long manteau de dentelles noires et un chapeau à larges bords. Son regard était baissé vers le sol.

Pendant qu'ils descendaient, un groupe d'amis et de serviteurs dévoués s'étaient rassemblés en haut de la terrasse.

L'Empereur, apercevant les deux soldats décrits plus haut qui restaient bouche bée, crut qu'ils lui faisaient le salut militaire ; il fit un mouvement pour le leur rendre ; mais apercevant les fusils par terre, il arrêta son geste. Tout était paisible aux alentours, le soleil brillait. Je vis de grosses larmes dans les yeux du fourrier.

Le couple impérial descendit lentement et prit place dans la Rolls-Royce. A leur suite, vêtu d'une blouse de soldat, l'héritier accourut en sautillant. Après lui apparurent les quatre jeunes grandes-duchesses en pèlerines de voyage, pâles, minces, les cheveux coupés à la suite d'une maladie. Les enfants impériaux, les personnes de la suite et les serviteurs qui les accompagnaient en exil, prirent place dans les trois autres automobiles. Sur la terrasse, le groupe des sujets fidèles restait immobile.

Kerenski fit un signe aux chauffeurs et son automobile

se mit en marche. Le cortège s'ébranla, les voitures roulèrent doucement sur le sable. L'Impératrice se retourna vers le palais et bénit ceux qui restaient. Personne sur la terrasse ne fit le geste de lui rendre son salut : tous semblaient pétrifiés ou bien n'osaient pas montrer leurs véritables sentiments devant les « révolutionnaires » représentés par les deux sentinelles. Qui sait pourtant ce qui se cachait au fond du cœur des deux petits soldats ?

Personne, ai-je dit... Si, pourtant. Dépassant tous les autres par sa taille, le monocle à l'œil et la stature altière, se tenait sur la terrasse le comte de Benkendorff. Lui seul fit le salut militaire à son souverain et garda longtemps la main à la visière.

Les oiseaux gazouillaient dans les arbres...

Immobile, le petit groupe de la terrasse suivait des yeux les voyageurs. Un rayon de soleil levant perça la verdure et éclaira les épaulettes de l'aide de camp du comte de Benkendorff et les cordons de la livrée blanche du coureur. Le monocle du comte brilla un instant et s'éteignit.

Le cortège disparut au tournant d'une allée...

LES PREMIÈRES HEURES

Je montai la pente douce et me présentai au comte de Benkendorff en qualité de président de la Commission historique et artistique, chargé de prendre possession du palais Alexandre. Le comte consentit volontiers à m'accompagner à travers les appartements et à me donner les explications nécessaires. Il demanda seulement de *remettre l'inspection à deux ou trois heures*, désirant se reposer après cette nuit d'insomnie. J'acquiesçai à sa demande et lui demandai seulement si l'on pouvait se fier aux serviteurs et ne pas poser les scellés. Le comte exprima son entière confiance dans le personnel du palais ; il dit que la majorité des serviteurs étaient les serviteurs personnels du Tsar et que personne ne toucherait à rien. Je me contentai donc pour le moment de traverser les appartements en compagnie du comte, sans poser de scellés sur aucune des pièces.

Un étrange spectacle se présenta à nos yeux fatigués par une nuit blanche. Les vestiges de la splendeur passée, les lustres, les meubles, la livrée éclatante des serviteurs, les gerbes de

fleurs, les palmiers, des milliers de photographies, tous ces témoignages d'une vie paisible faisaient avec les chemises vert sale des sentinelles, les valises abandonnées au dernier moment, les étuis vidés, un navrant contraste.

Le plan du palais, et en particulier celui des appartements privés, tout en étant fort simple, rendait extrêmement difficile mon intention première de poser les scellés dont le nombre aurait dépassé une cinquantaine, car presque toutes les pièces avaient plusieurs portes dont une donnait accès sur le couloir.

Les serviteurs personnels de l'Empereur et ceux qui dépendaient du ministère de la cour, s'empressaient à mettre de l'ordre ou feignaient de le faire. Or mon idée bien arrêtée était de conserver pieusement, dans une intégrité scrupuleuse, l'ameublement des appartements privés, tel qu'il était à cette minute précise, jusqu'au calendrier au mur et les crayons sur les tables. Aussi insistai-je près du comte pour qu'il donnât des ordres en conséquence aux serviteurs qui lui devaient encore obéissance et leur enjoignit de ne rien changer de place. Les serviteurs ne comprenant sans doute pas le sens de cet ordre, continuèrent, selon la routine quotidienne, d'épousseter, de déplacer les objets, surtout les bibelots. Ainsi échoua mon projet de laisser tout à sa place, jusqu'à ce que tout fût photographié, comme cela se fait lors d'une instruction judiciaire, méthode qui aurait dû être appliquée avec une absolue rigueur, tous les objets devenant dorénavant objets de musée. Mais les serviteurs devaient se faire le raisonnement suivant : « Les Tsars sont partis pour deux ou trois mois, jusqu'à novembre, comme s'il s'agissait par exemple d'un départ pour Livadia; il faut donc tout mettre en ordre. »

Nous quittâmes le palais pour deux heures et demie, selon le désir exprimé par le comte. Une multitude de femmes de chambre et de laquais en simple uniforme gris bordé de tresses à aigles, restèrent sous la surveillance de la chambrière M^{lle} Zanotti, employée allemande (*kammer-jungfrau*), très aimée de l'Impératrice, laissée à Tsarskoïé-Sélo à dessein; bien que très dévouée à la Tsarine, elle ne quitta pas le palais Alexandre pour Tobolsk, afin de vaquer aux exigences de sa charge. La garde militaire étant devenue désormais inutile, je demandai qu'elle fût renvoyée : l'exemple des deux sentinelles n'était pas pour m'inspirer confiance.

LA COMMISSION AU TRAVAIL

En revenant à neuf heures au palais, quel ne fut pas mon dépit de voir les serviteurs et en particulier la chambrière Zanotti, occupés à mettre en ordre avec zèle et célérité les appartements privés de la famille impériale? Ils emportaient les plantes, jetaient les bouquets fanés, serraient les menus objets dans les tiroirs qu'ils fermaient soigneusement. Mon indignation n'eut pas de bornes. Je déclarai à M^{me} Zanotti qu'elle ne se rendait pas compte de la responsabilité qu'elle assumait, des accusations qu'elle ferait peser sur les serviteurs si quelque chose se perdait, qu'elle n'avait pas compris les ordres du comte de Benkendorff ni les miens, que le travail de tous les jours ne se ferait pas aujourd'hui et que l'écuyer, le colonel Zeest, lui expliquerait tout cela dans un allemand plus correct que le mien. Le colonel Zeest, qui m'accompagnait en qualité de photographe de ma commission, expliqua fort courtoisement à M^{me} Zanotti qu'il devait au préalable photographier en couleurs tous les appartements privés dans l'état où ils avaient été laissés par Leurs Majestés. M^{me} Zanotti n'en continuait pas moins à affirmer que les souverains rentreraient en novembre, qu'elle le tenait de Kerenski lui-même. Pour terminer cette controverse qui menaçait de devenir dangereuse, je priai M^{me} Zanotti de quitter sur-le-champ le palais. Elle ne rejoignit pas ses maîtres et ne suivit pas l'exemple de la demoiselle d'honneur, la baronne Buxhövden, du précepteur anglais Gibbs, du docteur Derevenko, du matelot Nagorny et d'autres: par la suite, elle ne fut pas arrêtée et put rentrer dans son pays.

En même temps que M^{me} Zanotti, je fus obligé de congédier toutes les femmes de chambre et les laquais qui refusaient de m'obéir; en outre, les employés choisis par moi parmi les laquais du palais Catherine, — et qui s'étaient constitués en comité, — déclinaient toute responsabilité, si les serviteurs personnels de l'Empereur continuaient à travailler avec eux. Crainte évidemment exagérée, car la probité du personnel du palais Alexandre était au-dessus de tout soupçon.

Ce n'est qu'à partir de onze heures qu'apparut la possibilité de nous mettre sérieusement au travail. Alors seulement,

lorsque nous nous trouvâmes entre personnes qui avaient l'habitude de travailler ensemble depuis plusieurs mois, se comprenant dès le premier mot et se rendant compte du plan à suivre, nous sentîmes le poids de l'énorme responsabilité qui pesait sur nous. Les appartements privés de la famille impériale allaient devenir musée et rien n'était inventorié; je n'avais pas à ma disposition la moindre liste, à l'exception de celle des objets emportés à Tobolsk, liste incomplète, car l'ingénieur Makarov qui l'avait dressée avait omis tous les bijoux de l'impératrice. Il fallait suppléer à ce défaut sans aucun délai, ce qui nécessitait que chaque objet fût laissé à sa place.

La situation s'aggravait par la certitude que ces appartements risquaient de devenir un objet de convoitise pour diverses institutions désireuses d'utiliser à leur profit les locaux vacants et d'être réclamés pour des colonies d'enfants, institutions d'invalides de la révolution, etc. La transformation en musée était une démarche diplomatique pour la préservation de ces appartements et une assurance contre leur disparition.

Mes prévisions ont été pleinement confirmées pendant les dix années qui suivirent. Déjà en 1917-1918, la femme du commissaire de l'Instruction publique, M^{me} Lounatcharski, s'efforça à mainte reprise d'utiliser les objets qui meublaient les appartements des enfants de l'Empereur pour des colonies d'enfants; d'un autre côté, à partir de juin 1918, les bandes d'excursionnistes qui se sont abattues sur Tsarskoïé-Sélo ont tenu surtout à visiter les appartements privés de l'Empereur. Cela n'a pas cessé jusqu'aujourd'hui : étrangers, matelots, étudiants, écoliers, tous veulent voir avant tout comment vivait « le dernier Romanov ».

CE QU'ÉCRIVENT LES CRÉDULS

S'ils ne présentent qu'un médiocre intérêt au point de vue de l'art, ces appartements ont une grande valeur, non seulement artistique, mais psychologique : ils aident à expliquer, dans une certaine mesure, une des causes de la révolution russe.

En effet la décoration des appartements dans lesquels s'écoule la vie d'un personnage historique, le choix des objets qui l'en-

loutrent, la disposition des tableaux, la composition de sa bibliothèque et une foule d'autres détails n'ont pas une moindre importance; pour la compréhension de son caractère, que les mémoires, la correspondance et autres documents. Les meubles sont des témoins fidèles et impartiaux de l'état d'âme et du goût d'un homme. Ils subissent passivement sa volonté; ils gardent les petits secrets de la vie journalière. La curiosité de l'historien se tourne souvent vers ces témoins muets du passé.

De là mon désir de conserver dans leur intégrité et dans leur ordre intact les objets meublant les appartements privés, de ne rien changer à leur disposition. J'espérais que l'examen de ces pièces ainsi conservées ferait surgir, vivante, la personnalité de Nicolas II et des membres de sa famille. J'y ai réussi autant que me l'ont permis le zèle des serviteurs et celui de l'omnipotente et courroucée Zanotti qui, par malheur, avait eu le temps de « travailler » pendant une heure ou deux dans les appartements de l'Impératrice.

J'y fus aidé par une heureuse circonstance. En 1916, sur le désir de l'Empereur, le photographe von Hahn avait exécuté beaucoup de clichés de ces intérieurs. Il fut donc possible de restituer la position des objets bouleversés au moment du départ. En se reportant à ces clichés, mes collaborateurs et moi pûmes facilement remettre à leur place habituelle tout ce que M^{lle} Zanotti ou les membres de la famille impériale eux-mêmes avaient rangé ou déplacé. Nous le fîmes avant d'entreprendre l'inventaire. Ensuite, des plans explicatifs furent dessinés; après quoi tout fut immédiatement photographié en couleurs sur des plaques autochromes Lumière. Malheureusement, beaucoup d'icônes qui étaient suspendues au chevet des lits manquaient : ces objets de piété avaient été emportés en exil. En revanche, les tableaux, portraits et photographies, à quelques exceptions près, étaient restés en place.

Je n'avais pas le moindre doute sur l'intérêt que présentaient les appartements privés. Cet intérieur était l'œuvre de la famille du dernier souverain de la Russie et différait entièrement des appartements de leurs aïeux. Ceux-ci, transformés, complétés, — comme les salles de cérémonie, l'aile « anglaise », les appartements de l'impératrice Marie Féodorovna, épouse de Paul I^{er}, — avaient complètement perdu leur aspect primitif, ce qui rendait impossible de se faire une idée sur le caractère

de leurs anciens propriétaires. Mais les appartements privés de Nicolas II avaient été créés en bloc et simultanément par les personnes qui les habitèrent de 1900 à 1917. Les meubles avaient été commandés avec l'approbation et souvent d'après les instructions du couple impérial; Nicolas II avait dirigé la disposition des tableaux. Le choix des livres, des bibelots dans les vitrines, les collections de porte-cigarettes modernes de Fabergé, de montres et d'autres objets, tout cela était un signe d'initiative privée, indication sur le goût personnel, qui éclate dans toute la décoration « style moderne » de cet intérieur créé aussitôt après le mariage des souverains.

On ne peut expliquer cette tendance de Nicolas II et de l'Impératrice vers ce style « décadence », comme on le désignait en 1900, que par le désir de partager le goût du jour, d'aimer ce qu'aime le grand public, d'être à la page. Repor-tons-nous à l'époque où furent construites les premières entrées du métropolitain de Paris dans le style de l'architecte belge Horta et de Guimard, où furent décorés les wagons-restaurants de la Compagnie internationale des wagons-lits, les magasins de Félix Potin du boulevard de Sébastopol et de la rue de Rennes, souvenons-nous des lignes « en coup de fouet » de certaines décorations de cette époque; alors nous comprendrons pourquoi Nicolas II se fia pour sa demeure d'élection (ou plutôt pour la seule salle de concerts du palais Alexandre) au goût de l'architecte à la mode Meltser qui jouait à cette époque dans la vie artistique de la capitale de la Russie le rôle de Perret et de Ruhlmann à Paris. Il faut comprendre l'engouement pour ce style « moderne » de 1900, tout comme il faut comprendre celui qui a accueilli le style « Arts décoratifs » de 1925. Aussi y a-t-il quelque naïveté à s'étonner du mauvais goût des appartements de Nicolas II, comme le font certains visiteurs. C'était la mode. Elle répondait à l'esprit du temps, Nicolas II et sa femme en ont subi l'influence.

De même pour le choix des tableaux qui décorent ces appartements privés et leur disposition. La peinture en vogue en 1895 n'est plus au goût des amateurs de 1917, comme il se peut que Marie Laurencin ou Picasso aient cessé de plaire dans quelques dizaines d'années. On ne saurait condamner le choix de tableaux russes dans le goût des peintures françaises de Ziem, Boudin, Jongkind, Bonnat, Besnard, J.-E. Blanche. Et

si nous rencontrons parmi ces tableaux des œuvres médiocres, nous devons en toute équité mentionner de belles toiles de Sérov, Bogolubov et Répine. Il est vrai qu'une excellente étude de ce dernier se trouve dans un couloir, tandis que les œuvres de Krijitski et Tkatchenko ornaient le cabinet de travail et les salons, mais c'est le même signe des temps. Est-ce que les œuvres de Gaston Latouche qui décorent actuellement les appartements du président de la République française ne sont pas des manifestations du goût de 1890-1900 ?

En revanche, l'absence de goût pour la peinture ancienne est un trait caractéristique de Nicolas II. Le monarque qui pouvait faire venir dans son palais n'importe quelle œuvre d'art d'une de ses autres résidences, ne le décora d'aucune œuvre ancienne vraiment belle : mieux vaut ne rien dire de quelques vieilles toiles médiocres et des horloges en bronze de 1820-30 qui s'y trouvent. Et si les murs des couloirs étaient entièrement couverts d'un nombre incalculable de plats en or, argent, émail, bois, etc., provenant de l'antique coutume russe de présenter le pain et le sel, offrandes de sujets fidèles et parmi lesquelles on n'en trouverait pas un ou deux de réelle valeur artistique, ce fait est plutôt caractéristique des sujets que de leur monarque. Si l'on peut accuser ce dernier de quelque chose, c'est d'un excès de délicatesse qui l'empêchait de reléguer toutes ces offrandes qui devaient lui déplaire, dans l'arsenal ou dans des garde-meubles, comme l'aurait fait Nicolas I^{er}. Nicolas II en encombra sa demeure : peut-être lui rappelaient-elles les sentiments de fidélité de ses sujets...

Quant au cabinet de travail de l'Empereur, il ne fournit aucune indication : c'est la banalité même et il aurait pu être le bureau d'un riche colonel de la garde ou d'un directeur de banque.

Nicolas II avait laissé ses appartements privés presque intacts, contrairement à l'Impératrice qui, malgré le conseil de Kerenski de n'emporter aucun objet de valeur et de confier ses bijoux aux coffres-forts de la Banque d'État, avait emporté avec elle tous les bijoux qui se trouvaient au palais Alexandre. Le Tsar, lui, avait tout laissé : rapports, projets, bibelots, jusqu'au livre inachevé, étaient restés sur place, sans parler d'objets tout à fait personnels, montres, cannes, étuis à cigarettes, revolvers à chiffre, etc. Il s'était borné à emporter du

linge et un uniforme de rechange. La différence dans l'attitude envers les biens temporels de l'Impératrice-étrangère et de l'Empereur-russe était frappante : il est évident que Nicolas II pensait : « tout ceci n'est pas à moi, mais à la nation », et il s'était interdit tout ce qui n'était pas le strict nécessaire ; cela à tel point qu'au bout d'un mois, du linge et des vêtements durent lui être envoyés à Tobolsk.

Sur une table, bien en évidence, et probablement intentionnellement, avait été placé un recueil de tous les discours et allocutions adressées à l'Empereur pendant son règne. La lecture de ce document, — compliments, félicitations, déclarations, toujours stéréotypés et banals, — produit une extraordinaire impression de vanité et d'ironie.

Ce qui dépeint le mieux la personnalité de Nicolas II, c'est sa bibliothèque personnelle et ses richissimes archives et collections de photographies.

Il faut avant tout souligner le goût évident de l'Empereur pour les belles éditions de livres d'histoire : Nicolas II fut non seulement président honoraire, mais aussi collaborateur actif de la *Société impériale historique russe*. Ces livres, qui faisaient partie de la bibliothèque privée du Tsar, avaient d'excellentes reliures ; comme, par exemple, la *Vie des saints*. De luxueux ouvrages historiques, cadeaux de l'Impératrice, du roi et de la reine d'Angleterre, étaient disposés sur des tables rondes. Parmi les livres sur l'art, figuraient les meilleures et les plus rares éditions d'avant-guerre. Mais cette bibliothèque privée, qui se trouvait dans le cabinet de travail de l'Empereur, n'était pas seule à renfermer des livres précieux. Des éditions uniques des ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles se trouvaient dans les anciennes bibliothèques des empereurs Paul I^{er}, Alexandre I^{er} et Alexandre III, contiguës à l'appartement de Nicolas II. L'Empereur passait dans ces bibliothèques des heures entières en compagnie de son bibliothécaire M. Stchegolev.

La grande salle de la bibliothèque, qui compte quatre pièces, porte encore des traces de la présence fréquente de Nicolas II. Il est intéressant de noter qu'une de ces salles servait pour les repas intimes de la famille impériale, — le petit déjeuner était servi dans le boudoir de l'Impératrice, — qui prenait ses repas entourée de livres.

Un petit escalier intérieur conduit du grand cabinet à un

entresol où, sur les fenêtres et les rayons, sont disposés d'innombrables albums de photographies classées dans l'ordre chronologique. Ce sont des illustrations de la vie officielle du souverain : revues, visites aux casernes, aux camps, aux écoles militaires, réceptions de princes étrangers, etc. Ce ne sont que revues et manœuvres, manœuvres et revues. Nous voyons Nicolas II saluant les élèves-officiers sur la place du palais, visitant une usine de canons, priant dans une cathédrale, entouré de grands-ducs et de ministres. Le voici à l'inauguration de monuments, d'églises, de ponts, ou recevant des députations. Voici la Tsarine et les jeunes princesses en robes blanches et grands chapeaux d'été, des gerbes de fleurs entre les mains; les braves Cosaques se tiennent immobiles comme des statues. Voici des photographies d'un ordre plus intime, prises par les membres de la famille impériale en Finlande, à Livadia, à Compiègne, à Raconiggi. Avec quelle patience Nicolas II s'ingéniait à coller dans des albums ces souvenirs de famille, dans l'ordre le plus strict, en les accompagnant de légendes détaillées! Ce travail scrupuleux de l'Empereur facilitera à l'historien l'étude de son règne et lui permettra une compréhension plus profonde de sa personnalité, qui, malheureusement, ne nous a été présentée jusqu'à présent que par des dilettantes peu documentés ou par des écrivains tendancieux (1).

Les documents qui se trouvaient dans le cabinet de l'Empereur étaient souvent d'un grand intérêt et d'une grande valeur historique (2), comme les lettres de l'Empereur à Stolypine qui furent retournées à Nicolas II après l'assassinat de ce premier ministre. Elles sont au nombre de onze. Les lettres de Pobédonostsev à Nicolas sont au nombre de trente-quatre.

Parmi les premières j'ai gardé en mémoire surtout une lettre datant de 1909. Dans un style clair et net, l'Empereur exposait à son premier ministre ses idées, après la Révolution de 1903. « Petr' Arcadiévitch, écrivait-il, vous me rappelez la nécessité de réformes. N'ayez aucun doute que j'aime la Russie autant que vous. Mais je sais et n'oublie jamais qu'il

(1) Cette collection renfermait 125 albums de grand format d'un intérêt politique, 12 albums de caractère intime, plus plusieurs dizaines dans l'appartement de l'Impératrice.

(2) Sur un ordre spécial, en septembre 1918, ils furent remis par moi au prince Galitzine, chef des Archives d'État; mais c'est seulement en 1929 que ces lettres furent publiées par la commission des Archives bolchévistes.

suffira de donner un coup de barre à gauche dès que des Khroustalevy Nossari (1) s'empareront de notre patrie. »

Plus tard, après la convocation de la Douma, Nicolas II écrivait à Stolypine : « Vous me parlez de la prochaine visite de Golovine, Goutchkov et autres. Je sais que si Golovine est du nombre, un plat ennuyeux me sera servi. Vous connaissez mon opinion sur Goutchkov et les autres, elle reste inébranlable, je ne les considère pas comme des hommes d'État. » Les événements de 1917 ne justifiaient-ils pas l'opinion de l'Empereur sur Goutchkov et ses collègues qui firent preuve d'un manque absolu de sens politique ?

Des aide-mémoire, des brouillons, des dizaines de volumes de télégrammes reliés de cuir (principalement la correspondance du Tsar avec l'Impératrice et avec les souverains des autres pays), le tout dans un ordre parfait, formaient une petite bibliothèque spéciale. Fait curieux : parmi ces centaines de documents, c'est seulement dans deux télégrammes à l'Impératrice que le nom de Raspoutine est mentionné, et encore, est-il vaguement désigné en anglais comme « notre ami ».

Des souvenirs, des cadeaux de jours de fête de ses enfants, des œufs de Pâques, des signets brodés sur canevas et d'autres bagatelles sont un indice de l'instinct de famille très développé chez Nicolas II. Et à côté de ces menus objets se trouvaient des documents d'une immense importance politique qui jetaient une lumière insoupçonnée sur la personnalité de l'Empereur.

Tel était le cabinet de travail de l'Empereur de toutes les Russies avec son divan turc traditionnel et ses inévitables fauteuils de style russe. Tout ce petit appartement de sept pièces, y compris l'immense piscine décorée dans le style mauresque et les garde-robes, fournit une documentation précieuse à l'historien.

Au milieu du grand cabinet de travail dans le style moderne suédois ou finlandais de 1900, avec son immense billard, ses cartes de géographie aux murs et ses portraits, se trouvait un coffre contenant les lettres et documents qui y avaient été enfermés une heure avant le départ, au dire des laquais. Il est fort important de remarquer que ni ce coffre, ni les armoires ne renfermaient nulle trace de journal intime. (Les

(1) Premier président du premier « Soviet » des ouvriers lors de la Révolution de 1905-1906.

membres de ma commission ont examiné et classé le contenu de ce coffre, de toutes les caisses et tiroirs). J'ai toujours considéré que la plus grande partie des lettres et documents, ainsi que les « journaux » publiés en divers endroits, ont été fabriqués de toutes pièces en U.R.S.S., comme le journal de M^{me} Vyroubova, dont la fausseté a été prouvée dernièrement par Chitchegolev et le professeur Pokrovski.

Les traits de caractère révélés par l'appartement privé de l'Empereur sont donc la modestie, l'amour d'une vie simple et saine, l'amour du travail, l'absence de volonté esthétique marquée.

L'APPARTEMENT DE L'IMPÉRATRICE

Par un balcon attenant à l'entresol (au-dessus du corridor qui séparait ces deux appartements), l'appartement de Nicolas II communiquait avec celui de l'Impératrice.

Cet appartement était décoré dans une variété de style moderne plus léger : chêne clair, érable vert, beaucoup d'étoffes, des vases de la Manufacture royale de Copenhague, une quantité innombrable de photographies, d'*Erinnerungen*, d'albums reflétant presque au jour le jour la vie de la famille impériale.

Le choix des peintures témoigne d'un goût provincial allemand. Beaucoup de bibelots en bois pyrogravé, de petits vases en terre-cuite et porcelaine, d'objets peints en couleur d'émail attestent une certaine recherche esthétique ; malheureusement, tous ces objets sont d'un goût médiocre. C'est un mélange de *Darmstadter modern style*, et de *comme il faut* anglais. Un boudoir mauve, un boudoir rose, un salon en érable ; des portraits de Kaulbach, des reproductions de Primitifs italiens, tout cela produit l'effet d'un hôtel cossu de cette époque.

La chambre tapissée de chintz, avec ses deux lits jumeaux, est typique. Les murs en sont entièrement couverts d'icônes dont le nombre dépasse huit cents. Derrière les lits se trouve un petit oratoire. Signe manifeste du sentiment religieux qui dominait la vie de l'Impératrice, et dont témoigne son attitude envers l'Église.

Si le salon rappelle la richesse bourgeoise de 1900, la simplicité de la chambre à coucher semble vraiment excessive, surtout si on la compare aux merveilles d'art et de décoration

que présentaient les chambres des précédents souverains russes, comme la chambre de l'impératrice Marie Féodorovna, femme de Paul I^{er}, dans le palais de Pavlovsk, etc.

En somme, l'aménagement de l'appartement de l'impératrice Alexandra Féodorovna, en laissant de côté le tribut payé au goût de l'époque, produit une impression chaotique, malade. On sent que celle qui l'habitait restait souvent dans son fauteuil ou allongée sur sa « causette ». Quelque chose de son humeur inquiète et de sa complexion malade se révèle par ces éternels bibelots, ces coquets et médiocres abat-jours, ces meubles, ces tableaux, des cadres aux coins en métal estampillé provenant d'un fournisseur de troisième ordre, ces centaines d'albums.

S'il est vrai que la présence ou l'absence de sentiment artistique est très significative d'une époque et d'un caractère, il faut convenir que les derniers Romanov n'avaient pas sous ce rapport la moindre initiative personnelle et ne possédaient pas la moindre éducation artistique. Il est vrai qu'ils avaient à leur disposition les autres salles du palais ; mais la beauté de celles-ci souligne encore davantage la médiocrité bourgeoise des appartements privés.

A l'entresol étaient situés les appartements des enfants, la chambre de l'héritier dans le style russe, celles des grandes-duchesses empreintes du même goût général ; partout des souvenirs, des cadeaux du dernier mauvais goût, des offrandes de religieuses, de blessés, etc.

Mais dès qu'on quitte l'intérieur du palais et passe sous la colonnade qui relie entre eux les perrons du palais, on s'arrête émerveillé de l'harmonie qui se dégage des lignes pures, de toute cette conception architecturale sur le fond vert du parc. L'atmosphère artistique presque irrespirable des appartements fait place à l'espace libre, à la noblesse des lignes, à la majesté des formes. On se pose involontairement la question : un décor plus sévère des chambres n'aurait-il pas créé un esprit empreint de plus de majesté chez le dernier empereur russe ?

Le palais est entouré d'un immense parc aux allées ombragées, aux étangs limpides, aux pelouses riantes, aux pavillons et ponts gracieux. Partout ce n'est que vie, joie, liberté, espace. Mais l'étiquette invariable d'une grande cour, régle-

mentée par des formes immuables, créait une existence morne. Remplie de soucis et de craintes continuelles, de mesquines tracasseries domestiques, elle distrayait le souverain de la tâche gigantesque du gouvernement d'un peuple de plus de cent cinquante millions d'âmes, et la simplicité même de sa vie ne le reposait pas des fatigues du règne. Les appartements privés du palais Alexandre n'étaient pas un cadre approprié à la vie de l'autocrate de toutes les Russies. Ce fut l'erreur du Tsar de ne pas le comprendre. Si paradoxal que cela puisse paraître, ce train de vie modeste, cette simplicité dans le vêtement et les habitudes simples ont été une des causes qui ont empêché le peuple russe de comprendre la mentalité démocratique de Nicolas II.

Le grand palais Catherine choisi comme résidence, les meubles merveilleux qui remplissaient les nombreux palais des environs de la capitale, un train de vie plus majestueux (1), plus de fidélité aux anciens usages russes, un plus grand respect des traditions séculaires auraient peut-être valu au souverain une plus grande vénération. Le malheureux monarque n'avait pas mesuré l'importance de cet élément théâtral mais indispensable pour l'adoration de la foule et nuisait à son prestige en jouant à la démocratie. La simplicité des mœurs du Tsar, l'amour d'une vie réglée, hygiénique, presque spartiate, qui caractérise ses appartements privés, et l'aspect maladif de ceux de la Tsarine, n'imposaient ni au peuple, ni aux courtisans. Le peuple exigeait d'un monarque un manteau d'hermine, une couronne en permanence sur la tête, un trône doré, des coursiers blancs; aux seconds manquaient le luxe, les festins, la large distribution de titres et de décorations, tout ce avec quoi la grande Catherine avait si bien su attirer et conquérir les cœurs.

Pourquoi Nicolas II, qui avait un si grand choix de demeures, avait-il élu comme résidence le palais Alexandre? Il ne passait à Péterhoff qu'un ou deux mois et encore pas tous les ans; Gatchina, séjour favori de son père, lui était antipathique. Il aurait pu, à la rigueur, occuper Strelna, Oranienbaum, Pavlovsk. Enfin, pourquoi, à Tsarskoïé-Sélo, avait-il préféré le palais Alexandre au grand Palais?

Le fait s'explique par la peur superstitieuse que l'impéra-

(1) Comme en Angleterre,

trix Alexandra Féodorovna manifestait à l'égard du palais Catherine. On n'y donnait des fêtes que dans des cas exceptionnels, mariages princiers, réceptions de souverains étrangers. Et combien eussent-elles paru misérables si on les eût comparées aux festins féeriques des temps des impératrices! Ainsi, le grand palais Catherine, une merveille de goût et de beauté, restait inhabité. Ce fut, cela aussi, une des erreurs du régime.

Qu'est-il advenu, par la suite, du palais Alexandre? A cette question qui m'est fréquemment posée, je réponds que les palais qui ont été classés comme monuments historiques, n'ont pas eu beaucoup à souffrir des événements qui se sont déroulés depuis 1917. Des mesures de conservation ont été prises dès les premiers jours de la révolution. C'est ainsi qu'au cours des premiers mois, je réussis à obtenir les crédits nécessaires aux réparations de diverses parties du grand palais, des murs revêtus d'agate, d'ambre, de jaspé et de lapis-lazuli, des encadrements des fenêtres et des toits. Je parvins en outre, — ce à quoi j'attachais une grande importance, — à mettre en ordre tous les meubles, à assortir les diverses pièces d'ameublement et à reconstituer les « ensembles ». Il est vrai qu'après mon départ, mes collaborateurs, qui devinrent mes successeurs dans l'administration de tout ce trésor artistique, restèrent presque inactifs: ce furent les années de famine et de froid (1920-1923). Ce n'est qu'à partir de 1924, avec la reprise d'une vie plus normale, que quelques progrès furent possibles. Malheureusement, la garde des palais et des parcs n'a pas été améliorée et des mutilations de statues, de ponts, de bancs en fonte, datant de 1825-1835, devinrent plus fréquentes.

Je sais par le témoignage d'amis qui visitèrent Tsarskoïé-Sélo en 1927-1928, qu'à cette date l'arrangement des meubles était resté tel qu'il avait été établi par moi en 1917-1918. Mais, après les ventes aux enchères qui ont eu lieu récemment à Berlin, Londres et Vienne, il faut s'attendre à ce que ce tableau fidèle des mœurs impériales de la Russie des XVIII^e et XIX^e siècles, soit irrévocablement détruit.

Douze ans se sont écoulés depuis le départ de la famille impériale de Tsarskoïé-Sélo vers sa destinée tragique. Des foules d'excursionnistes, de simples curieux, tout un public

endimanché envahit tous les jours les salles des palais et se montre particulièrement curieux de visiter les appartements privés du dernier empereur. Les uns s'indignent du mauvais goût de l'ameublement, les autres sont frappés par la simplicité de vie de l'autocrate de toutes les Russies : beaucoup s'indignent de la fausseté des rapports qui leur ont été faits sur la vie du « despote » russe qu'on disait s'écouler au milieu d'un faste inouï. Mais tous sont d'accord pour avouer que les appartements privés du palais Alexandre, en laissant de côté les autres conclusions qu'on peut tirer de leur examen, sont un portrait de premier ordre, clair, vivant, instructif.

Le commissaire de l'instruction publique Lounatcharski m'adressait, le 27 octobre 1918, la lettre suivante : « Je présume que cette fois vous pouvez, en qualité de conservateur des palais-musées, vous départir de la sévérité avec laquelle vous gardez la propriété de la R. S. S., parce qu'il est peu probable que les objets dont jouissaient les derniers Romanov puissent avoir un jour un intérêt historique ; et, en conséquence, vous pouvez transmettre à la direction des colonies pour enfants les meubles des appartements de l'ex-héritier. » Je n'eus pas l'occasion de transmettre ces meubles auxdites colonies, car je reçus ce « document » le 28 octobre et le 5 novembre, je quittais Tsarskoié-Sélo, — dont le nom a d'ailleurs été changé en Diétskoié-Sélo (Tsarskoié-Sélo, village des tsars ; Diétskoié-Sélo, village des enfants). — Mais j'estime que le point de vue de Lounatcharski est faux. Au contraire, chaque bibelot, chaque livre, montre ou signet, souligne, caractérise et complète l'exposé des causes de la révolution russe ; en tout cas, ces objets aident à comprendre la fin de la dynastie. Il est de toute évidence que le cadre de la vie du souverain de la Russie aurait dû être tout différent : s'il l'eût été, son sort aurait peut-être été complètement changé.

GEORGES LOUKOMSKI.

LE GOUT DE L'INSTRUCTION

ET SON PRIX DEPUIS TROIS SIÈCLES

L'ÉCOLE PRIMAIRE

C'est avec la prétention, audacieuse peut-être, de dissiper quelques préjugés ou quelques illusions, contredites par l'histoire des faits, que cette étude a pour titre : « le goût de l'instruction ».

Goût en effet, luxe ou besoin, un peuple s'instruit *quand il le veut*, ni plus tôt, ni plus tard, et il apprend *ce qu'il veut savoir*, ni plus ni moins. Ce n'est pas, comme on le croit, l'instruction qui agit sur l'opinion et les mœurs ; c'est au contraire l'opinion, ce sont les idées et les mœurs qui influent sur le genre, la nature, le degré, les matières de l'instruction, qu'il s'agisse de latin ou de catéchisme.

S'il est enjoint aux Français, de par la loi, d'apprendre à lire, à écrire et à compter, la loi ne l'a ainsi ordonné que pour leur plaisir. En ce domaine, comme en tout autre, c'est l'opinion qui fait la loi, l'applique ou l'abolit. C'est elle qui règle l'instruction et qui mène l'école ; seulement, aux siècles passés, son action était surtout locale et ne passionnait personne ; le mouvement d'idées, d'où est sortie la révolution de 1789 pour l'affranchissement du peuple, ne parut guère se soucier de l'instruction du peuple..., *parce que le peuple lui-même ne s'en souciait pas encore*.

Il avait d'autres besoins : parmi les « cahiers » alors rédi-

gés en vue des États généraux, il y en eut plus à réclamer des « sages-femmes diplômées » dans les campagnes, qu'il ne s'en trouva à demander des instituteurs. Aussi la Révolution, qui fit tant de réformes et créa tant de choses, qui sut par exemple doubler en dix ans, malgré les troubles extérieurs et la guerre étrangère, l'importance de la poste aux lettres, — le chiffre des kilomètres parcourus par les agents en voiture, à cheval ou à pied, étant passé de 7 millions et demi par an en 1791, à 45 millions en l'an IX, *au début* du Consulat, — la Révolution laissa tomber les écoles populaires au-dessous de leur effectif à la fin de la monarchie, où il était pourtant des plus faibles.

I

L'instruction, que nos contemporains se figurent avoir toujours tenu une place nécessaire dans le domaine *politique*, n'y est entrée qu'assez récemment, depuis une centaine d'années à peine, surtout parce que nos gouvernements successifs, et les oppositions qui les combattaient et les remplacèrent, tout en s'efforçant de satisfaire le « goût » d'apprendre qui se généralisait dans la nation, ont voulu s'emparer de l'école, estimant que « qui tient l'école tient l'avenir ».

C'était pourtant une grande erreur; il suffisait, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les fluctuations du passé : les Universités du xvi^e siècle avaient instruit les générations bourgeoises qui firent un si grand accueil aux premiers jésuites; les Jésuites avaient élevé, depuis cent cinquante ans, les intellectuels du xviii^e siècle qui les firent chasser sous Louis XV. Les congréganistes et, comme on disait, le « parti prêtre » de la Restauration avaient élevé les électeurs qui, sous la monarchie de Juillet, maintinrent strictement contre le clergé le monopole universitaire; tandis que des Universités plutôt voltairiennes de Louis-Philippe, sortit l'Assemblée nationale de 1849 qui vota la loi Falloux et la liberté d'enseignement. Au contraire, *depuis 1851 jusqu'à 1877*, les lycées impériaux, les Jésuites et autres ordres enseignants, les écoles primaires, où le *catéchisme était universellement et obligatoirement enseigné*, avaient élevé les électeurs et les députés qui ont établi, dès 1880, la laïcité de l'école.

Enfin, sans anticiper sur l'avenir, à ne considérer que la capitale de notre République, depuis 1872, où le conseil municipal de Paris était presque révolutionnaire, au temps où Barodet battit Rémusat, le ministre de M. Thiers, jusqu'à la majorité des édiles qui règnent présentement à l'Hôtel de Ville, les électeurs parisiens ont, en un demi-siècle, singulièrement évolué vers les idées modérées. Cependant, le corps des instituteurs ne peut être accusé d'esprit ultra-réactionnaire.

Chaque régime ayant été contredit ou désavoué par les générations qu'il avait cru former dans ses écoles et, sur le terrain pédagogique en particulier, au cours du XIX^e siècle, les élèves de la veille, électeurs et députés du lendemain, ayant instauré ou aboli des libertés ou des monopoles sous le régime desquels ils avaient grandi et supprimé de l'enseignement les leçons mêmes qu'ils venaient de réciter, on pourrait soutenir avec plus de vérité, que les Français ont changé d'écoles et de programmes quand ils ont changé de « goût », et cela cinq ou six fois depuis quelques siècles. Et quelles furent donc les causes de ces variations ?

L'instruction publique ayant été, depuis les dernières années de la Restauration, un terrain de combat pour les partis politiques, son histoire s'est naturellement trouvée assez défigurée par des groupes de polémistes qui cherchaient à prendre en flagrant délit d'incurie les anciens pouvoirs sociaux, ou se faisaient fort, au contraire, de les combler de louanges. Il existe sur ce sujet une bibliothèque, ou même deux, copieuses et passionnées. Comme les détracteurs et les apologistes citaient des faits et des dates à l'appui de leur argumentation, il devenait difficile au lecteur impartial de savoir auxquels, des premiers ou des seconds, il convenait d'ajouter foi et surtout dans quelle mesure.

Il y a dans l'histoire de quoi soutenir toutes les thèses ; car il y avait des écoles sous Charlemagne, il y en avait sous Dagobert ; et, cependant, en réalité, jusque vers le milieu du règne de Louis-Philippe, il n'y eut guère, pour le peuple, qu'un petit nombre d'« écoles » dignes de ce nom. Sait-on bien quel était, en 1833, l'état de l'instruction primaire en France ? Le ministre d'alors, M. Guizot, voulut s'en rendre compte au moment de mettre à exécution la loi qui instituait les premiers

« centimes » obligatoires dans le budget communal pour le paiement de l'instituteur.

Faute d'inspecteurs qui n'existaient pas, il improvisa 490 fonctionnaires bénévoles, exerçant pour la plupart des professions libérales, hommes de mérite et dignes de cette mission de confiance, qui se livrèrent par toute la France à une visite minutieuse et détaillée des écoles rurales, pénétrant dans les hameaux les plus lointains, les plus isolés. Leurs rapports sont remarquables par un accent de franchise. Ils n'exagèrent ni le bien, ni le mal.

Sur la question religieuse, alors brûlante, ils s'expriment sans passion : « Sans l'appui du clergé, écrit l'un d'eux, il faut désespérer du sort de l'instruction primaire dans les campagnes...; la prudence au moins ferait une loi de le ménager... Les personnes qui l'ont accusé d'hostilité ouverte l'ont souvent jugé par leurs craintes plutôt que par les faits... Il était vraisemblable qu'une révolution détruisant un gouvernement protecteur déclaré de l'Église serait mal accueillie par le clergé. L'instruction primaire était un admirable champ de bataille; or, nous avons loyalement recueilli les témoignages; *leur désaccord même est une preuve qu'il n'y a point de parti pris dans le clergé*; bon nombre d'évêques s'unissent aux efforts de l'administration... »

II

Or voici, d'après ces rapporteurs impartiaux, quels étaient, dans la France de 1833, les maîtres, les élèves et les écoles rurales.

Le jour de la visite de l'inspecteur, tantôt le maître est au cabaret, en état d'ivresse; tantôt il est à la chasse, sa femme le remplace; tel a été renvoyé parce qu'il a voulu pendre le curé avec la cloche de l'église (arrondissement de Châteaudun); tel autre est un voleur, rayé des contrôles de la garde nationale pour ce fait; celui-ci a été condamné pour usure, celui-là est détenu dans les prisons de Pau sous l'inculpation d'assassinat; l'un « sort des bagnes », l'autre est un forçat libéré qui exerce clandestinement. Au point de vue physique il se trouve parmi eux beaucoup d'infirmes, des sourds, des manchots, des nains, quelques épileptiques.

« Peu de maîtres sont capables ; ils n'ont ni brevet, ni autorisation... » Mais n'est-ce point danger d'en savoir trop long ? Celui de Bretteville (arrondissement de Falaise) ancien bachelier, devenu instituteur, lit Virgile en se promenant au bord de la rivière. « C'est un savant, dit-on, qui connaît aussi bien le latin que M. le curé ; en murmurant quelques mots, il a fait accourir à ses pieds toutes les truites. » Dès lors, c'est un sorcier, Virgile un grimoire et tous les élèves quittent l'école. Il faut déplacer l'instituteur.

« La plupart, dit un rapport, obligés par leur naissance de vivre en domesticité ou de travailler la terre, ont cru qu'en se livrant à l'instruction ils n'auraient rien à faire. » Grave erreur ! Le métier ne nourrit pas son homme ; il en faut exercer plusieurs autres pour vivre : débitant de tabac, épicier, arpenteur, cabaretier, receveur-buraliste, barbier (avant ou après la classe et les jours de congé), forgeron, aubergiste, — pour ce dernier « il sera bien difficile de le faire se dessaisir de ce commerce, qu'il trouve lucratif ; il renoncera plutôt au titre d'instituteur qu'à son auberge ». — Dans l'Aube, ils sont tous charrons, tisserands, bonnetiers, tonneliers, couvreurs ; quand ils n'ont pas de métier ils font la moisson, la vendange ; l'école est le moindre de leurs soucis.

Celui-ci qui, « de par son marché, est tenu de sonner les cloches pendant les orages » (arrondissement de Besançon), est sacristain, chantre, secrétaire gratuit chez M. le Maire et domestique de M. le Curé. Un autre sert comme valet chez un fermier. Tel est obligé de porter l'eau bénite tous les dimanches dans chaque maison de la paroisse, moyennant un morceau de pain ou une petite pièce de monnaie, « charge, dit l'inspecteur, qui devrait être interdite ». Mais il faut manger et, sonneur, valet de ville (Saint-Antonin, Gers), chantre au lutrin, — même sans voix, — fossoyeur des tombes, tambour communal, c'est parce que tous ces traitements réunis ne suffisent pas à sa subsistance que le magister doit aller prendre ses repas, tantôt dans une maison, tantôt dans l'autre. Dans la saison des vendanges il va, muni d'une « brocotte », mendier de porte en porte quelques litres de vin ; ou bien, poussant sa brouette (arrondissement d'Étampes), il recueille, ici du beurre et des œufs, là de l'orge ou des pois. Le dimanche, à la porte de l'église, l'instituteur vend la plus grande partie du pain qu'il

a reçu pendant la semaine (arrondissement d'Abbeville), ce qui lui rapporte 400 ou 500 francs.

Tel pauvre maître, qui faisait sa classe en sabots, sans bas, gilet ni cravate, avait apposé dans son école l'inscription suivante : « Vous voulez acquérir la science, eh bien ! payez le mois d'avance ! » On les payait mal en effet, on les faisait attendre, puis les parents invoquaient la prescription.

« Il est *sans doute bien à souhaiter*, disait-on, que les instituteurs ne s'occupent que de l'instruction ; et ce souhait deviendrait praticable si chaque commune était assez forte pour fournir, par la réunion du traitement de 200 francs (par an) et de la rétribution mensuelle, un moyen d'existence au maître d'école... Dans certaines communes des pays pauvres les centimes votés ou imposés d'office à cet effet ne rendent que 10, 7 et même 4 francs. Il faudrait porter son traitement fixe à 300 francs... Supposons 12 écoliers l'hiver : 4 qui écrivent, à 0 fr. 75, soit 3 francs par mois, des 8 autres 0 fr. 50 soit 4 francs ; on arriverait avec le déficit de l'été, à 57 francs de « rétribution scolaire » ou 237 francs avec le fixe de 200 francs. L'instituteur, concluait le rapport, ne peut pas vivre avec cela. »

La rétribution scolaire variait, dans un grand nombre de provinces, suivant un usage vieux de plusieurs siècles, et d'après un tarif que l'on n'osait majorer pour ne pas effrayer les parents, de 8 sous par mois pour la lecture, à 10, 12 et 15 sous pour l'écriture, le calcul et la grammaire. Pour l'autorité municipale, chargée par la loi de choisir les instituteurs, le meilleur est celui qui coûte le moins. On voit peu de communes voter un traitement au-dessus du minimum de 200 fr. ; l'une d'elles (arrondissement de Nyons) consentit à accorder un supplément de 250 francs, mais à condition que l'on supprimât la rétribution scolaire, qui précédemment rapportait 600 francs.

Nul obstacle d'ailleurs à l'effronterie d'un maître incapable qui, pour attirer la clientèle (arrondissement de Saint-Pons), faisait crier à la porte de l'église : « A cinq sous l'école ! » Cette parcimonie ne vient pas, comme le suggère un rapport, de ce que « dans bien des communes, le conseil, composé d'hommes peu aisés, ne verrait pas sans jalousie l'instituteur jouir d'une médiocre aisance. » C'est la parfaite indifférence des parents qui s'oppose au peuplement de l'école.

« La trouvant vide, dit un inspecteur, j'ai essayé de faire appeler les enfants (arrondissement de Rethel), je n'ai pu y réussir; même pour une heure les parents ne voulaient pas interrompre la garde de leurs bestiaux, la récolte de leurs fruits. » Dans les Basses-Alpes, écrit un de ses collègues, je n'ai pas trouvé un seul maire qui ne m'ait dit : « Nous n'avons pas besoin d'un instituteur toute l'année. Il ne nous le faut que de la Toussaint à Pâques; passé ce temps, chacun a besoin de ses enfants. » Et les écoles qui commencent à se dégarnir dans les premiers jours d'avril sont encore les plus fréquentées. En beaucoup d'endroits les instituteurs sont obligés d'aller chercher eux-mêmes les enfants et de les enseigner gratis, pour gagner le misérable traitement fixe qui leur est assigné.

Mais, fût-elle gratuite, — ce qui souvent est le cas dans le Bas-Rhin, — l'école n'est pas moins désertée au printemps; et dans bien des départements (Nord ou Aude, Oise ou Charente) la gratuité n'attire personne : ni les indigents, qui en jouissent de droit, ni les autres auxquels le curé parfois offre de payer les mois d'école et d'acheter pour eux les livres; « les pères et mères ont préféré les faire travailler. » Dans le Gers plusieurs, *quand on les paierait*, n'enverraient pas leurs enfants à l'école. « Nos pères ne savaient pas lire, dit-on dans le Pas-de-Calais, *ils ont vécu heureux*; pourquoi ne pas les imiter? » Et, dès l'âge de sept ans, les enfants vont broder le tulle pour 1 fr. 40 ou 0 fr. 50 par jour.

« Le soleil, dit-on ailleurs, ne se lève-t-il pas pour les ignorants tout comme pour les savants? » Le conseil municipal de Cognac délibère : « qu'une école primaire serait inutile vu le petit nombre d'enfants qui pourraient la fréquenter »; or il y avait dans la commune 128 enfants de 8 à 14 ans susceptibles d'apprendre à lire et à écrire. En Gironde, « quelques maires m'ont déclaré que le Médoc a besoin de vignerons et non de lecteurs. » Presque tous les maîtres ont un métier, sans lequel ils mourraient de faim; et, par une ironie assez contraire à ce qui précède, l'inspecteur en trouve un qui travaillait son champ pendant que ses élèves étaient réunis dans l'école.

Qu'était le plus souvent ce qu'à cette époque on nommait « école »? Avec l'absence de goût qu'elles manifestent pour l'instruction, il n'est pas surprenant que les populations rurales d'il y a cent ans aient fait effort pour la reléguer dans un local

qui ne coûtât rien à personne. La classe se fait tantôt dans la cuisine de l'instituteur, embaumée par le pot-au-feu placé sur le poêle, tantôt dans sa chambre, — sa femme (Saint-Léger, près Autun) accouche même dans le local scolaire, — tantôt dans son atelier, là où il est fabricant de sabots; ailleurs dans un fournil, dans une boutique, dans la cave d'un tisserand.

Aux observations qui lui sont faites, l'autorité municipale répond « qu'il n'y a pas moyen de faire autrement ». Heureuses les communes où il existe une « salle d'école », dût-elle servir en même temps de bureau au percepteur, les jours de recettes, de lieu de réunion au conseil municipal (on donne alors congé aux élèves), de corps de garde ou de salle de danse. Ici, l'instituteur, logeant et mangeant chaque semaine chez un propriétaire différent, exerce dans un cellier (canton de Pau) qui ne reçoit le jour que par l'entrée; là les leçons se donnent dans des écuries malpropres, parce que la température y est douce en hiver et bien qu'on y soit dérangé par les gens qui viennent donner la nourriture au bétail.

Une nuée de poules fond sur l'inspecteur à son entrée dans la hutte médiocre où cohabitent, avec les élèves, le maître, sa famille et quelquefois le pourreau du ménage. Telle école est une cave (Vosges); dans telle autre (Sarthe) il faut se mettre « presque à quatre pieds pour y entrer »; celle-ci (Côte-d'Or) est un cloaque sombre et enfumé, dont le fond est rempli de bourrées et où « l'eau monte quelquefois d'un pied de haut quand il pleut abondamment ». A Saint-Médard (canton de Lectoure), c'est une chambre obscure où l'on grimpe par une échelle « dont la descente est fort dangereuse dans la saison des boues ». A Pusy (canton de Vesoul), c'est au contraire un local « où les pieds enfoncent »; dans le canton de Boissy Saint-Léger (Seine-et-Oise), la cave la plus humide et la plus obscure « n'est pas plus hideuse que le local où se fait la classe ».

Ce n'est rien qu'une école où « le jour soit si faible qu'on ne puisse y tailler une plume » (Vaucluse), que les carreaux des fenêtres soient en papier (arrondissement de Beauvais), que la classe manque même de croisées (arrondissement de Pont-à-Mousson); ou que l'on suffoque en entrant, parce que le maire a fait mûrir des fenêtres qui le gênaient dans son jardin (canton de Cloyes, Eure-et-Loir), à quoi le cabaretier, instituteur, n'a pas cru devoir s'opposer. Mais ce qui est plus grave, c'est lorsque

l'on peut craindre à chaque instant que les enfants soient écrasés par la chute du plafond (Troussencourt, Oise); ou lorsque l'on constate (Ferrette, Haut-Rhin) que, sans une énorme bûche dont l'instituteur a fait une colonne pour soutenir le plafond, il est probable que l'édifice se serait écroulé.

A l'abri de ce danger sont les enfants d'Arneguy (canton de Saint-Jean Pied-de-port) où la classe se fait en plein air, de l'autre côté du pont qui forme la frontière de France, « sous le soleil espagnol ».

Heureuses les communes où l'école se fait dans l'église, voire sous le clocher. Elles ne manquent pas d'air, comme dans ces petites chambres de douze pieds carrés, « où l'on ne respire plus au bout de cinq minutes sans aller à la porte, » où l'instituteur s'endort en classe « parce qu'il étouffe ». Dans l'arrondissement d'Avesnes (Nord), 30 écoles sur 44 sont « des locaux infects où l'enfant croupit au lieu de se développer ». L'inspecteur se plaint que telle classe « soit si étroite que les petites filles sont obligées de monter sur les tables pour aller à leurs places. J'ai fait observer que les premières lois de la décence en souffraient ». Des tables, des bancs, ce sont luxes inconnus dans nombre d'écoles où les enfants sont assis par terre, où le maître doit rester debout et où, pour faire de la place, on est obligé d'ôter le poêle après que la salle a été chauffée. Les locaux scolaires sont si exigus qu'ils ne peuvent recevoir que la moitié, quelquefois seulement le tiers des élèves... s'ils consentaient à y venir.

En tout cas ne viendraient-ils que l'hiver où, précisément, dans la campagne les chemins étaient souvent impraticables. Je ne parle pas des villages de montagne que leur peu de population agglomère dans la pensée et qu'en réalité leur topographie isole et enclôt; ni des districts où, faute de ponts, les torrents se passaient sur un tronc d'arbre ou sur une planche; ni des contrées boisées où les loups et les ours n'étaient pas entièrement détruits, mais dans le « plat pays » : dans l'ensemble du territoire français, en 1833, les chemins vicinaux étaient inconnus, personne ne s'en étant jamais occupé et n'ayant même eu l'idée qu'il pût y en avoir. Les habitants des hameaux écartés gagnaient comme ils pouvaient, sur des pistes boueuses et accidentées, coupées d'ornières et de fondrières, la grande route où le « pavé du roi » datait à peine d'un siècle.

Il faudrait, dit un inspecteur, « qu'en même temps que la loi crée les écoles, elle créât aussi les chemins ». Elle s'y efforça, mais les fonds manquaient aux communes comme à leurs habitants qui avaient besoin du moindre gain de leurs enfants; la misère était le grand obstacle : plus le pays était pauvre, moins il y avait d'écoles et d'élèves.

Les plus petites dépenses effrayaient les familles; « si l'on voulait forcer les parents à acheter les livres indiqués par l'instituteur, ils retireraient plutôt leurs enfants de la classe. » Chacun apporte le sien, celui dans lequel le père ou autre ascendant a appris à lire, imprimé en vieille orthographe, parfois en caractères gothiques. La *Civilité puérile et honnête*, en usage dans les écoles primaires de 1833, traitait « de la couleur que doit avoir une perruque » et de la manière de « nourrir les cheveux avec de la poudre ». Encore était-ce une « civilité moderne », puisque celle d'Érasme, au xvr^e siècle, destinée à un enfant de maison royale, recommandait de ne pas se moucher avec deux doigts et de ne point effacer par terre avec le pied ce que l'on avait extrait de son nez. Puisque les pères ont lu dans ces livres, pourquoi en acheter d'autres? Impossible pour le maître, puisque chacun a un livre différent, de pratiquer la méthode de l'enseignement *simultané*; d'ailleurs le paysan qui paie exige que son enfant ait une leçon pour lui seul. S'agit-il de lire « l'écriture de main », le manuscrit choisi sera presque toujours le contrat de mariage du père ou du grand père.

Dans les Flandres (arrondissement de Dunkerque) l'exigence des familles va jusqu'à prescrire la lecture *flamande* en seul caractère gothique. Tout le Midi ne parle et ne comprend que le patois. Les instituteurs enseignent en patois. « Ils prétendent qu'ils obéissent en cela aux exigences de messieurs les curés, qui prêchent eux-mêmes en patois : Parlez, disent-ils, la langue de votre père. » De sorte que, pour les enfants des communes rurales, les livres français sont aussi inintelligibles que les latins; s'ils lisent du français, c'est sans le comprendre. Dans les Basses-Pyrénées, les instituteurs parlent tous à leurs élèves en basque, « idiome, ajoute l'inspecteur, tout à fait étranger à la langue française que les enfants ne parlent ni n'entendent. »

Dans le Haut-Rhin (arrondissement d'Altkirch) les parents s'opposent à ce que leurs enfants apprennent le français. A Strasbourg et à Colmar il peut y avoir un dixième, ou tout

au plus un septième des habitants qui parlent plus ou moins français. Le nombre se réduit à un quinzième, à un vingtième peut-être dans les autres villes. « Quant aux campagnes, je n'oserais affirmer qu'on en trouvât un sur 200. » L'appréciation de cet inspecteur était peut-être un peu pessimiste. « Le canton de la Poutroye est tout français, celui de Munster tout allemand », dit un autre; ce qui doit nous mettre en garde contre les généralisations. « Les maîtres, écrit un troisième, ne montrent qu'en allemand (dans le Bas-Rhin, canton de Barr); il faut introduire l'instruction de notre langue dans toutes les écoles de notre province. » Mais, parmi les instituteurs, « il y en a qui ne comprennent même pas la langue française. »

En Lorraine aussi (Meurthe, arrondissement de Phalsbourg) « le temps est partagé entre la lecture allemande et la lecture française; » dans la Moselle où, dit-on, « les curés ne prêchent, ne font le catéchisme qu'en allemand » (arrondissement de Thionville), dans le voisinage de Metz, « dans les cantons de Faulquemont et de Boulay, à l'exception de trois communes, on enseigne à lire d'abord en allemand, puis en français ».

Une affirmation des délégués ministériels de 1833 que les générations nouvelles auront peine à croire, mais que les vieillards d'aujourd'hui peuvent confirmer par leurs propres souvenirs, parce qu'ils ont conversé dans leur jeunesse avec de vieux paysans : c'est que, dans les provinces *de pure langue française*, le français rural, il y a soixante ans, était encore un vrai patois; par son accent, son vocabulaire, ses tournures, ses conjugaisons, il était presque incompréhensible pour un étranger. « Ils n'ont pas besoin, disent les parents, en 1833 (département de la Marne), de savoir parler comme des bourgeois. » Dans la Côte-d'Or, écrit l'inspecteur, « il y a des communes où pas une personne ne parle véritablement français; j'avais peine à comprendre ce que me lisaient les enfants, tellement la prononciation est vicieuse. » Défaut difficile à corriger, puisque les maîtres prononçaient presque aussi mal que leurs élèves.

« Le peuple se sert d'un jargon barbare (arrondissement de Saint-Lô, Manche), mots vieillis et surannés, inintelligible à qui l'entend pour la première fois. » En Touraine, que l'on regardait comme le centre du bon français, on prononçait *deuil* pour deux, *anneille* pour année, *maigne* pour main; on y disait

tollir, pour enlever (du latin *tollere*), *parts* pour enfants (*de partus*), *pindariser* signifiait faire le beau parleur, etc.

Petites critiques auprès de la constatation générale d'ignorance, qui résulte de tous ces rapports. « Je n'ai pas trouvé dans toute l'école (arrondissement de Montpellier) un élève qui sût lire un nombre de trois chiffres (le nombre 108); pourtant le maître était un ancien percepteur, ayant perdu sa place pour avoir fait banqueroute. » Dans une école du Nord, des enfants « interrogés sur le pays qu'ils habitaient, ont été étonnés d'apprendre qu'ils étaient Français ».

Tel était, il y a cent ans, l'état de l'enseignement populaire, dont un historien, à coup sûr mal informé, a écrit : « qu'il avait fait de rapides progrès sous la Restauration, de plus en plus ralentis ensuite ! » On voit, par les détails qui précèdent, quelle foi on peut ajouter à une statistique d'après laquelle « la loi de 1833 aurait trouvé en exercice 39 000 instituteurs » : non seulement ce chiffre est mensonger, puisque dans les cantons les plus favorisés, la moitié, les deux tiers des communes n'avaient pas d'écoles, que, dans beaucoup d'autres, sur douze communes il y avait une ou deux écoles (Lorris dans le Loiret, Labastide dans l'Ariège, etc.), mais surtout ces écoles étaient... presque sans maîtres et sans élèves.

Ce qui est vrai toutefois, ce qu'il faut savoir, c'est que de cette carence *personne n'était responsable*; les maires, chargés par la loi d'inspecter les écoles, savaient à peine lire; encore moins en peut-on trouver qui sachent écrire et, dans certaines provinces, ils ne comprennent pas le français. Mais, en eût-il été autrement, du moment que l'opinion était réfractaire, les efforts de l'autorité eussent été inutiles. Les moyens proposés pour exciter parents ou enfants ou pour les contraindre, soupes scolaires, secours, prix et récompenses, punitions, amendes, publication du nom des récalcitrants, service militaire prolongé ou avancé, interdiction ou retard de la première communion, tout restait vain.

Les enfants, en pays de forêts, allaient ramasser du bois mort, des glands, travaillaient dans les coupes; au voisinage des frontières, à huit et dix ans, seuls ou organisés en troupes, ils faisaient la contrebande du tabac; partout celui qui a un peu de terre s'efforce de garder les bras des enfants pour la cultiver.

III

Qui donc, en 1833, eût osé prédire qu'avant qu'un demi-siècle se fût écoulé, la législation française aurait décrété et à peu près organisé l'instruction gratuite et obligatoire ?

Il existait pourtant dès cette époque une catégorie d'écoles primaires où la gratuité était générale et absolue : celles des Frères de la Doctrine chrétienne, instituées en 1681 par l'abbé de la Salle. Même la gratuité, que l'on s'efforce d'étendre de nos jours à l'enseignement secondaire, y fut instaurée dès le ^{xvi}^e siècle, et par les Jésuites, dans leurs collèges, malgré les protestations de l'Université qui estimait que c'était là déshonorer l'instruction.

On peut citer alors quelques villes qui, passant contrat avec des régents, stipulèrent que « *certaines pauvres* ayant affection de faire apprendre les lettres à leurs enfants », le professeur sera tenu de les admettre « sans en requérir aucun salaire ». Il y avait d'ailleurs dans les collèges de jadis, petits et grands, des bourses si nombreuses que M. Villemain, sous Louis-Philippe, dans un rapport ministériel, allait jusqu'à soutenir que l'« instruction classique était plus accessible aux classes moyennes ou pauvres avant 1789 que depuis la Révolution. » En tout cas on éprouvait souvent de l'embarras à leur trouver des titulaires, ou bien les boursiers, assidus au réfectoire, s'abstenaient de paraître dans les classes. Beaucoup n'étaient étudiants que de nom, « ignorant jusqu'aux éléments, bien qu'ils eussent passé douze et quinze ans » sur les bancs. Modestement alimentés, du reste, à ces tables où l'ordinaire était si maigre que le cardinal de Richelieu conseillait, « pour les nourrir à suffisance, de réduire leur nombre excessif ». Tel à Paris ce collège de Montaigu, dit « des Haricots », en raison de sa pitance austère.

Les Jésuites ne donnaient gratis ni le vivre, ni le couvert, — leurs pensionnaires payaient assez cher, — mais les externes, admis pour rien, n'étaient même pas tenus de donner leurs noms ; la classe était ouverte à tout venant, « pourvu qu'il ne cause ni trouble ni scandale ». Ramus, cet audacieux novateur, traité de « parricide » pour avoir osé médire d'Aristote, et condamné à voir ses livres brûlés parce qu'il avait relevé les

erreurs innombrables de ce philosophe à qui la scolastique du moyen âge avait décerné un brevet d'infailibilité, Ramus, en 1562, dans un discours adressé à Charles IX, demandait que l'enseignement fût donné à tous gratuitement et que les honoraires des professeurs fussent prélevés sur une partie des revenus que possédaient les moines, les chanoines, les abbés et les évêques.

Or, ce qu'il proposait là, au grand scandale de ses auditeurs, les Jésuites, à petit bruit, le réalisaient pratiquement autant que cela leur était possible. Habile à faire flèche de tout bois, la Compagnie faisait « unir à ses collèges » des prieurés, abbayes et autres bénéfices ecclésiastiques de bon rapport. Ces annexions faisaient servir à l'instruction gratuite, donnée par les Pères, un peu de ces biens immenses du clergé auxquels était souvent donnée une destination moins édifiante, en tout cas moins utile. Elles suscitaient d'ailleurs force protestations et procédures de la part des chapitres et abbés commendataires.

Dans le domaine de l'instruction primaire, qui seul nous occupe en ce moment, c'est de la part des municipalités que venait l'opposition à la gratuité imposée par les Frères, à qui par conséquent il fallait que la commune servît un traitement. A chaque école qu'installent, au cours du XVIII^e siècle, les disciples de La Salle, les mêmes difficultés se produisent : la ville demande des Frères parce qu'elle apprécie leur enseignement, leurs méthodes, la tenue de leurs classes; les Frères acceptent sous cette condition qu'ils ne recevront rien des élèves, qu'ils enseigneront gratis *indistinctement* riches et pauvres; cette gratuité, les conseils de ville répugnent à l'admettre, parce qu'alors c'est le budget communal qui devra pourvoir aux frais de l'instruction. Frais modestes d'ailleurs : 200 livres, — 3 000 francs de 1929, — constituent les appointements de deux Frères à Montauban, en 1742. « Leur succès, écrit M. Rabaud, pasteur et président du consistoire dans cette ville, fut grand et rapide, dû à la supériorité de leur programme, de leur capacité pédagogique au regard des maîtres laïques de l'époque. Deux ans après leur installation le premier consul de Montauban constate (1744) qu'ils « enseignent à lire, à écrire, à compter, les principes des mathématiques, si nécessaires pour les arts et métiers, et la tenue des livres en partie double, science infiniment utile pour le commerce. Les progrès que cet établissement a produits ont

été si sensibles qu'on a vu en peu de temps les enfants confiés aux Frères totalement changés. » Plus tard ils eurent dans cette ville jusqu'à 4 écoles qui réunissaient 7 à 800 écoliers. C'était le temps où La Chalotais maudissait « ces ignorantins » de ce qu'ils faisaient lire et écrire des gens « qui n'eussent dû apprendre qu'à manier la lime et le rabot; ils ont achevé de tout perdre. » Et la plupart des philosophes et des encyclopédistes partageaient ce sentiment.

Les municipalités n'étaient pas toutes fort généreuses sur ce chapitre : au Havre (1685) des « filles charitables » avaient demandé un logement et une pension « pour instruire les enfants pauvres qui vaquent en grand nombre par les rues ». La ville avait loué pour elles, moyennant 1650 francs de *notre monnaie*, une maison, mais elle omit d'en payer le loyer; de sorte que ces institutrices bénévoles et laïques, qui « n'avaient ni biens, ni rentes et travaillaient la nuit pour leur subsistance », virent leur mobilier saisi par le propriétaire; en demandant la libération de leurs meubles elles font valoir que, « si on ne leur vient en aide, elles seront obligées d'entrer comme des pauvres à l'hôpital ».

A Auxerre existaient, depuis 1729, cinq écoles gratuites, fréquentées par 400 élèves et tenues par des laïques, — bien qu'on les appelle « frères de Saint-Charles ». Ils sortaient d'une maison établie à Paris au faubourg Saint-Antoine; pleins de mérite, et d'une vie exemplaire, il n'étaient plus, en 1794, sous la Terreur, que quatre maîtres âgés : « Sans fortune et sans asile, écrivent-ils, sans sujets d'espérance, réduits à un trop petit nombre, vous concevez aisément que nous ne pouvons plus tenir nos écoles. » La municipalité, qui ne voulait pas les perdre, leur promet du blé, du vin, ou l'équivalent en argent. De Paris, un commissaire vient inspecter la classe « composée de *citoyens* de 6 à 13 ans, dit-il, élevés et instruits dans les principes désirés ». Les livres mis entre leurs mains étaient le *Syllabaire républicain*, les Droits de l'homme et la Constitution. Cependant il décide... de supprimer la gratuité ancienne et d'exiger des élèves 20 sols par mois, — 10 francs actuels.

L'école gratuite, et même l'école tout court, avons-nous dit au commencement de cet article, paraît en 1789 assez indifférente à la masse de l'opinion; le nombre des cahiers où elle est demandée est très restreint : « L'éducation est gratuite dans les

villes, dit celui de Bessancourt (Ile-de-France), pourquoi ne le serait-elle pas dans les campagnes où il y a moins de ressources? » Mais pareil vœu, dans une petite localité, est très rare.

Ce sont les villes, où elle existe avec les Frères de la Doctrine chrétienne, Lyon, Saintes, Nevers, Sens, Reims, etc., qui recommandent la gratuité. Quelques cahiers souhaitent que les frais d'entretien des écoles soient prélevés « sur la dime », « sur le superflu des moines », « sur les biens des abbayes et des chapitres ». Ces vœux n'émanent pas exclusivement du Tiers État; si l'unique cahier de la noblesse (sénéchaussée de Limoux) qui suggère « de supprimer quelques abbayes », voulait égoïstement en réserver le produit à la jeunesse noble des deux sexes, en revanche, c'est peut-être dans les cahiers du clergé que l'idée d'appliquer à l'instruction une portion des revenus de l'Église française revient le plus fréquemment : celui de Chartres réclame même la gratuité « pour tous les collèges », ajoutant toutefois que, pour en doter les professeurs, il faudra procéder suivant les formes canoniques. Celui du Boulonnais conseille « d'imposer sur tous les habitants les sommes nécessaires pour le paiement des maîtres et maîtresses; les heureux effets d'une bonne éducation *rendront le sacrifice bien léger* ».

Tout au contraire, c'est un cahier de la ville de Paris qui propose : « de diminuer cette quantité d'écoles gratuites, de bourses dans les collèges, ce qui dépeuple journellement les campagnes et les ateliers, bien plus utiles à la société qu'une foule de barbouilleurs, d'abbés, de clercs et de commis sans place, d'écrivassiers qui traînent partout leur ignorance orgueilleuse. Tel qui aurait été peut-être un matelot expert ou un cultivateur excellent, *lancé hors de sa sphère*, devient un aventurier qui va terminer à Bicêtre des jours qu'il aurait conservés dans son village. »

Ce violent réquisitoire prouve qu'à la fin du XVIII^e siècle, le rédacteur de ce factum, — et sans doute aussi ses commettants dans la capitale, — avaient exactement la même idée que l'on se faisait au moyen âge de l'incompatibilité du travail manuel avec l'instruction élémentaire, du domaine spécial et privilégié dont il était inutile, peut-être même dangereux, de la faire sortir. Et l'on a vu combien peu l'opinion avait changé en quarante-cinq ans, depuis 1789, par l'absence de goût des classes rurales pour l'école constatée en 1833.

Cette indifférence explique pourquoi les assemblées révolutionnaires ne prirent nul souci de l'instruction populaire : la Constituante en proclama la nécessité *théorique* ; la Convention « décréta », aussi platoniquement, « l'organisation d'un enseignement national » et fixa, sur le papier, des traitements dont jamais un centime ne fut payé à personne. Ce « décret », rendu sur les conclusions de Lakanal, en rappelle un autre du même conventionnel, en mission (1794) dans la Dordogne inondée, ordonnant : « Article premier : Le pont de Bergerac sera reconstruit ! » Seulement, il ne le fut que trente ans plus tard, lorsqu'on eut des fonds.

De fait, la loi du 3 brumaire an IV supprima la gratuité, d'ailleurs inexistante. « Si les écoles sont ouvertes aux indigents, écrit au Directoire une municipalité de grande ville, les personnes aisées hésiteront à y envoyer leurs enfants, pour des raisons de propreté et de première éducation faciles à comprendre, *quels que soient d'ailleurs les principes républicains, démocratiques et d'égalité qui les animent !* »

Il est un fait curieux à constater : c'est que l'école et l'instituteur traversèrent ce remaniement universel et ces quarante années (1790-1830) pendant lesquelles république, empire et monarchie se succédèrent en France, sans qu'aucun de ces gouvernements se soit occupé d'eux ; puisqu'il ne paraît pas de grande conséquence que le service de l'instruction primaire, inscrit au budget de l'État pour 4 250 francs pendant toute la durée du premier Empire, ait atteint 48 000 francs de 1818 à 1829 et 100 000 francs en 1830.

En 1833, comme avant 1789, la rétribution scolaire était à peu près le seul traitement du maître ; les seules écoles gratuites étaient, comme sous l'ancien régime, celles des Frères, à qui Napoléon avait rendu le droit d'enseigner. Ils en usaient avec le même succès qu'au siècle précédent, si l'on en juge par les éloges des inspecteurs de M. Guizot : « J'ai cru me trouver dans une famille, dit l'un d'eux, tant les enfants sont traités avec bonté » ; là où « on supprime leur dotation, dit un autre, on n'allègue rien de particulier contre les Frères, c'est l'Institut même qu'on attaque ».

Les élèves y apprennent les éléments de la géométrie pratique et le dessin linéaire en même temps que la grammaire. Une innovation, suggérée au xvi^e siècle par Rabelais, prônée

sous Louis XV par l'abbé Fleury, dans son *Traité des Études*, sous le nom d'*Économique*, et réalisée dans nos écoles primaires actuelles où elle s'appelle « Leçon de choses », avait reçu un commencement d'exécution chez les Frères qui, *les premiers*, eurent l'idée de faire connaître aux enfants la maison et de quoi elle est faite, la terre qu'ils habitent, le pain qu'ils mangent, les animaux qui les servent, la toile, les tissus, etc.

La seule critique sérieuse qui leur soit adressée, c'est que les élèves sont trop nombreux pour la surface des classes. En effet, dans leurs 369 écoles de 1833, 1 039 Frères enseignaient 93 000 enfants. Ce n'est pas parce que leurs classes sont gratuites, qu'elles sont pleines jusqu'à l'encombrement ; c'est surtout parce qu'elles sont situées dans des villes, petites ou grandes, gagnées déjà par le goût de l'instruction. Immuables dans leur insouciance demeuraient les milliers de communes rurales.

Non qu'il n'y ait eu quelque accroissement dans l'effectif de ce qu'on nommait des écoles, depuis le premier tiers du *xvii^e* siècle, où leur nombre était de 27 en Maine-et-Loire, 26 dans la Sarthe, 13 dans le Béarn, 6 dans Saône-et-Loire et dans l'Aube, 12 dans le Tarn, etc., jusqu'à la fin de la monarchie. Mais les « écoles » de 1780, ressemblaient beaucoup à celles de 1830, tandis que celles-ci n'ont rien de commun avec les nôtres. Paris, en 1690, avait dans chaque quartier un maître et une maîtresse des « Petites Écoles », pour apprendre aux enfants le catéchisme, les prières, la lecture et les principes de la grammaire et de l'écriture. Combien d'élèves les fréquentaient ?

Combien en comptaient alors les villes de province ? A Strasbourg (1683), sur 400 enfants qui se présentent quand on distribue des aumônes ou des cadeaux, il en vient 70 à l'école en été, une centaine en hiver. Avec une population de 16 000 âmes au *xviii^e* siècle, Nice n'avait dans son école qu'une vingtaine d'élèves ; on se félicitait que le chiffre fût monté à 60 en 1790. Un maître d'école étant venu à Chantemerle (Dauphiné) « savoir si les habitants voulaient faire apprendre leurs enfants », le conseil communal répond qu'il ne peut traiter « à cause de la pauvreté du lieu ». Pour le même motif les gens de Grisac, en Languedoc, refusent énergiquement un magister. Les enfants, disent-ils, ne pourraient aller à l'école pendant neuf mois de l'année, occupés qu'ils sont aux travaux de la cam-

pagne, « sans lesquels leurs pères et mères se trouveraient hors d'état de pourvoir à leur subsistance. » Pendant les trois mois d'hiver où ils auraient le temps d'aller en classe, les chemins sont impraticables « à cause des neiges et du nombre prodigieux de loups et de sangliers qui habitent les bois et qui, excités par la faim, épouvantent les personnes de tout âge ». La commune de Gontaud (Gascogne) supprime le régent, « attendu qu'il n'a pas d'écoliers » (1650); et M^{me} de Sévigné, quelque trente ans plus tard, s'exprimait ainsi sur le compte de ses vassaux d'Époisses, en Bourgogne, village doté pourtant d'un instituteur : « Ce sont des sauvages, qui n'entendent même pas ce que c'est que Jésus-Christ. »

Voilà les quatre types de populations illettrées, demeurées telles du ^{xvii}^e siècle jusque vers le milieu du ^{xix}^e : ils ne veulent pas d'école parce qu'ils n'ont pas de quoi payer le maître, ou parce qu'ils ne peuvent pas se passer de l'aide de leurs enfants qui fait partie de leur gagne-pain; l'école existe, mais elle est plus ou moins vide, et la preuve, c'est que les gens ne savent quasi rien et qu'ils ne tiennent pas à savoir quelque chose.

En Savoie, paraît-il, avant 1789, l'instituteur s'annonçait, vers la Toussaint, à son entrée dans le village, par le cri de « Maître d'école, maître d'école, » portant trois plumes à son chapeau, indice de sa triple science : la lecture, l'écriture et la *chiffre*. Cette « triple science » n'était pas très répandue; et si l'on était obligé de choisir, en Alsace, des magisters « qui ne savaient pas écrire, » c'est que *partout* il était très difficile de trouver, non pas des instituteurs capables, mais même des instituteurs quelconques.

En principe, il faut préférer un homme du pays : « Avez à prendre garde, écrit aux consuls de Rousset (Comtat-Venais-sin) un candidat à la régence, à qui devez confier vos enfants; non à ces racailles d'Auvergnats, Narbonnais et autres lieux lointains, mais à des personnes circonvoisines qui ont quelque chose au monde. » Les titulaires restaient fort peu de temps en place. C'est la coutume ancienne, c'est la loi en Lorraine et en Languedoc, que tous les ans les écoles soient mises pour ainsi dire en adjudication; mais partout règne une instabilité presque aussi grande.

Un matin, en se réveillant, les pères de famille constatent

le départ clandestin de leur magister, « le sieur X..., étranger et inconnu ». Les causes les moins pédagogiques interviennent dans les choix : à Bergholtz-Zell (Alsace), l'instituteur est menacé de révocation par le maire, — le « prévôt », — parce qu'il refusait d'épouser une de ses filles, mais, écrit le bailli à l'intendant, « il n'en veut aucune, parce que ce sont des harpies ».

A Crucheray (Vendômois) les habitants se réunissent (1768) et reçoivent « Antoine Basse pour remplir les fonctions de sonneur à tous les offices, l'*Angelus*, et dans le temps de l'orage, pour chanter aux offices, faire le catéchisme... et, en outre, sur les témoignages de la bonne conduite et capacité dudit Antoine Basse, l'avons reçu pour montrer les petites écoles, en ne se servant d'autres livres que ceux approuvés par M. le Curé... »

Avant de prendre en main la férule, ces instituteurs étaient un peu de toutes les conditions : celui-ci est un ancien bénédictin, celui-là un ex-capitaine d'infanterie, cet autre est procureur postulant de plusieurs paroisses. « Le régent, disent les jurades de Mézin, en Guyenne, enseigne très bien le latin, l'écriture et l'arithmétique... » Maître Julien Mathieu, « écrivain et précepteur » à Malestroit en Bretagne, fait représenter par ses propres écoliers l'*Histoire de Judith*, son œuvre ; c'est donc un lettré. Pendant ce temps, des consuls de Provence cherchent vainement un maître d'école « qui ait bon caractère », c'est-à-dire qui écrive bien ; des habitants du Dauphiné se plaignent de leur instituteur, « habituellement courant les vignes et les vergers, ce qui est d'un mauvais exemple ».

Rien d'étonnant que la corporation fût très mêlée au XVIII^e siècle, puisqu'elle l'était encore sous Louis-Philippe. Le conseil souverain d'Alsace, en 1736, mettait un instituteur en demeure d'opter entre son métier et celui d'aubergiste ; mais d'autres sont barbiers, tailleurs, cordonniers, boulangers, forgerons, etc. ; on trouvait parmi eux des vétérans de l'armée (1784), des garçons de métier coudoyant d'anciens théologiens, des journaliers et des violoneux. Dans cette province, — pour le dire en passant, — sauf en quelques villages de la Haute-Alsace, du Ban de la Roche et du Sundgau, où l'on a parlé de tout temps français, du moins un patois roman, l'enseignement se donnait tout entier en allemand ; un décret du 8 ventôse an II créa (sur le papier) des maîtres de langue française, en vue de « franciliser » l'Alsace, de « déraciner cette habitude

d'un idiome esclave, qui lui donnait plus de facilité de communiquer avec les satellites du despotisme ». Mais, comme nous l'ont appris les inspecteurs de M. Guizot, le français, quarante ans plus tard, était encore ignoré.

Qu'ils parlassent d'ailleurs français ou allemand, qu'ils fussent luthériens ou catholiques, le médiocre recrutement des instituteurs, en Alsace comme dans le reste du royaume, tenait à la situation misérable qui leur était faite, et cette situation rebutante venait elle-même du peu de prix que le peuple attachait à l'instruction primaire.

Très diverse d'une paroisse à l'autre et, d'une date à l'autre, dans la même paroisse, puisque chaque commune la fixait, la changeait à sa guise, la rétribution scolaire, traduite en monnaie de 1929, variait de 1 fr. 50 à 4 francs cinquante par mois pour les « abécédaires », de 2 fr. 70 à 7 fr. 60 pour les « écrivains », et de 4 fr. 20 à 12 francs pour ceux qui apprenaient l'arithmétique et la grammaire. Seulement le nombre des payants était minime, — les pauvres étaient exempts, — la plupart se contentaient d'apprendre à lire et ne venaient à l'école que quatre mois d'hiver. Enfin le recouvrement même de cette mensualité était malaisé : tel maître doit poursuivre en justice le paiement de 122 francs de notre monnaie, représentant deux ans et trois mois de salaires, « mérités, dit-il, pour avoir enseigné X... de son mieux à lire et à prier Dieu ».

L'instituteur s'attachait à obtenir de la commune un appointement fixe; des chiffres rassemblés par moi 44 pour 100 sont inférieurs à 1 000 francs (de 1929), 36 pour 100 vont de 1 000 à 2 500 francs, 12 pour 100 seulement dépassent ce dernier taux. La moyenne peut ressortir à 1 500 francs *actuels*.

Or la « portion congrue », c'est-à-dire la part des revenus ecclésiastiques que les bénéficiaires, « gros décimateurs », étaient tenus de réserver aux curés effectifs, — allocation si médiocre, en fait, que l'adjectif « congru » ou convenable, a dans cette acception pris le sens plutôt opposé, d'*incongru* ou insuffisant, — la « portion congrue » d'avant 1789 était de 9 000 francs actuels au nord de la Loire et de 6 000 francs dans le Midi. L'Assemblée Constituante, en laïcisant les biens du clergé, accorda aux curés un traitement uniforme de 12 000 francs, soit à peu près le chiffre *minimum* dont jouissent, d'après un décret récent, nos curés d'aujourd'hui... dans les trois départements du Haut-

et Bas-Rhin et de la Moselle. On juge, par cette comparaison, que les 1 500 francs des instituteurs ne pouvaient leur donner de quoi vivre, et pourtant la loi de 1833 ne leur accorda pas davantage, puisque le chiffre de 200 francs d'alors équivalait à 1 500 francs de 1929.

C'était, il est vrai, sous Louis-Philippe, un minimum, tandis que sous l'ancien régime la moitié des maîtres d'école n'avaient pas, avons-nous dit, *mille francs par an*. Aussi ne peut-on s'étonner que tel, nouvellement engagé, s'en aille au bout de quelques mois, « ne pouvant, dit-il, vivre de ses appointements »; que tel autre, qui décampe sans mot dire, écrive aux consuls pour s'excuser d'être parti, « parce qu'il n'avait pas six écus d'assurés », — 450 francs actuels. Ailleurs, où le « précepteur » était « nourri et alimenté par les particuliers les mieux aisés », chacun pendant un mois, ce régime, qui durait depuis cent vingt ans, ayant pris fin en 1715, on accorde une indemnité annuelle de 30 livres, — 500 francs d'aujourd'hui, — à ce pédagogue, « attendu que personne ne veut plus le nourrir ».

IV

Une fois seulement, sous la monarchie, le pouvoir central eut l'air de s'occuper des maîtres d'école, pour leur concéder 150 livres — 2 250 francs — de gages, par une ordonnance de 1724, purement théorique, puisque les intendants défendaient peu après de leur allouer plus de 1 500 francs, « dans les communautés les plus considérables et les plus étendues », et seulement 450 et 600 francs dans les petites. En cette ordonnance, quelques écrivains ont voulu voir l'idée première de l'instruction obligatoire que nos rois auraient eue bien avant les hommes d'État du XIX^e siècle. La louange provient ici d'un zèle mal inspiré : l'ordonnance de 1724, qui confirmait et même recopiait deux autres de 1698 et 1700, était une mesure consécutive à la révocation de l'édit de Nantes. Pour assurer et contrôler la pratique légale du catholicisme par « les enfants dont les pères et mères ont fait profession de la religion prétendue réformée », il était enjoint aux personnes chargées de leur éducation de les envoyer aux écoles et *au catéchisme pour y apprendre les prières, être conduits à la messe tous les jours ouvriers, assister à tous les services divins les dimanches et fêtes.*

Les archevêques, évêques et curés devaient dresser une liste de ces enfants d'anciens protestants, afin que les parents de ceux qui n'iraient pas à l'école fussent poursuivis. Il y eut, en effet, de nombreuses condamnations à l'amende pour ce délit. « De tous les grands desseins que le feu roi, notre très honoré seigneur et bisaïeul, a formés, — disait en son préambule l'édit de 1724, aggravant les précédents, — il n'en est point que nous ayons plus à cœur de suivre et d'exécuter que celui qu'il avait conçu, d'éteindre entièrement l'hérésie dans son royaume... »

Aux textes antérieurs qu'il reproduisait, ce nouvel édit ajoutait la défense, sous peine d'une amende formidable, — 90 000 francs par an, — d'envoyer élever les enfants hors du royaume. Menace impuissante, du moins pour les gens aisés : « Les protestants, disaient en 1789 les cahiers de La Rochelle, sont obligés de faire élever leurs enfants chez les nations étrangères; le nombre de ceux qui sont dans ce cas est de quarante-deux personnes dans notre ville. »

Il n'y eut pas, de la part de l'État, d'autre velléité d'instruction obligatoire sous l'ancien régime. L'opinion y eût été nettement hostile. Celle de La Chalotais, rappelée ci-dessus, était partagée par Voltaire et Rousseau. Personne n'estimait alors que l'instruction fût le droit, moins encore le devoir de tous. L'Académie de Rouen proposait sous Louis XVI la question suivante : « Est-il avantageux au bien de l'État que les gens de la campagne sachent lire et écrire ? » Un abbé se prononçait pour l'affirmative; mais Sébastien Mercier, esprit très avancé pour tant et grand destructeur de préjugés, disait pendant la Révolution : « Il faut resserrer le troupeau des littérateurs au lieu de l'étendre. Je le dis hautement pour l'intérêt de la République : qu'elle ne salarie pas les instituteurs ! »

Deux cahiers seulement, aux États de 1789, recommandent l'instruction obligatoire, celui de Fontaine-les-Bayeux (Normandie), et celui du clergé de Sarreguemines; ce dernier, un peu exigeant, puisqu'il veut que « Sa Majesté soit suppliée d'enjoindre aux pères et à la justice, très rigoureusement, que les enfants fréquentent l'école depuis l'âge de sept ans, et qu'ils continuent d'assister aux instructions et catéchismes de leur paroisse jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, à moins qu'ils ne se marient auparavant ». La noblesse du bailliage de Clermont-en-Beauvaisis se bornait à demander « quelques moyens puis-

sants qui déterminent les pères à faire profiter leurs enfants de bonnes écoles » à établir dans les villages.

Les lois scolaires des assemblées révolutionnaires n'ont reçu d'ailleurs aucune exécution, pas plus que les décisions locales de certaines municipalités : celle du Havre, par exemple, arrêta en 1793 que les enfants devraient, sous peine, pour les parents, de police correctionnelle, fréquenter pendant trois ans les écoles, que « l'on s'y tutoierait, » même les élèves à l'égard de l'instituteur et de l'institutrice, que « les classes commenceraient et finiraient au cri de : Vive la République ! et seraient ouvertes et terminées par des chants civiques dont la durée sera au plus d'un quart d'heure... »

Deux cents ans plus tôt, dans cette même ville (1587) « les qualités requises et les *premières conditions imposées* par les échevins, conseillers et autres officiers et habitants au maître des écoles » étaient « d'assister au service divin de l'église Notre-Dame, aux dimanches et fêtes commandées, en la grand messe paroissiale et aux vêpres, même aux prédications pour y soutenir les enfants, en toute humilité et modestie, sans faire bruit ou noise... »

Les idées avaient-elles donc tant évolué ? Pas autant qu'on pourrait le croire, puisqu'en l'an VI, sous le Directoire, l'administration de la Seine-Inférieure écrivait à celle du Havre : « L'on réclame de plusieurs points, citoyens, contre un abus dont nous étions loin de soupçonner l'existence... Les prêtres et leurs ci-devant clercs se sont exclusivement emparés de l'instruction. Ils montrent, lors des visites, les livres élémentaires prescrits par les lois, mais ils ne s'en servent point pour leurs élèves. Il arrive même que les enfants abandonnent les écoles républicaines pour celles que tiennent les ministres du culte catholique. »

L'année suivante (an VII) une autre circulaire se plaignait plus vivement encore que « l'on professe impunément dans les écoles libres les maximes les plus opposées à la constitution et au gouvernement. La *coupable prospérité* de ces écoles semble croître en raison de la perversité des principes qu'on y enseigne... » ; ces maisons sont « les repaires où le fanatisme alimente encore le feu de ses torches mal éteintes, où l'hydre des préjugés va cacher dans l'ombre ses cent têtes abattues ! »

La guerre religieuse entre l'État et l'Église, que le Concor-

dat devait apaiser pour un temps, n'avait pourtant pas été déclarée par le clergé. L'ordre ecclésiastique s'était montré, dès le début de la Révolution, résolument partisan de ce qu'on nomme aujourd'hui l'enseignement *civique*. Le clergé de Montfort-l'Amaury veut que « les enfants apprennent par cœur les résolutions par lesquelles l'Assemblée nationale constatera les droits de la nation » ; celui de Castelmoron d'Albret propose un « bréviaire catéchisme national » ; celui du bailliage de Caen demande « des ouvrages élémentaires sur la morale et le droit public de la France » ; plusieurs suggèrent « que la Constitution soit lue plusieurs fois par an, au prône, qu'elle fasse l'objet d'un livre pour l'éducation de la jeunesse, afin que chaque citoyen connaisse ses droits ainsi que ses devoirs » et que les Français « apprennent à connaître, à respecter et à chérir leurs lois ». Ce n'est pas là le langage de factieux.

L'État révolutionnaire ne devait point user de réciprocité ; il interdit l'enseignement religieux même à côté de la morale civique : à l'instigation de la société des Sans-Culottes, est faite une visite des écoles d'Auxerre (1794) ; « chez la citoyenne Chapotin, écrit l'inspecteur, les principes enseignés sont bons, plusieurs enfants connaissent la Déclaration des droits de l'homme ; mais sur les tables ont été trouvés des Évangiles et des Catéchismes. Nous l'avons engagée à les faire disparaître de son école, ainsi que les tableaux, l'un entre autres représentant le ci-devant Christ. »

Deux ans plus tard les livres du culte furent rigoureusement pros crits par la loi sous peine de destitution ; ils ne disparurent pas cependant, un rapport du conventionnel Lakanal le confesse : « Il faut le dire, *la volonté impérative des parents a forcé* presque tous les instituteurs des campagnes de s'en servir pour leurs enfants. L'éducation républicaine en est écartée par l'esprit superstitieux des parents et des instituteurs. »

Le clergé qui, dans certains de ses cahiers de 1789, déplorait que « l'insouciance des parents sur ce grand objet, l'éducation religieuse, devient chaque jour plus marquée » (Nivernais), n'était donc pas fondé à se plaindre ; il protestait pourtant que « le moyen de réformer les mœurs dans ce royaume c'est de ranimer l'esprit de la religion qui s'éteint tous les jours » (Bourges). Et comme « *la chose du monde la plus à craindre est la diversité des sentiments sur la religion* dans les institutions

de la jeunesse, il faut que les protestants ne soient pas admis à enseigner, qu'aucun maître ne puisse être agréé, même pour les premiers éléments, sans faire profession de la religion catholique et de la plus pure orthodoxie...; que les curés fussent chargés de l'inspection, de peur qu'il ne se glisse des instituteurs non catholiques. » Ainsi s'expriment les clergés de Besançon, Autun, Montargis, Dourdan, Annonay, etc., avec la tranquille intolérance de gens qui savent être d'accord avec la majorité de leurs concitoyens.

Car l'instruction, qui n'était ni gratuite, ni obligatoire, était bien moins encore laïque. Si l'on peut soutenir que l'ancienne école était « libre » vis-à-vis de l'État, — du moins en fait, parce qu'il ne s'en occupait pas, — elle dépendait étroitement de l'Église. Et l'opinion le voulait ainsi; au « chanfre » de la cathédrale appartient de par son office, comme délégué de l'évêque, la collation des écoles du diocèse. C'est le droit commun de toute la France et, du reste, des pays voisins. Il en était ainsi à Genève jusqu'à la veille de la Réforme. Et le lendemain de leur triomphe, là où ils se trouvaient les plus forts, comme en Gascogne sous la protection du roi de Navarre, les Huguenots agirent de même.

Pour la poursuite de l'hérésie l'autorité civile était aussi passionnée que les clercs : les États de Languedoc, qui déclaraient, en 1575, qu'« en aucun cas le régime de la liberté de conscience ne peut être appliqué », furent bien forcés, sous le régime de l'édit de Nantes, d'admettre au partage les protestants en raison de leur nombre ; mais là où les catholiques étaient en majorité, c'est-à-dire dans les dix-neuf vingtièmes du royaume, il fut interdit aux consistoires d'ouvrir des écoles publiques. On permit seulement aux maîtres approuvés par eux « d'enseigner dans les maisons privées sans dogmatiser ni catéchiser ». Une sentence de Rouen défendait aux pères et mères de la religion réformée d'empêcher les enfants d'aller dans les écoles catholiques; une autre sentence, de Paris, déclare même qu'on peut les forcer d'y aller. Après la révocation ce fut, comme on l'a dit plus haut, une règle générale pour les enfants des « nouveaux convertis ».

Une province fit exception : l'Alsace, où la monarchie s'abstint, par politique, de tout changement au statut religieux, comme d'ailleurs aujourd'hui la République, qui ménage les

catholiques là où l'ancien régime ménageait les protestants. Le seul prosélytisme que l'on s'y permit concernait les bâtards qui, disait-on, devaient être de la « religion du Roi », lequel était censé leur père. Au nom de cette vieille coutume du droit féodal, en janvier 1791, dix-huit mois après la prise de la Bastille et la Déclaration des droits de l'homme, on obligeait encore les protestants, ayant des enfants illégitimes, à les faire élever dans la religion catholique. Sauf ce détail, les consistoires, en Alsace, avaient dans les paroisses protestantes les mêmes droits, la même autorité sur les maîtres d'école et les mêmes prétentions que les évêques. Et l'instruction *profane* n'était qu'une bien modeste annexe de l'instruction religieuse des différents cultes, aussi bien luthérien et calviniste que catholique. A Strasbourg, en 1784, sur 24 heures de classe par semaine, la moitié était consacrée à l'enseignement de l'histoire sainte et du catéchisme; la lecture dans le recueil de cantiques ou les livres saints occupait 5 heures, l'écriture 3 heures seulement, la récitation et le calcul 2 heures chacun.

Les instituteurs étaient à la fois chantres, organistes et sacristains; après le vote de la Constitution civile du clergé, ils prirent parti d'une façon générale pour les prêtres réfractaires, ce qui amena de bien singuliers procès : par exemple, le maître d'école de Stundwiller, ne voulant pas assister le curé *assermenté*, répond (1791) « qu'il est constitué pour l'instruction des enfants de la commune et non pour le service de l'Église ».

Mais le Directoire révolutionnaire du chef-lieu, — la préfecture d'aujourd'hui, — lui signifie que les « *fonctions d'un maître d'école de campagne doivent s'étendre aussi à servir les curés dans leurs fonctions pastorales* », sous peine de destitution, et, sur le refus persistant de ce magister, l'autorité républicaine le chasse de l'école, puisqu'il refuse de faire aussi le métier de sacristain. D'autres sont destitués pour avoir refusé de servir la messe du curé constitutionnel *et même condamnés à huit jours de prison*; ou bien on les oblige à payer un servant de messe, un collègue qui les remplace.

Les temps ont changé, dira-t-on, mais pas partout; puisqu'en 1910, — quatre ans avant la guerre, — M. Reuss écrivait que « l'indépendance des fonctions d'instituteur du service et des cérémonies *d'un culte quelconque*, que la Révolution se flattait d'inaugurer en 1793, n'était point encore réalisée en Alsace ».

V

Dans l'histoire de ce que nous nommons le « goût de l'instruction », il n'est pas d'évolutions, — et même de révolutions, — si rapides et si profondes que celles qui, en cinquante ans, de 1830 à 1880, ont fait de ce peuple indifférent et même réfractaire à l'école, un peuple heureux de *s'obliger légalement* à la fréquenter et de lui ouvrir sa bourse, — en approuvant l'inscription pour elle au budget des plus larges crédits, — et qui ont fait de cette même France, si profondément catholique que le catéchisme était, ou semblait être, à ses yeux le principal objet de l'instruction depuis des siècles, une France brusquement résolue à proscrire la religion de l'école laïcisée par son vote. Les causes de ces deux évolutions, — bien que n'étant pas sans rapports entre elles, — veulent être étudiées à part.

Il en fut de la masse rurale au *xix^e* siècle ce qu'il en avait été de la bourgeoisie au commencement du *xvii^e*. Enrichi par l'énorme hausse des terres depuis 1520 jusqu'à 1600, le citadin, transformé au moral comme au physique de Louis XII à Henri IV, voulut alors un collège pour que son fils apprit le latin. Le peuple au contraire restait pauvre encore au début du règne de Louis-Philippe ; plus pauvre peut-être qu'à la fin de l'ancien régime ; la population s'était accrue plus que la production et le prix de la vie avait augmenté plus que les salaires.

La révolution *politique* de 1789 n'avait rien changé à cet état de choses, parce qu'on ne fait pas du *pain* avec des *lois*, mais seulement avec de la science. Or, la première République, l'Empire et la Restauration n'avaient profité d'aucune des découvertes qui devaient illustrer ce grand *xix^e* siècle ; les seules dont le génie humain avait jusqu'alors soulevé le voile demeuraient dans cette enfance ingrate, obscure, où végète toute invention nouvelle jusqu'à l'heure où, mise en pleine possession de ses organes, la science, qui l'a créée et l'a fait vivre, la livre à l'industrie qui en vivra.

On a vu, par le rapport des inspecteurs de 1833, que c'est toujours leur manque de ressources qu'invoquaient les paysans pour rejeter l'école comme un luxe inutile. Veut-on se faire une idée des conditions d'existence d'un prolétaire de ce temps ? Martin Nadaud, garçon maçon de la Creuse, mort questeur de

la Chambre des députés, nous a conté son premier voyage à Paris où il fit son entrée (vers 1830) dans le panier suspendu entre les roues, à l'essieu de la « patache » d'Orléans, qu'il partageait avec trois camarades. Son père, maçon lui-même, ayant souffert de son ignorance qui l'avait toujours maintenu « le nez dans l'auge », avait rudement bataillé pour lui faire apprendre à lire : « Ni mes frères, ni toi, ni moi, objectait le grand-père, n'avons jamais appris nos lettres et nous avons mangé du pain tout de même. » A peine commençait-il à épeler que les plaintes redoublaient de la part des ascendants, attendu que « le petit a déjà coûté douze francs et que les brebis sont mal gardées ».

Parmi des populations animées d'un pareil esprit, on pense combien peu populaire dut être la loi qui faisait de l'école une dépense obligatoire. En 1834, il fallut *imposer d'office plus de 15000 communes* — la moitié du royaume — qui n'avaient rien voulu voter pour l'instruction primaire; en 1844, on dut encore en imposer près de 3000 récalcitrantes. A titre de comparaison, le nombre des impositions d'office était de 3 en 1889.

Malgré les efforts de l'État et les sacrifices pécuniaires qu'il s'imposa pour la formation et le traitement des maîtres, pour l'amélioration des locaux, — en 1867, il n'y avait plus que 638 communes dépourvues d'écoles, — les progrès furent d'abord assez lents. Un rapport de M. Duruy, publié par le *Moniteur universel*, constatait qu'en 1863 « plus du cinquième des enfants ayant l'âge scolaire n'avaient pas encore paru à l'école et que, sur 100 écoliers, 40 en sortaient ne sachant rien ». Le même ministre, dans un autre document officiel, mentionnait comme moyenne générale des époux qui, en 1866, n'avaient pu signer, 33 pour 100.

Après la guerre de 1870-71, des personnages politiques se plurent à répéter — et, ce faisant, ils n'étaient pas fâchés de jeter le blâme sur les régimes déchus — que, si l'Allemagne avait été victorieuse, elle le devait à la supériorité de son enseignement, comme si l'instruction était, par elle-même, génératrice de force morale et de vertu civique et comme si, dans le passé, nombre de populations cultivées n'avaient pas été asservies par des races incultes. « On oublie, disait à propos de cette singulière thèse, M. Bersot, un universitaire non suspect, que pendant bien des années, nos soldats ont été assez faibles

sur la lecture, l'écriture, l'orthographe et la géographie, que pourtant ils sont allés dans plus d'un pays et qu'ils ont su trouver leur chemin. »

Mais ce ne sont ni les encouragements de l'État, ni les articles ou les discours de publicistes zélés pour la diffusion de l'instruction qui ont brusquement contribué à la répandre, c'est la *révolution économique* qui, par le développement inouï de toutes les sortes de production, a transformé l'état matériel des classes laborieuses et créé une sorte d'enrichissement universel. Précisément parce qu'il était universel, cet enrichissement ne frappait pas autant que des fortunes exceptionnelles; on s'aperçoit moins de la déclivité de la côte lorsque tout le terrain environnant, à perte de vue, monte en même temps que la route. Mais qu'on y réfléchisse : c'était la première fois dans l'histoire de France et même dans l'histoire de l'humanité, que la création des richesses opérait au profit de la masse; simplement parce qu'il n'avait jamais si soudainement apparu une profusion telle d'aliments, de vêtements, de lumière, de combustible, de marchandises diverses, offertes par suite à si bas prix que le plus humble salarié pût en jouir.

Dans cette ambiance, l'instruction devint très vite pour lui un luxe désirable, puis un besoin. Malgré l'invention de l'imprimerie, le livre était demeuré trop cher pour se répandre. Sût-il lire, le paysan n'avait rien à lire. L'invention des presses à vapeur, celle du papier de bois, d'où la création des journaux à bon marché, ont suscité la lecture universelle.

De même l'écriture : à qui écrire? Envoyer ou recevoir une lettre était un événement dans les campagnes jusqu'au milieu du règne de Louis-Philippe, où nombre de petites villes ne possédaient ni bureaux, ni distribution journalière. Quant aux simples communes rurales, la plupart se contentaient d'une *distribution par semaine*.

A Peyreleau (Aveyron), où le facteur passait *tous les huit jours*, une délibération du conseil municipal s'exprime ainsi en 1832 : « Le service actuel des postes suffit aux besoins; le service journalier ne serait *d'aucun avantage*. » En 1843, ce chef-lieu de canton fut doté d'une receveuse; en 1850, il eut deux facteurs. En 1910, il en avait huit et en demandait deux de plus, « indispensables », disait-il. Il recevait, de différentes directions, quatre courriers par jour. L'histoire de ce village est

celle de toute la France; le goût de l'instruction suivit une marche parallèle au progrès de l'aisance et du bien-être.

Le « goût » de l'instruction *religieuse* paraît avoir suivi une marche inverse : on entend dire fréquemment, parmi nous autres catholiques, que « l'école sans Dieu a déchristianisé la France »; ce n'est pas exact. C'est *au contraire parce que la majorité des électeurs de 1880 n'étaient pas chrétiens*, ou, tout en l'étant au fond, n'avaient pas souci de défendre leur religion, qu'ils ont voté la laïcité sous une forme qui chassait Dieu de l'école. Or, tous ces électeurs et tous ces députés de 1880, urbains ou ruraux, riches ou pauvres, bourgeois et prolétaires, *tous sans exception*, sortaient d'écoles et de collèges où ils avaient reçu ce qu'on estimait la meilleure instruction religieuse, c'est-à-dire appris le catéchisme, *partout obligatoire jusqu'alors*, et leurs pères avant eux depuis des siècles. Sans imiter la Restauration qui, par une ordonnance de 1816, avait mis l'instruction primaire complètement entre les mains du clergé et chargé le curé, président de droit du comité cantonal, de la surveillance de l'école, les gouvernements de Louis-Philippe et de Napoléon III avaient conservé à l'enseignement de la religion sa place d'honneur et rien n'avait été changé depuis la République de 1870, où l'Assemblée nationale avait même cru bon de déclarer d'utilité publique l'érection de la basilique du Sacré-Cœur. Ce n'était donc pas d'« écoles sans Dieu » que sortait la génération d'adultes qui institua et confirma par ses votes la laïcité.

Ce que peut une population déterminée à faire prévaloir ses goûts en matière d'instruction, nous le voyons en Alsace-Lorraine, où catholiques, protestants et juifs, divisés de croyance, mais unis dans une commune volonté de maintenir l'enseignement des cultes qu'ils pratiquent, ont refusé d'appliquer dans les écoles publiques de trois départements français une loi en vigueur dans les quatre-vingt-six autres. Les électeurs de ces quatre-vingt-six départements n'eussent pas eu besoin de tant d'énergie, il y a bientôt cinquante ans. Il leur eût suffi de ménager aux curés, dans l'école primaire, la faculté dont jouissent les aumôniers, dans les lycées de l'État, de donner l'enseignement religieux à ceux qui souhaitent le recevoir. Or, la majorité de nos concitoyens ne l'a pas voulu.

A quels sentiments obéissait-elle donc? Avait-elle, sans

qu'on y prit garde, perdu la foi chrétienne et cessé même de croire en Dieu? Agissait-elle ainsi par haine vis-à-vis de l'Église, ou simplement pour la cantonner dans son domaine spirituel, en lui interdisant cette ingérence dans l'État que les modernes ont baptisé « cléricisme » et le peuple « gouvernement des curés », équivalant à peu près à ce qu'on nommait jadis « théocratie »? Depuis la chute de l'ancienne monarchie, l'Église et l'État, remariés par le Concordat de 1801, vécurent souvent sous le régime de la séparation... de cœurs; jusqu'à ce que cette union, trop orageuse pour n'être pas stérile, se rompit par le divorce de 1905.

L'Église se trouva libre et pauvre, chassée du budget et des presbytères, gardant seulement le droit de célébrer la messe avec des calices inventoriés. Cependant sa dignité dans la misère déconcerta ceux qui croyaient la prendre par la famine et força l'estime des indifférents. Mais ces « indifférents » demeurèrent tels, et si l'école laïque, passionnément attaquée et défendue, a été confirmée par les votes périodiques des électeurs depuis un demi-siècle, c'est évidemment que ces indifférents ou, si l'on veut ces chrétiens passifs, forment la majorité de la nation.

Notre religion est-elle donc menacée de périr, ou n'est-ce pas plutôt que nous n'avons pas su l'enseigner? Cette masse rurale, supposée chrétienne et qui ne l'était qu'en apparence, avait eu jusqu'à nos jours ce qu'on nomme « la foi du charbonnier ». Or la foi du charbonnier n'est bonne... que pour le « charbonnier », et maintenant il n'y a plus de « charbonnier ». Il faut passer de la foi d'ignorance et de routine à la foi d'intelligence et de volonté. Les évolutions de la conscience étant assez longues, celle-ci durera sans doute plus d'un siècle, mais les récriminations et les malédictions contre l'État et ses instituteurs actuels n'ayanceront à rien.

Les instituteurs, qui aujourd'hui ne font pas partie du corps universitaire, gagneraient beaucoup à y entrer; nommés par le recteur et soumis à la même autorité que les professeurs de collèges, de lycées et de facultés, ils auraient plus d'avenir devant eux et échapperaient ainsi aux prises directes de la politique. Leur mentalité se ressentirait sans doute de cette communion avec des hommes uniquement voués aux lettres et aux sciences. Mais, en somme, l'État contemporain, organe de la

majorité, en reflétera toujours les passions, en subira les exigences et en exécutera les volontés.

Le pays aura les instituteurs qu'il voudra, comme il a le gouvernement et le parlement qu'il lui plaît avoir. Ne prenons donc pas les effets pour les causes. Il y a bien des manières d'entendre et de pratiquer la « laïcité ». L'Église catholique s'en accommode en fait aux États-Unis, où le pouvoir civil ne lui est pas contraire. En France, où la Papauté, après de longs et laborieux efforts, a réussi à soustraire le clergé à la mainmise des partis, rien n'empêche d'augurer la fin d'un état d'hostilité dont les catholiques ont eu longtemps à souffrir.

Seulement la paix religieuse ne rendrait pas, à la majorité des citoyens français, la foi qu'ils ont perdue. C'est au clergé, à notre admirable clergé, que cette mission incombe. Pour la remplir avec succès, peut-être modifiera-t-il la forme de son apostolat parmi l'enfance et donnera-t-il à l'Évangile le pas sur le catéchisme qui ne répond plus suffisamment, à *lui seul*, aux besoins spirituels des générations incrédules d'aujourd'hui.

Nombre d'ecclésiastiques éminents, des évêques, ont été frappés de ce fait. Abrégé de théologie, dont la rédaction fut ordonnée par le Concile de Trente au lendemain du protestantisme, le catéchisme est excellent pour préciser, pour fixer la foi de ceux qui croient, ou veulent croire, comme les gens du XVII^e siècle. Mais la théologie, qui par elle-même n'a guère fait de conversions, ne saurait donner la foi, *ni le goût de la foi*, à cette jeunesse contemporaine qui récite le catéchisme et pour qui le Christ demeure un inconnu. Ils ne l'aiment pas, parce qu'ils ne le connaissent pas *personnellement*, qu'ils ne l'ont jamais fréquenté ni entendu sortir de sa bouche les enseignements de tendresse et de bonté, dont l'humanité a vécu depuis son passage et dont ses pires ennemis actuels eux-mêmes sont inconsciemment imbibés. Peut-être, s'ils étaient plus familiers avec les textes évangéliques, diraient-ils aux Phari-siens comme l'aveugle-né qui a recouvré la vue : « Comment se fait-il que vous ne sachiez d'où il est et que pourtant il m'ait ouvert les yeux? »

GEORGES D'AVENEL.

AU CŒUR DE L'ANATOLIE

III ⁽¹⁾

AUX BORDS DU TIGRE

ADI YAMAN

Un rillage d'aveugles. — Adi-Yaman, bourgade de 4 000 habitants, serrée autour d'une colline, s'adosse aux dernières vagues du Taurus et regarde la plaine sans limites : Ourfa, le désert de Syrie... En arrière, les cimes s'effilent sur le ciel pâle; la haute pyramide du Nemrout Dagb dresse une pointe régulière qu'on nous dit édiflée par les hommes pour appuyer une série de statues gigantesques. Quel regret de n'avoir pas le temps de monter jusque-là !

Du sommet de la colline, sur l'esplanade de la citadelle disparue, nous regardons le crépuscule éteindre les blancheurs des mosquées. Les quatre minarets, décorés de sculptures sous leur galerie, et dont l'un penche, boivent les restes de clarté. Un peu à l'écart, isolées autour d'une église sans clocher, ces façades soignées, pierres et torchis, longues fenêtres en arc, appartiennent aux Syriens catholiques.

De l'autre côté de la colline, la ville musulmane descend les rampes et se répand sur la plaine. Je suis des yeux la course des petites maisons d'argile, à la fois éphémères et éternelles : les rues de Babylone devaient ressembler à celles d'Adi-Yaman.

Les toits en terrasse sont si rapprochés qu'il serait facile de passer de l'un à l'autre en suivant les chemins de ronde des

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1^{er} août.

hautes enceintes de pisé et de surprendre les secrets les plus jalousement enfermés. Mais voici qu'à cette heure, sur la toiture de cette ville qui, tout à l'heure, semblait morte, on distingue des mouvements insolites, une agitation silencieuse gagnant de terrasse en terrasse. Par les ouvertures qui dessinent des trous d'ombre sur les revêtements de torchis, des têtes se haussent, des silhouettes émergent; des jupes remuent, vont et viennent, des tapis s'étalent, des mains habiles jettent des toiles sur des cadres de bois, ajustent des couvertures en manière de paravent. Les plus pauvres se contentent, comme les cigognes, d'une touffe de roseaux secs. Bientôt les nichées humaines s'allongent et s'endorment sous les étoiles.

A peine les quatre minarets se colorent-ils au soleil levant, qu'Adi-Yaman est accablée de lumière et de chaleur. Les grands vents du plateau ne visitent pas la bourgade brûlante au bord de sa plaine, abritée par les rochers du Taurus qui l'enveloppent de leur réverbération.

Mais de cette lumière prodiguée, une partie des habitants ne s'aperçoivent point : ils sont aveugles. Le 90 pour 100 de la population de cette région accuse des yeux malades, lentement détruits par le trachome. Et cela, de tout temps, puisque déjà au premier siècle de notre ère, le médecin Dioscoride, qui naquit non loin d'Adana, donnait le nom de trachome à cette conjonctivite granuleuse, répandue surtout dans l'Anatolie du sud-est, en Syrie, en Afrique du Nord. Aujourd'hui on n'est guère plus avancé qu'au temps de Dioscoride, on ignore l'agent pathogène du trachome. On sait que cette infection est virulente et très contagieuse, que les mouches la transmettent, que les larmes des malades sont empoisonnées. On essaie de lutter, de soigner; la Turquie, dès 1925, a entrepris la lutte en créant à Malatia un hôpital spécial de vingt lits, une polyclinique, des équipes mobiles d'infirmiers qui visitent les districts.

Adi-Yaman a son dispensaire... Mais comment empêcher la contagion de se répandre? Comment séparer les enfants malades des enfants sains et déjà condamnés? Tous les villages kurdes aux alentours sont atteints. On se représente l'unique chambre, livrée aux mouches, où la famille dort sur la même couverture.

On ne peut faire un pas dans les rues d'Adi-Yaman sans rencontrer des êtres qui vont à pas incertains, en s'appuyant

aux murs. Leurs yeux sont morts, disparus entre les paupières rapprochées; on voit passer de petits aveugles conduits par une sœur aînée, malade aussi, la démarche déjà vacillante; des mères qui portent un nouveau-né, aux prunelles coulantes, aux cils souillés, où des mouches s'acharnent.

Des gamins se rassemblent autour de nous : yeux clignotants qui s'éteindront bientôt, visages sans joie, gestes hésitants; ces petits lèvent le menton pour mieux saisir un rayon de cette lumière qui déjà leur échappe. Beaucoup ont leurs paupières badigeonnées d'un rouge vineux, le remède qu'on leur applique et qui guérira peut-être les moins malades. Mais ils sont tant!

DIARBÉKIR, LA VILLE NOIRE

L'Euphrate. — De Malatia à Diarbékir « sept jours de marche ». Et la route est si difficile que le chauffeur exige que l'on couche à El Aziz, au tiers du chemin.

La ramification du Taurus défendant Malatia étage une succession de seuils de plus en plus élevés, jusqu'à cette minute impressionnante où apparaît, immense et vide, la plaine de l'Euphrate, étendue au pied des hautes chaînes et seulement occupée par le fleuve légendaire. Sans hâte, il déploie ses longues courbes d'argent qui luisent dans la profondeur. Il promène de la lumière d'un bout à l'autre de l'horizon. Il divague paresseusement : l'infini des terres lui appartient.

Nous descendons vers lui, le rejoignons, le traversons sur un long pont de planches, terminé par une porte qu'on ferme, la nuit tombée.

L'Euphrate coule au ralenti, laissant découvertes de grandes étendues de gravier. Très clair, d'un bleu léger où transparait le gris des sables, il roule avec majesté ses eaux qui nous paraissent abondantes et inépuisables après l'aridité des plateaux désertiques. La route passe en corniche au-dessus de son lit qui se resserre. Ses eaux deviennent glauques et profondes. Les montagnes rapprochent leur chaos de rochers. L'Euphrate tourne court à l'entrée d'une gorge étroite, s'engouffre entre de hautes parois sombres. Nous le regardons s'éloigner. Une vallée montante nous emporte à l'assaut d'une autre chaîne. Nous ne le voyons plus.

El Aziz apparaît au centre d'une vaste étendue baignée

d'azur. Ville neuve au pied de la colline qui dresse les ruines de l'ancienne Kharput.

Le défilé du Tigre. — La route ne quitte plus les sommets et suit une série d'arêtes qui tournent entre des abîmes. Elle s'irte entre deux plateaux qui s'enfoncent à des distances infinies.

Voici qu'à droite se déploie un ovale d'un bleu frémissant; le lac Gueldjik, sauvage, aux rives désertes, comprimé entre des chaînes pelées; c'est là, derrière ces montagnes, que le Tigre prend sa source. À gauche se creuse une plaine où l'Euphrate, sortant d'un défilé, étire ses courbes miroitantes. Tour à tour, et parfois simultanément, s'offrent le fleuve fuyant dans le lointain et le lac clos, qui semble tirer à lui tout le rayonnement du ciel.

Le Tigre est né.

Au fond de la gorge où nous entrons, il roule ses jeunes eaux limpides, sur un lit trop large pour lui, brodé de fils de verdure. L'escarpement des montagnes ne laisse même pas s'insinuer une terrasse; elles sont tourmentées, fissurées: l'eau des pluies doit descendre en avalanche le long de ces parois. Le versant que nous suivons est à peine moins rapide. La route s'accroche comme elle peut aux aspérités, surplombe le gouffre, accomplit d'effroyables virages. Nous nous enfonçons avec le Tigre dans un dédale de gorges tournantes, d'un rouge ferrugineux, interrompues par des perspectives toutes droites, et l'on voit le fleuve tendre son flot transparent entre ces murailles de rochers. Solitudes infernales où la mort s'installait à son aise, repaire préféré des brigands, autrefois.

Des brigands, on en rencontre encore, sur ces routes de l'Est. Mais ils sont encadrés de gendarmes et de fusils chargés. Leurs poignets réunis dans le dos par des menottes énormes, pesant à leurs épaules, ils ont l'allure fatiguée de pauvres hères trahis par la chance. Ils vont, les yeux à terre, indifférents à leur domaine. Sans doute le Tigre ne les reconnaît plus.

D'où lui viennent ces eaux plus vigoureuses? Il ne se contente pas d'humecter le mince cordon de saules penchés sur lui. Sitôt que la rampe au-dessous de la route s'infléchit, des fouillis d'arbrisseaux et de vignes sauvages se logent dans

les creux. Et voici, au fond d'un ravin, tout un verger inextricable, des noyers, des figuiers, reliés par des cordons de vignes, poussés là, dans l'haleine du fleuve.

Brusquement la montagne d'en face se met à flamber. Au lieu des ocres monotones, elle se couvre de bronze et d'or, de chrome et de pourpre. Et elle s'écarte, livre passage à une gorge latérale, très étroite, bordée par un village et des constructions modernes qui paraissent égarées au sein de ce désert en feu. C'est Arghana, dont les mines de cuivre se classent entre les plus riches du monde, et qui, naguère, envoyait ses minerais jusqu'en Perse. Elles semblent à demi abandonnées. Nul doute que les caravanes de petits ânes n'arrivent plus à lutter avec les moyens de transport modernes.

On dirait que tout le cuivre de cette montagne est répandu sur les pentes, rutilant au bord de chaque arête, descend jusqu'au Tigre en coulées précieuses. Et le Tigre lui-même est chargé de cuivre, il roule de lourdes eaux jaunes et dorées. On dirait que la chaleur écrasante de ce matin de canicule devient soudain visible... On dirait... Mais comment dire la puissance de cette floraison minérale, les fastes de la lumière jouant sur ces flancs de métal, les accords éclatants rompus par les sourdines des gris verts et des gris bleu, qui reposent un instant le regard ébloui ?

Le cirque de cuivre rose s'éloigne. D'autres défilés nous recueillent, nous portent à d'autres cols. Montagnes couleur de lie de vin, rochers violets, cimes bleues multipliées à l'infini. En arrière, dans l'extrême lointain, les chaînes du Taurus élèvent des forteresses de plus en plus hautes, à peine visibles sur l'azur.

La route, à présent, suit une série de sommets crayeux dont le moutonnement remplit tout l'horizon. Et puis, tout à coup, la montagne s'arrête net au bord du désert. Ses derniers ressauts vont mourir dans l'immense étendue, océan d'azur où passe encore une vague attardée, une coulée de basalte toute noire. Nous plongeons dans la chaleur torride, nous rejoignons un sol normal, difficile, hérissé de rochers et de pierres, mais où l'on n'a plus à disputer ses chances entre deux abîmes. On retrouve des traces humaines, les tentes des nomades : des étoffes tendues par des cordes au-dessus de palissades en roseaux. Le chauffeur, à bout de forces, me passe le volant.

Une ombre se lève dans le lointain, se précise, devient cubique et rigide comme un flot de pierre bleue. D'instant en instant, elle apparaît plus foncée. Bientôt les yeux identifient une haute muraille sombre, développant impérieusement ses crénelures, flanquée de tours, jaillie du sol, sans rien qui dépasse, sans une maison imprudente laissée au dehors, rien qu'un aqueduc qui pousse à perte de vue ses arches grises, — l'enceinte noire d'une ville fermée comme une prison, solitaire, méfiante, et qui se défend contre l'agression du désert, Diarbékir.

La forteresse noire. — Une cohue de petits ânes, de chameaux, de femmes et d'hommes, la tête enveloppée de voiles blancs, campent aux abords de la citadelle formidable. Qu'attendent-ils sous le soleil pesant? Sans doute le papier mystérieux que leur délivrera le fonctionnaire veillant devant la porte, — un arc clair, inséré dans la muraille, au-dessous d'une inscription coufique, entre deux tours, deux donjons édifiés par des géants.

Diarbékir, l'ancienne Amida, Kara Amid, Amid la Noire comme on l'appelait au moyen âge à cause de son rempart en basalte, tasse à l'intérieur ses maisons de pierre, ses mosquées, ses églises en ruines, ses rues tortueuses qui s'efforcent de prendre le moins de place possible. Rien que des moellons, des dalles, des pavés, des façades aux frises couleur d'ébène, sans verdure, sans jardin, si ce n'est l'étroit jardin municipal, alignant les tables d'un café dans l'ombre restreinte des jeunes arbres.

On demeure interdit devant la grandeur de cette muraille noire qui étreint la ville entière. Jusqu'à ce jour, je n'avais vu en Orient que des citadelles en partie ruinées. Même les tours d'Angora dominent des amas de décombres. Et celle-ci se dresse dans toute sa force intacte. Elle s'offre à nos regards, telle qu'elle s'offrait à ceux des combattants du vi^e siècle, des voyageurs du xi^e.

Diarbékir a gardé ses murailles, construites en gros blocs assemblés à joints vifs, ses courtines, son parapet crénelé, son chemin de ronde, ses quatre portes correspondant aux quatre points cardinaux, ses quatre-vingt-deux tours. Contraint par les nécessités de la guerre, Mustapha Kémal décida de faire

abattre un pan de l'enceinte. Il dut y renoncer : ce massif défie les forces humaines. Il n'a fallu rien moins qu'un tremblement de terre pour effondrer l'une des tours.

Ce n'est pas seulement à cause de ce caractère de puissance que ces murailles devraient demeurer intangibles : c'est aussi pour les trésors d'épigraphie déroulés le long des courtines, au-dessus des portes, au flanc des tours : inscriptions cossiques, arabes, turques, ottomanes, parfois décorées de rinceaux, souvent encadrées par des lions et des aigles. Chaque conquérant, en réparant la muraille, expliquait et signait l'œuvre accomplie au nom d'Allah. Ces inscriptions relevées et traduites (1) ont permis de suivre l'histoire compliquée et tumultueuse d'Amida.

Et il y a encore tous ces détails naïfs et charmants éparpillés d'un bout à l'autre du formidable appareil de guerre : à droite et à gauche de la porte de Kharput, les niches à colonnettes inscrivant dans leur arc une coquille sculptée, ces tigres et ces buffles de pierre qui sont là comme des gardiens enchaînés ; le pur fronton de la porte d'Alep dont la moulure protège des caractères cossiques autour d'une tête de taureau élevant un aigle entre ses cornes ; et cette porte de Mardin aux vantaux de fer garnis de clous, qui s'ouvre magnifiquement sur le Tigre déployé au pied des escarpes de roches noires, le Tigre, devenu large et profond entre ses rives hautes tout occupées par des jardins.

La porte franchie, on le suit des yeux sur la plaine vide. Un pont antique, aux arches rapprochées, l'enjambe. Et puis plus rien, son ruban d'azur pâle seul vivant à travers l'étendue. Il est en marche vers le sud. On voudrait s'enfoncer avec lui dans ces mystères du lointain.

Au pied des énormes tours rondes qui défendent la porte, des nomades campent parmi les stèles d'un très vieux cimetière. Couchés sur le sol brûlant, ou adossés aux marbres funéraires, ils ne cessent de contempler le fleuve, et je crois retrouver dans leurs regards cette même nostalgie qui embue le mien. Seulement eux pourront céder à leur désir.

Sans doute le mieux logé de tous les valis d'Anatolie est celui de Diarbékir. Son palais, de pierres noires et dorées, en

(1) *Amida*, matériaux pour l'épigraphie et l'histoire musulmanes du Diyar-Bekr, par Max van Berchem.

amont de la porte de Mardin, appartient à un premier système de fortifications. Les fenêtres surplombent le Tigre. Du jardin en terrasse, on le voit venir de très loin, descendu de ses montagnes, allongé à travers la plaine, dont les ors s'appellent d'une rive à l'autre.

Les rues. — Il est amusant de flâner dans ce labyrinthe de ruelles. Les maisons rapprochées, aux parements de pierres noires, d'allure féodale, hérissées de gargouilles, ont une physionomie noble et secrète. Les portes sculptées, le détail des façades rappellent d'anciennes magnificences. Toutes se défendent contre l'embrasement du soleil. Les cours étroites entre de très hauts murs guettent la fraîcheur d'un bassin circulaire, le luxe préféré des belles demeures d'Amida.

Chez ce bey qui nous offrit à déjeuner, je regardais une suite d'échafaudages à paliers superposés montant à ciel ouvert, et où l'on accédait par des échelles.

— C'est là que nous dormons, expliqua-t-il. Moi, je dors tout en haut.

Chaque soir, les maisons se vident de leurs habitants qui s'installent sur leurs toits en terrasse afin de ne rien laisser perdre des souffles montant du désert.

La grande rue est trop étroite pour l'incessant défilé des caravanes, pour la cohue des Kurdes nomades, des Syriens tout noirs dans leurs burnous, qui tirent après eux des ânes chargés, et s'arrêtent devant les échoppes du bazar. Très grands, la tête enveloppée de voiles flottants, les Kurdes laissent pendre sur leurs épaules leurs nattes de cheveux noirs. Leurs profils hardis ressemblent aux effigies des bas-reliefs hittites. Les femmes marchent en arrière, ployées par des sacs, un petit enfant aux yeux de braise porté sur le dos, leur corps étroit, moulé dans des étoffes rouges ou noires. Un turban sombre, des voiles blancs encadrent leurs bruns visages aux traits purs. Des paillettes, des colliers, des bracelets scintillent autour de leur beauté.

Toute cette humanité qui vient du désert et près d'y retourner, ces fardeaux, ce déballement des caravanes sur la petite place autour d'une fontaine, ce rythme qui ne s'arrête pas, ce piétinement continu des gens et des bêtes, tout cela remplit les rues de la dure cité muette d'une éternelle vision de voyageurs.

Entassés devant les boutiques, les pêches, les raisins, les melons, qu'on dirait des fruits forcés d'exposition, viennent des jardins arrosés par le Tigre où les prodiges paraissent naturels. Les pastèques de Diarbékir pèsent jusqu'à 80 et 100 kilos. Il faut un sabre pour les couper, un chameau pour les porter.

Les mosquées d'Amida. — Ulu Djami, la grande mosquée, ouvre son parvis sur la rue principale, à égale distance entre la porte de Kharput et la porte de Mardin, ce qui donne à penser que ce sanctuaire, au cœur de la forteresse, fut édifié à la même date, temple avant d'être une église, église avant d'être une mosquée. A cette place, depuis plus de seize cents années, sous des noms différents, les hommes n'ont pas cessé d'invoquer Dieu.

Quelques marches, un portique, donnent accès dans une cour immense qui inscrit son rectangle entre des façades toutes chamarrées de broderies de pierre, où des arcs, en double rang superposé, alternent avec de hautes colonnes. La plus belle de ces façades, la plus ornée, refaite au ^{xii}^e siècle, et qui fut peut-être celle d'un palais, est la plus délabrée : ses fenêtres quadrangulaires, au premier étage, se découpent sur le ciel. Un siècle et demi avant cette restauration, le voyageur persan Nâsiri Khusrau déclarait : « La grande Mosquée est aussi en pierre noire, en sorte qu'il ne peut y avoir rien de plus régulier ni de plus solide : plus de 200 colonnes la soutiennent, toutes monolithes. »

En marbre rose et veiné, en marbre rouge, en marbre blanc, elles se profilent sur les dalles foncées : quelques-unes ont leur fût décoré, minutieusement travaillé, comme une tapisserie géométrique : rosaces, filets, losanges, cannelures en spirale, zigzags à angles droits ; elles portent des chapiteaux corinthiens taillés dans la sombre roche volcanique. Le long des entablements courent des bandeaux où sont sculptées des inscriptions, séparées par des frises de feuilles de vignes et de raisins. Ces tiges légères, ces souples rinceaux, comme ils s'accordent à la splendeur décorative des caractères couffiques et arabes !

Colonnes fleuries, détails parfaits que l'œil ne cesse de découvrir, débris antiques, utilisés par les architectes de l'Islam, tous

ces éléments de beauté venus de temps si divers, s'assemblent et se coordonnent le long de ces étonnantes façades, que le voyageur du ^x^e siècle trouvait déjà si régulières, sans rien détruire de leur unité ni des justes proportions qui assurent leur grandeur.

Une des inscriptions, entre deux fenêtres et peinte en noir sur le fond gris du mur, concerne la fontaine, cette fontaine, demeurée là, sous un toit pointu, derrière un rang de colonnes, au centre du parvis, dans l'axe de la tour de basalte qui porte le minaret. Il s'agit d'une fondation pieuse constituée au début du ^{xv}^e siècle, par « le très puissant, très noble seigneur Ibrahim », en faveur de la fontaine, « afin qu'on y boive de l'eau rafraîchie de glace et de neige durant les jours de l'été, depuis le 1^{er} juin jusqu'à quatre-vingt-dix jours plus tard... ainsi qu'Allah ait pitié de qui boira de cette eau de la Mosquée. »

On s'enfonce dans le dédale des ruelles à la découverte des mosquées. Les maisons les enserrant et l'on n'a pas de recul pour contempler le minaret de l'une d'elles, où s'enroulent, de la base au sommet, des guirlandes de fleurs et d'arabesques sculptées.

Il semble que ces architectes d'Amida, luttant avec les pierres dures, aient voulu par contraste réserver à l'intérieur des mosquées, les recherches les plus subtiles, les correspondances les plus délicates entre les nuances. Les plinthes en faïences de bleus différents figurent des champs où se lèvent des fleurs roses et blanches, aux pétales sertis d'un rouge sombre rompant les bleus. Les mirab sont des bijoux tout enveloppés d'harmonies précieuses : mirab revêtus de mosaïques en faïences, mirab de marbre ajouré et peint de couleurs chaudes qui ont la somptuosité assourdie des anciens tapis persans. Les escaliers en dentelle de marbre, les bordures, les médaillons, toutes les beautés de ces mosquées ne semblent là que pour encadrer la beauté parfaite du mirab, point sensible du sanctuaire, le mirab, la porte symbolique ouvrant sur l'au-delà.

L'hôtel de Diarbékir. — Un han, aux arcades élégantes, qui concède à la civilisation ses lits de fer, rangés côte à côte sous la coupole du ciel. De la logette qui nous est réservée, au premier étage, nous constatons bientôt qu'ils sont tous

occupés. Dès l'aube, on assiste involontairement à de multiples allées et venues. Les chemises blanches se pressent autour d'un robinet d'eau courante : ces hommes sont bien obligés de faire leur toilette en plein air ! Entre leurs groupes passent en silence des habitants du désert, à la peau foncée, aux yeux brûlants.

Si l'on consent, soir après soir, dans les auberges d'Anatolie, à dormir dans un bain de *fly tox*, on se lève à peu près indemne de piqûres. Il est vrai qu'on a la peau brûlée... Mais tout vaut mieux que la vermine.

Le retour à Sivas. — Ce fut un matin, à l'heure où, dans sa plaine limpide, le Tigre reflète les clartés changeantes de l'aurore, que nous avons quitté Diarbékir. Le retour. Les fêtes de la lumière à des heures différentes, les merveilleux paysages revus en sens inverse, — et, dans le défilé du Tigre, la mort rencontrée à l'improviste et qui voulut bien s'écarter.

L'Anatolie ne possède que 2 000 automobiles, y compris les taxis d'Angora et de Smyrne, y compris les cars fatigués qui assurent entre les villes, lorsque les voyageurs sont en nombre suffisant, un service aventureux, coupé par les nuits dans les han. On ne peut blâmer le chauffeur, s'il néglige le klaxon le long de ces routes désertes aux tournants innombrables. Lorsqu'à un coude de l'étroite corniche surgit une automobile lancé comme le nôtre à une vitesse qui ne permettait pas l'arrêt immédiat, ce fut la stupeur qui retint notre cri. Le chauffeur jeta sa Chevrolet sur le pan de montagne : entre deux séries de pans rocheux à angles vifs, celui-ci était d'une terre schisteuse où les roues purent mordre et s'arrêter. La voiture se renversa et nous sortîmes sains et saufs. Elle nous fit même grâce d'une panne. Les automobiles d'Anatolie, habituées à tout, sont capables de tout.

Un soir que nous atteignions le sommet d'un col, Sivas apparut comme au fond d'un entonnoir, entre ses peupliers, avec le Kizil Irmak qui lui faisait à distance une ceinture d'or et d'argent.

Je me retourne vers le cercle immense des montagnes : pyramides de rochers, s'abaissant pour laisser grandir l'aréopage bleu des cimes lointaines. Un massif solitaire ressemble

à un grand lion couché, la poitrine entaillée par une longue déchirure saignante. Quel pâtre assez téméraire l'a gravi un jour, sans souci de trouver un brin d'herbe pour son troupeau ?

Des rayons rouges traînent encore sur les arêtes. De tout ce monde de pierre s'élève comme un appel vers le jour qui s'en va... De quel élan mon cœur participe à cet appel, s'attache à ces montagnes que je ne verrai plus !

L'EFFORT DE RECONSTRUCTION INTELLECTUELLE

Le nouvel alphabet. — Les pays, comme les gens, ont des examens à subir, dit Tewfik Roudchy bey, ministre des Affaires étrangères. Et il y a des examens bien durs...

Il se tait un instant. Il songe à cette heure tragique où son pays était près d'être rayé de la carte du monde.

— C'est ce que nous avons fait après notre victoire qui compte... Par exemple, l'adoption si rapide du nouvel alphabet : imposer à un peuple, d'un jour à l'autre, un alphabet inconnu, obtenir que ce peuple illettré l'apprenne... Il suffit à notre Ghazi d'un discours... Et tout le pays a été persuadé.

— La haute Anatolie est comme une tortue renversée, remarque sans illusions Chukry Kata bey, ministre de l'Intérieur. Aucun fleuve n'est navigable : le pays manque d'eau : 48 centimètres de pluie par an. Et voilà deux années consécutives de sécheresse ! Il est pauvre, mais le peuple est résistant. Il se contente de peu. Il participe de son mieux à notre effort de reconstruire... Voyez comme il s'intéresse au nouvel alphabet !

— Le traité de Lausanne a aboli les capitulations, s'écrie le directeur d'un grand journal turc. Le nouvel alphabet abolit les capitulations intellectuelles qui nous ligotaient depuis des siècles...

La lecture et l'écriture de la langue turque étaient en effet réservées au petit nombre de ceux qui pouvaient consacrer à cette science des années d'étude.

— Dix ans, m'a dit un journaliste turc, car, pour bien écrire, il faut savoir l'arabe et le persan.

— Vingt-cinq ans, assurait un autre, si l'on veut être capable d'écrire parfaitement.

Beaucoup de femmes cultivées lisent, mais n'écrivent pas leur langue. L'enseignement qu'on donne dans les écoles est oublié presque aussitôt. C'est ainsi que le peuple turc compte 90 pour 100 d'illettrés, les uns disent même 93 pour 100.

L'écriture arabe se prête à d'admirables graphiques : les lettres rejointes forment un monogramme harmonieux, englobant parfois toute une proposition, elles s'étirent ou se raccourcissent au gré du calligraphe artiste, elles s'adaptent à toutes les fins ornementales. Mais elle est responsable de confusions sans nombre. Un même mot peut être lu de plusieurs façons, correspondant à des sens divers; c'est le contexte qui renseigne le lecteur. Une lettre, selon la place qu'elle occupe dans le mot, peut s'écrire selon cinq, sept et même huit modes différents. Ainsi se multiplient les difficultés. « Il ne peut pas relire ce qu'il a écrit parce que son écriture a séché », dit un proverbe turc. Ce qui signifie : « Il a déjà oublié ce qu'il a écrit et il est incapable de le relire. »

A quel point un tel système s'oppose aux exigences de la vie moderne, on l'imagine. Le temps, la minute présente, l'obligation immédiate, le choix clair et définitif, rien de tout cela ne s'impose à celui qui flotte autour du sens d'un mot. Les caractères qui s'allongent à volonté selon la logique d'une esthétique, échappent souvent à la logique d'une pensée rapide et précise. L'alphabet arabe est peut-être la cause, aussi bien que le symbole, d'un état d'esprit incertain, voguant entre le rêve et l'expression.

Et voici l'argument de l'imprimeur : la complication des caractères arabes est telle qu'ils occupent, dans une imprimerie, 612 casiers. Les lettres et les chiffres de l'alphabet nouveau n'en réclament que 90. Le même local qui parvenait à contenir 70 alphabets arabes, logera désormais 200 alphabets nouveaux. La diffusion du journal et du livre sera facilitée dans une proportion qu'on a peine à évaluer. Et cela d'autant plus que quelques semaines suffisent désormais à un illettré pour savoir lire et écrire.

Déjà en 1913, Enver Pacha avait tenté une réforme de l'écriture : il séparait les caractères arabes unis et groupés en monogrammes, et les plaçait les uns à la suite des autres, et il intercalait des voyelles entre les consonnes. Il échoua. Le public refusa de le suivre.

Mustapha Kémal, proposant la transformation radicale de l'alphabet, était sûr d'amener son peuple à l'accepter. Mais personne n'aurait pensé que quelques semaines suffiraient pour que cette réforme inouïe devint un fait accompli. C'est le 26 juin 1928 qu'eut lieu la première réunion de la commission chargée de fixer et d'appliquer à la langue turque le nouveau mode d'écriture. Au début d'août, tous les journaux commençaient à publier chaque jour une colonne en caractères latins. Les ministres, les députés, donnant l'exemple, apprenaient à lire et à écrire. En septembre, ils s'en allèrent chacun dans sa circonscription enseigner l'alphabet.

Mustapha Kémal menait ardemment la campagne. Il faisait dresser sur les places publiques une planche noire. La foule s'assemblait aussitôt et il interpellait ses élèves improvisés. Les employés des ministères suivaient des cours. Les soldats et les gendarmes dans leurs casernes s'appliquaient à des pages d'écriture. Les instituteurs se préparaient à changer leurs méthodes. Ismet Pacha pouvait dire : « Le pays tout entier est une vaste salle d'étude. »

Le pays tout entier, même les pauvres villages de torchis que visitent seules les caravanes : têtes penchées autour d'une table de café, groupes immobiles surveillant la main de celui qui essayait de tracer les caractères nouveaux... Des paysans s'approchaient de notre compagnon turc pour demander une explication. Je revois le geste fier et timide d'une petite fille me tendant un papier où elle venait d'écrire son nom, et ce garçon des environs de Diarbékir, qui marchait tous les jours deux heures pour venir prendre chez le bey sa leçon de lecture. Et, plus tard, cette missive qu'un groupe de paysans envoyaient au maire de leur village : « Pour l'alphabet, vous voyez que nous faisons de notre mieux. Mais revenez vite, ô vous sans qui nous sommes comme des enfants perdus. » Ces illettrés ont donc compris que le royaume si longtemps interdit leur devient accessible. Cependant Mustapha Kémal ne cessait pas de perfectionner son œuvre. Le 21 septembre dernier, Angora, dès l'aube, attendait son arrivée. Elle avait fait pour lui une toilette extraordinaire. Elle avait eu la coquetterie de bannir de ses murs les caractères arabes. A tous les carrefours s'étaient dressés des écriteaux neufs. Pendant quarante-huit heures les commerçants ne firent que peindre des enseignes. Les arcs de triomphe,

les bâtiments officiels arboraient des inscriptions que les vieillards turcs ne savaient plus lire, et que les étrangers déchifraient à voix haute. Rien ne pouvait plaire davantage au Ghazi : sa capitale, une fois encore, répondait à son appel passionné.

Cependant, Mustapha Kémal, après une nuit en chemin de fer, des arrêts à toutes les stations, des saluts, des discours, traversa la foule qui l'acclamait et alla s'enfermer au Palais du Parlement. Il y demeura trois heures consécutives, démontrant aux ministres qu'il était nécessaire de supprimer les tirets trop nombreux qui compliquaient la phrase.

Déjà on savait qu'à partir du 5 décembre, tous les journaux adopteraient l'alphabet nouveau qu'on appelle désormais l'alphabet turc.

Les Turk odjak. — Les *Turk odjak* sont encore une manifestation de ce besoin de construction intérieure qui caractérise la jeune république.

Le mot de *Turk odjak* n'a pas son équivalent en français ; il peut se traduire approximativement par le terme de « Foyer turc ». Groupement des énergies, appel aux élites encore restreintes, effort pour augmenter le nombre de ces élites, les *Turk odjak* travaillent à éveiller et à mobiliser les forces intelligentes ; en somme le but qu'ils poursuivent, qu'ils cherchent à atteindre par tous les moyens, c'est le rassemblement de l'âme turque.

Leur activité est multiple. A vrai dire, ils ne se désintéressent de rien : l'art, la poésie, le sport, l'hygiène, l'assistance, l'éducation des enfants, l'instruction des masses, l'émancipation des femmes. Sitôt qu'on a besoin d'eux, ils sont prêts. Avec le même entrain, ils créent un dispensaire, une école, un petit musée d'ethnographie, recherchent les vieilles chansons, adoptent les instituteurs pauvres. Ils ont leurs bibliothèques, leurs salles de lecture, leurs cours de langues étrangères et de comptabilité, leurs concerts et leurs films. Naturellement ils ont secondé les efforts de Mustapha Kémal pour répandre l'alphabet nouveau. Au *Turk odjak* de Brousse nous avons vu, penchées côte à côte sur leurs pupitres, avec une même expression d'application fervente, des fillettes de douze ans et des femmes à chevelure toute blanche.

C'est en mars 1912 que fut fondé à Stamboul, par un

groupe de jeunes gens, le premier Turk odjak et que commença de paraître leur revue le *Turk Yourdou*. Ils ne possédaient rien que deux tables en bois brut, cinq ou six chaises dans deux chambres louées. Chacun à son tour payait le pétrole. Ils annoncèrent une conférence : cinquante personnes montèrent leur escalier. Ils allèrent emprunter des chaises à un café voisin et les transportèrent comme ils purent.

A l'heure qu'il est, personne ne sait au juste les noms des premiers fondateurs. Les jeunes gens qui voulaient rénover le sentiment national jugèrent qu'ils devaient rester inconnus, s'effacer devant l'œuvre collective, afin d'éviter les questions de préséance et les embarras de la vanité. Ils se sont volontairement perdus dans le groupe sans cesse grossissant de leurs camarades. Tous guettaient, serrés les uns contre les autres, la venue de l'homme qui devait sauver leur pays, prêts à l'aider de toutes leurs forces. Les Anglais occupaient Stamboul, lorsque le président du Turk odjak, aujourd'hui président central des foyers turcs, lança une dépêche à Mustapha Kémal qui n'était encore qu'un jeune colonel, toujours victorieux :

— C'est toi qui es notre chef.

Ils l'attendaient, les premiers, ils l'avaient reconnu.

Depuis l'avènement de la République, le mouvement continue de s'accélérer. Toutes les villes de la Turquie ont leur foyer. Les Turk odjak comptent aujourd'hui 30 000 membres. Ils possèdent des immeubles valant 5 millions de livres turques. Leur budget total monte annuellement à 1 300 000 livres turques.

A partir de 1924, ils se sont fédérés, et, tout en gardant leur autonomie et leur libre activité, ils maintiennent entre eux un étroit contact. Ils ont adopté la même devise, ces trois vers inspirés par la guerre d'indépendance :

Cette patrie ne mourra jamais.

Même si elle devait mourir, le dos de la terre ne pourrait

Supporter le poids d'un si grand cercueil.

Dans chaque ville de l'Anatolie, si vous allez au Turk odjak, vous trouverez aussitôt des amis, prêts à vous aider, à vous documenter, à vous conduire. Une pièce charmante vous accueille, ornée de faïence de Koutaya et de tableaux de peintres turcs ; on y respire une atmosphère à la fois humaine

et spirituelle, bonne volonté et culture : de l'action et de la pensée.

Je revois ce président d'un Turk odjak, qui consacre au foyer tous les instants que lui laisse son travail personnel et qui prend sur ses nuits le temps de réaliser ses grands projets. En ce moment, il fonde une école ménagère. Je ne pus m'empêcher de lui dire :

— Comme vous travaillez !

Il releva son visage creux et fatigué, tout brillant d'énergie et répondit doucement :

— Le pays a besoin de beaucoup de travail.

« TELS QUE NOUS SOMMES »

Dans la villa d'Ismet Pacha. — La victoire, dit Ismet Pacha, c'est comme un objet de verre que l'on tient dans ses mains.

Il s'est penché vers nous. Il étend ses mains fines qui semblent offrir avec précaution quelque chose...

— Un objet très précieux, très fragile, continua-t-il. Vous le tenez, mais si vous le laissez tomber, il se brise. Et le malheur est irréparable. Vous ne pourrez pas refaire ce qui a été détruit.

Il sourit. Son sourire est une jeunesse nouvelle rayonnant de toute sa personne.

En l'écoutant, je revois la maison d'In-Eunu, la seule maison blanche d'un pauvre village au nom désormais légendaire, et la chambre conventuelle qu'Ismet avait choisie, qu'il habita pendant des mois, préparant sa victoire. A chaque fin de jour, penché à l'une des six fenêtres, il regardait l'immense plateau vide, où devait se fixer le destin de la Turquie. Dans l'échancrure des montagnes lointaines, les trois pointes de l'Olympe de Brousse, inscrites sur le ciel d'or vert, semblaient veiller avec lui, — jusqu'au soir où Ismet Pacha rapporta dans cette chambre la plus puissante des joies humaines... et la plus fragile.

Depuis lors, il ne cesse de prodiguer ses soins à l'« objet précieux » qu'il ne faut pas laisser choir. Il l'emporta à Lausanne et réussit à le tirer des risques d'un tel voyage, des périls d'une conférence internationale et d'un traité de paix.

Une seconde fois triomphant, le général diplomate fit édifier sur une terrasse de Tchan-Kaya, au-dessous de la

maison du Ghazi, cette villa discrète, entourée de gazons et de fleurs, et dont les larges baies regardent la plaine où règne la cité auréolée de la double victoire. Sans relâche il continue de travailler à l'avènement de la Turquie nouvelle. La magnifique aventure dont Mustapha Kémal, Faezi Pacha et lui-même furent les héros, n'est pour eux qu'un prélude : des campagnes d'un autre ordre déjà sont engagées, préparées avec le même enthousiasme qui passionne leurs actes, poursuivies avec une semblable ténacité.

Dans le salon noir et or aux tentures de style tissées en Turquie, Ismet Pacha a cessé de sourire.

— Il y a tant à faire encore !

Cette parole revient sur ses lèvres et ponctue la conversation. Ses yeux, tournés vers la fenêtre, contemplant dans le lointain la ville en devenir, toute enveloppée de projets et de rêves.

— Il y a cinq ans... dit-il. Si vous aviez vu Angora, alors... Ah ! dans cinq ans... Angora dans cinq ans !

Il sourit à l'image de la capitale ressuscitée pour qui cinq ans marquent une étape importante dans la course au progrès. Cinq ans... Et sans doute voyait-il au delà d'elle, au delà des cinq ans escomptés, les vastes plateaux de l'Est, gagnés à leur tour, arrachés à leur songerie, à leur vide millénaire, se couvrant de forêts, de villages heureux...

— Il nous reste beaucoup à faire, redit-il.

Nous marchions dans le jardin, entre des bordures de fleurs.

— Elles ont un peu souffert, dit tendrement Ismet, malgré nos soins.

Déjà je savais qu'il ne néglige aucune joie, pas même les plus menues : le regard d'une corolle l'enchanté. D'ailleurs, n'est-ce pas encore une victoire, ces gazons frais étagés autour de la terrasse, ce beau jardin créé sur le flanc nu de la colline ?

A l'instant de monter en voiture, je me retournai vers le président du Conseil.

— Est-il vrai qu'à un journaliste étranger qui demandait sous quel jour vous désiriez qu'il peignit les Turcs, vous avez répondu : « Tels que nous sommes. »

Le rire juvénile, si joyeux, d'Ismet Pacha, fit resplendir ses yeux noirs. Il parla, en hésitant un peu, selon sa coutume, avec le scrupule de trouver le mot français correspondant exactement à sa pensée.

— Oui... quelqu'un m'a posé cette question. Nous ne travaillons pas pour l'opinion des autres... Nous faisons ce que nous pouvons... ce qui nous semble bien dans l'intérêt du pays. Nous ne demandons rien. Si l'on veut parler de nous... eh! bien oui, c'est cela : « Tels que nous sommes ».

LUMIÈRE D'ALLAH

— Oui... mais il vaudrait mieux leur apprendre le latin... Chaque fois que nous visitions une école primaire toute neuve, un lycée modernisé, muni d'appareils à douches, et qu'on nous montrait les travaux des élèves, Lumière d'Allah branlait la tête et redisait cette parole :

— Il vaudrait mieux qu'ils apprissent le latin.

Lumière d'Allah est un jeune Turc, de cette catégorie qu'on appelle chez nous des « intellectuels ». Il parle un français nuancé; il connaît Proust aussi bien que tous les proustiens de France et professe pour Victor Hugo et Sully Prud'homme un mépris éloquent. Devant une citadelle hittite, il commente un vers de Paul Valéry, il se remémore une parole de M. de Charlus; et, toujours absent de la minute présente, dédaigneux du passé qui n'est pas le passé romain, absorbé dans son abondante culture occidentale, il chemine, indifférent au paysage même. Il dira : « L'Asie me fait horreur. » Ou bien : « Je ne m'intéresserai à ces montagnes que lorsqu'elles auront été transposées par un peintre. »

La nature le rebute. La marche le fatigue et l'humilie; l'effort physique le révolte. C'est à regret qu'il nous suit sur les pentes des collines. Il n'a jamais eu la curiosité de monter à la citadelle d'Angora. Mais la littérature française moderne n'a aucun secret pour lui. Il connaît tous les livres, la vie ne lui apparaît qu'à travers les livres. Il a des yeux noirs de myope et de gratte-papier, singulièrement brillants, une grande bouche intelligente remplie de citations, un corps toujours essoufflé.

— Lumière d'Allah, vous faites du paradoxe. Songez à la nuit sans sommeil que vous avez passée dans telle école... Vous n'aviez pas de *fly-tox*... Comment voulez-vous qu'après des nuits semblables, ces pauvres enfants entreprennent les déclinaisons latines? Il y a tant d'autres rudiments plus nécessaires à leur inculquer!

Lumière d'Allah, obstiné, plisse son front.

— Justement, répond-il, c'est en apprenant le latin qu'ils arriveront à lutter contre la vermine.

Je revois ces petits écoliers d'Anatolie, nés dans les villages de pisé que séparent d'immenses distances, issus de longues générations illettrées : leur apprendre à lire et à écrire leur langue paraît déjà un prodige ! J'évoque ces jeunes instituteurs animés d'un zèle apostolique qui s'en vont au désert pour que les enfants des paysans et des caravaniers reçoivent quelques notions d'arithmétique et d'histoire. Leur imposer le latin par-dessus le marché, quelle folie ! Je regarde Lumière d'Allah absorbé dans son idée fixe et je pense : « La littérature lui a tourné la tête... Sa passion de l'Occident le fait divaguer. »

Après cinq semaines de voyage à l'intérieur du pays, d'un lieu à l'autre, plateau après plateau, j'ai mieux compris la pensée que Lumière d'Allah enfermait dans ces vocables absurdes : « Il faudrait avant tout leur apprendre le latin. » J'ai senti davantage la valeur de deux mille ans de précision latine.

Une telle découverte, je la dois à ces gens d'Anatolie, aux manières pleines de charme, au dévouement toujours prêt, qui s'efforçaient pour nous plaire de sortir de leur rêverie et n'y parvenaient qu'à demi : cette absence de netteté dans les réponses à nos questions réitérées, ces renseignements vagues, erronés le plus souvent, et que l'on essaye en vain de recouper... ce manque total de curiosité...

— Combien de maisons brûlées dans ce village ?

On ne sait pas.

— A quelle date s'est passé cet événement ?

Personne ne peut le dire.

— Comment s'appelle cette montagne ?

Des noms divers prononcés au hasard : la montagne de l'Étoile... la montagne du Prophète... la montagne des Frères... la montagne pointue... : vous pouvez choisir. Choisissons la montagne de l'Étoile, le nom est si beau !

— Quelle altitude ?

Mon Dieu ! que ces questions indiscretes devaient fatiguer nos amis turcs, les déconcerter, leur sembler oiseuses ! A quoi bon un nom, une date, un chiffre ? puisqu'ils ne monteront pas sur cette montagne, puisque l'événement est déjà loin. A quoi

bon déchirer le voile d'imprécision sous lequel il fait si bon vivre? L'incertitude propice au rêve? Cette curiosité passionnée des étrangers, ce besoin de savoir, de construire, d'enfermer les choses dans une limite exacte, leur paraissaient un dérèglement de l'esprit.

— Pourquoi vous fatiguer? On s'informera plus tard. On demandera des renseignements. D'ailleurs qu'importe?...

Ces évaluations de distance infailliblement fausses, cet employé de chemin de fer qui ne savait pas l'heure du train et nous le fit manquer, ces attentes exaspérantes... le « papier » promis depuis la veille et qui n'arrivait pas... tout cela, toute cette indolence équivalait à une perte du temps si précieux, si court!

— Nous n'aurons plus la possibilité de voir ceci... Nous ne connaissons pas cela!

Avec tant de bonne volonté, tant de gentillesse, ils nous répondaient :

— Vous vous désolerez parce que vous ne pouvez pas aller à tel endroit? Mais c'est un trou sans intérêt. Parce que vous n'êtes pas montés à cette citadelle? Il faisait trop chaud. Parce que vous ne verrez pas cette mosquée? Il y en a tant d'autres!

Vous aviez raison, Lumière d'Allah! et vos propos que j'avais tenus pour des paradoxes me sont revenus à l'esprit aux heures d'impatience; apprendre aux enfants le latin, vous vouliez dire : les habituer à la précision.

Mais n'y a-t-il pas d'autres méthodes, moins onéreuses pour les écoliers d'Anatolie?

Ce pays a si longtemps rêvé! Aujourd'hui que ses dirigeants tentent de l'arracher à son rêve et de l'adapter à la vie moderne, ne le réveillez pas trop brutalement! ne lui imposez pas en bloc une culture qui ne répond point à la sienne. Méfiez-vous des dogmes, ô Lumière d'Allah! songez que la lettre n'a jamais cessé de tuer l'esprit.

La civilisation du caractère. — Le poète Abdulhak Hamid m'avait dit :

— En Anatolie, vous trouverez la civilisation du caractère. A Stamboul, vous avez la civilisation européenne, les costumes européens, les habitudes européennes, tout cela... mais la civilisation du caractère est au-dessus de tout cela.

La civilisation du caractère : cette politesse, cette aménité du paysan d'Anatolie, nous l'avons constatée jour après jour.

L'ouvrier qui descend du sommet d'un mur sur lequel il travaille pour nous indiquer le chemin ; la vieille femme, au bord de la source : pendant tout notre repas, elle s'est défendue de lever les yeux, parce qu'il n'est pas décent de regarder ceux qui mangent (on a l'air de leur reprocher leur nourriture et de faire des comparaisons) ; le jeune homme refusant la cigarette offerte, indiquant d'un regard qu'il ne fume pas devant son père ; cent menus faits observés le long des routes, cueillis comme des fleurs sur la terre brûlante d'Anatolie, le gant oublié à la préfecture d'Adi-Yaman et qu'on m'a rapporté 80 kilomètres plus loin, dans les défilés du Taurus. Et ce paysan, venu au secours d'une automobile égarée ; debout sur le marchepied, quatre heures durant, il indiqua la route au chauffeur jusqu'à ce qu'il eût retrouvé la chaussée. Alors il descendit.

— A présent, que vas-tu faire ? demanda le voyageur, évaluant les 75 kilomètres qui séparaient cet homme de son village.

— Je marcherai toute la nuit et demain soir je serai chez moi.

Il s'en allait déjà, n'imaginant point qu'il pût attendre une récompense.

— C'est mon devoir de montrer le chemin à celui qui s'est perdu.

Le poète avait raison. Les poètes ont toujours raison. Elle existe encore en Anatolie, cette civilisation intérieure, cette culture morale que détruit trop souvent la civilisation.

— Ce que je reproche surtout à ce peuple, dit un étranger établi en Turquie, c'est qu'il n'a pas de besoins. Il se contente de ce qu'il a. Le paysan laboure la terre pour lui et sa famille, pas davantage. Un peuple qui ne se soucie pas de s'enrichir, comment voulez-vous qu'il progresse ?

O résignation du peuple turc, qui fut pressuré pendant des siècles et trouva le moyen de vivre, de cultiver l'honnêteté, l'hospitalité, vertus que dédaignent les gagnereurs d'argent. Les paysans acceptent leur sort et s'en accommodent. Est-ce leur endurance et leur désintéressement qu'on leur reproche ?

« Tels que nous sommes », a dit Ismet Pacha avec une fière modestie.

Un peuple qui n'a pas voulu mourir ; des dirigeants qui

cherchent à rattraper le temps et se jettent dans la civilisation occidentale avec la même ardeur, la même opiniâtreté qu'ils ont mise à défendre leur sol. Et, entre eux, la masse des fonctionnaires encore pliés aux habitudes d'autrefois, et qui ne savent pas au juste en quoi consiste cette civilisation à laquelle ils aspirent. Peut-être ne se rendent-ils pas compte encore qu'elle doit commencer par être intérieure et que les paysans qu'ils administrent pourraient en remonter à beaucoup...

Les dirigeants, afin de rendre impossible une réaction, se pressent de couper court avec le passé, de trancher les longues racines qui attachaient ce peuple à ses traditions. Il en résulte un certain déséquilibre. On procède par bonds successifs. Et cette course au progrès d'une allure qui va toujours s'accéléralant ne laisse pas de surprendre le peuple, malgré son bon vouloir.

Désorienté, il voit ébranler les croyances qu'il tenait pour sacrées. Cependant il a confiance. Il suivra le Ghazi dans sa guerre contre le passé, de même qu'il l'a suivi au fond des plaines d'Anatolie en côtoyant la mort.

Faut-il plaider, contre les Turcs, la cause de l'âme turque?

Ne doit-elle pas aller vers le progrès par ses chemins à elle, qui ne sont pas exactement les nôtres? Peut-on d'un trait de plume abolir le passé? Peut-on dépouiller un peuple de son passé sans détruire quelque chose de son âme que de longs héritages ont formée? Ce sont nos morts qui nous apprennent à vivre. Priver un peuple de ses morts, c'est l'isoler dans l'existence, lui retirer ses soutiens invisibles.

Évidemment, ce sont là les accidents d'une crise de croissance trop rapide. La Turquie adopte notre civilisation d'une manière foudroyante.

L'expérience contemporaine atteste que plus les élites avancent dans la civilisation, plus elles s'éprennent de leur passé, marquent du respect à toutes les reliques épargnées, vénèrent les monuments anciens, recueillent le moindre indice de la vie d'autrefois, jusqu'aux légendes mêmes, ne laissant rien perdre du folklore de leur pays. Comme ces hommes parvenus à l'âge mûr et qui se penchent vers les temps révolus pour tâcher de surprendre l'âme inconnue et véritable que laissait affleurer leur enfance.

La Turquie, dans sa fièvre de renouvellement, sa hâte de bannir les rappels de l'époque ottomane, et toute absorbée par

l'œuvre formidable d'instaurer son avenir, ne prise pas encore une part, précieuse entre toutes, de son patrimoine. Elle laisse abattre d'antiques murailles et tomber en ruines des édifices sacrés. Citadelles millénaires portant inscrites à vos façades des pages de son histoire ; tombeaux, mosquées, minarets découronnés, dont les guirlandes de faïence s'effeuillent chaque jour... vieux hans hospitaliers qui voyez dérober vos pierres pour construire une chaussée, que de fois j'ai déploré l'indifférence que l'on vous marque et gémi tout bas sur votre misère ! On vous regarde comme les symboles de l'oppression, alors que vous êtes chargés de l'amour des générations disparues. On oublie que c'est à l'histoire que vous appartenez désormais ; grâce à vous, cette nation déchiffrerait un jour quelque chose de son mystère.

Mais le moment viendra, sans doute, où la Turquie se cherchera elle-même en interrogeant les siècles passés. Qu'il ne tarde pas trop pour que leurs témoins durent encore ! « On ne peut pas refaire ce qui a été détruit », disait Ismet-Pacha.

Peut-on s'étonner que la Turquie d'aujourd'hui ne s'intéresse qu'à l'heure actuelle et aux promesses que demain tient en réserve ? Elle est si jeune encore ! De toute son ardeur elle regarde en avant, elle appelle son destin. De toute sa foi ingénue, elle demande à l'Occident des conseils, des modèles et des codes.

Cependant, elle est trop avertie pour ne pas connaître l'envers brutal de nos civilisations, elle a vu trop de choses. Elle sait le rôle que joue l'argent dans les combinaisons occidentales. Elle a institué dans sa maison toute neuve des habitudes de simplicité qui rejoignent la bonhomie des anciennes mœurs turques. Sans doute est-elle déjà consciente que certaines étapes indésirables de notre civilisation peuvent lui être épargnées, à condition qu'elle suive ses propres chemins. Serait-il indispensible qu'elle passât où nous avons passé ?

Le vent des hauts plateaux d'Anatolie est chargé de force vivifiante. Dans les petites maisons de torchis, dans les villages lointains, qui ne sont pas encore des villages modèles, les paysans se transmettent la culture du caractère. Ils ont su répondre à l'appel de leurs chefs ; ils ont sauvé la Turquie. Ils continueront de la sauver.

NOELLE ROGER.

LE CONSULAT DE BONAPARTE

V ⁽¹⁾

L'ÈRE DES DIFFICULTÉS

LE GRAND ARBITRAGE

Les préfets nommés quittèrent Paris au plus tôt. Il était grand temps que la province reçût d'eux le mot d'ordre du gouvernement consulaire. Les passions s'y donnaient carrière et, depuis brumaire, la France tourbillonnait dans une sorte d'anarchie provisoire. Certes on y aspirait, en principe, à voir se faire la réconciliation nécessaire, mais nul n'en donnant la formule, elle était fort loin de se consommer. Les anciens révolutionnaires ne cessaient de soutenir que le *Dix-huit Brumaire* n'avait rien changé aux principes ni aux situations et que, protégée par l'autorité populaire d'un soldat de la Révolution, « pur républicain », celle-ci continuait. Mais les adversaires de cette Révolution se déchainaient cependant, et, faisant état des gestes de réparation qui s'esquissaient, appelaient de leurs vœux une réaction qui leur permettrait d'humilier et peut-être de jeter bas la « jacobinière ». D'autre part, l'administration de la veille se sentant destituée et l'administration du lendemain n'étant pas encore constituée, l'anarchie sortait presque aggravée d'une attente dont on ne prévoyait ni la limite ni le résultat. Et favorisé par cette anarchie même, l'esprit de parti, en dépit de certains apaisements, jetait ses dernières flammes. Il fallait que les préfets vinssent donner la consigne de Paris.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1^{er} et 15 juin, et 15 juillet.

« Le gouvernement... ne veut plus, ne connaît plus de partis et ne voit en France que des Français ». C'était la phrase capitale de la circulaire que, le 9 germinal an VIII (30 mars 1800), le ministre de l'Intérieur adressait à tous les nouveaux préfets. Dans ces quelques mots tenait toute la politique du Consulat.

L'heure était venue où elle pouvait s'imposer. Voici que Bonaparte va livrer la plus belle bataille qu'il lui ait été accordé de gagner, cette longue bataille d'une année et demie qui a commencé avec les premières mesures de réparation de nivôse VIII et qui se terminera à la signature du Concordat.

Le Concordat! Ne peut-on dire que toute la politique des an VIII et an IX n'est faite en réalité que d'une série de *concordats*?

Tout est divisions, disais-je, tout est querelles, tout est haines et rancunes, tout est aspirations aux revanches et aux représailles. Et même si la nation, d'instinct, va au rétablissement de la concorde, quel parti, quelle secte voudra céder à l'autre? Qui consentira, du côté des proscripteurs d'hier, à faire amende honorable, ou, du côté des proscrits d'hier, à capituler devant les proscripteurs? Et à l'heure où se va régler ce grand procès de la Révolution, à qui permettra-t-on de se proclamer vainqueur et qui devra s'avouer vaincu?

Personne, répond Bonaparte. Vos querelles, je les arbitrerai. « Il faut qu'aucun parti ne triomphe chez vous », dira-t-il tout à l'heure aux députés helvétiques. C'est qu'il aura, deux ans auparavant, constaté en France l'excellence d'un pareil système.

Mais qui apaisera les querelles de façon qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu? Le pouvoir suprême, le pouvoir arbitre. Est-ce là grande nouveauté? Nullement. Telle a toujours été la plus haute, la plus noble mission du pouvoir, — et la plus essentielle : *arbitrer*. Depuis Louis IX, assis par la légende à l'ombre du chêne de Vincennes pour départager ses sujets, c'est vers le Prince que se sont toujours tournés, — aux époques où l'ordre était menacé comme à celles où il le fallait rétablir, — les regards de ceux que divisaient de multiples querelles. Le jour où le Prince, par faiblesse ou médiocrité, a fait faux bond à ce rôle, tout s'est trouvé perdu. Les Guerres de religion sont jadis sorties de cette carence : quarante ans de troubles civils, jusqu'à ce que le Béarnais ressaisit ce rôle d'arbitre, abandonné par quatre rois, et la Révolution n'est

devenue une effroyable convulsion que parce que Louis XVI, le « bon roi » devant qui la nation apportait ses procès, a, par faiblesse, paru se déclarer *partie* quand il devait être *juge*. Mais jamais l'arbitrage n'a été si nécessaire qu'en cette année VIII où tout reste en suspens des querelles les plus affreuses que la France ait connues. Bonaparte reprend le rôle d'arbitre souverain et il nous semble le voir s'asseoir à l'ombre d'un gigantesque chêne de Vincennes pour départager les Français.

« La Révolution est finie », voilà qui déjà calme un parti. « Les proscriptions sont closes et les proscrits seront rappelés », voilà qui en apaise un autre. « Il n'y aura ni représailles, ni reprises », voilà qui en rassure un troisième.

Pas de réaction ! Le gouvernement reste, dit Albert Vandal, « un gouvernement de gauche, mais de gauche ouverte, généreusement, largement accueillante ». C'est avec le respect des grands principes proclamés en 1789 et des conquêtes faites par la Révolution, que doit se faire la conciliation des partis.

Aux royalistes l'Homme dit : « Venez à mon gouvernement. Vos princes n'ont pas su faire leur devoir : ils vous ont laissés vous battre, héroïquement, mais seuls. Ils ont dès lors abdiqué. Ces princes, voudrais-je les restaurer, qu'il leur faudrait passer sur cent mille cadavres », — et au prétendant même il osera l'écrire. Et il ajoute encore en substance : « Vous êtes pour l'autorité, l'ordre, la répression des éléments troubles et vils ; si vous venez à moi, vous m'aidez à faire triompher vos principes et vous, pros crits d'hier, vous aurez la plus belle place dans le régime de l'ordre rétabli. »

Aux catholiques il dit : « En attendant que je puisse établir, par un accord avec votre chef suprême, le statut qui vous rendra, avec la liberté de vos consciences et l'exercice de votre culte, votre place dans la Cité, je vous offre la seule paix que je puisse encore vous accorder : je rouvre vos églises, je vous rends vos prêtres, je m'incline devant votre souverain pontife. Je ne vous demande que de ne pas anathématiser les autres églises, de pratiquer la tolérance, dont en attendant mieux, je vous fais bénéficier, et de ne rien revendiquer de vos biens perdus. Et une telle attitude vous vaudra sous peu de bien autres réparations. »

Aux modérés de la Révolution il dit : « Qu'avez-vous souhaité en 1789 ? Un régime nouveau où les principes de liberté

et d'égalité civiles fussent sauvegardés par une autorité forte appuyée sur une nation logiquement organisée. Voici que ce souhait se réalise avec moi. Votre modération vous a fait écarter, puis proscrire. Je vous appelle, tout au contraire, à collaborer avec moi à la réalisation du vœu de 1789. Déposez simplement les rancunes que vos déboires ont pu laisser dans votre cœur et souffrez près de vous ceux qui vous ont persécutés. »

Aux révolutionnaires qui, des journées de mai et de juin 1793 à celle de fructidor an V, ont pros crit, il dit : « Vous avez été vainqueurs, mais prenez bien garde qu'il s'est accumulé contre vous un monde de rancunes et de haines. Vos victoires ont été celles de Pyrrhus : la Révolution, qui était votre œuvre, est restée, de chacune d'elles, affaiblie, et tout à l'heure elle allait mourir. Songez que tout est, en ce monde, action et réaction, et qu'une réaction peut survenir qui vous balayera tous. Contre les représailles à tout jamais écartées, je vous offre, si vous renoncez à dominer seuls, avec les profits de la lutte, la sécurité qui vous permettra d'en jouir. Mais cessez de prétendre à être les exclusifs bénéficiaires de la Révolution et les oppresseurs des consciences. »

Aux fils des victimes il dit : « Si vous ne pouvez oublier, pardonnez du moins le mal qui vous a été fait » ; et aux bourreaux : « Pardonnez le mal que vous avez fait ». Et à tous : « Travaillons ensemble à faire la France plus unie pour imposer plus facilement la paix aux ennemis du dehors. »

C'est le *grand arbitrage de l'an VIII*.

Chacun doit y mettre du sien : lui-même, qui semble d'un caractère si absolu et si tranchant, il se fait l'*homme de la transaction* et, suivant un des termes qu'il emploie le plus volontiers, du *mezzo termine*. Il préconise sans cesse dans tous les domaines, le *système conciliatoire* et, suivant l'expression d'Albert Vandal, « entre les opinions, les passions et les intérêts antagonistes, il tire une *impérieuse moyenne* ».

« Le gouvernement se place entre tous les partis, a écrit, en son nom, Lucien Bonaparte dès le 7 nivôse, pour les réunir tous, s'il est possible. » C'est bien la formule du gouvernement de l'an VIII. Sans doute va-t-il mécontenter les uns à moitié, et, à moitié, décevoir les autres. « Les hommes religieux trouvent le Consul trop philosophe et les philosophes le trouvent au contraire trop religieux, écrira sous peu Fontanes,

les républicains trop monarchiste et les monarchistes trop républicain. Ils ont tous tort, mais leur erreur prouve que le Consul est au plus haut degré l'homme de tous les partis et de toutes les circonstances. » Cela était vrai dès l'an VIII. C'est que *l'équilibre* consulaire, bienfaisant et affermissant, s'est substitué à la *bascule* directoriale qui, s'affolant sans cesse, n'aboutissait qu'à des iniquités successives.

Privément, publiquement, le Consul ne cesse d'inviter à la paix. Au révolutionnaire Beytz, il écrit : « Le simple titre de citoyen français vaut bien sans doute celui de royaliste, de elichyen, de jacobin, de feuillant et ces mille et une dénominations qu'enfante l'esprit de faction et qui, depuis dix ans, tendent à précipiter la nation dans un abîme. » C'est le mot célèbre de Michel de l'Hôpital sur « les papistes et les huguenots ». Et à Thibaudeau qu'il envoie en mission dans l'Ouest : « Il faut que chacun fasse des sacrifices à la paix. » Sa conclusion est toujours la même : « Dans la Révolution chacun a eu sa manière de voir et de juger les choses. *Il ne faut plus s'occuper que de l'avenir.* Nous avons besoin de tous les talents et de tous les Français. » Par là il se faisait, suivant le mot d'un royaliste en train de se rallier, « le *tranquillisateur des passions* ».

Les préfets avaient pour mission de mettre partout en pratique cette sage et difficile politique. Ils étaient les *missi domini* de l'arbitre supérieur : chacun d'eux, dans son département, devait jouer ce rôle d'arbitre des querelles.

Quelques-uns, encore pénétrés de l'esprit de parti, ne surent, ne purent ou ne voulurent comprendre. Un Delacroix, ex-conventionnel, au contact des ardentes passions des Bouches-du-Rhône, n'arrive pas à se faire une âme de juge : les jacobins restent, appuyés par lui, les tyrans des autres citoyens et les maîtres du pavé : « Il n'y a point eu de 18 brumaire pour les Bouches-du-Rhône », écrira-t-on amèrement un an après. Mais, dès cette époque, le Consul aura déjà remplacé le fâcheux Delacroix par Thibaudeau qui va enfin rétablir la concorde par le *départage* des griefs. Chose curieuse, on faisait le même reproche à un des préfets ci-devants aristocrates, Ligniville, qui, s'étant engagé jadis dans les armées républicaines, restait jacobin et, préfet de la Haute-Marne, mortifiait prêtres et nobles, « sans doute, dit Beugnot, pour les punir de ce qu'il n'avait pas

émigré ». Beaucoup, sans tomber dans cet excès, appellent de préférence aux places, suivant d'ailleurs le conseil de Lucien, « ceux qui, par leur moralité comme par leur attachement aux principes républicains, et par des acquisitions de biens nationaux, présentent une garantie de leur dévouement et de leur fidélité à la Constitution de l'an VIII ». Mais, en se tenant presque tous sur ce terrain, la plupart des préfets apportent vraiment dans leur département l'esprit d'accord, au bénéfice, s'il le faut, des éléments de droite. Un Barante y a été encouragé par le consul Lebrun : « Il est possible que vous soyez quelque peu aristocrate. Il n'y a pas de mal quand on l'est *dans une juste mesure*. Vous ne trouvez pas mauvais que les jeunes filles aiment mieux danser le dimanche que le décadi. Vous mettrez dans tout cela de la *prudence et du discernement*. »

« Prudence et discernement », c'est ce que la plupart de ces préfets de l'an VIII apportèrent dans une mission qui tout d'abord se heurte à mille écueils. Le modèle du genre fut certainement, aux yeux de Napoléon, ce Méchin qui, arrivant aux abords de son chef-lieu, rencontre, venant au-devant de lui, deux cortèges rivaux se dévorant des yeux et prêts d'en venir aux mains, et qui, les haranguant l'un et l'autre au nom des principes nouveaux, fait s'embrasser les ennemis accourus pour le capter et entre, à la tête d'une population réconciliée, dans les murs de sa préfecture. Je dirai quelle fut l'œuvre de ces préfets du Consulat et de l'Empire, et quelle gratitude leur devaient longtemps garder leurs administrés : si tous ne furent point qualifiés comme Beugnot de « lumière du département », ou comme Dauchy d' « ange protecteur de tous les gens raisonnables », — ce qui est magnifique, — presque tous laisseront des souvenirs qui, un long temps, leur survivront. Dans cette reconnaissance entrera, pour une large part, la mémoire de ces premières heures où ils auront concilié les intérêts opposés, rapproché les âmes aigries et apaisé les haines tenues pour éternelles.

Et c'était la politique que, partout, faisait prévaloir le gouvernement consulaire.

Cependant, assuré maintenant que la politique de conciliation allait, pratiquée par ses agents, conquérir le pays et l'ayant pourvu d'une administration solide et d'une justice

exacte, le gouvernement poursuivait, à Paris, son œuvre de reconstruction.

Les finances restaient, en dépit des premières mesures prises par le ministre Gaudin, un souci qu'il fallait, une fois pour toutes, effacer.

Les grandes *directions* financières étant créées et fort remarquablement pourvues, Dufresne, ancien premier commis de Necker, appelé à celle du Trésor, Mollien, autre ancien premier commis, à celle de l'Amortissement et le futur baron Louis à la liquidation des comptes, Gaudin s'était mis à bâtir son premier budget normal.

Bonaparte n'en abandonnait à son ministre que la partie technique; car, là comme partout ailleurs, il avait ses principes: ces principes s'inspiraient d'un bon sens que les financiers à imagination qualifieraient certainement de « terre à terre ». C'est assez généralement par cet esprit là que se restaurent les finances compromises par les gens à système ou les politiciens échauffés. Le Consul prônait, avant tout, le « régime du père de famille ». Si l'on exprimait devant lui la crainte que les impôts ne fussent point à couvrir les dépenses et l'avis qu'il les fallait donc augmenter: « Nous avons une autre ressource, ripostait-il, pour que la recette excède ou tout au moins égale la dépense, *c'est l'économie.* » Et, laissant Gaudin étudier l'opportunité de tel ou tel impôt, lui, se faisait soumettre les comptes, sabrait dans les abus, découvrait les malversations, supprimait la gabegie. Il parvenait à réduire les engagements de l'État, menaçait de poursuites les fournisseurs et leur faisait rendre gorge.

Le ministre, de son côté, cherchait des recettes. La Révolution, — en horreur des *aides* naguère si impopulaires, — avait proscrit tous les *impôts indirects*; ainsi, l'impôt direct étant devenu d'un poids insupportable, avait-il fallu, ou se résigner à la ruine du Trésor, ou recourir aux expédients que l'on sait. Gaudin, revenant à la saine doctrine financière, rétablit les *contributions indirectes*, les impôts sur le sel et les boissons qui allaient, dès l'an VIII, fournir 40 millions. Pour assurer à l'État d'immédiates ressources, le ministre, d'autre part, imagina d'exiger des receveurs généraux la souscription à des *rescriptions*, payables chaque mois, que l'État pourrait escompter, et le versement d'un cautionnement égal au dixième de la contri-

bution foncière. Au surplus, les impôts, — qui si longtemps ne s'acquittaient plus, — renaissent maintenant régulièrement grâce au rétablissement de la confiance publique. « Je ne crois pas, écrit Barbé-Marbois, que l'histoire de nos finances offre un autre exemple d'un passage aussi prompt du découragement à la confiance »; et il ajoutait : « L'ordre a fait sans effort ce que tant de moyens forcés n'ont jamais pu faire. » Déjà le Trésor se remplissait assez pour que l'on pût faire aux rentiers, qui, depuis des années, ne touchaient plus rien, un premier versement. L'habitude de ne rien recevoir était telle chez eux, qu'ils accueillirent l'annonce de cette reprise de paiement avec une incrédulité, puis le versement avec une joyeuse stupéfaction qui en disent long sur la misère où la politique du Directoire avait plongé la France.

Gaudin cependant restait inquiet. Il aurait voulu qu'un emprunt mit le gouvernement dans une situation plus large; la guerre continuait; les opérations militaires allaient reprendre; le ministre escomptait, pour faire face aux dépenses qu'elles entraînaient, les rentrées favorables; mais il eût voulu un trésor plus garni. Or le Premier Consul avait horreur de l'emprunt qui le mettrait, pensait-il, entre les mains des banquiers et sous la coupe des odieux financiers. Il venait de faire arrêter Ouvrard pour irrégularités constatées dans ses marchés avec l'État et tout le monde de la Bourse s'en était montré si ému, que le Consul avait dû rassurer les gens d'affaires au cours d'une conférence fort mouvementée avec leurs représentants. Il comprenait d'ailleurs les appréhensions de Gaudin et, peu à peu, entrait dans cette idée que, très précisément pour s'affranchir de ceux qu'au cours de cette conférence il avait appelés les « mauvais hommes d'affaires », il serait bon que le gouvernement pût traiter avec un établissement de crédit privilégié. Ce fut la première idée de la *Banque de France*. Cinq ou six banques émettaient alors des billets, notamment la Caisse des comptes courants. Celle-ci fut sollicitée de se dissoudre pour se reconstituer sur de toutes nouvelles bases. Le 28 nivôse (18 janvier), deux arrêtés étaient signés qui fondaient la Banque de France et l'installaient. Le 1^{er} ventôse, les bureaux s'ouvraient et quinze *régents* étaient nommés, choisis parmi les plus accrédités des financiers, industriels et commerçants de France. L'institution allait, durant les premières années, à travers quel-

ques tâtonnements, acquérir un tel crédit, que le papier, émis par elle, mais accueilli d'abord, grâce au souvenir des néfastes *assignats*, avec une extrême méfiance, s'imposera à la confiance *jusqu'à être préféré à l'or lui-même*. « Le numéraire abondant et même surabondant, écrira-t-on quelques années après, encombre les caisses, *on lui préfère des billets*. » Mais, dès 1800, le Consul organisateur avait deviné cet avenir et, à l'admiration de ses collaborateurs financiers, trouvé le moyen d'appuyer le crédit de l'État sur l'institution la mieux faite pour l'assurer.

Le budget de l'an IX établi dans un parfait équilibre par le retour aux contributions indirectes, le Trésor rempli grâce aux souscriptions et cautionnements des receveurs généraux, la Banque de France fondée qui allait contribuer à assurer l'État contre les surprises de l'avenir, l'œuvre financière était en bonne voie, et le Consul libéré des préoccupations les plus angoissantes. Il le fallait, car, à la même heure, il se devait préparer à obtenir, sur le terrain de la politique extérieure, de bien autres victoires : celles de la diplomatie et, à leur défaut, celles de la guerre.

OFFRES A L'EUROPE

Le jour même où s'était installé le Consulat définitif, Bonaparte avait écrit au roi d'Angleterre et à l'Empereur allemand deux courtes lettres datées du 5 nivôse où, dans le style le plus noble, il les sollicitait de travailler à la pacification générale.

Il ne se pouvait d'ailleurs faire aucune illusion sur les conséquences de cette démarche. Nous savons quelle était la situation de l'Europe vis-à-vis de la France et quels sentiments cette situation inspirait respectivement aux coalisés, à la France et à son nouveau chef. C'eût été miracle que les deux appels, si beaux que fussent les arguments sentimentaux invoqués, fissent soudain tomber les armes des mains des belligérants. La coalition avait, pendant les premiers mois de 1799, remporté de grandes victoires et, un instant, envisagé l'espoir de tout reprendre des conquêtes faites sur elle depuis 1792. Les victoires de Masséna en Suisse et de Brune en Hollande et, plus encore, les divisions qui avaient éclaté entre l'Autriche et la Russie avaient pu arrêter l'invasion décisive,

mais, pour l'Europe, celle-ci n'était qu'ajournée. La France, chassée de l'Italie, restait menacée sur le Rhin, et l'Angleterre tenait une de ses plus belles armées bloquée en Égypte. Si grande que fût déjà la réputation militaire du vainqueur de Rivoli, l'Europe l'estimait fort empêché par la nécessité de refaire à la nation une âme et un corps et retenu par les soucis de la politique intérieure loin des champs de bataille. Or, elle avait de trop grands intérêts engagés depuis 1792 dans la lutte et gardait un espoir trop certain de les faire prévaloir, pour céder à un appel, destiné d'ailleurs simplement dans l'esprit de son auteur à faire retomber sur les ennemis de la France l'odieux d'une reprise des hostilités.

Le roi d'Angleterre ne répondit pas, mais lord Grenville adressa le 4 janvier (14 nivôse), à Talleyrand, une note d'une impertinence singulière : après d'après récriminations sur les « agressions » auxquelles la France s'était livrée depuis six ans au delà de ses frontières, le noble lord déclarait que l'Angleterre ne pourrait négocier utilement *qu'avec les Bourbons restaurés*, et rien ne révèle plus la mauvaise foi du Cabinet anglais qu'une si insolente réponse. Tout à l'heure, un membre du Parlement s'écriera lui-même : « Que diriez-vous si le général Bonaparte, victorieux, vous déclarait qu'il ne veut traiter qu'avec les Stuarts ? » Rien ne prouve mieux aussi, que la réponse faite à cette note inconvenante, l'extrême souci qu'avait alors Bonaparte de tout ménager. Avec beaucoup de mesure, le Consul faisait observer, par la plume de Talleyrand, que c'était, tout au contraire, la France qui, en 1792, avait été provoquée et assaillie, qu'aussi bien, c'était un moyen de perpétuer la guerre que de soulever des récriminations sur ses origines, que parler des Bourbons était se mêler des affaires intérieures d'un pays qui entendait rester libre, — et il renouvelait son offre de négociations. A une réponse si modérée et si justifiée, Grenville répondit, le 20 janvier, par une nouvelle note d'une amertume extrême qui rompait la correspondance et, dès le lendemain, Pitt, du haut de la tribune de Westminster, prononçait des paroles où éclatait une acrimonieuse méfiance envers le nouveau chef que la Révolution venait de se donner, *« fils et champion de toutes ses atrocités »*.

L'Angleterre, en réalité, comptait encore sur les armées autrichiennes pour forcer les Alpes et le Rhin. Elle avait

raison, tout au moins, de compter sur la fidélité de la chancellerie de Vienne à l'alliance. L'Autriche n'en était nullement à revenir au traité de Campo-Formio. Redevenue maîtresse de l'Italie, elle sentait croître son ambition, refusait encore de reconnaître Pie VII, nouvellement élu, pour se donner le temps de se fortifier dans les Légations, — domaine usurpé du Saint-Siège, — et s'inféodait tous les jours davantage les Bourbons restaurés à Naples. Elle comptait bien faire restituer, un jour, à ses clients allemands, les territoires de la rive gauche du Rhin et ne s'en cachait pas. Le chancelier de Thugut avait donc répondu à Talleyrand dans un style assurément moins outrageant, mais tout aussi net que lord Grenville. Et comme le ministre français avait insisté, offrant comme base des négociations les stipulations de Campo-Formio, la chancellerie de Vienne, scandalisée, avait répondu qu'on ne pouvait traiter que sur la base de l'*uti possidetis*, ce qui, d'avance, concédait toute l'Italie à l'Autriche sans que fût d'ailleurs tranchée la question de la rive gauche du Rhin; Thugut ajoutait que la paix ne se pouvait discuter que dans un congrès où seraient représentées toutes les puissances belligérantes, — ce qui était mettre la France dans une position fort scabreuse.

Bonaparte, je le répète, ne s'était jamais leurré sur les réponses qui seraient faites à ses offres de paix. Il travaillait à se valoir les bonnes grâces des nations neutres ou hésitantes, voire du tsar Paul lui-même. Faisant entrevoir à l'Espagne l'occupation du Portugal, vraie colonie anglaise, il rassurait la Bavière dont il pensait, dès cette époque, faire en Allemagne son principal appui. Mais surtout continuait-il à investir le roi de Prusse, près de qui Duroc puis Beurnonville multipliaient les démarches. Ce n'était pas seulement pour obtenir de Frédéric-Guillaume que la neutralité, conquise à Bâle, se fit bienveillante jusqu'à l'active amitié, c'était encore pour que, par son canal, l'on pût aborder Pétersbourg et transformer en sentiments favorables au nouveau gouvernement français la sombre rancune que le terrible Tsar gardait, depuis quelques mois, à ses alliés. Mais, à Berlin même, la diplomatie pressante du Consul se heurtait à des préjugés encore très tenaces. La Cour de Prusse, impressionnée par les échecs de la France au cours de l'année 1799, avait, à maintes reprises, délibéré, depuis

un an, de rallier, moyennant de notables prises, la coalition désertée en 1793; elle ne pencherait vers la France que si celle-ci pouvait lui en assurer d'aussi fortes. Berlin, en attendant, se prêtait mal à servir d'intermédiaire entre la France et Paul I^{er}; celui-ci, sondé cependant, se livrait, d'ailleurs, en guise de réponse, à une diatribe violente contre cette Révolution française, sa bête noire, et contre son dernier produit, « l'usurpateur Corse » qu'au surplus l'inconstance d'une folle nation ferait, ajoutait-il, sous peu sombrer. La Prusse elle-même finissait par découvrir son jeu : son amitié était au prix de la restitution par la France de la rive gauche du Rhin et de l'indépendance absolue rendue à la Hollande et à la Suisse. On sentait cette puissance de proie toute prête à se jeter derechef sur la France, le jour où celle-ci, en dépit des talents de son chef, perdrait la première bataille.

En résumé, l'Europe ne se laissait pas entamer. Si l'Autriche et l'Angleterre opposaient aux offres de paix, l'une une étrange arrogance et l'autre d'exorbitantes prétentions, si le tsar Paul, tout mécontent qu'il fût de ses alliés, répondait par des coups de boutoir aux efforts faits pour le séduire, la Prusse, dans l'expectative, attendait, pour se décider, que le destin se fût prononcé par la voie des armes.

Une fois de plus, il fallait que l'épée tranchât le nœud gordien qu'on n'avait pu dénouer, et tout acculait à une nouvelle campagne qui permettrait de contraindre l'Autriche, et, par elle, l'Europe à la paix.

LE PÉRIL VENDÉEN

A dire vrai, la nécessité d'une éclatante victoire sur le champ de bataille ne paraissait pas à Bonaparte moins pressante s'il reportait ses regards sur l'intérieur du pays.

Nous nous figurons à tort, d'après les manuels d'histoire et les pages rétrospectivement optimistes de Thiers, le Premier Consul marchant d'un pas assuré et déjà souverain sur une voie que l'enthousiasme de toute une nation rendait large et facile. L'étude des documents, journaux, rapports de police, lettres et mémoires aujourd'hui publiés nous le montre, tout au contraire, obligé d'éviter mille écueils, de s'arrêter à chaque pas pour réduire ou tourner les obstacles, — quand

il ne se devait pas garer des chausse-trapes dont on semait sa route.

Certes, la masse l'acclamait, le bénissant déjà d'avoir si promptement réalisé une partie des vœux de la nation. Mais cette masse même, impressionnable et peu au fait des difficultés, s'impatientait parfois de n'avoir vu sortir des premières mesures ni une facilité plus grande de la vie quotidienne ni un progrès plus sensible vers la paix générale. Cependant, l'Ouest restait en armes, menace constante de guerre civile alimentée par les menées royalistes et les subsides anglais, et, à Paris, l'opposition, un instant découragée, se reformait dans l'ombre des couloirs et des salons politiques; dans le personnel même du gouvernement, de sourdes luttes se livraient entre des tendances diverses : tout près du Consul, parmi ses ministres, et jusque dans sa famille, des intrigues se nouaient, liées parfois aux complots qui déjà s'ébauchaient à droite comme à gauche. Sans doute, le prestige de l'Homme, grandissant tous les jours, lui permettait-il d'agir, mais encore il se voyait néanmoins forcé de ménager, parfois de louvoyer, de remettre telle mesure, cependant utile, telle décision, cependant pressante, à une époque où il sentirait son pouvoir plus affermi et son autorité plus incontestée.

L'Ouest restait bien le péril le plus grave. La suspension d'armes, consentie le 3 frimaire par les chefs de la Vendée, avait expiré le 1^{er} pluviôse, et aussi bien ne s'était-elle jamais étendue aux autres parties de la région restées en état d'insurrection diffuse. En Vendée même, l'hésitation était grande. Profitant de la trêve, l'un des chefs, d'Andigné, s'était rendu à Paris où il avait retrouvé le plus actif agent des Bourbons, Hyde de Neuville. Tous deux avaient dû constater la popularité du nouveau chef d'État et, avec les nouveaux espoirs des honnêtes gens, l'inactivité croissante de leurs partisans. Ils avaient voulu voir l'homme; c'est cette entrevue du 5 nivôse dont les deux royalistes nous ont laissé un récit presque identique. « Les Bourbons n'ont plus de chances, leur avait dit Bonaparte, vous avez fait pour eux tout ce que vous deviez faire; vous êtes braves, rangez-vous du côté de la gloire. Oui, venez sous mes drapeaux; mon gouvernement sera celui de la jeunesse et de l'esprit »; et, sur un mouvement négatif de d'Andigné : « Rougiriez-vous de porter un habit que porte Bonaparte? » Il avait

souigné encore la lâcheté des princes qui avaient abandonné la Vendée, refusé de partager ses exploits, ses risques, ses malheurs et ses gloires. D'Andigné ne s'était pas rallié, mais il était revenu parfaitement édifié, il le dit en termes formels, sur l'inutilité d'une nouvelle lutte et l'avait fait savoir à ses compagnons d'armes.

Le Premier Consul, tout en maintenant en Vendée Hédouville, le négociateur de frimaire, envoyait Brune, d'autre part, avec les instructions les plus rigoureuses. Il pousserait l'épée dans les reins aux chefs récalcitrants, tout en pratiquant vis-à-vis des prêtres une grande tolérance « qui achèverait d'effacer les passions ».

Un instant, les chefs songèrent à résister. Hyde de Neuville, cependant, qui n'avait plus foi dans le procédé insurrectionnel, si loin de Paris, préparait, dans Paris même, une conspiration qui supprimerait sur place le Consul, et les trames s'étendaient fort loin. Il voulut sonder l'opinion : le 1^{er} pluviôse (21 janvier), il fit, la nuit, afficher sur l'église Sainte-Madeleine, tendue prestement de noir, le testament de Louis XVI. Le peuple ne montra que de l'étonnement; il était clair que le royalisme ne trouvait aucun écho en dehors de quelques « muscadins » qui, ce 21 janvier, s'étaient montrés en habits de deuil, — manifestation puérile.

La Vendée capitulait. Un des agents les plus actifs naguère du soulèvement, le curé Bernier, rude partisan qui avait, de sa main, abattu plus d'un *bleu*, mais prêtre avisé et fort opportuniste, avait vu plus que personne l'inanité d'un soulèvement depuis que l'homme prédestiné avait paru. Ce prêtre réaliste admirait Bonaparte. Il s'offrit comme intermédiaire et décida les chefs vendéens à traiter enfin. Hédouville reçut, le 28 nivôse (18 janvier), les chefs de la rive gauche, d'Autichamp le premier, à Montfaucon. Le gouvernement consentit aux insurgés l'amnistie sans réserve, aux populations la liberté du culte, aux prêtres insermentés l'usage exclusif des églises, aux chefs la radiation de leurs noms sur la liste des émigrés, aux départements ci-devant soulevés et ravagés une dispense d'impôts pour trois ans. Deux jours après, les chefs de la rive droite, Châtillon en tête, signaient à leur tour. On les vit apparaître dans Nantes et Angers, transportés de joie, portant la cocarde tricolore. La Vendée était soumise pour quinze ans, — berceau

de l'insurrection de l'Ouest. Mais celle-ci s'était depuis longtemps élargie : la Bretagne et la Normandie restaient en armes. Dans le Morbihan surtout, Georges Cadoudal, magnifique chouan qui empruntait à son origine plébéienne un fanatisme tout populaire, dirigeait, d'une retraite obscure, les bandes éparses : homme de foi ardente et sans défaillance, il aimait sa guerre de landes et de buissons, les émotions de la lutte, les risques même du métier et c'était une puissance que ce géant aux larges épaules et à l'énorme tête massive et dure, — Goliath, ainsi qu'on l'appelait. Et dans le bocage normand, le comte de Frotté, enragé contre Bonaparte qu'il avait outragé dans une proclamation, continuait aussi la lutte.

Le Premier Consul voulait en finir avant d'ouvrir la campagne contre l'Autriche. Il talonnait Brune et ses brigadiers; il fallait agir vigoureusement, traquer Cadoudal, ce « malotru », ce « brigand », et, à Gardanne, chargé en Normandie de réduire Frotté et ses amis, il déclarait qu'il fallait « qu'au plus tard, au 10 ventôse, ces hommes n'existassent plus ». Si Bourmont continu à se battre : « Ne quittez vos bottes que lorsque vous l'aurez détruit », écrit-il à Brune, et encore : « J'attends votre premier courrier : il m'apportera la nouvelle de cinq ou six combats l'un sur l'autre qui finiront la guerre de l'Ouest et retentiront en Europe. »

On l'entendait : la guerre fut, en pluviôse, poussée avec la dernière vigueur, contre Bourmont, contre Cadoudal, contre Frotté. Georges, traqué, cerné, près d'être abandonné et pris, se soumit, la rage dans le cœur et accepta même de venir à Paris mesurer son illustre vainqueur. Bourmont capitula à son tour et, à la fin du mois, toutes les forces purent se tourner contre Frotté. Il hésita trop longtemps à se soumettre, entendit ne le faire qu'en gardant ses armes, donna l'impression d'arrière-pensées perfides, puis, inquiet, se livra quand il allait être pris et fut condamné à mort. On eût dû l'épargner comme les autres. Le Consul, prévenu de la prise, avait envoyé l'ordre de surseoir; mais déjà Frotté avait été exécuté. Comme, plus tard, pour le duc d'Enghien, Bonaparte put regretter le sang répandu, mais l'exécution de Frotté marquait la fin de la guerre de l'Ouest et Bonaparte voulut en faire gloire. Il en fit porter la nouvelle au Corps législatif qui, rompant, pour une minute, son silence constitutionnel, cria d'une seule voix : « Vive la République ! »

Georges Cadoudal vint donc à Paris : il accompagna chez le Consul plusieurs des chefs de l'Ouest soumis. Ceux-ci étaient des gentilshommes : en vain Bonaparte se dépensa en flatteries et en promesses : ils s'étaient soumis, mais ils refusaient de se rallier. A Cadoudal le Consul offrit le grade de général ; Georges haussa les épaules ; le partisan restait un réfractaire. Bonaparte, rebuté, se fit moins aimable ; ce Georges, il le jugea décidément un « butor » borné, et, décidément, « un malotru », comme il avait écrit ; il cessa de le caresser et lui montra soudain un hautain dédain. Ce plébéen blessé sortit plus résolu que ses compagnons nobles à reprendre la lutte sous une autre forme : « J'aurais dû prendre ce gringalet dans mes bras et l'étouffer », dit le colosse en sortant. L'idée du crime était née sous ce front bas, dans ce cœur indomptable.

Bonaparte, lui, tira de l'entretien cette conclusion que, pour conquérir ces hommes de fer, il fallait encore remporter ailleurs bien d'autres victoires. Les courberait-il même jamais ?

LES RÉSISTANCES

Il rencontrait encore d'autres résistances, et d'un bien autre genre.

Dans les Assemblées, l'opposition se faisait, il est vrai, plus prudente, du moins à la tribune. Il n'en va pas moins qu'au Tribunat, on sentait encore frémir un groupe impatient et très momentanément muet. Le projet de loi qui avait établi l'administration préfectorale avait soulevé dans les couloirs une vive émotion. Avec les préfets « on organisait, disait-on, la tyrannie ». Daunou, chargé du rapport, avait criblé de critiques ce projet et, s'il avait conclu à l'adoption, c'était, avait-il dit, « qu'il serait dangereux d'en attendre trop longtemps *le perfectionnement* ». La loi n'avait été adoptée que sur cette considération dédaigneuse par 71 voix contre 25 et, au Corps législatif, par 217 voix contre 63. Le projet de loi de l'organisation judiciaire avait failli échouer : un des articles enlevant au jury certaines causes, le tribun Thiessé avait voulu y voir une menace contre l'institution tout entière du jury ; il avait attaqué si vivement le projet que celui-ci n'avait passé qu'à 2 voix de majorité

(44 contre 42) et, chose imprévue, le Corps législatif l'avait repoussé par 190 voix contre 93. Et ç'avait été le premier échec formel du gouvernement devant une assemblée.

A la vérité, le fait était resté isolé : les Assemblées, le plus souvent, tout en témoignant, par des « mouvements », de leur désir d'opposition, finissaient toujours par se soumettre. C'est qu'elles sentaient que l'opinion ne les suivait pas : leurs tribunes publiques restaient presque désertes et, lorsqu'un scandale éclata qui mettait en cause un tribun, ex-député à la Convention et aux Conseils, convaincu d'avoir été jadis acheté par des financiers, le public, comme à l'ordinaire, affecta d'englober dans le mépris, mérité par l'improbe Courtois, les Assemblées législatives. C'était pour celles-ci une faiblesse que ce discrédit. Aussi bien n'étaient-elles pas composées de sots : ces gens comprenaient qu'il fallait rebâtir, et rebâtir vite. Le tribun Sedillez disait : « Nous sommes entraînés dans un *tourbillon d'urgence* dont le mouvement rapide se dirige vers le but de nos vœux. Ne vaut-il pas mieux céder à l'impétuosité de ce mouvement que de s'exposer à en entraver la marche ? » On « perfectionnerait plus tard », comme avait dit Daunou. Mais, tout en votant, on se réservait.

Au Conseil d'État même, si dévouée que fut l'assemblée à l'œuvre de restauration, on sentait parfois des résistances dès qu'une mesure de réconciliation nationale paraissait un désaveu, si voilé fut-il, non seulement de l'œuvre, mais des sévérités mêmes de la Révolution. Lorsqu'il avait fallu déclarer close la liste des émigrés, la section de l'intérieur, consultée par le Consul, avait semblé au moins incertaine ; Bonaparte, voyant un certain mécontentement assombrir les visages, avait dû atermoyer. On l'avait cependant pressé de passer outre ; il n'avait pas voulu, avait consenti des concessions dans la forme et trouvé une périphrase ménageante, ce qui n'avait pas empêché, le projet porté au Tribunat, les plus furieuses diatribes contre les émigrés.

Il fallait bien ménager tout le monde, parce que, sur ces entrefaites, circonstance critique, le Consul s'installait aux Tuileries. Depuis que, le 10 août, le petit capitaine Bonaparte en avait vu sortir Louis XVI traîné sous les outrages de la foule à la salle de l'Assemblée, les Tuileries avaient abrité, —

deux ans, — la Convention nationale et ses Comités, puis le Conseil des Anciens, mais le château restait cependant dans un état de délabrement tel, depuis cinq ans, qu'il avait fallu l'aménager pour que le Gouvernement s'y pût installer, le Luxembourg devant exclusivement rester le siège du Sénat. Sur les murs des Tuileries, une main grossière avait tracé ces mots en rouge *Dix Aoust* et l'on n'avait jamais effacé l'inscription évocatrice. Une autre, plus officielle, portait : « *La royauté en France est abolie; elle ne se rétablira jamais.* »

La Constitution assignait cependant les Tuileries comme résidence aux Consuls. Bonaparte qui, au Luxembourg, vivait avec une grande affectation de simplicité, ne se dissimulait pas que l'entrée aux Tuileries marquerait une phase nouvelle de sa vie, qu'il y faudrait mener un train plus digne d'un chef d'État et que, fatalement, la malveillance guetterait dans le moindre des détails un prétexte à s'exercer. Il attendit que le résultat du plébiscite fût enfin proclamé, qui donnait, on se le rappelle, 3001007 suffrages contre 1562 à la Constitution consulaire et au choix des Consuls. Le Premier Consul saisit avec empressement l'occasion que lui offrait la mort de Washington pour faire célébrer solennellement le grand magistrat américain qui, maître de la République, avait si noblement refusé de se perpétuer au pouvoir. Enfin il fit savoir que le buste de Brutus allait orner le palais restauré et inséra au *Moniteur* l'apologie de cet antique tyrannicide. A la vérité, entendant satisfaire tout le monde, il laissait dire qu'invité à s'installer aux Tuileries le 2 pluviôse (21 janvier), il ne l'avait pas voulu parce que ce jour était l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, et ce trait, faux ou vrai, de sa sensibilité fut souligné par le *Journal des Débats*.

Enfin, il entendit donner à l'installation un caractère de fête populaire et militaire. La foule y fut conviée et à peine la voiture des trois consuls, attelée de six chevaux blancs, eut-elle, le 30 pluviôse à trois heures, atteint la porte du Château que, laissant Cambacérès et Lebrun y pénétrer seuls, le Premier Consul demanda son cheval de bataille et, le lançant dans le Carrousel, passa rapidement sur le front des troupes assemblées. La foule électrisée cria : « Vive Bonaparte ! » et c'est salué par ces acclamations, qu'il se décida à entrer dans le palais des rois, mais pour y présider aussitôt une séance du Conseil

d'État, qu'il y installait avec lui, comme pour se couvrir encore de cette assemblée où siégeaient tant de *régicides*.

Ces ménagements, le Consul continuait, avec une extrême application, à les apporter à toutes choses. La vie aux Tuileries parut d'abord aussi simple qu'au Luxembourg. Si Joséphine, installée avec lui « dans le lit de ses maîtres », ouvrait son salon à d'anciens amis de l'aristocratie, c'était avec quelque prudence. Aussi bien ceux-ci ne s'y hasardaient-ils eux-mêmes qu'avec précaution. Ce n'était pas une sottise que cette créole d'apparence insouciant, mais d'esprit délié jusqu'à une certaine ruse. Ayant, à la veille de brumaire, failli être congédiée et bien par sa faute, elle était maintenant résolue à rester dans la place. Elle se savait aimée, gardant sur l'homme, qui parfois la rudoyait, l'avantage de ses charmes jusque-là presque inaltérés et qu'une étroite cohabitation lui permettait d'exercer pleinement. Mais elle comprenait qu'à se faire, sur un certain terrain, l'auxiliaire du Consul, elle s'imposerait tous les jours davantage en donnant à l'amour de l'époux un prétexte de plus à la maintenir à ses côtés.

Encore qu'elle fût restée jadis en marge de la famille de Beauharnais, et de la société de Versailles, elle n'en était pas moins apparentée, — et ses enfants, — à tout un clan ci-devant noble et resté royaliste. Il lui plaisait de s'en souvenir et les parents qui avaient dédaigné « la petite La Pagerie », « non présentée » à la Cour, et honni ensuite la favorite de Barras, maintenant revenaient à la femme du Consul dispensateur des grâces et faveurs. On vit se glisser dans son salon des femmes portant les plus grands noms de l'ancienne France, une Montmorency, une Larochehoucauld, les Crillon, les Ségur, qui, d'ailleurs, tout en fréquentant la femme, se défendaient encore de se rallier au mari. Bonaparte encourageait cependant Joséphine à attirer cette clientèle *née*. On sollicitait de M^{me} Bonaparte des radiations d'émigrés, des levées de séquestre, des mises en liberté, des grâces, — bientôt des places pour des cousins, des amis de ces cousins et des amis de ces amis. Elle s'y employait près des hauts fonctionnaires. « Je prie le citoyen Marquant d'être favorable à l'affaire du citoyen de Mun, ai-je lu dans une de ses lettres inédites. Nous prenons, Bonaparte et moi, intérêt à M^{me} Helvétius, sa belle-mère et sa famille. »

On lui était reconnaissant. « La générosité et la bienfaisance ont toujours été mises au nombre des qualités de M^{me} Bonaparte », va, sous peu, écrire un agent royaliste; et une des visiteuses : « Ce qu'il faut dire à sa louange, c'est qu'elle est la même dans sa chambre pour ses anciennes connaissances... Elle est très donnante en présents à ses anciennes amies qui lui accordent de les accepter. » On « accordait » d'accepter les services comme les cadeaux, mais c'était Bonaparte qui, sur les requêtes de sa femme, dispensait réellement les grâces, — et sur celles d'Hortense plaidant si souvent la cause des *ci-devant*, que son beau-père l'appelait sa « petite Chouanne ». On allait voir « la Consulesse » dans son salon du rez-de-chaussée; on y rencontrait peu le Consul qui entendait d'abord n'effaroucher personne, mais il y paraissait parfois opportunément. Bientôt on franchissait le pas, passant du salon du rez-de-chaussée au cabinet du premier étage. Le ralliement de droite se faisait ainsi par paliers. Et, le monde grossissant des visiteurs reçus, l'on organisait un embryon de cour, avec un *intendant du palais* et quelques *dames* de service. Les hommes y étaient encore appelés *citoyens*, mais leurs femmes s'appelaient *Madame*.

Les purs en fronçaient les sourcils. Le *Journal des hommes libres*, ne pouvant attaquer le Consul, ricanait devant les salons où se reprenaient les « appellations abolies »; les « exclusifs », jacobins non ralliés, murmuraient dans les cabarets qu'on allait bientôt « *monsieuriser* » : ce qui, à leurs yeux, acheminait aux pires réactions.

Bonaparte affectait de ne rien savoir de tout cela. Il s'absorbait dans son travail de chef d'État qui maintenant se compliquait étrangement des soucis du chef d'armée. Il ne s'arrachait à son bureau et à la salle du Conseil d'État (où l'on travaillait parfois quatorze heures), que pour passer des revues. Les *parades* du Carrousel devenaient une habitude : le peuple s'y précipitait. Une grande revue, passée au Champ de Mars, attira tout Paris, le 25 ventôse. Le Consul voulait faire acclamer les soldats qui, sous peu, allaient reparaitre sur les champs de bataille. « Par huit années de gloire, écrivait le *Moniteur*, ils ont racheté et l'imperfection de nos lois et la honte de nos mœurs. Ils ont expié nos erreurs que la postérité n'apercevra point, couvertes de leurs lauriers. » A l'un de ces soldats qui lui avait écrit comme à son ancien général, il

répondait : « Je vous aime comme mon fils. » Les soldats, acclamés par la foule, acclamaient leur grand chef. Mais, toujours ménager de toutes les susceptibilités, il affirmait sans cesse son caractère de magistrat civil et, entendant particulièrement garder ou reconquérir le monde de la pensée, il se rendait aux séances et portait volontiers le costume de l'Institut. Le 15 germinal, il se fera élire président des cinq classes et c'est ainsi le président de l'Institut de France qui remportera la victoire de Marengo. Et il ne ménageait pas seulement ces hauts penseurs, il était, dans ses formules, affable, cordial, flatteur vis-à-vis de tous, généraux, conseillers d'État et ministres.

Il le fallait. A mesure qu'approchait l'heure où le Consul, disait-on, partirait en campagne, l'on sentait les dissidences et les oppositions s'accroître, loin de diminuer. « Les partis sont confondus, terrassés sans force, sans ressource apparente, avait-on écrit dès le 7 pluviôse, *mais ils ne se tiennent pas pour éternellement vaincus*. La grandeur du gouvernement et sa puissance les étonnent, *mais ils espèrent que cette puissance... peut ne pas être inébranlable*. » Bien peu de gens, en effet, croyaient fermement encore à la durée de ce gouvernement. Les anciens *fructidorisés*, — républicains très modérés, n'avaient-ils pas entendu le consul Lebrun lui-même leur dire : « Allons, mes amis, il faut soutenir le nouveau gouvernement. *Si nous ne pouvons réussir, nous verrons à autre chose* » ? En dépit des appels pressants du Premier Consul, les discussions s'apaisaient difficilement. « *Les haines de parti sont plutôt suspendues qu'éteintes* », écrit-on de Paris à Thibaudeau. Au Tribunal, nous le savons, l'entrée de quelques proscrits de fructidor avait « fait blêmir » certains de leurs anciens proscriptionnaires. Dans la presse, si surveillée qu'elle fût, parfois la polémique se rallumait : la *Gazette de France* et le *Journal des hommes libres* échangeaient des invectives très âpres et, au *Journal des Débats*, les Bertin, tout en louant « l'expédient réparateur » que restait pour eux le Consulat, gardaient leurs convictions royalistes, — et surtout leurs antipathies contre les Jacobins, même assagis.

En revanche, *l'Ami des lois*, triomphant de l'installation du buste de Brutus aux Tuileries, en faisait le prétexte à des

attaques violentes contre « la faction de 91 » (La Fayette et ses amis) qui, ayant en vain tenté de « subjuguer le vainqueur des royalistes au 13 vendémiaire », ajoutait-il, « avait vu que ces patelins voulaient éloigner les républicains du gouvernement ».

Dans le gouvernement même, une lutte sourde divisait les ministres : Talleyrand et Fouché inauguraient déjà ces étranges relations qui allaient traverser ces quinze ans de Consulat et d'Empire et peser si singulièrement sur toute cette histoire, cette rivalité parfois aigrie et toujours active, coupée de réconciliations dangereuses pour le régime qu'ils étaient censés servir. En 1800, ils représentaient, au Ministère, les clientèles extrêmes, Talleyrand appelant dans ses salons, au grand scandale des *Hommes libres*, les *ci-devant* les moins ralliés, et Fouché sans cesse accusé près du Consul d'amitiés suspectes dans le monde des « anarchistes », talons rouges chez l'un, et chez l'autre, bonnets rouges. Les deux hommes n'étaient provisoirement rapprochés que par une commune crainte de voir les catholiques reprendre influence.

Fouché, d'autre part, se heurtait à Lucien ; celui-ci, ambitieux et autoritaire, voulait, avec le portefeuille de l'Intérieur, tout absorber, — comme Fouché au nom des nécessités de la Police générale ; déjà ils se disputaient les préfets. « Je n'ai contre moi que 65 (Fouché) et ses petits limiers », écrit Beugnot, alors l'*alter ego* de Lucien. Celui-ci entendait pousser son frère à une dictature plus prononcée, peut-être déjà à un pouvoir à vie avec désignation de son successeur, — qui, dans son esprit, serait probablement lui ; exaltant alors Napoléon, il minait Joséphine que, contre toute « la famille », Fouché soutenait, car la stérilité même de cette femme semblait à celui-ci une garantie contre le rétablissement d'une monarchie héréditaire dont, pour l'heure, il n'admettait même pas l'hypothèse. Mais Talleyrand aussi était en lutte avec Lucien qu'il traitait d'aventurier, de brouillon et de « grand estafier ». Carnot, qui venait de recevoir la Guerre, pâissait, aux yeux des trois autres, de la défaveur qui frappait les pros crits de fructidor dans le monde des « bons républicains » ; or l'ancien membre du Comité robespierriste était peut-être le seul républicain convaincu, mais il apportait au Conseil, avec ces convictions, cet esprit âpre et entier, et cette rude probité qui l'avaient rendu déjà si odieux, la veille de fructidor, à ses collègues du Direc-

toire. Et ces querelles de ministres, nourries des querelles de tout un monde de politiciens, avaient leurs échos dans les salons, les bureaux de journaux, les groupes littéraires, les classes de l'Institut et le monde même des Tuileries, — divisés tous en droite et en gauche avec dix nuances intermédiaires. Le Premier Consul, écrit Beugnot, « raccordait tout ». Mais, lui parti, ces divisions s'accroîtraient. Il ne faisait accepter là son arbitrage que provisoirement.

Dans les Assemblées, il y avait une gauche très aigrie, et qui allait, disait-on, jusqu'à conspirer pour la restauration, non d'une République jacobine, mais d'une monarchie orléaniste; car « la faction d'Orléans » tient, dans des centaines de rapports de police, une place qui nous étonne un peu. A la vérité, l'un de ces rapports, celui du 14 germinal, affirme que, si l'on fait circuler le bruit d'une conspiration qui se composerait *« des individus que leurs intérêts politiques et privés attachent le plus essentiellement à la stabilité du gouvernement »*, c'est pour faire douter à l'étranger de la solidité de ce gouvernement et retarder le départ nécessaire du Premier Consul pour l'armée. Mais Sieyès était bien déjà cet « ennemi déguisé » dont Bonaparte parlera à Rœderer. « A la première occasion, dira le Consul, il tournerait aux d'Orléans ». En attendant, Sieyès attirait chez lui les mécontents et déjà songeait, — naturellement, — à une nouvelle constitution, mais il s'entourait, à son ordinaire, de ténèbres. « Il est difficile, écrit un policier, de pénétrer ce qui se passe chez ce sénateur toujours environné du plus profond mystère. » Les Loges maçonniques ayant célébré la mémoire de Philippe Égalité, les policiers dénoncent à cette occasion Chénier, Benjamin Constant et le pauvre Duveyrier comme tenants de la faction orléaniste.

Il y avait aussi une faction militaire, et c'était peut-être la plus inquiétante. Les grands chefs militaires s'étaient tous crus frustrés par le coup d'État de brumaire : Bernadotte, Jourdan, Augereau même, avaient dit : « Pourquoi pas moi ? » Et Moreau qui, avec trop de zèle, au gré de l'opinion, avait prêté son aide à Bonaparte, le regrettait amèrement. Il avait espéré, disaient plusieurs de ceux qui l'approchaient, qu'absorbé par le pouvoir civil, le vainqueur de Rivoli lui laisserait toute la charge et tout l'honneur de commander les armées. Or

Bonaparte paraissait bien disposé à employer Moreau dans le plus haut des commandements et celui-là même que choisirait cet émule, mais nullement de lui abandonner la direction de toutes les opérations. A la vérité, le Premier Consul l'accablait de flatteries et Moreau y paraissait encore sensible. Et puis, toujours hésitant, timoré, disputé, entre sa loyauté et son orgueil, il laissait ses amis l'exalter, sans prendre encore position politique. L'armée d'Allemagne, dont il allait prendre le commandement, républicaine, violemment hostile aux « calotins » et même jacobine, allait le pénétrer de son esprit. C'était celui qu'affichaient vingt généraux, en particulier Macdonald, Beurnonville, Augereau, Jourdan, Lannes, Berthier lui-même et surtout Bernadotte.

Celui-ci semblait le chef de la coterie : sa jactance naturelle se nourrissait d'une vanité inouïe et du sentiment de ses contestables capacités. « Très ardent, d'une bravoure connue, ayant le talent d'électrifier officiers et soldats, avait-on écrit en 1796 ; despote dans sa division, on le croit flagorneur vis-à-vis de ceux dont il a besoin ; faux et dangereux ennemi, pillard comme un autre, ami d'ailleurs de la Révolution. » Beau-frère de Joseph Bonaparte par son mariage avec Désirée Clary, il puisait dans cette alliance même des prétentions, et sa femme, avec des apparences très douces, alimentait de sa rancune de fiancée délaissée, contre Napoléon, les rancœurs de l'ancien sergent Belle-Jambe. Cet « heureux cadet de Gascogne », ainsi que l'appelle son meilleur biographe, était, de l'avis d'un observateur, « capable de tout ». Il le fera en effet assez voir, car, ayant affirmé en 1796, « qu'il en était à concevoir comment il peut exister des princes », il mourra, grâce à une série incroyable de coups d'audace et de trahison, dans la peau d'un roi, — et même « légitime ». En 1800, Bonaparte, pour le séduire et l'éloigner tout à la fois, allait l'appeler au commandement de l'armée de l'Ouest, mais Bernadotte y transférerait simplement le siège des conspirations militaires qui ne vont pas cesser au cours du Consulat et de l'Empire. Et l'on croyait déjà à ces chefs mécontents partie liée avec Fouché.

Les partis extrêmes ne restaient pas inactifs. Les « anarchistes » encourageaient tour à tour le dédain ou tout au contraire les inquiétudes de la police. « Ils annoncent, en ventôse, quelque espoir de troubler de nouveau le gouvernement actuel

et de rétablir un Comité de salut public. Ils cherchent principalement à s'attacher les militaires », et, en prairial, on les signalera comme « glissant à l'oreille de ceux-ci *qu'on les envoie à la boucherie* ». On voit que les procédés n'ont jamais varié ni même les termes. En tout cas tiennent-ils, au sujet de tout ce qui se fait, des propos toujours qualifiés « d'atroces ». Ils semblent avoir tenté d'aller plus loin. Un complot fut dénoncé en germinal par la préfecture ; le Consul supprima le *Journal des hommes libres*, et invita Fouché à dresser la liste d'une cinquantaine d'individus « accoutumés à vivre des mouvements révolutionnaires ». Le ministre, qui était tourné de leur côté, accourut aux Tuileries, démentit les rapports de la préfecture, eut à ce sujet, devant Bonaparte, une vive altercation avec Lucien, et le Premier Consul, après avoir vitupéré contre les « *septembriseurs* », convaincu cependant par Fouché, renonça à sévir et laissa reparaitre « les Hommes tigres ». Il ne faisait qu'ajourner ses rigueurs.

Il était d'ailleurs, comme Fouché, plus préoccupé des royalistes. L'Ouest, officiellement pacifié, était encore plein d'arrière-chouans qui brigandaient « au nom du Roi » : sans chefs, ils pillaient, brûlaient, toujours « au nom du Roi », jusqu'en Touraine, jusqu'en Seine-et-Oise. Qu'un nouveau chef se montrât, tout pouvait, en l'absence du Consul, se rallumer. Et déjà l'on signalait que ce feu, « que la sagesse du gouvernement venait d'éteindre dans les départements de l'Ouest, menaçait d'embraser le Midi ». Autour des princes, déçus par la pacification de la Vendée, l'on parlait d'un grand plan d'insurrection de la Provence et de la Guyenne. Par ailleurs, les agences royalistes d'Allemagne, dont, quatre ans, l'action restera active, essayaient d'agiter Franche-Comté et Alsace. A Paris surtout, les agents se remuaient. Hyde de Neuville n'était nullement découragé par son échec du 21 janvier ; il réorganisait, pour le plaisir des entours du Comte d'Artois, son agence, encore que les agents du Comte de Lille, Royer-Collard en particulier, prévinsent celui-ci que ces agités allaient à un fâcheux *fiasco*. Un service de contre-police pénétrait les bureaux de Fouché et avertissait l'« ennemi » des moindres incidents survenus dans le monde politique. On répandait des brochures violentes contre « le Corse usurpateur ». Bonaparte, impatienté, avait fait fusiller un des agents, Toustain, dans la

plaine de Grenelle où d'autres « chouans de Paris » vinrent à leur tour tomber devant le peloton d'exécution. L'Angleterre répandait l'argent à travers l'Ouest et le Midi, dans les caisses des agences d'Allemagne et de Paris. Dans sa correspondance secrète, Hyde appelle toujours l'Angleterre « la Bourse », ce qui est caractéristique. A la veille de la campagne, Fouché perçut nettement une recrudescence d'agitation. Les bas-lieutenants vendéens, bretons, normands accouraient, s'infiltrant dans Paris : Bourmont, qui affectait de servir Fouché, le trahissait et tentait de l'endormir, jouant double jeu ; tout à l'opposé, Cadoudal, déjà tout à son entreprise, préparait déjà « le coup essentiel », l'assassinat du Consul que Hyde lui-même suggérerait. Il offrait, si le Consul s'absentait, d'aller derechef soulever la Bretagne ; un autre chef, celui-là de *Barbets*, Willot, se chargeait du Midi. Et chez Hyde, on songeait, renonçant à l'intransigeance, à sonder des chefs militaires jacobins et des meneurs anarchistes. Fouché saisit soudain les fils et, le 12 floréal, fit arrêter des agents, tandis que Bernadotte était envoyé en Bretagne pour étouffer toute tentative. N'avait-on pas, le 6 germinal, signalé les agents royalistes, comme affirmant que « les départements de l'Ouest se lèveraient en masse, au nombre de 80 000 hommes, au prochain débarquement que l'Angleterre avait promis » ?

A la vérité, certains royalistes désapprouvaient ces complots et vantaient le Consul. Il serait le Monck de la Monarchie des lys. Les entours de « Louis XVIII » comptaient encore sur une solution qui eût convenu à la paresse du prétendant. Il écrivit, en nivôse, une lettre à Bonaparte. En Europe, l'on disait comme une noble dame, la comtesse d'Albany, que si Bonaparte voulait rétablir le Roi, il jouirait de sa conquête, mais que, « s'il voulait régner pour son compte, il serait culbuté ou assassiné par un autre charlatan ». Le comte du Parc croit que le Premier Consul traite avec le Duc d'Angoulême, « ne voulant jamais entendre parler du Roi ni de Monsieur, qui avaient, dit-il, trop de vengeances à exercer », ce qui pouvait être un écho des propos très vifs tenus par Bonaparte à Bourmont sur « des princes indignes, chefs des espions de l'Angleterre ». On allait jusqu'à répandre, en germinal, que le Premier Consul faisait élever un jeune homme qui « ne pouvait

être que le Dauphin », l'échappé du Temple, pour le remettre sur le trône sous sa régence !

D'autres royalistes n'en demandaient pas tant. Ils se ralliaient, mais leur ralliement, rarement enthousiaste (« on ne l'aime pas, on le préfère », écrivait l'un d'eux), desservait parfois le Consul. Ils se rapprochaient de l'homme et non du régime, sondaient Talleyrand, Lebrun, Joséphine, mais sans s'engager, ou bien ils formulaient des espoirs alors compromettants de réaction. Sans doute les jeunes gens, « tournant les yeux vers le soleil levant », se ralliaient-ils, eux, très franchement à la gloire et, s'engageant sous les drapeaux consulaires, comme Philippe de Ségur, Choiseul-Meuse et d'autres, faisaient dès lors bon marché des revendications qui se formulaient près d'eux. Mais ils étaient fort aigrement blâmés par leurs familles et presque autant les Coigny, les Crillon, les Vergennes, les Castellane allant simplement danser chez Talleyrand. Des émigrés rentraient par tolérance et venaient, par petits paquets, grossir le monde royaliste opposant ou, tout au contraire, encouragés par cette première faveur, prétendaient s'imposer. Les *fructidorisés* eux-mêmes réclamaient une réaction : chez Elisa Bonaparte, Fontanes, Fievée, rappelés, aspiraient ouvertement à toutes les mesures contre-révolutionnaires et voulaient l'institution prompte d'un nouveau trône. C'étaient eux qui lançaient Chateaubriand et son *Génie du Christianisme*, le néo-catholicisme.

C'est que les catholiques de leur côté débordaient le Consul. En dépit de la loi, ils voulaient faire sonner leurs fameuses cloches. On le tolérait ici, on le défendait là, mais partout les populations rompaient les faibles obstacles que les magistrats leur opposaient, n'admettant ni des demi-mesures de justice, ni une demi-victoire de la tolérance.

De ces demi-mesures, de cette dernière victoire, le parti philosophe cependant était exaspéré. Les journaux de gauche vitupéraient : le *Journal des hommes libres* du 1^{er} prairial dénonçait les audaces de la « prêtraille », car « tout ce qui sent la prêtraille ne sent pas bon ». La police surveillait d'un œil terrifié l'affluence des fidèles : le Vendredi saint, le jour de Pâques, les églises rouvertes étaient remplies, et des agents dénonçaient que, dans l'église des Carmes « on employait

tous les moyens de faire haïr la République ». On dressait procès-verbal aux marchands qui, fermant boutique le dimanche, refusaient maintenant de respecter le *décadi* républicain. Fouché luttait vivement contre la poussée catholique : il épaulait les prêtres constitutionnels, essayait de galvaniser la malheureuse Église révolutionnaire discréditée et défaillante, lançait des circulaires contre les « prêtres fanatiques », proclamait que les seules cérémonies décadaires restaient officiellement admises, obtenait même des Consuls un arrêté dans ce sens ; car Bonaparte lui-même ne voulait pas qu'on allât trop vite, remettant à plus tard les grandes mesures qui régleraient cette situation déréglée. Mais, tandis que les philosophes, alarmés, parfois exaspérés, se désolaient du retour à la « superstition » ; les catholiques, impatients, s'indignaient des limites et des entraves mises encore à la restauration du culte. Et il en était ainsi dans tous les domaines : les journaux de gauche dénonçaient les progrès de la réaction, tout en affectant d'en laver le Consul ; les journaux de droite s'en autorisaient pour l'inviter à oser.

L'ACCORD AVEC L'OPINION

Indifférente aux réclamations, protestations, résistances des partis, la grande masse, heureusement, faisait crédit au Consul.

L'opinion était pour l'accord par l'oubli. « S'il est impossible d'oublier le passé, il vaut mieux sans doute y rester attaché par des regrets que par des ressentiments », écrivait raisonnablement *la Gazette de France* ; et un autre journal s'étonnait que « quelques brouillons cherchassent à réveiller l'ancienne rivalité des Constituants et des Conventionnels », ajoutant « *qu'il ne faut exclure personne* ». C'était la note qui plaisait le plus à l'opinion. Il lui plaisait aussi qu'on ressuscitât le mardi-gras, la promenade de Longchamps, les distractions traditionnelles jadis interrompues. On louait le Consul de la fermeté avec laquelle il se prononçait contre « les sangsues de l'État, les infidèles fournisseurs ». Le peuple de Paris courait avec allégresse aux revues militaires, aux parades du Carrousel. On faisait un sort à tous les mots de Bonaparte. D'anciens jacobins et d'anciens royalistes qui, pareils à ce paysan dont parle Beugnot, « ne savaient trop ce qu'il leur était per-

mis d'être aujourd'hui », se taisaient et attendaient, prêts à approuver tout ce que ferait le Consul.

La banque, le commerce, l'industrie montraient de l'inquiétude; mais les ouvriers aucune. « *C'est parmi les ouvriers, dit un rapport du 12 pluviôse, que l'on remarque particulièrement les progrès de cette confiance.* » Ceux qui chômaient demandaient de s'enrôler, tout comme un Ségur, « dans les troupes en partance ». Et si l'on se plaint de la cherté croissante des prix, « ces plaintes, affirme un observateur, ne sont mêlées d'aucune réflexion contre le gouvernement ».

Quant aux paysans, dont beaucoup se satisfaisaient de la réouverture des églises accompagnée d'assurances formelles que rien ne serait changé à la nouvelle propriété, ils partageaient le sentiment que traduit naïvement un brave Beauceron de Neuville-aux-Bois. « Présentement il (Bonaparte) fait justice à qui il appartient... C'est un homme de Dieu! » La confiance s'exprimait naïvement; des paysans poursuivis disaient : « Qu'on nous conduise au grand Bonaparte, il verra que nous sommes de bons citoyens », et d'autres : « Bonaparte connaît nos besoins, il nous fera payer. »

Ni Bonaparte, ni les diverses oppositions n'ignoraient ces sentiments. Le Premier Consul y trouvait son principal motif à aller de l'avant, mais il était désireux de ne rien brusquer tant que son autorité, encore battue en brèche par tant de gens, ne serait pas assise par un grand coup. Le jour où, par une victoire éclatante, remportée par lui, il aurait rendu la paix certaine, il pourrait tout oser et passer des demi-mesures aux grandes décisions.

Chose curieuse, les partis ne désiraient pas moins que lui une bataille, mais, chose odieuse, parce qu'ils espéraient une défaite. Que Condé écrivit avec joie, le 27 février 1800 : « La guerre! la guerre! la guerre! », la chose ne pouvait étonner de ce fils de saint Louis, depuis dix ans fourvoyé, et de ses amis aliénés par la haine de la Révolution. Qu'un prêtre royaliste laissât percer, dans une lettre qui fut interceptée le 10 avril 1800, l'espoir qu'après une campagne sanglante, « le Tribunat et le Corps législatif mettraient Louis XVIII à la place de Bonaparte » et que les exclusifs d'extrême gauche, oublieux des préceptes de Danton, essayassent d'ébranler le moral des troupes et déclaras-

sent « attendre tout des événements qui se passaient en Italie », telle chose peut un peu plus étonner. Mais il y a pis : on a le sentiment très net que, dans le gouvernement même, certains ministres envisageaient sans déplaisir extrême la perspective d'une défaite qui, sans faire sombrer Bonaparte, le diminuerait et le leur livrerait, et il est certain que, d'un Sieyès à un Benjamin Constant, peut-être même d'un Bernadotte à un Talleyrand, — sans parler d'un Cadoudal et d'un Hyde de Neuville, — beaucoup eussent souscrit à la phrase que traçait l'intempérante Germaine de Staël : « *Le bien de la France exige qu'elle ait des revers.* »

Que ces revers fussent ou non désirés, chacun était prêt à profiter de la première défaite pour faire prévaloir sa coterie et sa propre fortune. En attendant qu'on y vint, le départ du Consul tout au moins permettrait qu'on se concertât et qu'on préparât les coups d'État par les intrigues. C'est bien ce qui, dans ce départ, annoncé trois fois et trois fois démenti, du Consul pour l'armée, inquiétait l'opinion. « On ne s'occupait que de ce départ. » Les uns l'espéraient, dit un rapport, les autres, plus nombreux, le redoutaient.

Bonaparte, lui, y aspirait. Il ne l'avait différé que par sagesse, mais il jugeait une bataille livrée et gagnée par lui à tous égards nécessaire. « *Une victoire*, dit-il à Joseph, *me laissera maître d'exécuter ce que je voudrai.* » En fait, elle ne trancherait pas seulement le problème de la politique internationale : abattant les oppositions, elle permettrait au Consul de se libérer de la demi-contrainte que, depuis sept mois, il devait s'imposer et de donner enfin satisfaction sans réserve aux vœux de la masse. Il n'était pas évidemment sans inquiétude sur les jours qui allaient s'écouler avant le grand événement. « *Frappez vigoureusement le premier, quel qu'il soit*, qui s'écartera de la ligne, écrit-il aux deux Consuls, *sortes de régents, c'est la volonté de la France.* » Mais il n'était pas inquiet du lendemain. Jamais il ne s'était senti à ce point porté par la fortune. Il savait déjà comment il surprendrait l'ennemi et où il le frapperait.

Il partit le 16 floréal, sûr de le vaincre et, par là, de régner.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

L'AVIATION POSTALE

SES PROGRÈS ET SON AVENIR

L'aviation s'est imposée, jusqu'à présent, à notre admiration par une succession de vols glorieux, de prouesses individuelles, de records battus en hauteur, en longueur, en durée ou en charge. On sait moins, dans la masse du public, que de tous ces merveilleux progrès, il est sorti des organisations régulières, mises à sa disposition pour le transport de la correspondance sur les grandes routes internationales. C'est cet effort combiné des Gouvernements, des Administrations de postes, des Sociétés privées, sur lequel il convient d'attirer l'attention du grand public, celle surtout du monde des affaires, pour que celui-ci, à son tour, mette en pleine valeur l'avion postal par l'utilisation de ses services.

Si la sentence anglaise *Time is money* reste toujours vraie, ce mode de transport aérien comporte un principe d'économie dans le temps, qui doit être générateur de bénéfices pour les pays qui sauront mieux mettre à profit, dans leurs échanges commerciaux, toutes les ressources de l'aviation.

La conquête de l'air s'est encore affirmée, en 1928, par la création d'une ligne aéro postale régulière d'Europe à Buenos-Aires, soit 12450 kilomètres parcourus en huit jours, avec la perspective d'une réduction de la durée de ce trajet à quatre jours, lorsque la traversée de l'Atlantique, de Dakar au Natal, pourra s'effectuer en hydravion. Magnifique succès, dont l'honneur revient à la France et que nous voudrions rétrospectivement célébrer, en montrant ce qui a été fait, ce qui reste à faire, et surtout ce qui ne peut se faire sans le concours d'une vaste clientèle commerciale, susceptible d'apporter au service

aéropostal un autre aliment de profits que celui des subventions de l'État.

LES DÉBUTS DE L'AVIATION POSTALE

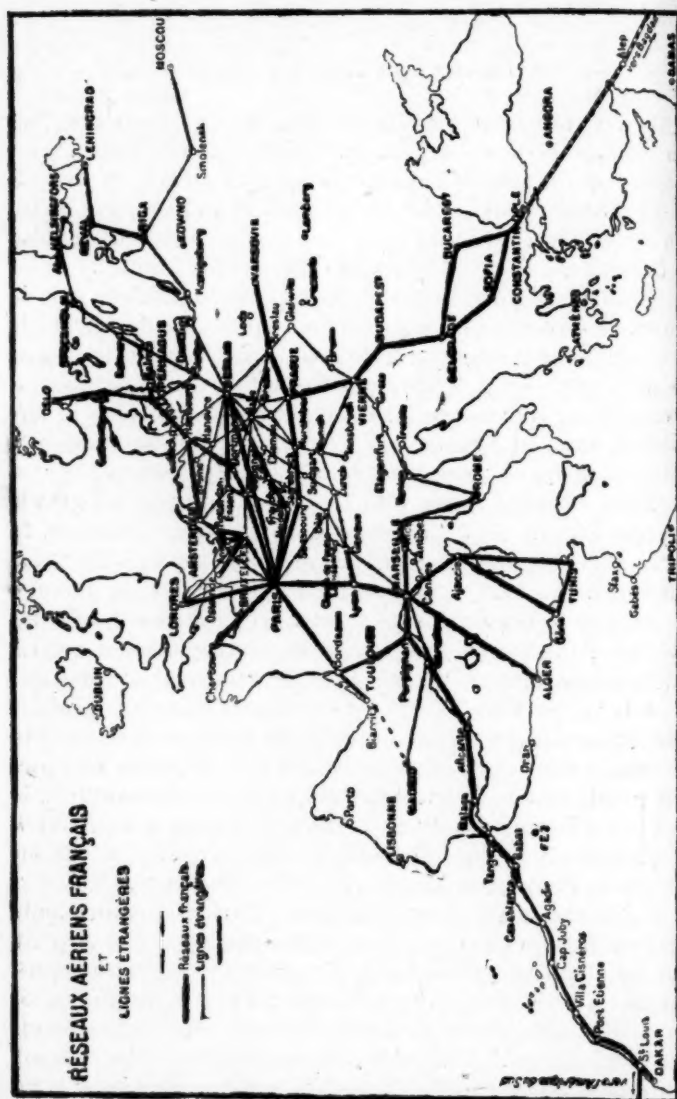
Si l'on recherche les origines de l'aviation postale, il faut en voir le point de départ, du moins pour la France, dans l'année qui a précédé la guerre, alors qu'en 1913, on organisait le premier courrier aérien, en confiant au lieutenant Ronin un sac de dépêches de dix kilos pour être porté de Villacoublay à Bordeaux, puis dirigé par paquebot vers les Antilles.

Pendant la guerre, l'aviation fut encore utilisée sous la forme de service postal, pour communiquer avec les centres de ravitaillement et de concentration de l'armée américaine; mais ce n'est qu'à partir de 1919 que l'idée fut reprise administrativement sur le parcours Paris-Nice, et que des Sociétés se formèrent, tant en France qu'à l'étranger, pour les transports internationaux des passagers, colis et correspondances.

Ainsi fut établie, dès 1919, par la Compagnie des grands express aériens et la Société des messageries aériennes, la ligne Paris-Londres, aujourd'hui exploitée par la Compagnie Air-Union. En 1922, la Compagnie Franco-Roumaine, devenue la Compagnie internationale de navigation aérienne, créa les liaisons Paris-Varsovie et Paris-Constantinople, avec escales à Strasbourg, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade et Bucarest.

A la fin de 1924, la ligne Paris-Bruxelles-Amsterdam fut mise en service par la Société générale des transports aériens (Farman). Cette ligne est actuellement la grande voie aérienne desservant, avec la collaboration des Compagnies étrangères, le nord de l'Europe. En 1926, la même Compagnie a ouvert à l'exploitation une ligne Paris-Berlin par Cologne, qui met en relation la France avec tout le réseau de l'Europe centrale.

En même temps que s'établissaient ces communications inter-européennes, la Compagnie générale aéropostale exécutait tout un plan destiné à relier la France à ses colonies ou protectorats d'Afrique. Le 1^{er} septembre 1919, la ligne Toulouse-Casablanca fut ouverte au trafic régulier, puis prolongée en juin 1923 jusqu'à Dakar. D'autre part, des études étaient poursuivies en Argentine et au Brésil, d'accord avec les pays intéressés, pour l'établissement de la ligne Natal-Buenos-Aires,



qui devait permettre, dans la suite, une liaison directe de l'Amérique du sud avec le Continent européen.

En 1921, une ligne Antibes-Ajaccio par hydravion (Lioré-Olivier) entra en exploitation, pour être reprise ensuite par la Compagnie Air-Union, qui l'a prolongée jusqu'à Tunis.

Vers 1927, furent entrepris des voyages d'essais entre Marseille et Alger, ligne dont la création rencontra de nombreuses difficultés par la voie directe. Aujourd'hui, la liaison aérienne est établie pour le transport du courrier trois fois par semaine.

A cette date, une nouvelle Société, L'Air-Union Ligne d'Orient, a préparé l'organisation d'un réseau dirigé vers l'Orient méditerranéen. Une ligne Marseille-Athènes-Syrie a été mise en exploitation, après entente avec l'Italie, en 1929.

On peut donc dire qu'actuellement la France est en liaison postale avec les principales capitales de l'Europe, et qu'elle communique, par ses propres lignes, avec l'Afrique, l'Orient et l'Amérique du sud; elle peut aussi atteindre les Indes, via Le Caire, Bagdad, jusqu'à Karatchi, par l'entremise des lignes impériales anglaises, en attendant, dans un avenir prochain, une liaison avec nos possessions d'Extrême-Orient.

Notre but n'étant pas de faire une étude d'ensemble sur l'aviation commerciale, nous ne nous attarderons pas à la description des lignes de Paris-Londres, Paris-Berlin, Paris-Amsterdam, Paris-Copenhague ou Paris-Prague, avec prolongement sur Varsovie, Vienne ou Constantinople et d'autres encore, bien connues du public, et plutôt spécialisées pour le transport des voyageurs. Nous limiterons notre exposé au service postal, en prenant comme exemple les lignes qui donnent les résultats les plus intéressants dans cette branche d'exploitation, tant au point de vue de la régularité du transport que de l'économie de temps.

La Compagnie aéropostale possède, par voie de concession, la ligne France-Maroc, avec point de départ à Toulouse ou Marseille; elle fonctionne depuis septembre 1919, et voici le nombre de lettres transportées par période de deux années :

1920-1921	509 866
1922-1923	4 366 215
1924-1925	11 528 784
1926-1927	12 546 368

Cette progression s'est encore accentuée pendant la seule année 1928, qui a enregistré un total de 10 812 000 lettres, constituant un monopole de fait pour la voie aérienne; ces lettres ont parcouru la distance de 1 845 kilomètres en une journée, c'est-à-dire avec un gain de 3 jours, par rapport à la voie maritime. C'est le Maroc à vingt-quatre heures de Paris, pour une lettre arrivée le soir à Toulouse et réexpédiée par train rapide.

Dans une seconde étape, la ligne du Maroc a été prolongée jusqu'à Dakar, sur un parcours de 2 850 kilomètres à travers des contrées désertiques, accessibles seulement par la voie aérienne. C'est la partie stérile et dangereuse de l'exploitation, mais le résultat n'en est pas moins de premier ordre, puisqu'il permet d'atteindre Dakar et Saint-Louis, au cœur de notre colonie de l'Afrique occidentale.

Enfin, dans une troisième phase, la Compagnie aéropostale a conçu et réalisé l'audacieux projet d'établir, par delà l'Atlantique, la liaison avec les grandes capitales de l'Amérique du Sud : Buenos-Aires, Montevideo, Rio de Janeiro, et prolongement jusqu'au Chili et au Paraguay, mettant ainsi en communication postale trois continents, Europe, Afrique et Amérique, traversés aujourd'hui en huit jours par l'oiseau aux ailes rapides. Demain, ce sera le vol par-dessus la mer mouvante et la durée de ce beau périple réduite à quatre jours, magnifique progrès humain qui mériterait d'être célébré avec des vers non moins qu'avec des chiffres.

Pour toute poésie, donnons ici le trajet et l'horaire de la ligne France-Rio-Buenos-Aires, en exploitation une fois par semaine, aller et retour :

Trajet de Toulouse à Dakar, sur 4 695 kilomètres, parcours en trente-deux heures. Par avisos de la Marine, de Dakar à Natal, sur 2 890 kilomètres, en 110 heures. Par avions, de Natal à Buenos-Aires, sur 4 650 kilomètres, en trente-six heures. Total six jours et demi pour atteindre Rio de Janeiro et sept jours et demi pour la capitale de l'Argentine, alors que les bateaux les plus rapides, au nombre de quatre à cinq en service régulier, mettent quinze jours au minimum d'Argentine en Europe jusqu'au port le plus rapproché, et dix-huit à vingt jours pour les autres courriers. Soit un gain moyen d'environ huit jours. En d'autres termes, une lettre mise à la poste le samedi après-midi à Paris, est distribuée le samedi

suivant à *Rio de Janeiro*, et le lundi d'après, à *Buenos Aires*.

Mais nous ne sommes pas au bout de notre étonnement. Le coût de la surtaxe postale aérienne, en plus du port régulier, est le suivant : pour le Brésil, 7 fr. 50 par 5 grammes ; pour l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili, 9 fr. par 5 grammes. Ainsi, la lettre de 5 grammes pour Buenos-Aires devra être affranchie à 1 fr. 50, taxe ordinaire pour l'étranger, plus 9 francs, surtaxe aérienne pour l'Argentine, soit au total 10 fr. 50, la surtaxe étant équivalente à la moitié du prix d'un mot transmis par câble pour la même destination.

Une statistique pour la première année d'exploitation nous apprend que déjà 772 000 lettres ont pris la voie aérienne, nombre il est vrai très modéré lorsqu'on le rapproche des 150 millions de lettres, transit compris, qui s'échangent annuellement entre l'Europe et l'Argentine.

De cet exposé d'un vertigineux progrès postal, il ne faudrait pas conclure que nous sommes en pleine féerie dans cette exploitation où le courage individuel doit être doublé par un constant effort de perfectionnement. A chaque escale, il faut prévoir un terrain d'atterrissage, puis le balisage pour les routes de nuit, les hangars, ateliers de revision et réparation, logement du personnel, etc. Le service de la Compagnie aéropostale comprend 218 avions, 21 hydravions, 1351 moteurs et emploie un personnel de 80 pilotes et 30 chefs mécaniciens. En cas d'atterrissage forcé, un appareil alerté par T. S. F. à l'aéroplace le plus proche, vient sans retard s'emparer du chargement, car ce qui importe avant tout, c'est la régularité des horaires.

Enfin, comme ce service n'a des moyens de développement que s'il est largement utilisé et, autant que possible, rémunérateur, il est intéressant de signaler qu'à chaque parcours hebdomadaire, il est transporté de 30 à 40 sacs de courrier, représentant une recette d'environ 100 000 fr. Ce premier résultat sera dépassé quand le trajet sera réduit de moitié par la substitution de l'hydravion à l'avis, prévue pour 1930, et, dans les projets futurs, la liaison de l'Amérique du Sud avec l'Amérique du Nord, en huit jours.

Regardant plus loin encore dans l'avenir, qui nous réserve la liaison directe de l'Europe avec les États-Unis, nous marchons vers la réalisation du tour du monde d'une lettre en moins de vingt jours.

LES PROBLÈMES NOUVEAUX POSÉS PAR L'AVIATION POSTALE

Nous avons pris comme exemple la ligne France-Amérique du Sud, d'abord parce qu'elle est française dans sa conception et dans son exécution, puis parce qu'elle nous permet de raisonner les grands problèmes commerciaux et bancaires que soulève le transport par avion.

Ces problèmes se présentent sous divers aspects, suivant qu'il s'agit d'intérêt ou de change ou même d'assurance, toutes questions se référant aux transports par avion de chèques, traites ou autres signes monétaires ou fiduciaires. C'est, en effet, pour cette catégorie de courrier que ce nouveau système postal révèle toute son utilité. Certaines affaires, traitées par correspondance, peuvent supporter la longueur du transport par bateau; il en est même qui gagnent à mûrir pendant la traversée; mais tout ce qui représente des transferts de fonds exige la rapidité, car l'argent est fluide et le créancier a d'autant plus hâte d'encaisser que son débiteur est plus lointain. C'est le cas pour le chèque, pour la traite à trois jours de vue ou pour la traite à quatre-vingt-dix jours, dont il convient d'obtenir l'acceptation dans le plus bref délai pour la rendre escomptable, c'est-à-dire pour en faire de l'argent.

Nous n'avons encore aucune statistique des résultats pratiques de cette économie de temps dans les transactions entre la France et l'Amérique du Sud. Mais il en existe une aux États-Unis, pour la grande ligne aérienne de New-York à San Francisco sur laquelle s'embranchent, dans son parcours de 4400 kilomètres, des liaisons avec l'intérieur du pays. Sur cette grande artère postale, on évalue à 7200 millions de dollars le montant des chèques et papiers d'affaires qui ont circulé, par voie aérienne, en 1927. Une autre statistique nous apprend que les bénéfices réalisés sur les intérêts des effets de commerce, chèques ou traites transportés sur la ligne New-York-San Francisco ont atteint, pour certains voyages postaux, jusqu'à \$ 250 000, correspondant à un gain de temps réalisé par l'avion sur le rail, d'environ soixante-quinze heures, soit trois jours, trois heures.

Pour calculer ce que peut être ce gain dans les rapports commerciaux et bancaires entre l'Europe et l'Amérique du

Sud, il suffit de rappeler que l'intérêt d'un effet de commerce de 100 000 francs à 6 pour 100 l'an, représente 16 fr. 66 par jour. Si l'on rapproche ce chiffre, en apparence modeste, des milliards de francs que comportent les seules transactions de laine et de blé entre les deux continents, ou les exportations de café du Brésil, on peut concevoir l'économie réalisée sur le taux d'intérêt pour celui qui se met en mesure de régler un paiement par une voie plus rapide, ou le bénéfice de celui qui l'encaisse dans un minimum de temps, en réduisant, par voie de conséquence, la durée de son risque.

Voici maintenant la question légale et bancaire que soulève le paiement des chèques transportés par avion. Aux termes de l'art. 5 de la loi du 19 février 1874 : « Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire et le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à la première réquisition, sont nulles de plein droit. » En fait, dans la pratique courante des affaires, il est le plus souvent convenu, entre le tireur et le tiré, que le paiement du chèque est subordonné à la réception de l'avis d'émission, en vue d'écarter les chances de fraude ou d'erreur. Or, dans ce cas, il faut prévoir la réclamation du bénéficiaire, lequel tient en mains un chèque payable, nonobstant toutes stipulations contraires, et peut, par conséquent, le faire protester aux risques de l'émetteur. Ici le remède n'est pas loin du mal, car il suffit à celui qui demande un chèque à son banquier de faire connaître son intention de l'expédier par avion, afin que l'avis d'émission suive le même chemin, en évitant ainsi des retards de paiement ou des réclamations par câble.

Mais alors, une autre question se pose. Les effets tirés sur une place étrangère sont cotés sur le marché, à des prix qui tiennent compte non seulement du change, mais également de l'intérêt de l'argent jusqu'à présentation. Cet intérêt est donc calculé d'après les délais habituels d'expédition par voie maritime pour ce genre de transactions, de telle sorte que le banquier émetteur se trouve lésé si l'effet en question, arrivant à destination dans un temps moitié moindre, est payé avant le terme prévu par la cote du change, le tout se traduisant par une diminution de son profit d'intérêts sur ses soldes en compte chez son correspondant payeur.

Là encore, la solution est à la portée des banques inté-

ressées au développement de ces opérations. Pour concilier les deux points de vue, celui du client qui veut encaisser son chèque ou négocier sa traite par les voies les plus rapides, et celui de la banque qui l'a vendu en tenant compte, à son profit, d'un certain nombre de jours d'intérêt avant la présentation, il paraît possible d'envisager une cotation spéciale pour les effets transportés par avion. Le taux correspondant à ces remises aéropostales s'intercalerait entre le taux du change télégraphique et celui de la voie maritime, les avis d'émission étant, bien entendu, expédiés par la même voie. Le nom en tout cas est déjà trouvé : le *change avion*.

Telle est la question qui a été soumise récemment à l'Union syndicale des banquiers, en vue d'examiner si la France n'avait pas à prendre, en cette matière, l'initiative d'une réglementation conciliant les intérêts en présence, et ouvrant la voie, dans le monde des affaires, à l'utilisation de l'aviation postale.

Les avantages de la voie aérienne ne sont pas limités aux opérations bancaires, et ce serait un jeu facile que de montrer quelle révolution l'emploi de ce mode de transport rapide doit apporter dans les échanges commerciaux entre nations. Le simple fait que la poste aérienne peut se charger d'un échantillon lui crée, en sus du prix, une supériorité sur le câble. Cet échantillon, ainsi transporté, permet de conclure une affaire dans un délai souvent réduit de moitié par rapport à la voie ancienne, avantage se traduisant par une diminution de risque lorsque la marchandise est sujette à fluctuations.

Avec nos moyens actuels, et dans le cas où une affaire ne peut se traiter que par correspondance avec échantillon, une lettre part le soir, circule la nuit et arrive à destination le lendemain matin, ce qui permet de conclure en vingt-quatre heures et d'avoir la réponse le surlendemain, par retour du courrier. Mais cette transaction n'est possible par la voie ferrée que sur 500 à 600 kilomètres. Or, aujourd'hui, elle devient réalisable, dans le même temps, par la voie aérienne, sur 1500 kilomètres, c'est-à-dire dans un rayon où se trouvent beaucoup plus de villes importantes, atteintes par l'avion.

Pour les commerçants et les industriels, ce sont des débouchés subitement ouverts, les marchés anciens décuplés d'importance, le connaissement arrivé avant la marchandise

et pouvant repasser en d'autres mains, pour les banques les envois d'or. Ajoutons même, pour le profane, que c'est la robe de bal ou le bijou qui arrive opportunément pour une fête.

Et, pour terminer sur cet intéressant sujet par une initiative venue de France, rappelons que le regretté président Dal Piaz a expérimenté, sur le paquebot *Ile de France*, un service dont il faut reconnaître l'ingéniosité. Un avion lancé par catapulte, alors que le navire est encore éloigné du rivage, fait gagner au courrier 24 heures sur la durée du parcours maritime. L'expérience méritait d'être tentée, en attendant l'autre grand progrès que nous réservent l'audace de nos aviateurs et la qualité de notre matériel : le service postal, par voie aérienne, entre l'Europe et les États-Unis.

REGARD SUR L'AVIATION POSTALE AMÉRICAINE .

Il n'est pas sans intérêt de jeter un regard sur ce qui s'est fait à l'étranger pour l'amélioration du service postal, par l'utilisation de l'avion et notamment aux États-Unis où les distances énormes entre les deux rives du Pacifique et de l'Atlantique ont permis de créer un réseau intérieur pour le transport du courrier par la voie des airs. De ce rapide exposé, nous tirerons d'utiles indications pour l'amélioration de notre propre service, car si l'on est fier quand on se considère, on devient assez humble lorsqu'on se compare avec d'autres pays, qui ont inclus l'organisation d'un service aéropostal dans un vaste plan de développement de leur aviation commerciale.

Pour les États-Unis, nous ferons appel à l'excellente documentation contenue dans le rapport de M. Dautry au Conseil national économique sur l'aéronautique marchande française, comme aussi aux suggestives communications sur l'aviation commerciale en France et à l'étranger, faites au « Comité national d'études » par le général Boucabeille et le colonel Wateau, au retour de leur mission aux États-Unis, en 1928.

Jusqu'en juin 1927, l'Administration des Postes exploitait elle-même la grande voie transcontinentale New-York-San Francisco, ainsi que la ligne de nuit New-York-Chicago; mais, depuis la mise en vigueur de la loi Kelly, toutes les installations ont été passées au ministère du Commerce, et l'exploitation à l'industrie privée. Sur cette artère centrale, s'embranchent

aujourd'hui 23 lignes, le tout desservi par 21 Compagnies.

Nous n'entrerons pas ici dans de longues explications sur la question de savoir quel peut être, en matière d'aviation postale, le meilleur exploitant, l'Administration publique ou le concessionnaire privé. Les États-Unis ont estimé que la concurrence était un élément de progrès et que les pertes de ce service seraient réduites quand le concours de l'État se traduirait par une subvention maxima de \$ 3 pour chaque livre de courrier transportée, l'État gardant la charge de l'infrastructure et de la publicité.

Donc, les Compagnies, dégagées des frais de l'infrastructure et de l'installation des aérodromes laissés aux soins des collectivités locales intéressées, telles que les municipalités, il ne reste plus aux concessionnaires que la tâche d'assurer le bon fonctionnement de la ligne et de couvrir les dépenses d'exploitation et d'administration, au moyen de la surtaxe de 5 cents par once, tarif récemment abaissé à ce chiffre pour développer l'utilisation du service aéropostal. L'État intervient encore dans l'organisation des bureaux de poste, du service de liaison automobile urbain, dépense qui peut se chiffrer par un million de dollars annuellement, sur un budget total pour l'aviation postale, de 4 millions de dollars en 1928, et prévu à 6 millions de dollars en 1929. Le résultat de cet effort combiné des Compagnies concessionnaires et de l'État pour le développement de l'aviation postale, ne s'est pas encore traduit, pour la plupart des Compagnies, en bénéfices appréciables, mais le déficit tend à disparaître à mesure que le prix de revient s'abaisse, par suite de l'augmentation du trafic permettant d'utiliser l'avion au plein de sa capacité de transport.

Les statistiques nous apprennent qu'en 1927, il a été payé \$ 1 363 227 pour le transport de 473 102 livres de courrier représentant environ 18 millions de lettres. On estime qu'à l'heure actuelle, 5 ou 6 pour 100 environ de la correspondance est transporté par la voie aérienne. Cette proportion est jugée encore très insuffisante; aussi l'Administration des Postes chargée de la propagande multiplie-t-elle les moyens de publicité : tracts, affiches, boîtes aux lettres jusque dans les hôtels, remise d'enveloppes toutes prêtes pour la poste aérienne.

Pour compenser le grave inconvénient résultant du fait que les aérodromes sont assez distants des grands centres, — 40 kilo-

mètres pour New-York, presque autant pour Chicago et la baie à traverser jusqu'à Oakland pour San Francisco, d'où perte de temps très appréciable, l'Administration des Postes a réalisé des prodiges d'activité pour le triage des lettres et leur distribution. A Chicago, où se trouve un nœud de routes aériennes, on peut voir, à la nuit tombante, arriver en quelques instants les avions des lignes postales venant de San Francisco, Los Angeles, Kansas City et New-York. Le courrier est aussitôt trié sur place et, une demi-heure après, il repart dans les différentes directions, afin qu'il n'y ait aucun retard dans les distributions.

Quant à l'économie de temps sur les longs parcours, elle est d'autant plus grande que l'avion marche la nuit, grâce au balisage des routes, assuré par les soins du Gouvernement, avec des terrains de secours pour l'atterrissage et des phares puissants pour l'éclairage. C'est ainsi que la distance New-York-San Francisco est parcourue en trente-six heures, alors qu'avec le chemin de fer, il faut compter un délai de cinq jours.

Il n'entre aucunement dans notre pensée d'établir une assimilation entre ce réseau américain et les essais qui ont été faits en France pour créer un réseau intérieur. Dans ce pays à distances considérables, pourvu d'agglomérations énormes, les villes d'un million d'habitants ne sont pas rares, celles de 300 000 sont nombreuses, et celles de 100 000 habitants se rencontrent constamment. Aussi, peut-on compter sur un afflux postal susceptible d'assurer l'exploitation rémunératrice d'une ligne aérienne. Mais ce que l'on peut dire en faveur de l'organisation postale américaine, c'est qu'elle répond à une conception générale de développement, à un besoin de gagner du temps, d'économiser de l'argent, à une combinaison d'efforts entre l'État et les industries privées pour faire servir au progrès américain ce magnifique instrument de rapprochement entre l'Amérique de l'est et celle de l'ouest, séparées par plus de 4 000 kilomètres, ou leur liaison avec les pays voisins, le Canada, le Mexique, l'Amérique centrale et, dans un avenir très rapproché, avec l'Amérique du Sud vers le Pérou et jusqu'au Chili.

L'AVENIR DE L'AVIATION POSTALE

Quand il s'agit d'aviation, il est assez difficile d'être prophète, car la réalité a toujours dépassé les rêves les plus

utopiques. Qui pouvait supposer, au début du *xx^e* siècle, si ce n'est un Jules Verne, que Coste et Le Brix, partis de Tokio le dimanche de Pâques à 7 heures du matin, arriveraient au Bourget le samedi suivant, à 6 h. 15 du soir, parcourant, à travers deux continents, une distance de 16 150 kilomètres en un temps de vol de 109 heures, plus 54 heures pour le sommeil, les réparations et le ravitaillement. Merveilleuse prouesse sportive, mais qui peut être transformée demain en une organisation commerciale, attendu que la voie aérienne est déjà exploitée hebdomadairement pour le courrier jusqu'aux Indes via Karatchi et jusqu'à Batavia, en attendant le prolongement prochain vers Calcutta, Rangoun et Singapour.

Cet avenir, nous ne le limiterons pas, pour la France, au transport du courrier dans l'intérieur du pays, car les distances ne sont pas assez longues pour justifier la supériorité de l'aviation sur le train, quand celui-ci emporte les sacs postaux le soir, dans un rayon de plus de 500 kilomètres et présente le maximum de régularité. Il existe bien, d'après l'annuaire des P. T. T., cinq lignes aériennes : Paris-Strasbourg, Paris-Lyon-Marseille, Marseille-Perpignan, Toulouse-Perpignan, Lyon-Genève, mais elles ne sont que faiblement utilisées, malgré les pressants appels de l'Administration, quand elle oblitère le timbre de nos lettres en nous tirant l'œil par la mention : « Utilisez la poste aérienne ». Seul le parcours Genève-Bordeaux, non desservi par des voies directes, — 850 kilomètres en 19 heures, — pourrait s'adapter à l'aviation postale.

Pour la France, l'intérêt de l'aviation postale n'existe, en réalité, que dans nos rapports avec les pays étrangers ou nos colonies. Il ne nous est certes pas indifférent de voir la France en tête de ligne d'une voie aérienne qui relie l'Europe à l'Amérique du Sud, de celle qui pénètre en Afrique ou d'une ligne qui transporte le courrier en deux jours de Marseille à Beyrouth, via Athènes. Non moins importante pour notre développement colonial sera la ligne qui doit nous relier avec nos possessions d'Indo-Chine, et dont nos hardis aviateurs ont posé le premier jalon. Signalons également la création d'une ligne vers l'Afrique du Nord, qui atteindrait ensuite Madagascar et dont on espère l'ouverture dans une année.

Mais il ne suffit pas de créer des lignes nouvelles et d'esquisser de magnifiques projets pour rapprocher les continents. Il

faut aussi faire vivre financièrement les entreprises qui assument les lourdes charges de ces exploitations. Personne ne veut perdre de l'argent pour la gloire de l'aviation, pas même l'État; aussi faut-il trouver les formules qui permettent d'atteindre, le plus tôt possible, la période de rendement, avec le trafic le plus abondant et le plus rémunérateur, en raison même de son constant développement.

Or, sur ce point, le seul qui paie, du moins pour les transports à longue distance, c'est le fret postal. Telle est d'ailleurs la conclusion du rapport de M. Dautry sur la question des possibilités actuelles de trafic de l'aviation commerciale. Si l'on exclut les passagers qui ont, à tout prix, besoin de gagner du temps, ou quelques marchandises de luxe ou denrées périssables non susceptibles d'ailleurs d'alimenter régulièrement une ligne aérienne, il reste le courrier postal qui est, à vrai dire, le fret idéal de l'avion. Les taxes perçues pour le transport par avion restent relativement peu élevées, étant donné le faible poids de chaque lettre et le très grand nombre de lettres qu'un avion peut transporter.

Pour un très long parcours comme celui de France-Buenos-Aires, le tarif postal de 9 francs les 5 grammes que nous avons indiqué, soit 18 francs pour 10 grammes, n'est pas excessif quand il s'agit du transport d'une lettre-avion, arrivant en quatre jours, et qui permettra, dans bien des cas, d'économiser le prix d'un « câble » à 15 fr. 75 le mot, ou de gagner du temps sur les vingt jours d'une lettre ordinaire. Mais ce prix de 18 fr. par 10 grammes, s'il s'agit non plus de lettres, mais d'un passager, pesant avec son bagage 100 kilos, représente un prix de 180 000 francs, ce qui est prohibitif comme tarif appliqué aux personnes ou aux objets. L'exemple des États-Unis est d'ailleurs là pour nous montrer que l'aviation commerciale, lorsqu'elle est plus spécialement postale, devient une source de bénéfices pour l'exploitant. C'est également le cas de notre ligne Toulouse-Maroc, qui est, elle aussi, spécifiquement postale et tire de ce service le meilleur de son rendement.

Est-ce à dire qu'il en sera toujours ainsi et que l'aviation commerciale ne sera jamais que postale? Nous n'oserions l'affirmer, surtout après l'intéressante communication faite par M. Lioré au « Comité national d'études », sur l'intérêt du transport des voyageurs entre la France et les pays voisins.

Sous la haute autorité de M. Dautry, il faut d'ailleurs reconnaître la possibilité de combiner, dans l'avenir, les deux services, ainsi que le prouve déjà le trafic intensif de la ligne Paris-Londres. Il n'est pas douteux, si nous nous référons à son rapport du Conseil national économique, que le transport des passagers croîtra dès que les dépenses d'exploitation et les prix de passage seront abaissés. Or, l'aviation fait des progrès rapides comme prix de revient. « Chaque année, elle voit la naissance de cellules et de moteurs nouveaux ; les recherches sur l'emploi de carburants économiques sont poursuivies ; le jour n'est pas loin où tous ces efforts permettront une réduction sensible des dépenses d'exploitation et assureront à l'aviation une clientèle appréciable. L'aviation commerciale, grande puissance de demain (sœur cadette de l'aviation postale légère, seule économiquement possible aujourd'hui), se développera d'ailleurs d'autant plus facilement que nous donnerons, dès maintenant, à l'aviation postale, les aéroports, les terrains d'atterrissage, les stations météorologiques et radiogoniométriques, les phares et les balises qu'il lui faut. »

Si l'on considère le court passé de notre aviation commerciale, vieille d'à peine dix ans, on peut avoir pleine confiance dans son évolution vers de nouveaux progrès. Mais il ne suffit pas, — on ne saurait trop le répéter, — d'avoir de bons constructeurs et d'excellents pilotes, il faut avant tout fonder ces entreprises sur des bases techniques et financières stables pour ne pas décourager les capitaux qui seraient attirés par l'avenir de cette industrie. C'est ainsi que la concession limitée à dix ans par certains gouvernements, nous paraît bien réduite lorsqu'il s'agit d'amortir non seulement des appareils, mais aussi des installations ou des achats de terrains qui sont une partie souvent très onéreuse du coût d'établissement. Sous ce régime précaire, nos Compagnies de chemins de fer auraient été bien impuissantes à se créer ou à se développer.

Il y a aussi, dans chaque pays intéressé, les Administrations postales qui, sortant de la sacro-sainte routine, doivent seconder les efforts de l'initiative privée pour organiser leur service extérieur et intérieur en utilisant plus largement le réseau aérien déjà existant, ce qui ouvrira la voie à de nouveaux progrès. Mais, dans cet ordre d'idées, il reste beaucoup

à faire, si nous en jugeons par les observations qu'a présentées, l'an dernier, le « Comité des transports par air » de la Chambre de commerce internationale, qui a pris en mains cette importante question d'intérêt général. Voici, d'après ce Comité, quelques-unes des difficultés que rencontre l'acheminement du courrier postal par la voie aérienne :

Hésitation de certaines administrations postales à conclure des accords, dans le cadre des décisions de la Haye, avec les autres administrations au sujet de la poste aérienne ;

Absence d'une entente entre les administrations postales et les chemins de fer pour l'acheminement mixte du courrier par air et par fer ;

Exécution insuffisante des instructions données pour l'acheminement de la correspondance par train en vue d'en assurer l'arrivée suffisamment à temps aux aérodromes de départ pour le réacheminement par la voie des airs ;

Absence d'un bureau d'entrepôt dans la plupart des aérodromes et insuffisance d'organisation pour le transport rapide du courrier aérien entre les aérodromes et les bureaux de poste de la ville ;

Indifférence fréquente du personnel des P. T. T., lequel ignore parfois les routes aériennes et n'est pas toujours en mesure de donner les renseignements qui lui sont demandés.

Nous n'avons pas à discuter ici la valeur de ces observations qui doivent être soumises à l'examen des compétences techniques, mais à constater seulement que cette question a été mise à l'ordre du jour dans les milieux aéronautiques et livrée à de nombreuses discussions au « Comité national d'études » pour ouvrir la voie à des perfectionnements nécessaires. C'est la tâche que s'est également assignée le Conseil national économique, en insérant ce problème dans son enquête sur les moyens de développer notre outillage national.

Enfin, il y a l'opinion publique à laquelle il importe, avant tout, de faire appel pour créer un mouvement en faveur du service aéropostal, car la création de nouvelles lignes ne peut être que le résultat d'une utilisation plus large des lignes déjà existantes. L'abondance de ce fret postal est le meilleur encouragement pour promouvoir ces initiatives officielles ou privées, dont la combinaison permettra de réaliser ce que l'Allemagne a fait depuis longtemps à toutes fins utiles : une puissante

aviation commerciale progressant d'après un plan d'ensemble et que le gouvernement tient en mains pour la faire servir éventuellement à d'autres desseins moins pacifiques.

D'après l'expérience américaine et celle de notre ligne du Maroc, le fret postal étant le seul qui puisse couvrir les charges d'une exploitation commerciale à ses débuts, c'est donc là que doit porter le principal effort pour que les Compagnies, ayant ainsi assuré leur prix de revient, puissent ensuite organiser, à des prix convenables, le service des colis et des voyageurs.

Mais, à la base de cette évolution dans le mode des transports ultra-rapides, il y a cette chose très terre à terre qu'on appelle le client. Or, dans le cas présent, l'usager a besoin qu'on le sorte de la routine postale ordinaire pour l'amener à considérer les avantages de la voie aérienne.

Il faut que, dans les milieux d'affaires, de commerce ou d'industrie, et comme l'a d'ailleurs déjà fait l'Union syndicale des banquiers, des solutions soient envisagées concernant toutes les questions que soulève l'économie de temps pour des transports de chèques ou traites, ou l'envoi en grande vitesse d'un échantillon lorsqu'il s'agit d'une négociation urgente. Fret cher en apparence, mais économique en réalité, si l'on tient compte que, d'après une statistique américaine, 250 000 dollars ont été gagnés sur les intérêts des effets transportés dans certains voyages postaux New-York-San Francisco.

Et, pour terminer sur une conclusion pratique, nous ajoutons que s'il y a des ententes entre pays pour examiner les problèmes légaux, bancaires ou commerciaux que fait naître l'usage de l'avion pour le courrier à longue distance, on peut affirmer qu'en France nos grands organismes d'études sont bien qualifiés pour préparer cette réglementation et soumettre ensuite son application à des accords internationaux.

Mais, sans attendre l'œuvre de demain, saluons avec foi et non sans fierté, la marche de ce nouveau progrès, qui, pour être, par certains côtés, administratif, n'en est pas moins remarquable. Dès maintenant il permet d'affirmer, sur d'encourageants résultats, que l'aviation postale est bien une réalité.

MAURICE LEWANDOWSKI.

UNE CORRESPONDANTE DE SAINTE-BEUVE

MADAME L. BECK-BERNARD

L'intérêt qui s'attache à Sainte-Beuve, — on l'a bien vu, il y a deux ans, aux conférences de M. André Bellessort, — est loin d'être épuisé. Nous sommes toujours et nous serons longtemps encore curieux du détail de cette vie de travailleur, et en particulier de ces correspondances « littéraires » qui le cherchaient souvent, et le trouvaient, car, si l'ouvrier des *Lundis* avait peu de temps à perdre avec des correspondants de hasard, l'homme était accueillant. Et ce n'était point seulement pour une George Sand, que s'ouvrait alors ce cabinet de la rue Montparnasse qui parfois tournait au confessionnal : son conseil, délicat et désintéressé, répondait facilement non seulement à telle âme en peine, mais à tel jeune esprit cherchant sa voie, à tel talent éclos en province, qui s'adressait à son expérience ou souhaitait de lui un appui discret.

C'est un exemple de ces offices aimables et de ces services limités, que l'on trouvera dans la correspondance, limitée elle-même, qu'il échangea, sur la fin de sa vie, avec une femme distinguée, M^{me} Beck-Bernard. Il ne la connaissait nullement, lorsqu'elle fit vers lui un premier geste épistolaire, qui ne demeura point sans réponse. De là un échange de lettres, peu nombreuses il est vrai, mais qui fut suivi d'un voyage à Paris, d'un long entretien avec Sainte-Beuve, entretien aussitôt consigné par la visiteuse au sortir du logis de l'écrivain, et cela la dernière année de la vie de Sainte-Beuve, en 1869, un peu moins de six mois avant sa mort.

Nullement banale, la personnalité de cette nouvelle « inconnue » de Sainte-Beuve, si différente de certaines autres inconnues que l'on connaît. Par ses origines familiales, par sa naissance, M^{me} Beck-Bernard appartient à l'Alsace. Née à Bitschwiller, près de Thann (Haut-Rhin), le 10 février 1824, Lina Bernard ne connut pas longtemps les sourires qui entourèrent le berceau. Elle avait dix mois à peine quand son père, ingénieur dans une manufacture de la région, fut assassiné par un ouvrier. Dès lors plana sur le foyer une atmosphère de gravité un peu sombre, dont l'étude fut le seul rayon. La culture intellectuelle était fort en honneur dans la société distinguée du Haut-Rhin, et les Bernard-Berger appartenaient à cette société. Le grand-père maternel de l'enfant, M. Berger, était un homme non seulement instruit, mais remarquable par sa culture à la fois littéraire et scientifique. C'est lui qui fit l'éducation de Lina. Il la forma non seulement au latin, mais au grec, aux sciences, au dessin. Lui-même était le gendre de l'écrivain bilingue Théophile Conrad Pfeffel, le Gellert alsacien, dont la statue se dressait naguère sur une des places de Colmar, sa ville natale (4). Nourrie aux lettres dès l'enfance, grandie à la douce chaleur d'une tendresse élargie par l'épreuve, Lina Bernard connut un développement rapide, précoce, complet.

De très bonne heure elle donna libre essor à son imagination, qui était vive et saine, ainsi qu'à ses goûts littéraires, choisis et distingués. Lorsque, vers la quinzième année, en 1839, sa mère l'amena à Bâle, elle écrivait déjà des vers, composait des tragédies, qu'elle lisait à ses compagnes d'études, et qui les faisaient pleurer à ruisseaux, d'émotion et d'admiration. Le séjour à Bâle fut d'ailleurs bref. Dès 1840, nous voyons la mère établie à Lausanne avec sa fille. Vinet fut-il là pour quelque chose ? Il se pourrait, car Vinet correspondait à Bâle avec M^{me} Bernard, et nous voyons celle-ci, en 1840, lui demander conseil pour sa fille, qui atteignait alors ses dix-huit ans. Lausanne est dès lors la patrie intellectuelle de Lina Bernard.

Là, dès l'arrivée, apparaît l'autre aspect de cette nature, invinciblement attirée par le bien social, et par l'amélioration

(4) Détruite par les Allemands pendant la guerre, cette statue sera prochainement réédifiée à Colmar, comme a été réédifié le monument de J. J. Henner, à Bernwiller, également détruit par les Allemands.

du sort de la femme. De très bonne heure, à Bâle, la question des prisons de femmes l'avait préoccupée. A Lausanne, elle se voue à l'éducation morale et littéraire des ouvrières. Elle suit instinctivement cette même route de l'éducation populaire et de l'appel des « voix d'en bas » où marchaient, vers la même date, le Michelet du *Peuple* (1844), le Lamartine de *Geneviève*, *histoire d'une servante* (1851), la George Sand de Poncy et de son *Chantier*, qui demeure une date dans la « littérature prolétaire » (1844) (1). Lina Bernard se marie en 1852. Elle a alors vingt-huit ans. Son mari, Charles Beck, esprit et caractère de valeur, homme d'initiative et bon administrateur, avait pris en main un projet, non sans hardiesse, de « colonies » à diriger et à organiser dans cette République argentine, née de la veille, qui demandait à la vieille Europe des bras pour féconder l'immensité de ses plaines. Il partit avec sa femme, en 1856, pour fonder plusieurs colonies en Argentine, aux environs de Santa-Fé. M^{me} Beck-Bernard seconda énergiquement son mari dans sa rude tâche; son esprit s'élargit encore, en même temps que ses yeux s'encharmaient de cette végétation presque tropicale et de ces grandioses horizons. La mère, d'ailleurs, paya un lourd tribut à ces climats neufs : deux enfants lui furent coup sur coup enlevés. C'est sans doute cette épreuve, jointe à des difficultés de tout ordre, qui la fit rentrer en Suisse, seule avec ses autres enfants, dès 1862. Son mari ne put venir la rejoindre qu'en 1864. Il rentrait d'ailleurs avec le titre de Consul général de la République argentine, et publiait, l'année suivante, un ouvrage sur ce pays, le premier qui ait paru en français après la description, plutôt statistique, de Martin de Moussy (2).

La voilà revenue à Lausanne, avec ses quatre filles. Lausanne est désormais la patrie de ces colons décolonisés qui, sur l'exquis coteau de Montbrillant, s'enracinent. Sauf un voyage prolongé en Italie, M^{me} Beck-Bernard ne bougera plus de Montbrillant jusqu'à l'époque de sa mort, survenue en 1888. Ce sont vingt-six années de devoirs familiaux, d'action sociale, de bienfaisance rayonnante, vingt-six années de bonheur où seule la mort

(1) Voir notre étude sur *George Sand et la littérature prolétaire* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} et du 15 août 1909); *Lettres à Poncy*.

(2) Charles Beck, *Essai sur les conditions géologiques, industrielles, politiques et littéraires de la République argentine*, 1865.

d'une fille de quinze ans, en 1873, attacha son crêpe. Du perron de Montbrillant, la mère arrêta ses regards sur ce que Sainte-Beuve appelle « ce doux jardin du pays de Vaud; et la vue de ses pentes heureuses ». Mais elle ne s'absorbait point dans une contemplation oisive. Son généreux idéalisme, sa passion de perfectionnement moral l'entraînaient plus que jamais à l'étude et au soulagement des maux dont, malgré les révolutions, la société continuait à souffrir. Et, pour y aider, outre la parole et l'exemple, elle avait sa plume.

Le premier emploi qu'elle fait de celle-ci est consacré au pays magnifique, et encore inculte, qu'elle vient de quitter. Le livre aujourd'hui introuvable, intitulé le *Rio-Parana* ou *Cinq années de séjour dans la République argentine*, publié à Paris en 1864, écrit avec cette abondance ornée et soignée qui était la marque littéraire du style d'alors, frappa par sa nouveauté, et par la beauté des spectacles naturels qu'il décrivait. L'auteur, l'esprit encore plein de scènes et parfois de drames dont il avait été témoin, entreprit encore d'en rapporter quelques épisodes, qu'il réunit plus tard sous le titre de *Fleurs de Pampas, scènes de souvenirs du désert argentin* (Paris-Genève, 1872). L'un d'eux, *l'Esterancia de Santa-Rosa*, parut d'abord ici même, le 13 novembre 1864. Ce brillant début semblait promettre une romancière. Mais le succès littéraire n'était point ce que visait M^{me} Beck-Bernard, ou du moins ce qu'elle ambitionnait surtout. Son regard était ailleurs. Même dans ses pages de descriptions à moitié romanesques, la note humaine parle plus haut que l'autre. La cruauté du dictateur Rosas, le spectacle de l'esclavage au Brésil, lui inspirent, dans le *Rio-Parana*, des protestations généreuses. Un sentiment religieux très élargi lui dicte la conclusion d'une attachante nouvelle intitulée *Fra Antonio*. Agrandir la conscience religieuse, corriger ce qui, dans les lois et les institutions, est « une violation perpétuelle des droits et de la dignité humaine », telle fut la tâche, double et une, à laquelle elle se voua. Le régime pénitenciaire des femmes redevint l'objet de ses généreuses préoccupations. Une exécution sanglante dans le canton de Vaud lui inspira une brochure *Sur la peine de mort* (1868), qui, nous dit un de ses biographes, M. G. Correvon (1), contribua

(1) Notice sur Madame Lina Beck-Bernard, par G. Correvon; Lausanne, 1889.

à la suppression de cette peine dans ce pays. En 1869, elle écrivait un *Mémoire sur les prisons de femmes*, qui fut traduit en plusieurs langues. Des échos vibrants lui répondaient, de Suisse, d'Alsace, de France. Il ne faut point s'étonner si, parmi les amitiés dont une telle femme pouvait s'honorer, on relève, dans les débris de sa correspondance, pieusement conservés et communiqués très obligeamment à nous par sa fille, M^{me} Édouard de Bavier, des noms tels que ceux de Giuseppe Garibaldi, d'Edgar Quinet, de Jules Simon; et, plus tard, de Victor Hugo, d'Elisée Reclus, de Herzen, de Gabriel Monod, de Ferdinand Buisson. Les relations avec Sainte-Beuve forment comme un épisode à part, surtout littéraire celui-là, et distinct.



C'est à propos de Pfeffel que la conversation semble s'être engagée. M^{me} Beck-Bernard avait fait paraître, dans la grande revue suisse la *Bibliothèque universelle*, de janvier et février 1866, une étude sur son ancêtre, publiée le mois suivant en une brochure à Lausanne. M^{me} Beck-Bernard en adressait un exemplaire à Sainte-Beuve, accompagné d'une lettre où elle rappelait les souvenirs qu'il avait laissés à Lausanne. Voici la réponse de Sainte-Beuve.

Paris, le 29 avril 1866.

« Madame,

« Il est vrai que tout ce que je reçois de Lausanne a du prix pour moi; je suis heureux qu'on y garde le souvenir de celui qui n'a fait que passer, mais qui a emporté du beau lieu et des habitants, une pensée à jamais reconnaissante. J'ai lu avec grand intérêt votre notice biographique de votre vénérable aïeul. Vous nous y avez dessiné une pure et belle figure de sage, une belle tête d'aveugle. J'y ai trouvé avec plaisir des anecdotes sur Delille et sa gouvernante, sur M^{me} d'Albany et Alfieri, etc. C'est donc bien sincèrement que je vous remercie, madame, et que je vous félicite de cet essai de biographie pieuse et filiale.

« Veuillez agréer, madame, l'expression de mes sentiments très respectueux.

« SAINTE-BEUVE. »

Cette lettre témoignait surtout d'une extrême politesse. Une seconde lettre, deux ans après, décèle quelque chose de plus, un échange d'observations littéraires, de remarques, d'après lequel on peut inférer d'autres lettres, depuis disparues. Peut-être en pouvons-nous déterminer l'occasion. Sainte-Beuve faisait paraître à la *Revue*, le 1^{er} mars 1868, la très belle étude intitulée *Camille Jordan et M^{me} de Stael*, tirée des papiers de famille à lui communiqués par le petit-fils de Camille Jordan, M. Arthur de Gravillon. Le nom de Gérando revient plusieurs fois dans cette étude, et pour cause. Pfeffel avait toujours été en rapport étroit avec la famille de Gérando. M^{me} Beck-Bernard, qui de Montbrillant pouvait presque apercevoir Coppet, et dont le récent travail sur Pfeffel devait sans doute beaucoup à des reprises de contact toutes fraîches avec ce qui restait de l'ancien cercle Camille Jordan-Staël-Gérando, dut, selon nous, écrire à Sainte-Beuve, sitôt son article paru, et lu par elle, j'allais dire dévoré. Sainte-Beuve répondit :

Ce 6 mars 1868.

« Madame,

« Je suis bien touché d'une attention aussi bienveillante. Elle ne sera point perdue, et, lorsque je réimprimerai cet article, je ferai de votre aimable communication l'objet d'une note. Il est bien difficile de faire revivre au vrai ces physiologies éteintes, lorsqu'on ne les a pas vues soi-même autrefois ou qu'on n'a pas le soufle direct de la tradition. Chaque cercle de société est un petit monde à part ; tant qu'on y vit, on en sait tout et on croit que tous doivent savoir les mêmes choses, et puis, dix ans, vingt ans, trente ans écoulés, le cercle s'est brisé ou évanoui : plus un témoin ne reste, rien n'est écrit, et l'on est réduit à tout deviner, à reprendre tout sur de vagues oui-dire et par des échos affaiblis. Un entier oubli enveloppe ce qui avait été si vivant, si animé, si brillant, si bruyant, si plein de rires et de jeux et de mouvement, si confiant et si sûr de soi. Vous m'aidez, madame, par votre agréable page si précise, à lever un coin du voile à jamais tombé sur une de ces aimables sociétés du passé.

« Veuillez agréer, madame, l'hommage de mon affectueux respect.

« SAINTE-BEUVE. »

Voilà que le respect de Sainte-Beuve devient « affectueux », et cette nuance dit quelque chose. N'est-il pas permis de supposer que cette lettre ne resta point sans réponse, et que, de fil en aiguille, l'entretien s'étendit des sujets locaux à des sujets plus généraux? Il était naturel, d'ailleurs, que M^{me} Beck-Bernard fût amenée de l'actualité d'hier à celle d'aujourd'hui, et des idées politiques de Camille Jordan à celles qui s'élabo- raient entre Veytaux (où demeurait Edgar Quinet) et Mont- brillant, pour ne parler que de ces deux points vifs d'une pola- risation plus générale. Cela se lit entre les lignes de la lettre suivante, qui en suppose d'autres dans l'intervalle.

Ce 24 mai 1868.

« Madame,

« Je vous remercie bien sensiblement de vos témoignages d'attention et d'intérêt. Combien de fois, en effet, ma pensée ne s'est-elle pas tournée en arrière vers ce petit pays modèle et si libre où il y a sans doute des passions, comme partout, plus ou moins bonnes, mais où l'amour de la vérité peut se déclarer ouvertement. Il est permis d'y faire à l'avance et en petit des expériences sociales que les grands États ne réaliseront que plus tard.

« Pour en revenir à un sujet déjà ancien, dans une conversation que j'ai eue avec M. de Rémusat au sujet de Camille Jordan, il est résulté pour moi qu'il était le cousin germain très uni et intime des frères Périer, Augustin, Scipion, Casimir, et que même, dans sa jeunesse, il avait eu une première inclination pour une sœur de MM. Périer, morte jeune. Cela concorde-t-il, en effet, madame, avec vos propres souvenirs?

« Veuillez agréer l'hommage de mon respect,

« SAINTE-BEUVE. »

Cette fois, la conversation est nettement engagée avec M^{me} Beck-Bernard sur ses souvenirs personnels, ou sur ce que Sainte-Beuve appelait, dans sa première lettre, « le souffle direct de la tradition ». Sainte-Beuve s'informe donc, interroge. Il sait la sûreté et l'étendue de ces renseignements.

M^{me} Beck-Bernard, mise sur cette voie de grande communi-

cation, si l'on peut appliquer ici le mot, songea-t-elle à y avancer, non sans doute pour s'y avancer elle-même, car nous avons marqué sa modestie, mais pour faciliter le progrès d'idées qui lui étaient chères? Il est probable, et c'est d'ailleurs naturel. N'avait-elle pas déjà été accueillie à la *Revue*? Paris était une autre tribune que Lausanne. Pourquoi alors, sur ces mêmes entrefaites, ne frappa-t-elle pas directement à la porte de Buloz et crut-elle devoir d'abord consulter, ou faire intervenir Sainte-Beuve? Sinon, selon nous, parce qu'il s'agissait, dans l'article projeté, de tout autre chose que de scènes des Pampas? Aussi Sainte-Beuve se mit-il aussitôt en garde. Dans la lettre suivante, la limite qu'il se trace, et qu'il assigne à ses correspondants les plus qualifiés, est d'une netteté voisine de la sécheresse. Il s'en excuse, mais en restant sur un pied de réserve que lui commandaient, à cette date, non seulement son nom, mais une situation d'esprit et une politique délicates. C'est ce qui rend intéressante l'abstention motivée, claire et digne, dont témoignent ces lignes :

Paris, le 19 septembre 1868.

« Madame,

« Quoique j'écrive ou que je récrive à la *Revue* depuis quelque temps, je ne sais absolument rien de l'intérieur des bureaux ni de l'arrière-boutique. M. Challamel-Lacour (*sic*) n'y est plus. M. Buloz y est le seul maître, jugeant de tout et par lui-même et avec bon sens. S'il croit une chose bonne pour sa *Revue*, il la met. Malheureusement, il est souvent absent, ne vient à Paris que tous les quinze jours, et passe le reste du temps à sa terre de Ronjoux, près Chambéry. Mais c'est ici à Paris qu'il faut tout lui adresser. Quand je le verrai, je lui dirai votre nom. La question d'argent ne doit point être touchée par vous. Laissez-le faire. Voilà une réponse bien sèche, mais bien positive, qui est conforme à une lettre d'affaires. Vous pouvez, en envoyant le manuscrit avec une lettre, me nommer dans la lettre. N'êtes-vous pas en relation avec M. Casimir Périer? Un mot de lui ferait quelque chose.

« Veuillez agréer, madame, l'hommage empressé de mon respect.

« SAINTE-BEUVE. »

Ainsi Sainte-Beuve, n'acceptant pas de patronner auprès de M. Buloz un article auquel il voulait demeurer absolument étranger, refoulait M^{me} Beck-Bernard sur ses propres relations, les Périer, pour signaler son manuscrit à l'attention de M. Buloz. C'est dire que, sur le contenu probable de ce manuscrit, il faisait toutes réserves. Mais sa correspondante n'en persistait pas moins dans son plan, soutenue sans doute par le groupe d'esprits « libéraux » auquel elle était affiliée, tant en France qu'en Suisse.

Entre temps, le « libéralisme chrétien » (ainsi s'intitulait-il) prenait forme en Suisse et prononçait ses formules. Un journal, *l'Émancipation*, devenait son organe. Et il ralliait à son programme des esprits venus de divers points de l'horizon, ou plutôt des horizons variés de la politique, de la philosophie, du spiritualisme libre-penseur, du catholicisme libéré, du protestantisme décalvinisé. Un mouvement d'ensemble se dessinait en faveur d'un idéalisme religieux antidogmatique auquel se rattachent naturellement, à Paris, les noms des deux Coquerel, à Strasbourg ceux de Reuss, l'exégète célèbre, de Colani, celui de Neftzer, fondateur du *Temps* et de la *Revue germanique*, et, sur divers points de France ou de Suisse, au Havre Fontanès, à Libourne Jules Steeg, à Orthez Félix Pécaut, à Genève puis à Strasbourg Edmond Scherer. Ces trois derniers quittèrent leur chaire pastorale pour reprendre leur liberté de conscience et d'action. L'indépendance soufflait sur la philosophie anti-cousinienne comme sur la politique, déjà républicaine sans parti républicain encore constitué. L'opinion sur la fin de l'Empire était comme un grand vaisseau cinglant vers un « large » de rêve, ayant à son bord ceux qui se réclamaient, pour fonder un avenir intellectuel supérieur, qui du XVIII^e siècle, qui du XVI^e, qui de l'Église primitive, qui d'aucune Église déterminée et celle-là était justement l'Église idéale, l'Église des Églises, la « communion des saints », établie par des hommes, dans la fraternité d'une foi libre, universelle.

Telle était l'incubation politico-religieuse à la veille de 1870, sur les bords du Léman. Et *l'Émancipation*, journal de la nouvelle république et des âmes religieuses ou désireuses de religiosité, allait avoir son pendant dans un autre journal, *l'Espérance*, celui-là consacré aux questions féminines, et où

le rôle social de la femme, sa place dans la société moderne, allaient être étudiés en face pour la première fois.¹

M^{me} Beck-Bernard, apôtre du premier journal, sera une rédactrice active du second, dans ces années qui suivirent la guerre de 1870, et qui marquent partout un stade. En l'année 1869, la dernière de sa correspondance avec Sainte-Beuve, elle fait une tentative tout à fait nette auprès de celui-ci pour l'attirer dans l'orbite où désormais gravitent les esprits généreux qui, de Genève à Montbrillant, de Montbrillant à Veytaux et à Neuchâtel, travaillent à l'avènement de la cité future. Quelle conquête ne serait pas, pour les idées nouvelles, une recrue telle que Sainte-Beuve ! Et quel dommage que, des vues échangées, seule demeure la page qu'on va lire, — il est vrai décisive, et qui dut singulièrement décevoir l'aimable femme en frais d'apostolat ! Tout est à retenir dans cette lettre, où chaque mot à son poids, sa portée. Postérieure de six mois à la précédente, elle suppose aussi d'autres lettres, qu'au surplus il est facile de suppléer en lisant celle-ci. M^{me} Beck-Bernard a évidemment projeté le voyage de Paris, elle a donné son adresse à Sainte-Beuve, elle espère sa « visite ». Sainte-Beuve lui répond sous la date du 18 mars 1869 :

« Madame,

« J'ai besoin avant tout de m'excuser en vous priant de considérer que je suis un invalide, que la voiture m'est interdite, que je ne vais qu'à pied et à pas lents ; que par conséquent je ne fais aucune visite, et que je ne puis chercher les occasions de voir les gens. Voilà comment je n'ai pu prendre en main l'affaire de votre article auprès d'une *Revue* à laquelle j'appartiens si peu.

« Si je vois M. Buloz et s'il vient me trouver, je lui rappellerai qu'il doit avoir de vous un article.

« J'ai reçu en effet le programme du nouveau Journal et de cette *Émancipation* chrétienne ; mais tout en la saluant de mes vœux, permettez-moi de n'imiter ni M. Edgar Quinet (1) ni les autres adhérents. En effet, je hais les paroles à double entente. Or, si la critique et le premier usage qu'on en fera amènent les

(1) Edgar Quinet, Ferdinand Buisson, et un certain nombre d'universitaires avancés s'étaient ralliés dès la première heure au programme de l'*Émancipation*.

esprits à ne pas admettre la divinité du Christ ni son rôle sur-naturel, comment faire qu'on appartienne sinon à une Église et à une communion, du moins à une réunion chrétienne d'inspiration nouvelle ? Il y a dans toutes ces entreprises un sous-entendu qui me paraît faire quiproquo. Les croyants supposent toujours qu'on restera plus ou moins chrétien à leur sens et qu'on gardera assez de sentiment religieux, de vénération religieuse, pour ne pas en venir au pur rationalisme ou au pur empirisme. Pour moi, je respecte et j'honore ces tentatives; mais je me considère comme n'ayant aucune qualité pour les encourager.

« Veuillez agréer, madame, l'hommage de mon respect.

« SAINTE-BEUVE. »

« P.-S. — Je vois par le *Journal de Genève* un plus ample développement des idées en question : je ne puis que persister dans mon abstention d'avis en présence de tant d'expressions générales et de termes vagues qui me paraissent détournés de leur sens le plus naturel. Qui dit *religion* dit *religion* et ne dit pas *philosophie*. Qui dit *chrétien* dit quelque chose qui n'est pas la simple nature ni le résumé de l'observation naturelle. Le mot d'*idéal* est un manteau flottant qui couvre bien des choses et dont les plis cachent bien des creux. »

Rien de plus décisif, de plus loyal, de plus fidèle aussi au dernier état de la pensée de Sainte-Beuve qu'une telle réponse. Elle précise son attitude finale en face du problème religieux.

La conversation aurait pu en rester là, et sans doute d'autres auraient abandonné la partie. Il n'en fut point ainsi avec M^{me} Beck-Bernard. Peut-être cette réponse eut-elle même pour effet de l'ancrer davantage dans sa volonté d'aller à Paris, de connaître enfin son correspondant, de s'expliquer plus clairement avec lui, sans espoir d'ailleurs de le convertir. Et puis, il y avait ce manuscrit en souffrance (dont nous ne savons rien, sinon qu'il n'a jamais paru). Un temps s'écoule. Puis un court billet de Sainte-Beuve, le dernier de ceux qui ont été conservés, nous apprend que, deux mois après, M^{me} Beck-Bernard est à Paris. Elle a été voir Sainte-Beuve. Elle l'a manqué. Il lui écrit aussitôt :

Ce 14 mai 1869, 11, rue Montparnasse.

« Madame,

« J'ai été bien confus de ma malencontre, et je n'ose espérer que vous me dédommerez. Si un de ces prochains jours à quatre heures vous preniez la peine de vous déranger, je pourrais du moins vous dire de vive voix combien je suis flatté de vos attentions et honoré de vous connaître.

« Veuillez agréer l'hommage de mon respect.

« SAINTE-BEUVE. »

M^{me} Beck-Bernard, le surlendemain, était chez Sainte-Beuve. Longue conversation, et si marquante pour elle, que, sitôt rentrée, elle en rédigea le récit. Voici ce document, demeuré entre les mains de sa fille, M^{me} Édouard de Bavier, et qui nous montre Sainte-Beuve chez lui, et nous fait assister à sa conversation peu de mois avant sa mort.

VISITE A SAINTE-BEUVE

17 mai 1869.

« M. Sainte-Beuve habite rue du Montparnasse, 11, une petite maison à un seul étage, très simple d'apparence. On me fit entrer au rez-de-chaussée dans une salle à manger pavée de dalles, et meublée sans aucun luxe, de là dans un salon à deux croisées, très sombre, donnant sur un petit jardin entouré de hautes murailles et planté d'arbres touffus. Ce salon, meublé en velours grenat fané, rideaux de laine brune, tapis usé, n'a pour ornement qu'une pendule et deux lampes de bronze, deux glaces, et sur une table ovale une coupe pour les cartes de visite. J'attendis là un instant; puis la personne qui m'avait introduite me pria de monter, et me fit entrer dans un cabinet de travail des plus encombrés. Des deux fenêtres donnant aussi sur le jardin, une seule avait des rideaux de laine verte; deux grandes armoires vitrées remplies de livres entassés dans tous les sens; deux tables l'une à côté de l'autre, couvertes de journaux, de livres, de brochures, d'épreuves à corriger, de papiers; des volumes épars sur toutes les chaises; dans un coin, une couchette en fer, recouverte d'une housse verte et d'un tapis blanc fait au crochet. Sur la cheminée, une petite pendule, des chandeliers, un très vilain panier à papier, brodé en tapis-

serie. Devant les chenêts, deux fauteuils recouverts en maroquin brun, un petit tabouret devant un des fauteuils.

« Au bout de quelques minutes d'attente, Sainte-Beuve entra. Il paraît âgé de soixante-cinq ans, lourd, gros, marchant difficilement ; à la cheville, il porte sur ses souliers des bandes de tricot de laine attachées avec des rubans. Il a dû être très roux dans sa jeunesse. Sa tête ronde est dépourvue de cheveux, sauf deux touffes en houpettes rousses et blanches, mélangées, qui repoussent une calotte de velours noir posée en arrière très singulièrement. Les yeux gris, perçants et rappelant ceux du chat, sont surmontés d'épais sourcils hérissés en buissons rous-sâtres, et comme chargés de givre. Le nez est pointu, la bouche fine, assez grande, un mélange de bonhomie narquoise et de dédain malicieux. Il portait une chemise de percale rouge et blanche à raies et à jabot ; un habit-paletot en orléans noir, le tout fort propre. Il s'excusa très poliment d'avoir dû refuser ma première visite et me remercia de ne pas m'être laissé décourager, mais sa santé était déplorable, et le forçait à une réclusion presque constante.

— Je souffre, dit-il, d'un mal humiliant, des graviers, des calculs, que sais-je, qui m'enflent les pieds, m'empêchent de marcher et ne me permettent pas la voiture ! Mais parlons d'autre chose, laissons cela. J'ai reçu, depuis votre lettre, une lettre de M. Buisson. Voyez, Madame, il y a un malentendu dans tout cela qu'il faut que je vous explique.

« En sortant de l'École de médecine, j'étais réaliste, complètement réaliste. Puis, pendant sept ou huit ans, j'ai été amoureux, ou si vous l'aimez mieux, malade des nerfs, et j'ai composé des livres que vous connaissez peut-être, ou que vous ne connaissez pas, comme *Consolations*, *Joseph Delorme*, un petit roman, *Volupté*. Après cela, je tombai dans le mysticisme et j'ai écrit *Port-Royal*, bien malgré moi, sortant de moi-même pour écrire ce livre. Depuis, je ne me suis occupé que de littérature purement et simplement. La religion, mon Dieu, la religion, je ne vois rien de plus beau en morale que le sermon, mais n'y touchez pas ! Comment le comprendre autrement que par le surnaturel ? Dès que l'on dit allier la philosophie et le christianisme, la philosophie absorbe tout..

« Et puis ce sont les désagréments qu'on m'a faits au Sénat, qui m'ont placé dans une position que je n'ai pas du tout cher-

chée. Le Sénat, j'y vais rarement, plus du tout. Hé bien, c'est peu intéressant, c'est ennuyeux pour tout dire, quelquefois des questions administratives assez bien traitées, mais en général c'est aride, c'est plat! Un beau jour, arrive M. de Ségur d'Aguesseau qui, sous un prétexte frivole, commence une longue tartine que beaucoup de gens n'écoutaient pas, ni moi non plus! Comme il continuait, malgré qu'on le priât de cesser, je fis attention, et je vis, que par beaucoup de détours, il arrivait à tomber sur les cours du Collège de France, et, sans nommer Ernest Renan, il en parla si clairement qu'on ne pouvait pas s'y tromper. C'est alors que je crus devoir répondre à M. de Ségur, en revendiquant les droits de la libre pensée. Alors tout de suite on dit : « Ah! Sainte-Beuve est ceci, Sainte-Beuve est cela! » On crut que je m'étais fâché et mis en colère, mais ce sont mes nerfs, et, comme je fus malade peu après, M. de Ségur père fit des reproches à son fils, disant qu'il m'avait rendu malade, et, ce qui est vraiment bouffon, il vint demander de mes nouvelles!

« Et puis après, il y a cette histoire qu'ils m'ont faite pour mon dîner du vendredi saint, dont tous les journaux religieux et Veuillot ont tant parlé, et voici l'affaire :

« Le prince Napoléon me fait l'honneur de dîner chez moi une fois l'an. J'appris qu'il allait partir (il part toujours) et comme il dîne tous les vendredis chez une dame de beaucoup d'esprit, que je connais, je lui demandai de prier le prince de fixer un jour pour dîner chez moi avec la même société.

« Le prince, qui devait partir le lundi après Pâques, dit : « D'aujourd'hui en huit, vendredi. — Vous n'y pensez pas, lui dit la dame, c'est vendredi saint! — Vendredi saint, qu'est-ce que cela me fait? » répondit le prince, et il fut décidé qu'on dînerait ce soir-là chez moi. Comme la dame, quoiqu'un peu légère, tient assez aux formes, je commandai un dîner maigre. Le jour même, la dame se fit excuser, disant qu'elle avait la migraine. On lui avait préparé un bouquet, qu'on lui envoya. Le prince vint. Il y avait Edmond About, deux ou trois autres messieurs (1), point de dames. On dina, puis on prit le café, on fuma des cigares, on causa. Les journaux ultramontains présentèrent le tout comme une orgie épouvantable faite exprès

(1) Les invités étaient au nombre de six : Taine, Renan, About, Flaubert, Robin et le prince Napoléon. (Voir J. Troubat : *Souvenirs et Indiscrétions*.)

un saint jour, etc. C'est alors qu'Edmond About répondit et dit : « Il n'y avait ni jambons, ni saucisses », etc. Au Sénat, on commença à me dire des choses désagréables, et c'est alors que, lors de la proposition de M. Duruy, je répondis aux évêques, je parlai des aigles du Capitole, des Diocésiens, etc. Comme on savait que je devais parler, une vingtaine de personnes sympathiques se tenaient près de moi, près de la tribune, et je dis, en y faisant allusion : « Je sais quel est mon vrai public. » Là-dessus, on crut que je faisais allusion à mes lecteurs, que je prenais toute l'Europe à témoin ! On grandit singulièrement toutes ces questions et l'on me fit une position que je n'avais pas cherchée, pas le moins du monde, car, je le répète, je n'entends rien à la philosophie, je suis littérateur, simplement littérateur.

« En parlant de M. Buisson, Sainte-Beuve dit encore, répondant à une objection :

— Oni, ce qu'il fait peut être bon comme une sape, mais je ne me paie pas de mots : ou tout, ou rien. Et puis, on ne sera jamais pratique ! Je reçois un journal de philosophie : c'est triste, ces gens-là ! Ils ne veulent pas seulement qu'on dise : « Mon Dieu ! » moi, quand je souffre, je dis toujours : mon Dieu, et cela me soulage. Ce n'est pas du tout que je sois pour les formes. Le dimanche des Rameaux, on m'a mis un rameau béni à ma cheminée : je l'ai ôté, quoiqu'au fond cela me soit bien égal. Mais comme littérateur, écrivant des monographies, je suis appelé à parler de tout. J'ai fait un article sur M^{me} Valmore. Hé ! mon Dieu, il m'a bien fallu passer sur son culte à la Vierge ! J'ai dû écrire cela !

« Je revendiquai (continue M^{me} Beck-Bernard, qui fait ici repartir le dialogue sur son thème favori) les droits de la conscience, et je parlai du christianisme pratique, du protestantisme libéral.

— Je ne le connais pas, dit-il, je vis si retiré ! Mais ce que vous dites là est vrai. On ne devrait faire appel qu'à un examen de conscience, et se contenter de cela comme profession de foi. Toutes les époques sont des époques de transition. L'esprit humain n'est jamais content, n'est jamais tranquille...

« Parlant encore du prince Napoléon et de son départ, Sainte-Beuve dit :

— Il ne pouvait pas rester ici pendant les élections, on n'a

pas d'idée de la manière dont il parle! Une fois, le prince a dit : « Votre gouvernement, c'est du fumier! » Une autre fois, il a dit : « C'est du guano »!

« Avez-vous vu Buloz? Il n'a pu me recevoir : c'était le 12 du mois. Oh! il est vrai qu'à cette date l'Empereur lui-même ne serait pas reçu. Buloz est un singulier homme. Ce qu'on lui dit compte peu. Il veut juger par lui-même. Quand il est content, on n'obtient rien de lui qu'un « hom! », comme cela, un grognement... Je lui parlerai de votre article, dites-moi un peu sur quoi il roule?...

Le récit manuscrit ne le dit pas. La rédactrice s'oublie complètement pour laisser parler Sainte-Beuve.

— Je vois d'ici où est Montbrillant, ajouta Sainte-Beuve, sur la pente d'Ouchy, pas loin de la campagne la Roche-Jacquelin. C'est splendide! A la campagne la Roche-Jacquelin, j'allais visiter quelquefois une vieille dame noble; c'était un débris de l'ancienne société. J'ai conservé un bon souvenir de Lausanne. Que fait M. Vuillemin? Il a, selon moi, un vrai talent d'appréciation, du style, toutes les conditions requises pour un historien de premier ordre. J'ai lu, avec un grand intérêt, sa notice sur Lefort. M^{me} Forel vit-elle encore?

« Je donne des détails sur la collection des lettres de M. Vinet. Sainte-Beuve se met presque en colère.

— Et que deviennent ces lettres? Je vous en prie, madame, veillez à ce que ces lettres ne se perdent pas; et si l'une d'elles donne lieu à des notes, à des observations, que M^{me} Forel ou M^{me} Vinet les écrivent au bas de la copie de la lettre. Il faut absolument que cela se fasse, veillez-y! La pensée complète de Vinet ne se trouvera que dans sa correspondance. Il écrivait pour le public, par conscience, en se posant devant un point de vue unique et exclusif. Sa correspondance intime doit seule nous le rendre tel qu'il était. C'était un esprit élevé, jamais contentieux dans la discussion. S'il vivait encore, devant les opinions d'aujourd'hui, Vinet n'aurait qu'à monter une marche.

« J'étais levée pour partir. Sainte-Beuve me suivit encore jusqu'au bout du vestibule pour me recommander les lettres de Vinet. Il ôta à deux reprises son petit bonnet noir, et me dit d'un air presque solennel :

— Adieu, madame, adieu.

« Un orage affreux n'avait cessé de gronder pendant toute notre conversation. La pluie tombait avec fracas sur une volière placée près de la fenêtre. Des oiseaux effrayés battaient de l'aile contre les vitres. De fréquents éclairs traversaient de leur vive lueur le demi-jour de la chambre. Sainte-Beuve parlait assis dans son fauteuil, vis-à-vis de moi, les pieds sur son tabouret, la figure dans l'ombre. Je voyais seulement scintiller ses yeux gris, et, quand il se tournait vers la fenêtre, la silhouette étrange de son nez pointu, de sa calotte posée en arrière, et de sa houpette de cheveux sur la tempe. »

* * *

Ici s'arrête la « rédaction » de M^{me} Beck-Bernard. Elle a, nous semble-t-il, une valeur de document. On y voit le dernier Sainte-Beuve, très près de la mort qu'il sent prochaine (noter le ton de son « adieu »), mais intact d'esprit, irréductible d'attitude sur la question philosophique et religieuse, et d'une sensibilité profonde pour tout ce qui touchait à ce passé où le nom de Vinet était si noblement attaché. Ce Sainte-Beuve expansif, abondant, libre et discursif, on croit l'entendre, avec certains mots qui ne sont qu'à lui, — « Vinet n'aurait qu'à monter une marche », — et qui frappèrent justement la visiteuse, qui, si exactement, et comme pieusement, les enregistra aussitôt. Songea-t-elle à s'en servir quelque jour ? A ce compte, ce récit aurait pu trouver sa place dans ces *Souvenirs* qu'elle commença à rédiger en 1886, nous dit M. Correvon, et qui furent interrompus. Cette première visite à Sainte-Beuve devait être aussi la dernière. La fin était très proche. Jules Troubat l'a racontée (1).

Néanmoins, d'autres lettres furent sûrement échangées après cette visite. Une enveloppe à l'adresse de M^{me} Beck-Bernard, écrite de la main de Sainte-Beuve, était sur son bureau quand il mourut, le 13 octobre. Et c'est dans cette enveloppe, avec intention, que Jules Troubat inséra, près de trois mois après, le 8 janvier 1870, la réponse collective des exécuteurs testamentaires de Sainte-Beuve à la lettre de condoléances que M^{me} Beck-Bernard avait adressée rue Montparnasse. L'enveloppe contenait la photographie de Sainte-Beuve, d'Émile

(1) *Souvenirs du dernier secrétaire de Sainte-Beuve et Souvenirs et indiscretions* (Calmann-Lévy).

Robert, et trois noms sur la même carte, Marc Fabre, Auguste Lacaussade, Jules Troubat, « exécuteurs testamentaires de M. Sainte-Beuve ». Ces lignes accompagnaient la carte :

« Avec l'expression de nos plus vifs regrets et de mes très humbles excuses pour n'avoir pas encore répondu à une lettre si pleine d'affection pour le grand mort. Je n'ai cessé depuis le 15 octobre d'être assailli d'inquiétudes qui se joignirent à la grande. Je prie M^{me} Beck-Bernard de vouloir bien croire à la sincérité des sentiments respectueux et reconnaissants que je lui ai gardés parmi ceux des amis que la mort de Sainte-Beuve a laissés fidèles à sa mémoire. *Jules Troubat.* »

Cette fidélité, nuancée de reconnaissance pensive, ne se démentit jamais chez la femme dont nous évoquons le souvenir demeuré toujours vivant dans les cœurs de ceux qui l'ont connue et dépeinte. Accueillante et causante dans le grand salon de Monbrillant, active de ses doigts comme de son esprit, elle laissait courir son aiguille sur la dentelle comme ses idées sur les œuvres féminines à fonder, et qu'elle fonda. Centre aimable de culture littéraire, centre d'âmes et d'amitiés élevées, elle fit largesse à son fidèle entourage de son cœur beaucoup plus que de son talent. Et c'est pourquoi on aimerait à la voir revivre, sinon dans un portrait à la La Tour ou un marbre à la Houdon, comme sa brillante voisine du Lac immédiat, l'heureuse M^{me} de Charrière, du moins dans un de ces crayons délicatement « ingristes », tels ceux qu'a si purement dessinés son compatriote Gleyre, honneur du musée de Lausanne.

S. ROCHEBLAVE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La politique est un champ de bataille. L'homme d'État qui, parmi les attaques furieuses et malgré les douleurs physiques ou morales qui peuvent l'éprouver, reste ferme à son poste et défend jusqu'à l'extrême limite de ses forces les idées qu'il croit justes et les intérêts qu'il estime sacrés, fait preuve d'une énergie stoïque qui parfois confine à l'héroïsme. Personne ne pouvait deviner, durant ces trois jours où le président Poincaré refit, devant une Chambre attentive, toute l'histoire des réparations et des dettes, et démontra lumineusement la nécessité de la ratification des accords Mellon-Béranger, que la maladie le tenaillait et qu'une intervention chirurgicale allait s'imposer à bref délai. La France étonnée apprit en même temps, le 26 juillet, et le mal dont souffrait le président du Conseil et la démission du ministère.

Ce fut, dans tout le pays, même parmi les adversaires politiques de M. Poincaré, une surprise douloureuse, car il semblait à la masse des Français, au moment si important et sans doute décisif où l'Europe est parvenue, que la présence au gouvernail d'un homme de la taille et de l'expérience de M. Poincaré apportait aux inquiétudes nationales la plus précieuse des garanties avec la plus indiscutable des compétences. M. Poincaré et M. Briand étaient en parfait accord sur les solutions que la France peut admettre et sur la marche à suivre pour les obtenir; mais ce que l'opinion publique aurait accepté sans peine de M. Poincaré associé à M. Briand, ce dernier aura sans doute quelques difficultés à le lui faire endosser, tant il semblait que l'entente de deux hommes si différents par leur caractère, leurs méthodes et leurs tendances mêmes apportât d'apaisements à la patrie inquiète. Quelles que soient les déformations que font subir à l'action d'un homme d'État la passion des

journaux ou l'intérêt des partis, le bon sens des Français a toujours su discerner les chefs qui servent bien l'intérêt national et conduisent avec sagacité les affaires du pays. N'a-t-on pas vu, en cet été tragique de 1926, au moment où il semblait que, par les fautes du Cartel, le franc fût décidément naufragé, la seule annonce que M. Poincaré était appelé au pouvoir, raffermir la confiance et disperser les longues files de déposants alarmés qui déjà se pressaient aux guichets des succursales de la Banque de France? Le programme des experts préconisait la stabilisation immédiate du franc au moyen d'emprunts à l'étranger; M. Poincaré aurait pu s'abriter derrière leur autorité et suivre leur avis; il s'en garda, résolu d'abord à établir fortement l'équilibre et le superéquilibre du budget et à ne pas recourir à des emprunts qui auraient mis les affaires françaises sous la tutelle de l'étranger. En stabilisant le franc à l'heure qu'il jugea propice et avec les seules ressources de notre crédit, il a rendu à l'économie nationale un service que certains hommes politiques s'obstinent à méconnaître, au moins publiquement, mais que le pays apprécie à sa valeur. Les résultats sont là et le bon sens populaire sait que M. Poincaré a sauvé les finances françaises. La même tactique a été suivie en ce qui concerne les accords avec les États-Unis et l'Angleterre pour les dettes de guerre; M. Poincaré en a rejeté la ratification précipitée et, lorsqu'il s'y est résolu, c'est que l'impossibilité de les améliorer était démontrée et que le plan Young, qui apporte à la France, malgré d'évidents sacrifices, des avantages certains, postulait d'abord la ratification.

De l'occupation de la Ruhr au plan Dawes, du plan Dawes au plan Young, M. Poincaré s'avance prudemment vers un règlement définitif des difficultés nées de la guerre et la France attendait avec une confiance justifiée les décisions qu'il prendrait, d'accord avec M. Briand et le gouvernement tout entier, à la Conférence qui vient de s'ouvrir. La maladie ne lui a pas permis d'achever lui-même son œuvre; elle lui impose une abstention de quelques mois durant lesquels tout fait espérer que l'art des chirurgiens rétablira complètement l'équilibre dans un organisme vigoureux et sain, mais durant lesquels aussi seront prises, sans sa participation, les plus importantes décisions. Dans cette épreuve physique et morale, la *Revue* adresse au président du Conseil d'hier et de demain ses vœux les plus ardents de complet et prompt rétablissement.

Il sembla d'abord, aux collaborateurs de M. Poincaré, que sa maladie, survenant au moment des vacances parlementaires et devant

vraisemblablement n'être plus qu'un mauvais souvenir au moment où les Chambres seront de nouveau convoquées pour la session d'automne, il pourrait demeurer président du Conseil en choisissant un suppléant, et cela d'autant mieux qu'il n'était titulaire d'aucun portefeuille. C'était mal connaître la haute conscience qui ne permet pas à M. Poincaré d'accepter des responsabilités dont il ne serait pas en état d'assumer entièrement la charge. Le Président de la République et les ministres durent reconnaître que la démission du Cabinet était la seule issue constitutionnelle en la circonstance. Quant au successeur, il s'imposait et aucun des hommes politiques que, rituellement, consulta M. Doumergue, ne lui conseilla un autre choix que celui de M. Aristide Briand. Ses derniers discours à la Chambre et au Sénat avaient montré le ministre des Affaires étrangères en pleine possession de ses moyens et de son talent et muni d'une expérience de plus en plus mûrie par une longue collaboration avec M. Poincaré. Son discours au Sénat, notamment, où il obtint une très forte majorité en faveur de la ratification des accords de Washington et de Londres, avait fait sur la haute assemblée une profonde impression. Le Cabinet n'avait pas été mis en minorité, bien que certaines défections se fussent produites dans les rangs de sa majorité ; il était donc naturel qu'en un moment si important pour la politique française, on continuât de suivre la ligne fermement tracée par M. Poincaré.

Mais quel ministère ferait M. Briand ? Il fut d'abord tenté d'élargir vers la gauche l'assiette de son cabinet, comme M. Poincaré lui-même l'avait essayé au mois de mars, en y introduisant quelques éléments radicaux-socialistes. La manœuvre pouvait paraître d'autant plus naturelle que, aux scrutins pour la ratification des accords sur les dettes, une quinzaine de députés radicaux-socialistes avaient suivi M. Briand, tandis que pareil nombre de membres du « groupe Marin », et parmi eux leurs chefs, s'étaient séparés de la majorité, et que presque tous les sénateurs radicaux-socialistes avaient soutenu de leurs votes la politique du cabinet dans cette même question. Mais, à la veille de la Conférence, M. Briand se rendit compte qu'il n'était pas possible de prolonger la crise et de s'engager dans les délicates négociations que nécessiterait un remaniement même partiel du ministère ; il se contenta donc d'offrir aux radicaux-socialistes de faire entrer dans son cabinet, à titre de ministres d'État, sans portefeuille, un certain nombre d'entre eux, ainsi que certaines personnalités marquantes des autres partis, afin que, dans les cir-

constances difficiles que va traverser la politique française, aucun parti de gouvernement ne fût exclu du ministère et que tous fussent appelés à prendre leur part de responsabilité. Il semble que M. Herriot, M. Daladier, aient été d'avis d'accepter les offres du nouveau président du Conseil : mais, dans les réunions de groupes, il arrive souvent, en pareil cas, que l'opinion de ceux qui sont assurés de n'être point ministres et qui sont les plus nombreux, l'emporte sur l'avis de ceux qui sont assurés de le devenir et leur inflige l'abstention. Le groupe radical-socialiste décida donc de rester à l'écart ; et peut-être, après tout, M. Briand ne lui avait-il fait des offres libérales qu'avec le secret espoir qu'elles seraient rejetées. C'est donc le même ministère, avec M. Briand comme président, qui se donne pour mission de continuer la même politique.

Ministère Poincaré sans Poincaré, a-t-on dit. La formule est exacte, si l'on ne regarde que les noms des hommes qui le composent, elle l'est moins si l'on considère l'esprit qui l'anime, car c'est le chef qui donne l'âme et la vie à l'être collectif. Le douzième cabinet Briand se présenta donc devant le Parlement convoqué d'urgence le 31 juillet. La déclaration ministérielle fut, comme il convenait, fort courte : ministère de vacances parlementaires, non pas certes de vacances politiques, car la Conférence de La Haye, en août, la Société des nations, en septembre, donneront assez d'occupations et de soucis à M. Briand et à ses collaborateurs. Le président du Conseil demande donc à la politique des partis trois mois de trêve. C'est pour achever l'œuvre de M. Poincaré que ses collaborateurs sont restés groupés. « Par le redressement financier à l'intérieur, par l'équilibre budgétaire, par la stabilisation et par le règlement des dettes extérieures, les deux cabinets précédents ont rendu possible la conférence qui va se réunir et dont les résultats doivent consacrer, devant l'opinion nationale, l'aboutissement de l'œuvre poursuivie pour la sécurité de la France en Europe, aussi bien que pour la défense de ses plus hauts intérêts, matériels et moraux, dans le monde. » C'est là « l'unique programme » du ministère. Plus sa majorité sera large, plus grande sera son autorité dans les conseils de l'Europe.

Le débat, après la déclaration ministérielle, fut très bref. Après un court et solide discours de M. Gignoux, au nom des groupes gouvernementaux, M. Briand s'adressa particulièrement aux radicaux-socialistes pour essayer de les rallier à la majorité qu'il espère grouper pour soutenir sa politique extérieure ; il en fut pour ses

frais d'éloquence : trois radicaux seulement lui donnèrent leurs voix, sept votèrent contre lui, tous les autres s'abstinrent. Dans le groupe de l'Union républicaine démocratique, quatre membres, parmi lesquels ses chefs, M. Louis Marin en tête, refusèrent leur confiance au ministère pour lequel tous les autres votèrent. Finalement, le cabinet obtint 325 voix contre 136 et 130 abstentions. Ces votes, comme ceux qui ont adopté de justesse la ratification des accords sur les dettes, révèlent une situation parlementaire singulièrement confuse. La politique que pratique M. Briand répond, dans ses grandes lignes, aux vœux des partis de gauche, même des socialistes et, au contraire, elle éveille certaines inquiétudes parmi les modérés. Mais socialistes et radicaux-socialistes se précipitent à tous les abandons gratuits, comme ils l'ont fait en 1924, lors de l'avènement à jamais néfaste du Cartel, tandis que M. Briand, d'accord avec M. Poincaré dans le précédent cabinet et suivant toujours la même ligne, n'entend pas sacrifier les intérêts qu'il considère comme essentiels à la France. La politique est l'art des nuances; elle est aussi un choix entre deux inconvénients, un passage entre deux écueils. Le moment est venu d'opter, et il faut en avoir le courage. Nous rejetons toute « liquidation » précipitée; mais nous croyons nécessaire, dans l'état où actuellement se présente la question, d'aboutir à un règlement raisonnable et définitif des difficultés nées de la guerre. Il paraît donc heureux, dans les circonstances actuelles, que la politique de M. Briand soit appliquée par une majorité qui ait pleine conscience des périls qui menaceraient la France si elle laissait toucher aux traités qui constituent sa sauvegarde et l'on peut espérer que le président du Conseil, comme l'eût fait M. Poincaré lui-même, ne sacrifiera rien de l'intérêt national au désir de recueillir les applaudissements précaires et dangereux de l'extrême gauche.

Il était particulièrement nécessaire, en ce moment, que l'ordre dans la rue ne fût ni troublé ni menacé. Sur l'ordre de Moscou des manifestations communistes étaient depuis longtemps annoncées et préparées pour le 1^{er} août par les groupements révolutionnaires. « Tout le prolétariat » devait descendre dans la rue. Il s'agissait, disait-on, de manifester contre la guerre et l'impérialisme; en réalité, on voulait une sorte de répétition générale de l'émeute, du bruit, du sang, afin de réveiller l'esprit révolutionnaire qui, au gré des bolchévistes, manque d'audace et d'entrain. La protestation contre la guerre devait servir d'entraînement à la guerre civile.

M. André Tardieu, ministre de l'Intérieur qui, avec l'énergique préfet de police, M. Chiappe, a si remarquablement organisé les forces de police à Paris et en province et qui a rendu confiance à tous ses subordonnés en leur prouvant qu'ils seraient toujours soutenus par leurs chefs et en s'occupant avec sollicitude de leur bien-être matériel et moral, avait pris toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre. Les organisateurs du complot, les agents de Moscou, avaient été préalablement arrêtés et tout le plan de la « journée » avait été saisi. De nombreux étrangers avaient été expulsés. Le matin du 1^{er} août, *l'Humanité*, qui devait donner les derniers mots d'ordre, fut saisie. La journée fut très calme, le nombre des chômeurs très réduit. Une fois de plus, M. Tardieu a démontré qu'il suffit de regarder en face le péril révolutionnaire pour qu'il s'évanouisse et que montrer la force est le meilleur moyen de n'avoir pas à s'en servir.

A cette occasion, M. Henri Dubreuil, qui a donné récemment un volume si curieux sur le travail aux États-Unis (1), a publié, dans *le Peuple*, un article qu'il est permis de considérer comme un signe des temps et que l'on a plaisir à citer. « Le véritable révolutionnaire d'aujourd'hui ne peut plus être le prolétaire dépenaillé qui fait si bien sur les tableaux où il brandit une torche incendiaire. Il sait au contraire qu'il doit se garder d'incendier quelque chose : il n'y a déjà pas assez de logements pour lui et les siens. Il sait qu'il n'y a pas un sac de blé de trop. Il sait que tout désordre est en premier lieu mortel pour celui que la vie a le plus désarmé, et que la révolution véritable consiste à ne rien détruire, mais au contraire à remettre de l'ordre là où ne règnent aujourd'hui que ses apparences... La société de demain ne peut naître dans le taudis où la rancune coexiste naturellement avec la crasse, mais dans la petite maison gracieuse et propre où la ménagère s'efforce gaiement d'élever une génération plus propre et plus éclairée. L'ouvrier qui l'habite ne répondra pas à l'appel à l'émeute lancé par de haineux politiciens, mais à l'appel de l'organisation syndicale où se forgeront ses capacités intellectuelles, où il apprendra la valeur de l'ordre et de l'éducation, où il éprouvera la valeur des amitiés solides formées dans la reconfortante atmosphère des solidarités corporatives. » C'est le programme que recommandait, ces jours derniers, la *Semaine sociale* de Besançon. A une telle « révolution », qui ne collaborerait de meilleur cœur ?

(1) H. Dubreuil, *Standards. Le travail américain vu par un ouvrier français*. B. Grasset, 1929, in-12.

La Conférence internationale pour le règlement « complet et définitif » de la question des réparations s'est ouverte à La Haye le 6 août. Aussitôt après les congratulations d'usage, le combat s'est engagé et, tout de suite, sous des formes très courtoises, il est devenu fort âpre. Le parti socialiste, en France, se présente volontiers comme le seul qui ait la volonté effective d'établir la paix sur un règlement rapide des difficultés nées de la guerre : or, un seul parmi les pays d'Europe représentés à la Conférence possède un gouvernement socialiste affilié à la II^e Internationale, c'est la Grande-Bretagne, et c'est aussi le seul qui, par la voix de M. Philippe Snowden, n'accepte pas dès l'abord le plan Young et introduise des réclamations nationalistes, si bien qu'il est encore impossible de savoir si ces revendications ne naufrageront pas à bref délai la Conférence. Une expérience de plus de dix années a prouvé que l'accord de la France et de l'Angleterre permet toujours d'aboutir à des solutions heureuses pour la paix et l'ordre européen, tandis que leur désaccord n'engendre que le chaos et l'impuissance. D'ailleurs, le parti travailliste n'a pas toute liberté de réaliser sa propre politique, prisonnier qu'il est des libéraux dont l'appoint est indispensable à sa majorité et qu'inspire la hargne antifrançaise de M. David Lloyd George. N'est-ce pas lui qui, aux Communes, le 26 juillet, demanda au gouvernement de rejeter le plan des experts et de s'opposer à ce que de nouveaux sacrifices fussent imposés au peuple britannique? M. Snowden, d'après un scénario concerté à l'avance, lui répondit et formula les objections et les revendications qu'il a, dans la séance du 6 août, présentées à la Conférence.

Que sont ces revendications et que valent-elles? M. Snowden, à La Haye, a d'abord demandé que fussent précisés certains points du plan des experts : il sera facile, sur ces questions de détail, de lui donner satisfaction et M. Chéron, dans l'exposé très clair et précis par lequel il a répondu à son collègue britannique, n'y a pas manqué. Mais voici où ses griefs prennent un tour plus sérieux. Il lui déplait que la France et l'Italie profitent de la distinction des annuités « inconditionnelles » et des annuités « conditionnelles » prévues par le plan Young; « cet arrangement, dit-il, est indéfendable, et les experts n'ont même pas essayé de le défendre ». En second lieu, les experts n'ont pas tenu compte des pourcentages établis à Spa et les ont modifiés à l'avantage de la France, de l'Italie et de la Belgique. Enfin, l'économie anglaise se plaint que le plan Young prolonge pendant dix années, il est vrai à une cadence décroissante, les livraisons en

nature au titre des réparations. Ainsi, les experts britanniques sont désavoués sans vergogne et, afin qu'ils ne soient pas tentés de protester, aucun d'eux n'a été invité à faire partie de la délégation à La Haye. Il y a là autre chose qu'un détail singulier : une question de bonne foi. Ce n'est un mystère pour personne que les experts, théoriquement indépendants, n'ont pas cessé d'être en contact étroit avec leurs gouvernements respectifs et de prendre leurs instructions; il était d'ailleurs naturel et nécessaire qu'il en fût ainsi; tout particulièrement, il est avéré que sir Josiah Stamp ne cessa de rester en contact avec la direction du Trésor. Sans doute, les gouvernements avaient réservé, surtout pour des raisons d'ordre constitutionnel et parlementaire, leur droit d'accepter ou de rejeter le plan Young; mais il était tacitement entendu qu'ils étaient d'accord avec leurs experts. Voilà des mœurs nouvelles qui tendent fâcheusement à s'introduire dans la politique des démocraties. Ce furent d'abord les bolchévistes qui renièrent les dettes du régime tsariste; on vit ensuite les États-Unis envoyer solennellement le président de leur République négocier à Paris un traité de paix et le pacte de la Société des nations, et refuser ensuite d'adhérer à l'un comme à l'autre, sous prétexte que le chef de l'État était, de démocrate, devenu républicain. Les Allemands qui ont accepté, qui ont même sollicité, il y a moins d'un an, la déclaration de Genève du 16 septembre, mènent aujourd'hui campagne pour rejeter l'une des conditions que cette déclaration pose comme indispensables pour l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Et voici maintenant que le ministère britannique, parce que les électeurs ont changé l'axe de la majorité, se croit délié des engagements au moins implicites pris par ses experts à la conférence de Paris. Où allons-nous avec de telles pratiques? Elles ne facilitent pas le règlement des difficultés internationales.

On oublie trop, depuis si longtemps qu'on discute sur les modalités de paiement, quelle est l'origine des réparations et ce qui les justifie. Ce ne sont pas des indemnités de guerre, car M. Wilson a stipulé qu'il n'y en aurait point; c'est la représentation, d'ailleurs insuffisante, des destructions opérées par les envahisseurs dans les pays occupés. La France, la Belgique, l'Italie ont des régions dévastées; elles peuvent montrer les réparations déjà exécutées et celles qui restent à achever; où sont celles de l'Angleterre? La note Balfour a eu des inconvénients, celui notamment de séparer, en face des États-Unis, la cause britannique de celle des Alliés; elle a eu du

moins le mérite de poser ce principe que l'Angleterre ne réclame, en fait de réparations, que ce qui lui est nécessaire pour rembourser ses propres dettes vis-à-vis de l'Amérique.

Lorsque, le 7 août, M. Chéron, notre ministre des Finances, et les représentants de l'Italie, de l'Allemagne, du Japon, de la Belgique et des États « à intérêts limités » (Yougoslavie, Roumanie, Grèce, Pologne, Portugal, Tchécoslovaquie) eurent fait connaître leur point de vue, il apparut que tous les États intéressés acceptaient le plan Young, quittes à en préciser quelques détails ou certaines modalités, et que M. Snowden restait seul. Persistera-t-il dans son opposition ? Il est impossible de le dire à l'heure où nous écrivons ; mais, pour notre part, nous ne le croyons pas. L'opposition de M. Snowden est d'abord d'ordre politique intérieur : on est au lendemain des élections où le parti travailliste et les libéraux ont promis d'alléger le fardeau d'impôts qui pèse sur le contribuable anglais et trouveraient fort ingénieux d'en rejeter le poids sur le nôtre, comme s'il était moins obéré. Le gouvernement travailliste n'ignore pas que le président Hoover, ses ministres et l'opinion publique, attachent du prix à ce que le plan Young-Morgan, qui porte le nom de deux éminents financiers des États-Unis, soit l'instrument définitif du règlement des réparations et de l'apaisement des esprits en Europe. Le *New-York Times* du 5 août, dans un article de fond, montre que la remise en question du plan Young replongerait l'Europe dans un inextricable chaos, et prouverait qu'elle est incapable d'organiser sa vie et son avenir. On ne peut que regretter, une fois de plus, que le gouvernement des États-Unis n'ait pas cru devoir se faire représenter à la Conférence autrement que par un observateur ; son opinion n'en aurait que plus de poids. M. Mussolini, de son côté, a donné formellement, dès le 1^{er} août, son adhésion au plan des experts et rappelé la formule finale dont ceux-ci se sont servis et que M. Poincaré et M. Briand ont adoptée : le plan Young est « un tout indivisible » ; chacune de ses parties tomberait si elle était séparée des autres.

Le gouvernement britannique a enfin, pour passer outre à sa propre opposition, des raisons d'un autre ordre. La livre subit une crise qui inquiète la Cité. La finance anglaise, pour avoir voulu garder la maîtrise du marché international de l'argent et des prêts aux États ou aux villes, alors qu'elle n'en possède plus les moyens, a vu la livre descendre au-dessous du « gold-point », et les négociants spécialistes de l'étranger acheter en Angleterre de l'or métal, si bien

que l'encaisse-or de la Banque d'Angleterre est descendue au-dessous des 150 millions de livres sterling considérés comme le minimum nécessaire à la couverture de la circulation monétaire. La Banque de France fait tout ce qu'elle peut pour enrayer de tels achats, mais le libre jeu des lois économiques est plus fort que sa bonne volonté. La défaveur et l'inquiétude avec lesquelles a été accueilli, dans les milieux financiers et industriels le cabinet travailliste, est l'une des raisons de cette crise des changes qui menace très sérieusement l'économie britannique. Elle inclinera sans doute le chancelier de l'Échiquier à tempérer ses exigences.

Le gouvernement du Reich allemand a déclaré, dès le 7 août, accepter le plan Young en se réservant de faire valoir à son heure des considérations politiques. Mais, le 6, M. Stresemann, sous prétexte de remerciements au gouvernement néerlandais, avait jugé bon d'esquisser une politique d'entente économique européenne qui fut jugée inopportune, d'autant plus qu'il éprouva le besoin d'y glisser une allusion à Bismarck comme au « plus grand homme d'État allemand ». Le ministre des Affaires étrangères est resté fidèle à une méthode qui lui est chère ainsi qu'à la presse allemande et qui consiste à présenter comme des détails insignifiants les questions qui font l'objet du débat, et à faire miroiter en espérance les grandes choses qui seront réalisées, si seulement on accorde à l'Allemagne les avantages qu'elle réclame. Comment d'ailleurs aurait-on confiance quand on lit, dans un journal sérieux et démocrate tel que la *Gazette de Francfort*, un article tel que celui du 27 juillet, où sont mises en relief toutes les raisons de considérer le plan Young comme provisoire et sujet à revision? Déjà, à propos de la retraite de M. Poincaré, la presse allemande multipliait les calomnies et les signes d'une joie de mauvais aloi. La maladresse, sur une telle échelle, est évidemment systématique et voulue, toute soufflée de cet orgueil incoercible et naïvement cynique qui ne permet plus d'apercevoir la justice ailleurs que dans l'intérêt allemand. Mais l'avertissement peut nous être utile.

RENÉ PINON.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIX^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-DEUXIÈME VOLUME

JUILLET — AOÛT

Livraison du 1^{er} juillet

	Pages.
L'ESCALIER DANS L'AZUR, dernière partie, par M. André LAMANDÉ	5
LA GÉNÉRATION PRÉSENTE EN ITALIE, par M. Ugo OJETTI	45
TROIS DINERS AVEC GAMBETTA, par M. LUDOVIC HALÉVY. RECIT PUBLIÉ PAR M. DANIEL HALÉVY	67
DEUX ANNÉES A BERLIN (1912-1914). — VII. L'HOSTILITÉ CONTRE LA FRANCE, par M. le baron BEYENS.	92
LES SOUVENIRS DE VIENNET, par M. PIERRE JOURDA	123
LES ROMANTIQUES JUGÉS PAR UN CLASSIQUE, par VIENNET.	126
CHOSSES VUES A MOSCOU, par VIATOR	154
NOS FINANCES PENDANT LA GUERRE, par M. F. FRANÇOIS-MARSAL, de l'Institut.	162
L'ÉTAT ACTUEL ET L'AVENIR DE NOS ROUTES, par M. EDMOND MARCOTTE.	173
POÉSIES, par M. MAURICE LEVAILLANT	194
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — LES ULTRA-SONS, par M. FRANÇOIS CANAC.	202
REVUE LITTÉRAIRE. — ROUSSEAU ROMANCIER, par M. VICTOR GIRAUD.	215
POUR LE JUBILÉ DE M. RENÉ BAZIN, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française.	227
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON.	231

Livraison du 15 juillet

VALOMBRÉ, première partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie fran- çaise.	241
FOCH EN ITALIE, par M. CAMILLE BARRÈRE, de l'Institut.	259
UN AUMÔNIER DE L'IMPÉRATRICE, par M. PIERRE JOUVENET.	295
UNE SEMAINE AU CHÂTEAU DE SAINT-CLOUD (Juillet-Août 1870), par L'ABBÉ PUYOL.	299
AU CŒUR DE L'ANATOLIE. — I. LA FORTHESSIE, par NOËLLE ROGER.	320

	Pages.
LE CONSULAT DE BONAPARTE. — IV. <i>LE RÉORGANISATEUR</i> , par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française	312
ATROPHIE, par M ^{me} EDITH WHARTON	315
DEUX ANNÉES À BERLIN (1912-1914). — <i>A LA VEILLE DE LA GUERRE</i> , par M. le baron BEYENS	349
LA LITTÉRATURE COLONIALE. — <i>HIER ET AUJOURD'HUI</i> , par M. ROBERT RANDAU .	416
LES POSTES DE L'ARMÉE GOURAUD (<i>Juillet 1918</i>), par M. GEORGES GAUDY . . .	433
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — <i>THERÈSE OU LES AMOURS VIENNOISES</i> , par M. LOUIS GILLET	452
REVUE MUSICALE. — <i>BAYREUTH</i> . — <i>SALAMINE</i> , par M. CAMILLE BELLAIGUE . .	464
PAUL SOUDAY, par R. D.	470
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON . .	472

Livraison du 1^{er} août

VALOMBRÉ, deuxième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française	481
ÉTUDES DIPLOMATIQUES. — LE PREMIER MOIS DE LA GUERRE MONDIALE, par M. ALBERT PINGAUD	525
LES LOIS DE M. DE LAUZUN, par M. LE DUC DE LA FORCE	567
LA RUINE MORALE AU PAYS DES SOVIETS. — II. <i>LE DÉSASTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE</i> , par M. LE COMTE KOKOVITZOFF	592
LA VOIX DES JEUNES. — L'ESPRIT DE LA LITTÉRATURE MODERNE. — I, par M. ANDRÉ BERGE	621
AU CŒUR DE L'ANATOLIE. — II. <i>PLEINE TERRE</i> , par NOELLE ROGER	648
MARINE DU PONANT, MARINE DU LEVANT, par M. RENÉ LA BRUYÈRE	677
THOMAS MANN, ROMANCIER DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE, par M ^{me} G. BIANQUIS	687
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON . .	710

Livraison du 15 août

VALOMBRÉ, troisième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française	721
MÉMOIRES. — V. <i>ACCORD PASSAGER AVEC M. THIERS</i> , par le Duc de BROGLIE	768
AU PALAIS ALEXANDRE APRÈS LE DÉPART DE L'EMPEREUR. — <i>TSARSKOÏE-SELO</i> , 1 ^{er} août 1917, par M. GEORGES LOUKOMSKI	803
LE GOÛT DE L'INSTRUCTION ET SON PRIX DEPUIS TROIS SIÈCLES, par M. le vicomte GEORGES D'AVENEL	827
AU CŒUR DE L'ANATOLIE. — III. <i>AUX BORDS DU TIGRE</i> , par NOELLE ROGER . .	860
LE CONSULAT DE BONAPARTE. — V. <i>L'ÈRE DES DIFFICULTÉS</i> , par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française	884
L'AVIATION POSTALE, SES PROGRÈS ET SON AVENIR, par M. MAURICE LEWANDOWSKI	914
UNE CORRESPONDANTE DE SAINTE-BEUVE. — MADAME L. BECK-BERNARD, par M. SAMUEL ROCHEBLAVE	931
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON . . .	949

